

Alain (Émile Chartier) (1925)

Éléments d'une Doctrine radicale

Un document produit en version numérique par Pascale Tremblay, bénévole
Étudiante au doctorat en neuro-physiologie de la parole à [l'Université McGill](http://www.mcgill.ca)
ptrembl17@po-box.mcgill.ca
ou tremblaypascale@hotmail.com

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"
Site web: http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html

fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Pascale Tremblay, bénévole, étudiante au doctorat en neuro-physiologie de la parole à l'Université McGill
ptremb17@po-box.mcgill.ca ou tremblaypascale@hotmail.com
à partir de :

Alain (Émile Chartier) (1925)

Éléments d'une doctrine radicale.

165 propos d'Alain écrits de 1906 à 1914 et de 1921 à 1924.

Une édition électronique réalisée à partir du livre d'Alain (Émile Chartier) (1941), Éléments d'une doctrine radicale. 166 propos d'Alain écrits de 1906 à 1914 et de 1921 à 1924. Paris : Librairie Gallimard, 1933, 4^e édition, 315 pp. Collection "Les documents bleus", no 24.

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 3 janvier 2003 à Chicoutimi, Québec.



Table des matières

Avertissement

Introduction

Propos 1	Le Tribun , le 15 mai 1924
Propos 2	La Politique du simple soldat , le 16 juin 1922
Propos 3	La Politique du citoyen , le 24 janvier 1923
Propos 4	Des Moutons , Le 13 avril 1923
Propos 5	Encore des Moutons , le 12 mai 1923.

Première esquisse

Propos 6	Le Radicalisme existe , le 14 mai 1906
Propos 7	Dogmatique dans l'action , le 23 octobre 1906
Propos 8	Les deux bouts de la chaîne , le 6 août 1906
Propos 9	Le Peuple tire , le 26 avril 1910
Propos 10	La République toujours en péril , le 15 octobre 1912

Position du radicalisme

I - L'élite

Propos 11	Le Grand Conseil , le 5 juillet 1906
-----------	--

Définition de l'Élite

Propos 12	Confidences , le 22 mars 1909
Propos 13	Le Donjon , Le 28 décembre 1908
Propos 14	Le Grand Banc , le 2 janvier 1911
Propos 15	La Seichie , le 26 février 1909
Propos 16	Ploutocratie , le 9 septembre 1911
Propos 17	Lettre à l'Académicien , le 31 mai 1909
Propos 18	Mamers contre Paris , le 3 mai 1914
Propos 19	Écrivains , le 13 avril 1912

Force de l'Élite

Propos 20	Mollusques , le 10 janvier 1911
Propos 21	Gouvernés et Gouvernants , le 13 juin 1914
Propos 22	Politique expérimentale , le 23 août 1922
Propos 23	Tyrans , le 10 octobre 1910
Propos 24	Jeanne d'Arc , le 1 ^{er} mai 1921
Propos 25	Ruse des Pouvoirs , le 12 mars 1914

Recrutement de l'Élite

Propos 26	Les Pouvoirs se reconstituent , le 3 juin 1911
Propos 27	Notre Élite , le 10 février 1911
Propos 28	Recruteurs , le 15 décembre 1910

Dogmes de l'Élite

Propos 29	Le Droit de l'Élite , le 24 mars 1912
Propos 30	Révolution contre le Peuple , le 4 juin 1910
Propos 31	Le Pouvoir spirituel , le 16 novembre 1912
Propos 32	Médiocres , le 28 février 1913
Propos 33	L'Important et le Négligent , Le 16 juin 1922

II - L'él

a) *Ministres*

Propos 34	Ni Anges, ni Bêtes , le 27 mai 1912
Propos 35	L'Humiliation , le 9 avril 1911

Le Radical au pouvoir

Propos 36	Le Radical parle , le 30 juillet 1913
Propos 37	L'École des Ministres , le 1 ^{er} novembre 1908

Les pièges du pouvoir

Propos 38	La Chute à droite , le 7 mars 1911
Propos 39	La Poignée de main , le 19 avril 1910
Propos 40	Le Ministre en veston , le 16 janvier 1913
Propos 41	Discours au radical , le 23 juin 1913
Propos 42	Le Métier de Roi , le 28 avril 1910
Propos 43	Le Succès ne prouve rien , le 9 février 1913
Propos 44	Toujours lutter , le 12 février 1912

b) *Députés*

Propos 45	L'Ami du Pouvoir , le 30 avril 1912
-----------	---

Le vrai Radical

Propos 46	Compétences , le 27 octobre 1912
Propos 47	Effets de tribune , le 9 avril 1909
Propos 48	La Fin d'un régime , le 20 mars 1914
Propos 49	Jaurès naïf , le 2 août 1910
Propos 50	Le Jugement , le 30 juillet 1921

Le faux Radical

Propos 51	Nouveaux démocrates , le 1 ^{er} août 1909
Propos 52	Des Nuances , le 10 mars 1914

Séduction

Propos 53	Tyrannie d'Opinions , le 22 juin 1913
Propos 54	Litanies , le 24 mars 1912
Propos 55	Leçon , le 11 février 1912
Propos 56	Croupes , le 6 juin 1910
Propos 57	Penseurs en escarpins , le 26 décembre 1913
Propos 58	L'élite en révolte , le 11 mai 1914

III - L'électeur

Propos 59 [Ne touchez pas à la hache](#), le 17 mars 1910

Vertus du suffrage

Propos 60 [Radicaux sans le savoir](#), le 27 juillet 1910
 Propos 61 [La Parole et l'Idée](#), le 6 avril 1911
 Propos 62 [Ésope](#), le 16 août 1922
 Propos 63 [Les mots et les choses](#), le 3 avril 1909
 Propos 64 [Tous contre les Pouvoirs](#), le 6 janvier 1910
 Propos 65 [Le suffrage des femmes](#), le 28 novembre 1922
 Propos 66 [Suffrage universel](#), le 30 mars 1911
 Propos 67 [Le suffrage universel et le bon sens](#), le 17 juin 1914

Le peuple souverain

Propos 68 [L'ami Jacques](#), le 21 avril 1911
 Propos 69 [Vertus du Peuple](#), le 4 juillet 1912
 Propos 70 [Platon](#), le 17 décembre 1910

La doctrine

Propos 71 [Léviathan](#), le 18 décembre 1912
 Propos 72 [Radicalisme](#), le 10 janvier 1912

I - Doctrine politique

Le Droit.

Propos 73 [De l'Égalité](#), le 18 octobre 1907
 Propos 74 [La Raison à quatre pattes](#), le 20 juin 1909
 Propos 75 [Le Sociologue parle](#), le 8 juin 1910
 Propos 76 [Croire](#), le 4 novembre 1910
 Propos 77 [Nul n'est digne du Droit](#), le 5 janvier 1914

Le Contrôle.

Propos 78 [Le troisième Pouvoir](#), le 12 juillet 1910
 Propos 79 [Les Pouvoirs naturels](#), le 31 mai 1914

Des pouvoirs

Propos 80 [Les Pouvoirs et la Démocratie](#), le 10 juin 1914
 Propos 81 [Le corps sans tête](#), le 25 avril 1924
 Propos 82 [Contagion](#), le 28 juin 1913

Résistance à l'oppression.

- Propos 83 [L'opposition](#), le 30 mars 1912
Propos 84 [Défiance](#), le 13 juillet 1921
Propos 85 [Les Pouvoirs s'étendent](#), le 27 juin 1922
Propos 86 [De l'Autorité](#), le 22 septembre 1922

Le Vote secret

- Propos 87 [Le Suffrage secret](#), le 7 novembre 1923
Propos 88 [L'Opinion muette](#), le 18 juillet 1923
Propos 89 [La Terreur Radicale](#), le 31 mai 1922
Propos 90 [Combes](#), le 1^{er} juin 1921
Propos 91 [L'Électeur et les Partis](#), le 30 juin 1911

Les Partis.

- Propos 92 [Individus](#), le 2 mai 1922

Homme et parti

- Propos 93 [Programmes](#), le 20 mars 1909
Propos 94 [Partis organisés](#), le 13 octobre 1912
Propos 95 [Candidats](#), le 30 décembre 1909

Probité politique

- Propos 96 [Petites mares](#), le 8 août 1912
Propos 97 [Faveurs](#), le 12 mai 1910
Propos 98 [Clientèles](#), le 11 juin 1911
Propos 99 [Fonctionnaires](#), le 6 septembre 1912
Propos 100 [Corruption](#), le 27 août 1910
Propos 101 [Les petits moyens](#), le 10 février 1913
Propos 102 [Politique de clocher](#), le 22 novembre 1909

Réforme électorale

- Propos 103 [Le Député et l'Électeur](#), le 12 juillet 1909
Propos 104 [Choisir ses maîtres](#), le 6 décembre 1912
Propos 105 [La R. P. et la justice](#), le 14 juillet 1914
Propos 106 [Pilule dorée](#), le 30 avril 1910
Propos 107 [Le Nombre et le Droit](#), le 31 juillet 1912
Propos 108 [Le Problème politique](#), le 19 juin 1911
Propos 109 [Le jeu des partis](#), le 21 mai 1922
Propos 110 [Justice](#), le 3 juillet 1911
Propos 111 [Le Maître](#), le 9 janvier 1922
Propos 112 [Le Radicalisme s'organise](#), le 10 septembre 1924

II - Doctrine économique

Propos 113 [Politique et Économique](#), le 22 juin 1923

Radicalisme et Socialisme

Propos 114 [Les grands Banquiers](#), le 19 octobre 1911
Propos 115 [Urbains et Ruraux](#), le 29 janvier 1913
Propos 116 [Hommes et Doctrines](#), le 14 mars 1924
Propos 117 [Discours au Socialiste](#), le 24 janvier 1910
Propos 118 [Le Socialiste répond](#), le 1^{er} juin 1912
Propos 119 [Le Prince](#), le 3 mai 1908
Propos 120 [Heureux peuple](#), le 14 octobre 1910
Propos 121 [Désirs mal gouvernés](#), le 3 avril 1911
Propos 122 [Les Passions](#), le 31 juillet 1910
Propos 123 [L'Arbitre](#), le 3 janvier 1922
Propos 124 [Les Pouvoirs de fait](#), le 29 juin 1922

III - Doctrine internationale

Le Radicalisme et la Paix

Propos 125 [Justice et Guerre](#), le 10 novembre 1923
Propos 126 [La Patrie](#), le 25 juin 1922
Propos 127 [La Force](#), le 5 novembre 1923
Propos 128 [Monsieur Placide](#), le 31 mai 1910
Propos 129 [Le Grand Procès](#), le 14 juin 1922
Propos 130 [L'Esprit de guerre](#), le 23 mai 1921
Propos 131 [La Peur de la Peur](#), le 31 août 1923
Propos 132 [Guerre d'idées](#), le 14 juillet 1922
Propos 133 [Maîtres et esclaves](#), le 12 janvier 1923
Propos 134 [Paroles pour le 14 juillet](#), le 14 juillet 1923
Propos 135 [Notre ennemi](#), le 1^{er} juin 1924

IV - Doctrine religieuse

Radicalisme et Cléricalisme

Propos 136 [Concordats](#), le 28 février 1922
Propos 137 [Sillonistes](#), le 27 février 1909
Propos 138 [La Tyrannie du nombre](#), le 19 juin 1914
Propos 139 [L'Aumônier](#), le 24 décembre 1921
Propos 140 [Le Royaume des Esprits](#), le 1^{er} octobre 1924

V - Le radicalisme et la culture

Éducation

Propos 141 [Négations](#), le 14 avril 1911
Propos 142 [Instruire](#), le 17 mars 1911
Propos 143 [Le Catéchisme](#), le 4 janvier 1922
Propos 144 [La Culture](#), le 10 octobre 1921
Propos 145 [Érudition](#), le 2 mai 1911

Spirituel et Temporel

Propos 146	Les deux Pouvoirs , le 2 juin 1913
Propos 147	L'Action et la Pensée , le 5 décembre 1923
Propos 148	Ne point croire , le 3 décembre 1923
Propos 149	Le Devoir d'obéissance , le 4 septembre 1912
Propos 150	L'Individu et la Société , le 17 avril 1911
Propos 151	Le Progrès , le 24 avril 1911

Conclusion. - [La Foi Radicale](#)

Propos 152	Mystique radicale , le 25 juin 1911
Propos 153	Adieu à la gloire , le 7 avril 1913
Propos 154	La Sainte-Alliance , le 27 février 1913
Propos 155	Vouloir, non savoir , le 18 mai 1914
Propos 156	Savoir et Vouloir , le 2 juin 1924
Propos 157	Le Peuple des morts , le 16 mai 1910
Propos 158	L'Âge , le 30 avril 1913
Propos 159	Méphistophélès , le 30 juillet 1909
Propos 160	De la Fidélité , le 7 février 1912
Propos 161	Sincérité , le 22 décembre 1913
Propos 162	La Phalange , le 2 mars 1912
Propos 163	Obstination , le 7 décembre 1913
Propos 164	Jurons , le 1 ^{er} juillet 1924
Propos 165	Soyons Béotiens , le 1 ^{er} novembre 1924

ALAIN
Éléments
d'une doctrine radicale

PARIS, LIBRAIRIE GALLIMARD, 1933, 315 pp.
Quatrième édition. NRF.

Collection: Les documents bleus, n° 24
LIBRAIRIE GALLIMARD, 1925.

[Retour à la table des matières](#)

Avertissement

J. et M. ALEXANDRE

Avril 1925.

[Retour à la table des matières](#)

L'auteur des *Propos d'Alain* n'a pas à être ici présenté au lecteur. Nous renonçons aussi, quelque envie que nous en ayons, à indiquer sa place parmi les penseurs de ce temps et de tous les temps. Avertissons simplement le lecteur qu'il trouvera en ce livre cent soixante-cinq Propos choisis parmi les milliers de Propos qu'Alain a écrits jour par jour ; de 1906 à 1914 dans la *Dépêche de Rouen*, puis de 1921 à 1924, dans les *Libres Propos* et dans *l'Émancipation*.

Chacune de ces réflexions de politique est née selon une libre inspiration, et souvent à des années d'intervalle, au contact de quelque événement aujourd'hui lointain. Transcrites avec leur date et simplement rapprochées, elles se trouvent dessiner une Doctrine de la Liberté. Expérience sans doute unique d'une pensée capable de toutes les constructions dogmatiques, mais qui, par foi et par discipline, s'est voulue chaque jour entièrement libre et neuve devant l'objet nouveau. Si donc ces jugements s'enchaînent, s'ils se soutiennent et s'achèvent les uns les autres, ce n'est par l'effet d'aucun artifice d'école ou de polémique, mais seulement par la puissance de l'esprit qui les a formés, et de la vérité identique qu'il est chaque fois parvenu à saisir dans les événements passagers.

Aussi s'est-on abstenu d'expliquer, dans des notes, les allusions à ces événements. Les dates des différents articles éclaireront assez l'historien, et il a semblé que l'attention du lecteur ne se porterait qu'exceptionnellement de ce côté-là ; bien plutôt elle s'exercera à saisir ces efforts successifs, volontairement répétés autant de fois qu'il faut, pour essayer, critiquer, poursuivre une même Idée. Il n'est sans doute pas de meilleure éducation du Jugement, en tout cas pas de fête plus joyeuse pour l'esprit ; comme en un sentier de montagne ; c'est le même sentier, mais il est autre à chaque pas.

Entre ces cent soixante-cinq Propos qui tous concernent la Politique et la Doctrine radicales, les éditeurs, pour en faciliter la lecture et en mieux marquer la portée, ont essayé d'établir un ordre. Cet ordre qui a été indiqué autant que possible de page en page, par les divers titres courants, se trouve exposé à la table des chapitres, à laquelle le lecteur aura intérêt à se reporter.

Peu importe d'ailleurs l'ensemble et la suite. Le lecteur ne sera déjà que trop enclin à lire les Propos à la file, comme il fait pour les chapitres ou les paragraphes d'un ouvrage ordinaire. Contre quoi il faut l'avertir que chaque Propos est par lui-même un tout, et presque toujours se suffit. Un Propos d'Alain est une *oeuvre séparée*, où chaque phrase et parfois chaque mot ouvre des chemins en tous sens à qui veut réfléchir assez ; et cela, parce que l'esprit a su s'y enfermer tout entier, recréant chaque fois ses idées et son objet, mais s'obligeant en même temps, pour se livrer vivant, à les recréer d'un seul jet, d'un seul effort soutenu, sans plan abstrait et sans retouche. Ainsi dialoguait Socrate.

J. et M. ALEXANDRE

Avril 1925.

Introduction

Introduction

Propos 1 :

Le tribun

Le 15 mai 1924

[Retour à la table des matières](#)

On m'a dit plus d'une fois : « Vous êtes le dernier radical, ou peu s'en faut. Cette espèce disparaît comme a disparu l'aurochs ». J'en riais bien. Maintenant j'en ris encore mieux. Le radicalisme n'est point vieux ; il est encore enfant. Il me semble que l'on peut deviner ce qu'il sera ; c'est le seul sujet neuf qu'il y ait encore dans la politique, où presque tout a été dit.

L'art des gouvernants a été étudié de fort près. Sous la forme militaire, il touche à la perfection. Un colonel sait persuader et sait punir ; les grades intermédiaires, si bien ménagés, font circuler le commandement jusqu'aux extrémités du grand et redoutable corps. Tous les pouvoirs ont les yeux fixés sur ce modèle. Le pouvoir de police n'en diffère presque point. Tous les pouvoirs, celui du juge comme celui de

l'industriel, s'appuient sur ces deux-là. D'où l'ordre, chose louable et bonne, qui mérite l'obéissance, et qui, au reste, l'obtient.

Les choses allant ainsi, par la persuasion et la force ensemble, il est inévitable que le citoyen soit gouverné plus qu'il n'est nécessaire. Par exemple l'armée s'étend et s'établit, sans aucun projet et par sa seule nature. Toutes les parties du pouvoir imitent l'armée. Quel est le programme d'un président ? Il demande de nouveaux pouvoirs. Quelquefois on s'y laisse prendre et on l'attend au bien qu'il veut faire. Or le bien qu'il veut faire, c'est toujours d'étendre bon pouvoir, ainsi que tous les pouvoirs concordants. Cette idée est quelquefois naïvement exprimée, par des hommes qui se disent démocrates et qui croient l'être. Il suffit à leurs yeux que le peuple soit consulté de temps en temps, de façon qu'il puisse choisir d'autres maîtres ou confirmer ceux qu'il a.

Or le peuple, chez nous, va obstinément à une autre fin, toutes les fois qu'il trouve passage. Il n'élit point tant des chefs que des contrôleurs. Selon une idée qui est à peine entrevue, le chef de l'État n'est point tant le chef de tous les bureaux que le délégué du peuple, le Citoyen modèle qui a charge de découvrir tous les abus de pouvoir, et d'y mettre fin. Plus évidemment, les ministres sont comme des tribuns, chacun d'eux ayant la surveillance d'une de ces puissantes administrations, qui toutes tyranniserait si on les laissait faire. Ainsi le ministre de la guerre n'est nullement le chef de l'armée, mais plutôt le représentant des citoyens ; et c'est ce que les vrais militaires ont toujours senti.

Sur cet exemple, essayons de comprendre comment un ministre, homme scrupuleux d'ailleurs, homme de labeur, homme de jugement, peut se tromper et nous tromper, de bonne foi. Le voilà, à ce qu'il croit, chef de l'armée, et général sur les généraux. Il s'use d'abord à apprendre ce nouveau métier ; il n'y parvient pas ; il prend conseil de ceux qui le savent, et bientôt il ne décide que d'après leurs propositions. Et cela serait sage, si le ministre avait pour mission d'être le général des généraux. Il suffit d'avoir touché au métier militaire pour savoir que c'est un très difficile métier. Mais aussi le métier de ministre n'est ni d'administrer ni de commander comme chef de l'armée, mais plutôt de s'opposer aux empiètements de cette puissante et vorace organisation. C'est dire qu'il ne doit point rechercher les éloges des militaires, et qu'il doit même s'en défier, et, bien plus, se résigner à se voir suspect et même abhorré. Chacun trouvera sans peine d'illustres exemples d'un genre et de l'autre. Or il arrive que le ministre qui oublie son mandat et se fait plus militaire que les militaires, est finalement puni et chassé, quoique trop tard ; et inversement celui qui a osé faire son devoir de tribun sans craindre le redoutable esprit de corps, est finalement acclamé, quoique trop tard. Cette justice du peuple, encore lente et boiteuse, fait pourtant voir un profond changement dans la politique réelle. Chacun sent bien que, comme le député est le délégué du peuple, ainsi le ministre est le délégué des députés, qui a charge de porter le regard du peuple jusque sur les régions secrètes où les pouvoirs coalisés préparent et poursuivent leurs projets chéris. Comprenez pourquoi l'esprit radical est si violemment méprisé. Donnez une pensée à Combes, à Pelletan, à Caillaux.

15 mai 1924.

Introduction

Propos 2 :

La politique du simple soldat

Le 16 juin 1922

[Retour à la table des matières](#)

Je suis né simple soldat. Les curés, qui m'enseignèrent ce qu'ils savaient et que je sus promptement aussi bien qu'eux, ne s'y trompèrent jamais ; et ils considéraient mes étonnantes versions à peu près comme nous faisons pour les nids d'oiseaux ou l'hydrographie du castor ; cela étonne en d'humbles bêtes. Un bon nombre de mes camarades étaient nés officiers, et je le reconnus tout de suite, car ils me traitaient sans façon et lançaient ma casquette dans les arbres. À quoi je trouvai un remède, qui était de lancer un bon coup de poing de temps en temps. Plus tard, je me protégeai plus élégamment par un genre de raillerie redoutable. Ce que j'écris ici n'est donc point pour me plaindre de mon sort, mais plutôt pour rendre compte de mes opinions à ceux qui s'en étonnent et même s'en attristent ; cela vient de ce qu'ils sont nés officiers. Non point sots ; il n'y a point tant de sots ; mais plutôt persuadés qu'il y a des hommes qui sont nés pour commander, et qu'ils sont de ceux-là. Et c'est ce que je reconnais de fort loin à un certain air de suffisance et de sécurité, comme s'ils étaient précédés d'une police invisible qui éloigne la canaille. J'en vois de tous métiers, les uns officiers dans le sens propre, d'autres, épiciers, d'autres, curés, d'autres, professeurs, journalistes, portiers, ou suisses d'église. Ils ont ceci de commun qu'ils sont assurés qu'un blâme de leur part ou seulement un avertissement me feront abandonner aussitôt mes opinions de simple soldat ; espérance toujours trompée.

Plus tard, et alors que j'étais mêlé, par grand hasard, aux docteurs de la loi, j'ai reconnu un de mes frères dans un boursier qui ne se privait pas d'enlever les premières

places à des officiers de naissance ; on ne lui en faisait pas reproche, mais plutôt de garder, avec ces avantages, une manière de juger qui ne s'y accordait point. « Comment ? Vous qui êtes boursier... » ; cela fut dit plus d'une fois, avec une nuance de tristesse, par un politique du Temps, qui était né colonel. Ce boursier était de première force pour le grec et le latin ; mais il manquait de ruse. C'est un crime que de manquer d'ambition, et c'est une faute de le laisser voir aux voleurs de casquettes, comme je le compris vers ma septième année.

J'aime les socialistes cotisants, et je suis disposé par sentiment à me trouver toujours avec eux, « pour le meilleur et pour le pire », comme dit le proverbe. Mais, dans leurs chefs de section et dans leurs prêcheurs de doctrine, j'ai presque toujours reconnu l'officier né ; d'où une prompte retraite dans le marais des misérables grenouilles radicales, toujours piétinées par l'orgueilleuse doctrine. Je fais une exception pour Jaurès, en qui j'ai reconnu du plus loin le simple soldat de vraie vocation ; à ce signe notamment, qu'il n'a jamais cherché à me convaincre, et qu'il n'y a même pas pensé. Me voilà donc boursier toujours, et toujours mal pensant ; toujours revenant à dire ce que toutes les grenouilles pensent, d'être ainsi piétinées ; toujours à dire ce qu'elles ne savent pas dire ou ce qu'elles n'osent pas dire ; retournant ainsi, noire ingratitude, la rhétorique contre ceux qui me l'ont apprise, et piquant César avec mon coupe-choux. Un bon diable, et grand ami à moi toujours, quoiqu'il ait pris des airs d'adjudant, m'a jugé d'un mot, comme je revenais de la guerre. « Soldat mécontent », a-t-il dit. Veuillez bien comprendre combien notre politique serait simple et claire, s'il était interdit de parler ou d'écrire à ceux qui ne sont pas au moins capitaines,

16 juin 1922.

Introduction

Propos 3 :

La politique du citoyen

Le 24 janvier 1923

[Retour à la table des matières](#)

« Ne faites donc pas de politique ; réservez votre temps et vos forces pour les choses de l'esprit, qui sont plutôt votre affaire ». Ce conseil me fut donné plus d'une fois, et une fois par un homme savant, profond et vénérable. Mais je n'y ai point prêté attention, pas plus cette fois-là que les autres. Il faut toujours quelque passion qui vous mette la plume à la main. L'ambition propre à l'écrivain m'ayant toujours fait défaut, il est probable que je n'aurais rien écrit du tout, si je n'avais trouvé deux ou trois fois l'occasion de journaux radicaux qui manquaient d'argent et que les gens de bonne compagnie voulaient ignorer. C'est ainsi que j'ai pris le goût et peut-être le besoin d'écrire. Et, de même, si j'ai si longtemps parlé et discuté dans les Universités Populaires, c'était moins pour instruire le peuple que pour m'établir bien clairement en amitié avec lui, contre les Châteaux, les Académies et les Importants, que je n'aime point. Un Important culbuté et humilié fait le plus beau spectacle pour mon goût. Par exemple lorsque le sénateur Ribot, grand prêtre de l'importance, vint offrir un ministère neuf à une Chambre neuve, je connus un bon moment après beaucoup d'autres. Il est vrai que depuis, les Importants ont mis le pied sur notre tête. Prouvez-moi que cela est sans remède, et qu'on ne reverra plus ce qu'on a vu, alors je me ferai quelque tour d'ivoire.

À vrai dire cette idée, élégante, qu'il faut laisser la politique aux politiques, est de style ancien, comme la petite cravate, la redingote et les bottines à élastiques. Les hommes qui me conseillaient comme j'ai dit n'avaient point connu le service militaire obligatoire, qui nous fait politiques malgré nous. Le fait du Prince était à leurs yeux comme un fait de nature, dont ils se garaient comme d'une voiture, force supérieure.

Mais maintenant il faut écraser ou être écrasé. Si l'on n'est officier, il faut être homme de troupe. Ce sont des officiers toujours qui écrivent une fois de plus *Grandeur et Servitude*. Le rêve de l'Important est de servir pour Commander ; et je comprends bien que la seille politique, qui est de résistance et de critique, n'ait point de sens pour eux, ni aucun intérêt. À ce compte-là je dis que la plupart des politiques méprisent la politique, mais au contraire attendent le fait du Prince, et l'adorent, de même qu'un commandant de chasseurs à pied prépare la guerre et la fait de toute son Importance, sans regarder le moins du monde aux causes ; il nage librement dans ce milieu favorable, et les politiques de même, comme on a vu. À ceux qui ne cherchent nullement le pouvoir sous aucune forme, que reste-t-il donc ? La politique réelle, c'est-à-dire un effort continu contre le despotisme militaire et le despotisme politique, qui ne font qu'un. Ce qui revient à ramener tout pouvoir au pouvoir civil, qui fait d'un ministre un employé supérieur, semblable à l'agent aux voitures et au facteur. Un tel pouvoir ne gêne personne. Mais l'Importance, dès qu'on la laisse faire, gêne tout le monde. Nous en avons fait l'expérience.

24 janvier 1923.

[Introduction](#)

[Propos 4 :](#)

Des moutons

Le 13 avril 1923

[Retour à la table des matières](#)

Le mouton est mal placé pour juger ; aussi voit-on que le berger de moutons marche devant, et que les moutons se pressent derrière lui ; et l'on voit bien qu'ils croiraient tout perdu s'ils n'entendaient plus le berger, qui est comme leur dieu. J'ai entendu conter que les moutons que l'on mène à la capitale pour y être égorgés meurent de chagrin dans le voyage, s'ils ne sont pas accompagnés par leur berger ordinaire. Les choses sont ainsi par la nature, car il est vrai que le berger pense beaucoup aux moutons et au bien des moutons ; les choses ne se gâtent qu'à l'égorgeement ; mais c'est chose prompte, séparée, et qui ne change point les sentiments.

Les mères brebis expliquent cela aux agneaux, enseignant la discipline moutonnière, et les effrayant du loup. Et encore plus les effrayant du mouton noir, s'il s'en trouve, qui voudrait expliquer que le plus grand ennemi du mouton c'est justement le berger. « Qui donc a soin de vous ? Qui vous abrite du soleil et de la pluie ? Qui règle son pas sur le vôtre afin que vous puissiez brouter à votre gré ? Qui va chercher à grande fatigue la brebis perdue ? Qui la rapporte dans ses bras ? Pour un mouton mort de maladie, j'ai vu pleurer cet homme dur. Oui je l'ai vu pleurer. Le jour qu'un agneau fut mangé par le loup, ce fut une belle colère, et le maître des bergers, providence supérieure et invisible, lui-même s'en mêla. Il fit serment que l'agneau serait vengé. Il y eut une guerre contre les loups, et cinq têtes de loups clouées aux portes de l'étable, pour un -seul agneau. Pourquoi chercher d'autres preuves ? Nous sommes ses membres et sa chair. Il est notre force et notre bien. Sa pensée est notre pensée ; sa

volonté est notre volonté. C'est pourquoi, mon fils agneau, tu te dois à toi-même de surmonter la difficulté d'obéir, ainsi que l'a dit un savant mouton. Réfléchis donc, et juge-toi. Par quelles belles raisons voudrais-tu désobéir ? Une touffe fleurie ? Ou bien le plaisir d'une gambade ? Autant dire que tu te laisserais gouverner par ta langue ou par tes jambes indociles. Mais non. Tu comprends assez que, dans un agneau bien gouverné, et qui a ambition d'être un vrai mouton, les jambes ne font rien contre le corps tout entier. Suis donc cette idée ; parmi les idées moutonnières, il n'y en a peut-être pas une qui marque mieux le génie propre au vrai mouton. Sois au troupeau comme ta jambe est à toi ».

L'agneau suivait donc ces idées sublimes, afin de se raffermir sur ses pattes ; et il avait grand besoin d'être raffermi, car il était environné d'une odeur de sang, et il ne pouvait faire autrement qu'entendre des gémissements bientôt interrompus ; enfin il pressentait quelque chose d'horrible. Mais que craindre sous un bon maître, et quand on n'a rien fait que par ses ordres ? Que craindre lorsque l'on voit le berger avec son visage ordinaire, et tranquille ainsi qu'au pâturage ? À quoi se fier, si l'on ne se fie à cette longue suite d'actions qui sont toutes des bienfaits ? Quand le bienfaiteur, quand le défenseur reste en paix, que pourrait-on craindre ? Et même si l'agneau se trouve couché sur une table sanglante, il cherche encore des yeux le bienfaiteur, et le voyant tout près de lui, attentif à lui, il trouve dans son cœur d'agneau tout le courage possible. Alors passe le couteau ; alors est effacée la solution, et en même temps le problème.

Le 13 avril 1923.

Introduction

Propos 5 :

Encore des moutons

Le 12 mai 1923

[Retour à la table des matières](#)

Poursuivant mes études de la politique moutonnaire, où je suis entré en suivant Platon, je venais à comprendre que les moutons ont un grand pouvoir sur le berger, et presque sans limite. Car si les moutons maigrissent, ou si seulement leur laine frise mal, voilà que le berger est malheureux, et sans aucune hypocrisie. Que sera-ce si les moutons se mettent à mourir ? Aussitôt le berger de chercher les causes, d'enquêter sur l'herbe, sur l'eau et sur le chien. On dit que le berger aime son chien, qui est comme son ministre de la police ; mais il aime encore bien mieux ses moutons. Et s'il est prouvé qu'un chien, par trop mordre, ou par trop aboyer, enfin par une humeur de gronder toujours, enlève à ses administrés appétit de manger, d'aimer et de vivre, le berger noiera son chien. C'est une manière de dire que les opinions du troupeau font loi aux yeux du berger, même les plus folles ; et le berger ne s'arrêtera point à dire que les moutons sont bien stupides, mais il s'appliquera aussitôt à les contenter, remarquant le vent, qu'ils aiment, coin, mont ils s'arrangent du soleil, quels bruits ils redoutent, et quelle odeur les jette en panique.

C'est pourquoi le berger ne serait nullement hypocrite s'il parlait en ces termes à ses moutons : « Messieurs les moutons, qui êtes mes amis, mes sujets, et mes maîtres, ne croyez pas que je puisse avoir sur l'herbe ou sur le vent d'autres opinions que les vôtres ; et si l'on dit que je vous gouverne, entendez-le de cette manière, que j'attache plus de prix à vos opinions que vous-mêmes ne faites, et qu'ainsi je les garde dans ma

mémoire, afin de vous détourner de les méconnaître, soit par quelque entraînement, soit par l'heureuse frivolité qui est votre lot. Vous n'avez qu'à signifier, dans chaque cas, ce qui vous plaît et ce qui vous déplaît, et ensuite n'y plus penser. Je suis votre mémoire et je suis votre prévoyance, qu'on dit plus noblement providence. Et si je vous détourne de quelque action qui pourrait vous réduire, comme de brouter l'herbe mouillée ou de dormir au soleil, c'est que je suis assuré que vous la regretteriez. Vos volontés règnent sur la mienne ; mais c'est trop peu dire, je n'ai de volonté que la vôtre, et enfin je suis à vous ».

Ce discours est vrai et vérifié. Ainsi qui voudrait instituer le suffrage universel chez les moutons, par quoi le berger pût être contrôlé et redressé continuellement, s'entendrait répondre que ce contrôle et redressement va de soi, et définit le constant rapport entre le troupeau et le berger. Imaginez maintenant que les moutons s'avisent de vouloir mourir de vieillesse. Ne seraient-ce pas alors les plus ingrats et les plus noirs moutons ? Une revendication aussi insolite serait-elle seulement examinée ? Trouverait-on dans le droit moutonnier un seul précédent ou quelque principe ce rapportant à une thèse si neuve ? Je gage que le chien, ministre de la police, dirait au berger : « Ces moutons ne disent point ce qu'ils veulent dire ; et cette folle idée signifie qu'ils ne sont pas contents de l'herbe ou de l'étable. C'est par là qu'il faut chercher. »

12 mai 1923.

Première esquisse

Première esquisse

Propos 6 :

Le radicalisme existe

Le 14 mai 1906

[Retour à la table des matières](#)

Combien d'amis m'ont dit, avant les élections dernières

« Les radicaux doivent disparaître, parce qu'ils n'existent pas. Qu'est-ce qu'un progressiste ? C'est un homme qui a horreur du socialisme. Qu'est-ce qu'un radical ? C'est un homme qui a une secrète tendresse pour le socialisme. Cette tendresse est avouée par le radical-socialiste ; il l'avoue, mais il s'en défie. Sont-ce là des opinions ? »

Et je me disais, et je leur disais : « Il me semble que le radicalisme existe, comme doctrine politique ; il a pour principe le gouvernement, aussi réel, aussi direct que possible, du peuple par le peuple. Maintenir le suffrage universel loyalement ; assurer le secret du vote ; briser les tyrannies, qu'elles emploient la corruption ou l'intimi-

dation ; assurer le contrôle des Chambres ; soutenir les ministres contre tout ce qui, autour d'eux, cherche à leur faire croire qu'ils sont les vrais maîtres, et à leur faire oublier qu'ils sont les serviteurs du peuple ; écraser les bureaucrates, les intrigants, les marchands de faveurs, les marchands de suffrages ; n'avoir d'autre idéal que la loi conforme à l'avis du plus grand nombre ; il me semble que voilà un beau programme.

Et cela ne suppose pas du tout que l'on ait des préférences pour le collectivisme, ou pour le communisme ; cela ne suppose pas davantage Un attachement obstiné aux formes traditionnelles de la propriété. Des institutions communistes comme la police, les travaux publics, l'enseignement primaire, peuvent très bien vivre à côté d'institutions collectivistes, comme les postes et l'enseignement secondaire ; et il n'est pas non plus nécessaire, parce que la propriété individuelle est parfois nuisible à l'intérêt général, de supprimer toute propriété individuelle. Parce que l'on rectifie l'alignement des Tucs, est-ce une raison pour nationaliser les immeubles ?

Non. Point d'utopies. Point de systèmes abstraits. Que chacun vote selon ses intérêts et ses préférences ; le radical soumet d'avance à la loi, quelle qu'elle soit, son idéal, quel qu'il soit.

Voilà pourquoi le radicalisme et le socialisme ne se confondent point et ne s'opposent point non plus l'un à l'autre. Le radicalisme a deux ennemis, l'aristocratie et l'anarchie ; et cela lui suffit pour vivre.

14 mai 1906.

Première esquisse

Propos 7 :

Dogmatisme dans l'action

Le 23 octobre 1906

[Retour à la table des matières](#)

On peut être radical sans être socialiste. Le républicain radical est Un homme à principes, et qui, par suite, n'est pas toujours commode. Son dieu, c'est la loi. Toute son énergie, il l'emploie à courber devant la loi les autres hommes et lui-même.

Homme à principes, cela ne veut pas dire homme dogmatique, homme sûr de lui, homme !ligoté dans une doctrine. Le radical est naturellement philosophe ; il sait que toute doctrine est provisoire, et qu'aucun projet n'est à la mesure des événements qui surviendront.

Mais cette souplesse d'esprit lui rend-elle l'échine souple ? Point du tout. Il ressemble très peu lui-même à un tyran ; mais contre toute tyrannie, c'est alors qu'il est tyran. Il n'est tyran que pour empêcher, que pour s'opposer aux abus de pouvoir, que pour protéger la liberté des uns contre les empiètements des autres. Il frappe alors à fond, comme il argumente.

Si vous lui parlez d'un avenir meilleur, et des destinées lointaines de l'humanité, il vous écoutera, en vous fixant de son oeil clairvoyant ; et les objections ne manqueront pas, parce que, tant qu'il s'agit de théorie, cet esprit prudent veut un système parfaitement construit.

Mais déjà son oeil se détourne et brille vers autre chose. Tout son être se ramasse pour une action énergique. C'est qu'il a flairé quelque ennemi de la liberté. Et alors le voilà dogmatique pour l'action, sûr de lui, imperturbable et impitoyable.

Oui, dogmatique dans l'action, sceptique dans la réflexion, voilà le radical. Et il y a peu de radicaux. Beaucoup trouvent -plus commode d'être, tout au contraire, dogmatiques en théorie, et sceptiques dans l'action. Ceux-là peuvent être socialistes, ils ne sont pas radicaux.

23 octobre 1906.

Première esquisse

Propos 8 :

Les deux bouts de la chaîne

Le 6 août 1906

[Retour à la table des matières](#)

En France, il y a un très grand nombre d'électeurs radicaux, un certain nombre de députés -radicaux, et un très petit nombre de ministres radicaux ; quant aux chefs de service, ils sont tous réactionnaires. Celui qui a bien compris cela tient la clef de notre politique.

Cela forme comme une chaîne tendue ; à l'un des bouts tirent les électeurs, par vigoureuses secousses, à l'autre bout résistent les bureaucrates, leurs mille pieds incrustés dans le sol ; les députés et les ministres sont entre deux, et suivent les mouvements de la chaîne ; ils sont comme assis dessus, et fort mal à l'aise dès qu'on la secoue ; parfois même ils tombent assez rudement. Les plus habiles sont ceux qui se laissent aller, comme au roulis et au langage ; et, tant qu'ils ne se raidissent pas, ils ne trébuchent point.

Considérez les récentes discussions au sujet de la loi sur l'assistance. Le pouvoir bureaucratique décide que la loi ne sera pas appliquée ; pourquoi ? Parce que des économies sont nécessaires, et que celle-là ne coûte rien aux bureaucrates. Aussitôt ministres de suivre le mouvement, et avec autorité.

Mais aussitôt l'électeur tire sur la chaîne, de toutes ses forces ; les bureaucrates glissent, sont entraînés, perdent du terrain ; et les ministres de suivre le mouvement, toujours avec autorité.

Il y a pourtant une autre manière d'être ministre et de Tester ministre, c'est de se mettre avec l'électeur, de tirer vigoureusement et d'entraîner députés, bureaucrates et tout. C'est ainsi que la Séparation a été faite. Voilà pourquoi le « Petit Père », méprisé des bureaucrates, et secrètement maudit par beaucoup de députés, n'a pourtant laissé le pouvoir que lorsqu'il l'a bien voulu.

Et voilà pourquoi aussi je persiste à croire que Pelletan, malgré son échec à la commission du budget, malgré toutes les coalitions formées contre lui, malgré ce que les bureaucrates inventent à son sujet, et ce que les députés colportent, est plus que jamais une puissance ; et on le verra bien.

6 août 1906.

Première esquisse

Propos 9 :

Le peuple tire

Le 26 avril 1910

[Retour à la table des matières](#)

Un ami m'écrit pour me dire « que je parle des radicaux un peu trop en optimiste, et qu'ils sont trop nombreux maintenant pour bien suivre leurs principes ». Qui ne le voit ? Le pouvoir corrompt tous ceux qui y participent. Il est clair que les radicaux se sentent trop puissants, trop sûrs d'eux pour ne pas être saisis parfois d'un peu de l'ivresse tyrannique. Sans compter que beaucoup d'entre eux, sans doute, ont été poussés au rouge vif par le mouvement populaire, sans lequel ils ne pouvaient rien ; et ceux-là voudraient bien, après avoir salué une bonne fois les principes, gouverner selon leur orgueil, et jouer les Louis XIV pour leur part. Tous ont un penchant à considérer leur pouvoir et leur importance comme inhérents à leur propre personne, et à mépriser un peu cette masse électorale, qui les a pourtant faits ce qu'ils sont. Représentez-vous un Empereur, au lendemain d'un plébiscite ; comme il oublierait aisément la puissance populaire, ou plutôt comme il la sentirait incarnée en lui, coupée pour toujours de la souche originelle ! Et comme il s'entendrait à gouverner contre le peuple, au nom du peuple ! Plus d'un radical, et parmi les meilleurs, est monnaie d'empereur en cela.

Quand je pense aux radicaux avec confiance et amitié, quand je dis qu'ils forment un -noble parti, c'est aux électeurs que je pense, bien plus qu'aux députés. Et, dans les électeurs radicaux, je mettrais, quoi qu'ils puissent dire, une grande partie de ceux qui

votent pour les socialistes, une grande partie aussi de ceux qui votent pour les modérés. Car je vois qu'ils votent principalement contre la tyrannie, contre l'injustice, et pour affirmer la souveraineté du peuple. Pour les socialistes, c'est assez évident ; et il n'y aurait aucun doute là-dessus, s'ils s'expliquaient plus clairement sur la propriété individuelle ; car, dans le fond, ils ne veulent que l'assurer à tous ceux qui produisent, de façon que cet instrument de liberté ne devienne pas l'arme d'un petit nombre de tyrans.

Et qui penserait autrement là-dessus ? Quelques gros manieurs d'affaires et manieurs d'hommes, ou quelques grands seigneurs qui se croient des demi-dieux ; tous gens qui, remarquez-le bien, s'ils mettaient sur les affiches ce qu'ils pensent, n'auraient pas, sans corruption et sans contrainte, trois cents voix par circonscription. C'est justement ce qui me fait dire qu'il y a encore bien plus de radicaux qu'on ne croit. L'électeur radical est plus radical que son député ; mais l'électeur progressiste est bien moins modéré que son député. Presque tous sont d'accord pour vouloir la paix sans humiliation ni abaissement, des impôts répartis selon la justice, des dépenses utiles et strictement contrôlées ; ils ne disputent que sur les moyens. Quant à ceux qui veulent le pouvoir d'un seul ou d'un petit nombre, sans contrôle, et que les rois de l'or soient aussi rois du pays, et enfin, que les militaires et les gros banquiers décident à leur gré de la paix ou de la guerre, ceux qui veulent cela sont négligeables en vérité. De sorte que ces élections sont, une fois de plus, un lent, tranquille et formidable mouvement contre l'inégalité et pour la justice.

26 avril 1910.

Première esquisse

Propos 10 :

La République toujours en péril

Le 15 octobre 1912

[Retour à la table des matières](#)

« Admirable régime, disait un réactionnaire. De voire avec même il est continuellement en péril ; vous passez votre temps à le défendre. Vous le fondez sur l'opinion, et dès qu'une opinion court dans le pays, vous criez que tout est perdu. Vous le fondez sur le suffrage universel, et dès que l'on veut organiser le suffrage en quelque sorte mathématiquement, vous dites que c'est la mort de la République. Mais laissez donc vivre ce malheureux pays ; laissez-le s'agiter et se retourner selon sa nature. Ou bien convenez que la République est le moins stable, et le, moins naturel de tous les gouvernements. »

Il est très vrai que la tyrannie est en un sens le plus naturel et le plus stable des gouvernements, par ce pouvoir qu'elle a et qu'elle exerce de se maintenir par l'action même des pouvoirs publics. Un tyran tient la police, les fonctionnaires, les journaux, et, en général, tous ceux qu'il paie. Ainsi toutes les forces du peuple se retournent contre le peuple. Bref la lutte contre la liberté s'accorde très bien avec la fonction de gouvernement. Ce fut toute l'histoire pendant des siècles.

La République, au contraire, est nécessairement travaillée, et déchirée quelquefois, par une opposition formidable, qui place son camp retranché dans le pouvoir même. Ce n'est pas par hasard que le pouvoir d'administrer s'est tant de fois changé en tyrannie. Tout pouvoir craint le contrôle et la critique. Il n'est guère de ministre, il

n'est point de directeur qui ne se plaigne vingt fois par jour d'être jugé par des épiciers, des cordonniers, des terrassiers. Un ministre des affaires étrangères joue sa partie d'échecs contre les chancelleries étrangères ; il s'y passionne ; je suis même disposé à croire qu'il travaille pour la grandeur de la Patrie en même temps que pour sa propre gloire, car les cyniques sont plus rares qu'on ne croit, et les passions sont toujours assez éloquentes. Mais pendant qu'il pousse les petits pions, imaginez sa colère si le bois se met à vivre, à penser, à résister.

Les mêmes effets se font voir, en petit, dans une administration, dans un département, dans un bureau de poste, dans une école, avec cette aggravation que le chef est en même temps un subordonné sur lequel s'exerce un pouvoir vraiment royal ; il se sait responsable, il voudrait en échange être libre et maître dans son domaine. Dans l'armée, encore pis, car le pouvoir console de l'obéissance ; aussi comment accepter ce pouvoir de l'inférieur, qui s'exerce par réclamation, dénonciation, discussion publique ? Au temps des fiches, on trouva pour cette revendication des droits contre les pouvoirs le mot admirable de délation. Aujourd'hui on n'ose pas dire, dans les mêmes cercles, que les parlementaires sont des délateurs publics, mais on le pense assez. De là une colère sans fin contre les parlementaires, justement parce qu'ils font leur métier, qui est de tenir les pouvoirs en bride, au nom des citoyens. De là des calomnies infatigables, non sans une espèce de sincérité, mais non sans une confusion d'idées dangereuse ; car on prend exemple de quelques parlementaires sans scrupules, et il n'y en a pas tant, mais on vise en réalité par-dessus tout ceux qui sont laborieux et incorruptibles. En peu de mots la République a ses propres pouvoirs contre elle ; voilà pourquoi elle peut être dite moins naturelle en effet que le cyclone, le choléra ou la tyrannie.

15 octobre 1912.

Position du radicalisme

[Retour à la table des matières](#)

Position du radicalisme

Propos 11 :

Le Grand Conseil

Le 5 juillet 1906

[Retour à la table des matières](#)

Il y a trois pouvoirs en France, le peuple, les riches et les bureaucrates. Le, peuple, représenté par ses élus, par les ministres, par le président, est, théoriquement, le maître ; il l'est aussi d'intention, et ceux qui voulaient, pour son bien, le tenir en esclavage volontaire, sont tombés misérablement.

Que conclure de cela ? Que la lutte est finie ? Non pas, mais, au contraire, qu'elle commence.

Oui, si vous y faites attention, vous apercevez que les riches forment avec les plus puissants bureaucrates, militaires et civils, une société puissante, la Société avec un grand S. Si vous voulez assister à une séance du Grand Conseil, essayez de vous procurer une carte pour voir danser les femmes de Sisowath sur un tapis, ou ces demoiselles de l'Opéra-Comique sur une pelouse ; le Grand Conseil est là, formé de Messieurs décorés et de dames décoratives.

Que fait le Grand Conseil ? Il s'amuse. Il mange, boit, rit et danse. Mais, comme dans les cultes d'autrefois, il faut aller au-delà des rites et voir le fond. Tout en dansant et en buvant, et en saluant, et en évoluant, le Grand Conseil délibère et décide, en un langage convenu, dont les initiés ont seuls la clef.

Si l'on veut dire : « Soyez tranquilles, nous ne ferons pas d'économies sur les gros traitements », en dit : « Nous sommes disposés à réaliser toutes les économies qui ne troubleront pas les services publics ». Si l'on veut dire : « Nous épargnerons les grosses fortunes », on dit : « Nous veillerons, avant tout, à ne pas compromettre le crédit de la France ». Si l'on veut dire : « Nous gagnerons du temps », on dit : « Il faut sérieusement les questions. » Un dictionnaire de cette langue serait bien utile.

Après les délibérations, viennent les actes. Les bureaux enquêtent, objectent, font des nuages d'encre ; la rente baisse. Alors quelque délégué du Grand Conseil est chargé de dire au peuple souverain : « Voilà la situation ; tout ce que tu demandes est impossible. Trouve autre chose ; j'attends tes ordres. »

5 juillet 1906.

Position du radicalisme

I - L'élite

Position du radicalisme : I. L'élite

Propos 12 :

Confidences

[Retour à la table des matières](#)

Un ancien bureaucrate, qui plante maintenant des choux, me disait hier : « L'Administration est une puissance. Elle est, par elle-même, terriblement lourde à remuer. Lorsqu'avec cela elle se défend, je la comparerais à cette célèbre Phalange, où tous les guerriers étaient enchaînés les uns aux autres. Si votre Caillaux a pu livrer une espèce de bataille, c'est qu'il est lui-même bureaucrate, et qu'il conduisait toutes les Finances contre toute la Marine. La Comptabilité publique tenait bon contre les Constructions Navales, et la Cour des Comptes faisait plier le Conseil Supérieur de la Marine. Voilà pourquoi le Grand Comptable prenait des airs de Michel Archange ; mais s'il avait été ministre de la Marine, il aurait été Thomson ou Picard, par crainte de finir comme Pelletan. Ministre contre Bureaux, c'est tout de suite réglé.

« Commencez par essayer de comprendre la beauté de cette organisation. Division du travail, d'abord, ce qui fait que chacun est très fort dans sa partie. Unité ensuite, qui se traduit par de merveilleux règlements ; en sorte que rien ne peut se faire dans une Spécialité sans que les autres Spécialités soient averties et donnent leur avis. La politique est un grand jeu d'onchets ; il s'agit toujours de déplacer une pièce sans faire remuer les autres ; jeu impossible avec l'administration, dans laquelle tout se tient.

« Telle est la force matérielle des bureaux. Il s'y joint une force morale bien plus redoutable encore et dont seuls les initiés peuvent se faire une idée exacte. Elle s'exprime par ces mots magiques : des relations, une situation. Ces mots ne sonnent pas pour vous comme pour moi. Vous vous imaginez que la puissance et l'esclavage d'un bureaucrate sont définis par un décret de nomination. Erreur. Il y a des dîners bureaucratiques, des thés bureaucratiques, des bals bureaucratiques, des mariages bureaucratiques. Ainsi se forment et s'entrelacent mille liens de cousinage, d'amitié, de politesse ; ainsi, dans les conversations, se dessine une doctrine et se distribue une éducation. Il y a un badinage bureaucratique, une esthétique, une morale, une politique bureaucratiques.

« Le Temps et les *Débats* représentent deux nuances politiques assez différentes. Il y a pourtant, entre ces deux illustres quotidiens une espèce d'accord, et comme une consonance qui est sensible aux oreilles et qu'on ne peut expliquer. Regardez bien ; ce n'est que la Gauche et la Droite du Parti Bureaucratique. Depuis la critique dramatique jusqu'à la politique étrangère, tout y est discrètement administratif. L'éloge de Racine, les Dépêches de l'Étranger, la Chronique Fantaisiste et le Courrier de la Mode, tout rappelle les mêmes principes et tend à une même fin. Je puis deviner ce que l'on y dira de l'affaire Légitimus, de l'affaire Steinheil, des mines de l'Ouenza, de l'abbé Loisy, de Chantecler et de la Réforme de l'Orthographe. Même quand les opinions diffèrent, il y a la Manière, qui est toujours la même. Mais, ajouta le vieux Bureaucrate, je parle de musique à un sourd. Il faut être assis sur un rond-de-cuir pour bien sentir ces finesses-là. »

22 mars 1909.

Position du radicalisme : I. L'élite

Propos 13 :

Le Donjon

Le 28 décembre 1908

[Retour à la table des matières](#)

On enquêtera sur les postes, télégraphes et téléphones cela nous coûtera beaucoup d'argent ; peut-être un ministre y perdra son portefeuille, comme il est déjà arrivé pour la marine ; mais les bureaucrates, qui sont les vrais coupables, ne paieront d'aucune façon ; bien mieux, on rendra hommage à leur compétence, à leur vigilance, à leur probité. L'Administration ressemble à ce Philippe-Auguste (c'est peut-être Philippe le Bel ou Philippe le Hardi) que des archers, dans une bataille, avaient jeté par terre, et qu'on pouvait croire perdu ; mais leurs couteaux ne pouvaient point mordre sur son armure.

Les nations, les corporations, les congrégations, les églises, les coopératives, les mutuelles, les sociétés d'actionnaires, tous les corps sont sujets à diverses maladies, anémie, convulsions, gras fondu. Seule, l'administration échappe à la loi commune. Elle ne vieillit point, parce qu'elle ne travaille point contre elle-même. La volonté générale dans une société d'hommes est souvent difficile à discerner ; les citoyens d'un même pays, les artisans d'un même métier diffèrent souvent d'avis sur les questions essentielles ; l'administration ne connaît point ces crises intérieures. Qui a vu et entendu un administrateur les connaît tous ; il n'y a point d'hérétiques dans cette église-là. Tous ont la même pensée et la même passion ; tous s'efforcent de conserver intact l'auguste corps dont ils sont les parties. Jamais un préfet ne songera à supprimer quelques Recettes Particulières ; jamais un trésorier général ne jugera qu'il

y a trop de sous-préfets. Que vous soyez habile, ou que vous soyez violent, vous n'obtiendrez jamais d'eux d'autre réforme que la création de postes nouveaux, c'est-à-dire d'abus nouveaux dont le Corps s'engraissera. Tous pour chacun, chacun pour tous, telle est leur devise. La bureaucratie a ses héros, qui savent rendre le tablier juste au moment où ils se sentent nécessaires ; elle a ses arbitres aussi, qui apaisent dans l'intérieur des services les guerres civiles et les passions fratricides. Jamais l'administration ne blâme l'administration ; les rapports ne se mangent pas entre eux.

Comment est réalisée et maintenue cette merveilleuse Unité, ce n'est pas facile à comprendre, car on voit entrer dans l'administration des hommes de toute espèce, et qui n'ont pas à montrer patte blanche. Il est probable qu'il y a plusieurs enceintes, et que les approches du donjon sont sévèrement gardées. Il y a sans doute quelque initiation, quelque confession générale et de grands serments. Peut-être ne reçoit-on aux Conseils Secrets que ceux que l'on tient par les services qu'on leur a rendus. Comment le savoir ? Les grands bureaucrates font taciturnes, bavards, violents, mélancoliques, joviaux ou sardoniques, selon leur tempérament. Mais tous sont discrets, même après boire.

28 décembre 1908.

Position du radicalisme : I. L'élite

Propos 14 :

Le grand banc

Le 2 janvier 1911

[Retour à la table des matières](#)

Il y a un roman de Dickens, « La petite Dorrit », qui n'est pas parmi les plus connus, et que je préfère à tous les autres. Les romans anglais sont comme des fleuves paresseux ; le courant y est à peine sensible ; la barque tourne souvent au lieu d'avancer ; on prend goût pourtant à ce voyage, et l'on ne débarque pas sans regret.

Dans ce roman-là vous trouverez des Mollusques de tout âge et de toute grosseur ; c'est ainsi que Dickens appelle les bureaucrates, et c'est un nom qui me servira. Il décrit donc toute la tribu des Mollusques, et le Ministère des Circonlocutions, qui est leur habitation préférée. Il y a de gros et puissants Mollusques, tel lord Decimus Tenace Mollusque, qui représente les Mollusques à la Haute Chambre, et qui les défend quand il faut et comme il faut ; il y a de petits Mollusques aux deux Chambres, qui ont charge, par des Oh ! et des Ah ! de figurer l'opinion publique, toujours favorable aux Mollusques. Il y a des Mollusques détachés un peu partout, et enfin un grand banc de Mollusques au Ministère des Circonlocutions. Les Mollusques sont très bien payés, et ils travaillent tous à être payés encore mieux, à obtenir la création de postes nouveaux où viennent s'incruster leurs parents et alliés ; ils marient leurs filles et leurs sœurs à des hommes politiques errants, qui se trouvent ainsi attachés au banc des Mollusques, et font souche de petits Mollusques ; et les Mollusques mâles, à leur tour, épousent des filles bien dotées, ce qui attache au banc des Mollusques le riche beau-père, les riches beaux-frères, pour la solidité, l'autorité, la gloire des Mollusques à venir. Ces travaux occupent tout leur temps ; ne parlons pas des papiers

innombrables qu'ils font rédiger par des commis, et qui ont pour effet de décourager, de discréditer, de ruiner tous les imprudents qui songent à autre chose qu'à la prospérité des Mollusques et de leurs alliés.

Le même jeu se joue chez nous, et à nos dépens. Mollusques aux chemins de fer, aux Postes, à la Marine, aux Travaux publics, à la Guerre ; alliés des Mollusques au Parlement, dans les Grands Journaux, dans les Grandes affaires. Mariages de Mollusques, déjeuners de Mollusques, bals de Mollusques. S'allier, se pousser, se couvrir ; s'op. poser à toute enquête, à tout contrôle calomnier les enquêteurs et contrôleurs ; faire croire que les députés qui ne sont pas Mollusques sont des ânes bâtés, et que les électeurs sont des ignorants, des ivrognes, des abrutis. Surtout veiller à la conservation de l'esprit Mollusque, en fermant tous les chemins aux jeunes fous qui ne croient point que la tribu Mollusque a sa fin en elle-même. Croire et dire, faire croire et faire dire que la Nation est perdue dès que les prérogatives des Mollusques subissent la plus petite atteinte, voilà leur politique. Ils la font à notre nez, jugeant plus utile de nous décourager que de se cacher, produisant de temps en temps un beau scandale afin de nous prouver que nous n'y pouvons rien, que l'électeur ne peut rien au monde, s'il n'adore le Mollusque, que le député ne peut rien au monde, s'il n'adore le Mollusque. Ils feront de Briand un Dieu, et de Painlevé un brouillon et un écervelé ; ils perdront enfin la République si elle refuse d'être leur République. Ce qu'un très grand Mollusque exprimait récemment, en disant, à un déjeuner de Mollusques : « Dans cette décomposition universelle, dans cette corruption, dans cette immoralité, dans ce scepticisme, dans cette incompétence qui s'infiltrant partout, je ne vois que l'Administration qui tienne encore ; et c'est Elle qui nous sauvera. »

2 janvier 1911.

Position du radicalisme : I. L'élite

Propos 15 :

La Seiche

Le 26 février 1909

[Retour à la table des matières](#)

Cette discussion sur la Marine entre deux ministres, c'est réellement un duel entre la bureaucratie et le peuple.

Je parle souvent des bureaucrates, et sans indulgence. Ce n'est pas que j'éprouve quelque antipathie contre ces hommes polis, bien élevés, et qui donnent presque tous l'exemple des vertus privées. Ils sont agréables au déjeuner, brillants au fumoir ; ce sont des sacs d'anecdotes. Vous dites en l'écoutant : « Que cet homme est plaisant ! » Moi, je dis : « Que cet homme est puissant ! »

Ces conteurs sont des détourneurs. Ils parent avec une pirouette, en faisant des grâces. J'en sais quelque chose. J'aime assez discuter à fond. Je joue le taureau contre ces agiles toréadors ; mais je perds mon temps ; ils ont bientôt sauté la barrière.

Me trouvant un jour en compagnie avec un puissant chef de service, que je crois d'ailleurs parfaitement honnête, je le poussai sur les pots-de-vin. Je lui rappelai cette victime de Pelletan (car ce taureau-là, avant de tomber, donne quelques bons coups de corne) ; c'était un haut fonctionnaire de la Marine, qui se trouvait être, en même temps, fournisseur de pompes d'épuisement pour nos bateaux, J'aurais voulu savoir, de l'homme intègre auquel je parlais, si les fonctionnaires qui achètent pour l'État sont

souvent vendeurs en même temps, d'une façon ou d'une autre. « Bah ! dit-il, quelle est l'honnête femme dont vous n'entendiez jamais dire quelque chose ? » J'étais, par ce trait, mis au même rang que les calomniateurs de femmes. J'aurais pu me défendre ; car je puis dire que je ne me mêle jamais des petites affaires de la voisine, mais, quand il s'agit des deniers publics, je suis soupçonneux comme un inquisiteur, et c'est mon devoir. Cependant la conversation avait tourné. Les bureaux sont fermés à quatre heures ; mais les bureaucrates sont fermés toute la journée.

Notre ministre des finances, je le crains, frappera vainement au guichet. La marine ne veut pas rendre de comptes. Ce n'est pas qu'ils pêchent tous dans ces eaux troubles. Je ne le crois pas. La plupart sont honnêtes. S'ils brouillent les comptes, s'ils forment le guichet, ce n'est qu'instinct bureaucratique, et pour maintenir leurs prérogatives royales. Question de préséance. Le peuple n'est bon que pour payer. Sous l'Empire, le budget n'était qu'une toute petite brochure. Nous voulons maintenant un peu plus de détail ; ils nous jettent à la tête leurs carnets de blanchisseuse. Des flots d'encre. Tactique de seiche. Et l'on peut dire que M. Picard la connaît.

26 février 1909.

Position du radicalisme : I. L'élite

Propos 16 :

Ploutocratie

Le 9 septembre 1911

[Retour à la table des matières](#)

La lutte politique sera entre le peuple et les puissances financières. Plus d'un socialiste a annoncé que l'organisation démocratique convenait merveilleusement aux tyrans d'aujourd'hui, qui sont les grands chefs de la banque, de l'industrie, du commerce. Comment agit-on sur l'opinion ? Par les journaux, et pour lancer un journal, il faut de l'argent. Les élections de même ; non que l'électeur soit à vendre, mais on agit aisément par le journal, par l'affiche, par des dons aux œuvres d'instruction et d'assistance, par des services rendus à ceux qui dirigent l'opinion. C'est in jeu de conduire l'opinion, dès que l'on paie ; les entrepreneurs de publicité le savent bien.

C'est d'autant plus facile, remarquez-le bien, qu'il ne s'agit pas de travailler pour ou contre les prêtres, pour ou contre la monarchie ; les manieurs d'argent n'ont pas intérêt à changer le régime, mais seulement à choisir les hommes puissants dans tous les partis ; or, dès qu'on leur paie leur élection, on les tient. Rien ne dit que ces élus de l'avenir ne crieront pas plus fort que nous contre la tyrannie de l'argent ; excellentes déclamations, qui seront payées aussi, et qui permettront de traiter discrètement des affaires profitables, comme chemins de fer et mines aux colonies, fournitures, travaux publics, emprunts, conversions, admission de valeurs étrangères, et autres opérations qui sont encore trop souvent troublées par quelque idéaliste de province. Il s'agit, enfin, de tuer l'Idéaliste de province, l'homme redoutable que rien n'arrête, ni

les promesses, ni les menaces, parce qu'il est retranché, fortifié, invincible dans son Arrondissement, comme le féodal d'autrefois dans son château.

Je m'étonne que les socialistes, qui aperçoivent si bien le danger, ne voient pas que le salut de la République est justement dans le scrutin d'arrondissement. Tout autre système, et même le scrutin de liste pur et simple, met les Idéalistes, les Irréductibles dont nous avons besoin, dans la dépendance du politicien de carrière, du chef de parti, du grand journaliste. Une importante fédération d'intérêts peut déjà le combattre chez lui, et c'est par ce moyen que les Proportionnalistes ont obtenu tant de promesses imprudentes. Mais s'il s'agit d'élections départementales, l'Idéaliste de province, celui qui se soutient par son caractère, par une longue suite de services rendus, par une action continuelle pour les petits et contre les gros, celui-là se trouve aussitôt affaibli et menacé, pris dans des alliances, esclave d'un parti et d'un grand journal ; ou bien il sera battu, et l'on aura à sa place quelque politicien diplômé, libéral, progressiste, radical ou même socialiste selon la région, mais toujours mal connu des électeurs, soumis à son parti et à ses journaux, trop habitué à mêler la politique et les affaires. Or, justement, il faut séparer la politique et les affaires, et, pour cela, sauver d'abord le scrutin d'arrondissement. Rien n'est plus facile si l'on veut traiter réellement la question, au lieu de tomber dans les lieux communs.

9 septembre 1911.

Position du radicalisme : I - L'élite

Propos 17 :

Lettre à l'Académicien

Le 31 mai 1909

[Retour à la table des matières](#)

Les journaux ont publié une lettre du « Roy de France » à un académicien. Cette lettre est arrangée comme un manteau de cour. Voici la vraie lettre, celle qui aurait été écrite si un roy avait le droit de parler comme il pense.

« Cher et illustre ami, j'apprends que vous avez donné, publiquement votre adhésion aux bonnes doctrines. Je n'attendais pas moins de vous. Il me paraissait impossible que le même homme qui analysait si bien les idées et les passions de ses semblables, et tous les jeux de l'amour, de l'ambition et de l'avarice par le monde, ne jugeât pas avec clairvoyance de ses propres intérêts.

« Ces temps troublés, où la vase du fond semble remonter à la surface, où toutes les lois de l'équilibre social sont méconnues et violées, ces temps troublés devaient vous instruire. Je ne pense pas ici à ces folles tentatives de grève générale ; un homme avisé n'y peut voir qu'une occasion, pour les pouvoirs publics, d'essayer leurs forces sans aucun risque. Non.

« Cher et illustre ami, il existe une grève plus générale que celle-là, moins bruyante, et bien plus redoutable, c'est la grève des croyants. J'appelle croyants ceux qui respectent quelque chose, que ce soit Dieu ou le Roi, que ce soient les riches ou

les audacieux. La religion s'en va ; le respect s'en va. Un balayeur examine les affaires publiques. Un homme qui paie deux cents francs d'impôts prétend refaire le compte des dépenses publiques. Les additions d'un ministre sont vérifiées comme le livre d'une cuisinière. Et vous voyez que ma fidèle marine n'arrivera pas sans peine à conserver quelque chose des traditions monarchiques. Encore quelque temps, et l'État sera gueux. Ses premiers commis auront des vestes raccommodées. Harpagon réglera vos fêtes, et grattera quelques sous sur les lampions, quelques sous pour les casernes et les hôpitaux ! On ne verra plus dans les dépenses publiques cette générosité féconde, qui fait jaillir au centre, comme une source, la richesse drainée dans toutes les parties du royaume. Finies, ces fêtes galantes, où l'ambition et l'amour, se tenant par la main, font tourner la farandole. Dès qu'il faut compter, dès qu'une plate Taison parle pour l'utilité et pour la justice, il n'y a plus de luxe, il n'y a plus de beaux-arts, il n'y a plus de belles-lettres. Le peuple souverain aime le gros vin, la grosse viande, le cirque et le mélodrame. Mais si vos prêcheurs sont écoutés, je prévois quelque chose de pis ; ils iront tous à l'école dit soir, et liront des traités d'astronomie.

« Un tel avenir ne peut vous plaire, à vous qui, par l'effet d'un rare talent naturel, affiné par la culture classique, vous êtes fait aristocrate, et qui occupez dans le festin des riches la place réservée aux beaux esprits. Vous êtes assez fin pour comprendre que, quand même les savetiers aux mains noires s'amuseraient aux nuances délicates de votre style, ils ne les paieront jamais ce qu'elles valent. La République égalitaire n'achètera pas les pierres fines, et vous en vendez. Soyez le bienvenu ait cortège royal, parmi les courtisanes, les proxénètes et les histrions. »

31 mai 1909.

Position du radicalisme : I. L'élite

Propos 18 :

Mamers contre Paris

Le 3 mai 1914

[Retour à la table des matières](#)

« Mamers contre Paris, Homais contre Barrès ». Le journaliste qui a trouvé cette formule n'a pas mal jugé. Pour suivre correctement cette idée, il n'est pas inutile de bien connaître les oeuvres du Précieux Académicien, j'entends ses premières œuvres, et en particulier le Jardin de Bérénice. Cela n'est pas sans beaux paysages, et je trouve par endroits certainement une espèce de poète. Mais l'esprit se méprise déjà lui-même. Il s'agit, comme on sait, d'un candidat à la députation, qui prend les discours et les polémiques comme un pur jeu, et qui veut mépriser parfaitement les électeurs, son adversaire et lui-même. C'est un ouvrage que je voudrais faire distribuer aux députés radicaux de nos provinces, car j'ai peur qu'ils aient un peu de honte lorsque l'abbé Barrès leur fait quelque sermon sur la Profondeur et contre M. Homais. Tout lecteur impartial jugera qu'un jeune homme qui se donnait comme, maître d'hypocrisie, justement à l'âge où l'on ne sait point mentir d'ordinaire, ne peut être moraliste dans son âge mûr qu'au sens où le plus raffiné jésuite l'entendrait. Si M. Barrès était candidat ailleurs qu'au pays des Bijoux, Robes et Manteaux, il y aurait intérêt à publier des extraits de ses premières œuvres, comme on l'a fait pour M. Richepin. Si l'on y joignait les premiers discours de M. Briand, qui est aujourd'hui l'Homme d'État selon l'Académie Française, on aurait trois occasions de comprendre ce que c'est que cette élite arrogante, qui méprise les gens de Mamers.

« La Morale, disait déjà le Grand Sophiste au temps de Platon, c'est ce qui est avantageux aux plus forts. » Or, ces trois compères, si différents d'ailleurs, ont très bien compris, chacun à sa manière, quelles sont les opinions dont l'âge mûr doit se vêtir, après une jeunesse sans vertu, et, chose aussi triste, sans passions, Car ce n'étaient que trois rhéteurs, qui battaient les buissons. Ces premières fautes sont bientôt pardonnées ; il n'y a que la sincérité qui effraye. L'Académie a de nobles manteaux pour les effrontés ; et c'est en ce sens qu'elle dit en souriant qu'il faut bien que jeunesse se passe ; mais elle est sans armes contre la naïveté. Aussi comme elle mépriserait Jaurès, si elle pouvait !

Paris, le Paris qui illumine, a sa vertu propre, qui s'accommode du luxe, des théâtres, des tripots, de pis encore, pourvu que ces choses soient convenablement habillées. Mais nos provinces ont leur rue mal famée, où les femmes honnêtes ne passent point. On y connaît les vices et les passions ; on les juge ; on les sépare de ce qui est propre et sain. C'est à Paris qu'on écoute les déclarations d'une actrice sur les destinées de la France, et sans rire. Nos trois anarchistes ont très bien appris ce sérieux-là. Les voilà d'accord, maintenant qu'ils grisonnent, pour la loi de trois ans, pour la Proportionnelle, contre l'Impôt sur le revenu. La femme de luxe, les acteurs et les ouvriers de portières n'en demandent pas plus ; et c'est cette comédie de majesté qu'ils acclament de tous leurs poumons, quand ils acclament un roi. L'injustice a besoin de fard. La province voit l'homme tel qu'il est, avec ses faiblesses et ses passions, sans maquillage, mais aussi avec ce qui le sauve, une volonté plus raisonnable que lui, meilleure que lui ; des parties propres ; des vertus limitées, mais bien nettes, vertus d'esprit, semences d'avenir. Les tyrans ne, s'y trompent point.

3 mai 1914.

Position du radicalisme : I. L'élite

Propos 19 :

Écrivains

Le 13 avril 1912

[Retour à la table des matières](#)

Il y aura toujours des salons politiques. Il y aura toujours des écrivains ambitieux, non sans talent, mais furieusement pressés d'être importants, d'être loués, d'être aimés. Le salon politique attirera toujours l'écrivain comme l'aimant attire le fer. Toujours il se formera, entre ces hommes et ces femmes qui repoussent toute contradiction, une opinion ferme et déraisonnable. Toujours l'écrivain prendra cette opinion comme un dogme, parce qu'il voudra plaire, parce que les jolies femmes lui feront sentir une tyrannie d'abord assez douce, bientôt hautaine, et, tout de suite après, méprisante; et, dans le fond, parce qu'il est plus facile de faire des variations sur un thème que d'inventer en discutant. Après les premières lâchetés, la conviction n'est pas loin.

Reste à savoir maintenant quelle peut être l'opinion d'un salon. Religieuse, le plus souvent ; irréligieuse, cela s'est vu ; bonapartiste peut-être, monarchiste assez souvent ; modérée et bientôt réactionnaire de toute façon ; radicale, jamais. Il n'y a pas d'exemple d'un salon où l'on accepte tout simplement la souveraineté du peuple. Il est impossible qu'il y en ait un seul. Le fond de l'opinion, dans n'importe quel salon, c'est un mépris décidé pour les ouvriers, pour les paysans, pour les petits commerçants, pour les comités radicaux, pour les journaux radicaux, pour les députés, pour les ministres ; s'il y a quelque ministre ou quelque député dans le cercle, il échappe au mépris en méprisant plus que les autres. Tous les salons sont contre l'égalité.

Donc quand je vois quelque auteur arriver de sa province, avec de l'esprit, de la vanité, et une plume facile, je ne sais pas au juste quelles opinions il prendra, mais je sais très bien quelles opinions il ne prendra pas. J'ai vu récemment qu'on installait un chien de garde acheté le matin ; avant midi il adorait ses maîtres et mordait les pauvres gens. L'homme de talent n'apprend pas moins vite son métier, pourvu que la race y soit. Ce chien était de race pure ; il avait le poil, les taches, le nez comme il fallait. L'homme de lettres a aussi des caractères qui apparaissent à la vingtième année, et qui promettent un fidèle aboyeur contre le peuple. S'il doute de tout, s'il ignore la politique, et s'il est porté aux plaisirs de l'amour, il est doué ; on lui donnera le collier et la niche.

Ces forces d'opinion sont démesurées. Elles agissent par le théâtre, par le roman, par les revues, par les journaux, avec une suite et une clairvoyance remarquables. Voyez quels compliments à Monsieur Briand, dès qu'il eut trahi. En revanche, quel concert contre Pelletan, imperturbable ami du peuple. Les gens que je vois sont assez radicaux ; pourtant il ne se passe point de semaine où je n'aie à rappeler que c'est, parmi nos hommes politiques, un des plus cultivés, un des plus instruits, peut-être le plus remarquable de nos orateurs, à coup sûr, et de loin, le plus fort des journalistes. Mais avec tout cela, je conviens qu'il manque de race ; il aboie contre les riches.

13 avril 1912.

Position du radicalisme : I. L'élite

Propos 20 :

Mollusques

Le 10 janvier 1911

[Retour à la table des matières](#)

À ce conseil secret des Mollusques, la plupart des Grands Mollusques se montraient sans courage. Car, disaient-ils, avec ces journaux chercheurs de scandales, avec ces interpellateurs zélés, l'administration devient presque impossible. Tous ces comptes publics, toutes ces enquêtes menées par des hommes sans frein et sans lien, ces jugements sommaires où l'on voit qu'un polytechnicien est jugé sur ses oeuvres, au mépris des Droits acquis, des Compétences et des Spécialités, tout cela est l'indice d'une révolution qui commence, et qui, cette fois, vise les véritables gouvernants. En vérité, l'administration en sera amenée à écouter les doléances et à donner une charte aux administrés.

Alors ce fut beau. Un vieux Mollusque qui n'était presque plus que coquille montra une vivacité de jeune homme. « Quoi, dit-il, vous aviez donc pensé que tous ces avantages dont vous jouissez, que tous ces postes, que cet avancement régulier, que ces solides alliances, ces mariages riches, cette vie royale sans travaux et sans soucis, vous aviez donc pensé que tout cela serait conservé sans peine ? Que le public résiste et se plaigne, qu'il attaque à la façon de voltigeurs et de tirailleurs notre phalange serrée, cela vous paraît un *signe des temps* et une révolution à sa première effervescence. Enfants ! Cet effort du public contre l'administration est aussi ancien que l'administration elle-même. Les ancêtres, au temps de ma jeunesse, contaient déjà de ces histoires de crédits dépassés et de travaux retardés. Eh oui, la nouvelle Imprimerie Nationale devait coûter trois millions, et elle en coûtera douze. Oui, ce

bureau de téléphone de la rue des Archives est inutilisable parce que les égouts sont trop petits pour les câbles. Oui, les places et les rues de Paris seront vingt fois délavées et repavées, pour les tramways, pour les métros, pour le gaz, pour l'eau, ainsi que le veut l'autonomie des différents services. Oui, on sait, on dit, on imprime que la Bureaucratie ne relève que d'elle-même, et brave à la fois le Parlement, les ministres et l'opinion. Eh bien ? Ne l'a-t-on pas toujours su, et dit, et imprimé ? Avons-nous donc un directeur de moins ? Non pas, mais dix de plus, et mille contrôleurs de plus. Je ne vais pas vous prouver, à vous tous qui êtes si éminemment Mollusques, que tous ces dépassements de crédits et que tous ces travaux retardés sont strictement conformes aux lois, aux règlements et aux usages ; que chacun de nos actes est justifié par dix pièces signées comme il faut, contrôlées comme il faut, approuvées par tous les Services compétents. Ces prétendus scandales qui vous effraient sont justement des occasions de prouver que nous sommes tous parfaitement couverts et parfaitement irréprochables. Et voilà comment on se fait respecter. Est-ce que la pluie discute ? Elle tombe. Il faut que le public éprouve ainsi nos lois, et notre force. Je me souviens d'un compte de trésorerie, ouvert autrefois à la suite de troubles en Annam, pour quelque cinq cent mille francs et plus, si besoin était ; quand on régla ce compte, après quelques années, il était de dix-sept millions ; et le parlementaire-rapporteur ne fit pas d'histoires, je vous le jure ; il ne pensait qu'à se délivrer des papiers irréprochables qu'on lui avait mis sur les bras. Messieurs, ce sont les petits abus et les petites erreurs qui déshonorent une administration. Il y a une méthode royale. Là où un cavalier est arrêté, un escadron passe. Celui qui voit un abus toujours derrière un autre a bientôt les poings sur les yeux. J'ai connu cent rapporteurs peut-être, à qui j'ai ouvert nos archives. S'ils en sont sortis avec un petit reste d'idées ou une petite lueur d'espérance, je rends mes croix et j'abandonne ma pension de retraite ». Ce discours releva les courages.

10 janvier 1911.

Position du radicalisme : I. L'élite

Propos 21 :

Gouvernés et gouvernants

Le 13 juin 1914

[Retour à la table des matières](#)

Évidemment ce ministère représente assez mal les gouvernés. En revanche il représente parfaitement bien les gouvernants. À quoi un naïf dirait que les gouvernants ce sont justement les ministres. Mais moi j'entends par gouvernants ceux qui gouvernent.

Et qui donc gouverne ? Par exemple les puissants directeurs des finances, selon lesquels l'état de la trésorerie exige un emprunt immédiat. Qui donc gouverne ? Ces messieurs de la marine qui, pendant qu'on les oubliait, ont engagé de grosses dépenses et en préparent d'énormes. Qui donc gouverne ? Le Conseil supérieur de la guerre, qui règle l'impôt du sang, ou si vous voulez l'impôt du temps, comme il lui plait. Enfin cette armée de spécialistes, dans tous les genres, que le ministre d'hier présente au ministre d'aujourd'hui. Et j'oublie les ambassadeurs, qui sont sans doute les plus puissants de tous, parce qu'ils règlent la pression qu'exerce l'ennemi et la pression qu'exerce l'allié. Ajoutons-les riches auxquels ces hauts fonctionnaires sont liés par l'amitié, par les mariages, par les plaisirs. Et ajoutons tous les flatteurs de riches, journalistes, danseuses, marchands de luxe et marchands de plaisir. Autour de cette brillante cohue attablée, que de chiens maigres qui flairent de loin et qui guettent un os !

Voilà des puissances réelles, que les élections, si radicales qu'elles puissent être, n'affaiblissent pas. Un riche garde ce pouvoir de choisir ses employés, de les faire avancer, de les renvoyer. Un journaliste fait les réputations, soutient la vente d'un livre ou le succès d'une pièce. Un banquier donne sa confiance ou la retire. Les femmes de luxe et les danseuses louent et blâment, sans appel. Le puissant conseil des directeurs a mille moyens de nommer qui il veut, d'écarter qui il veut. L'élite de chaque ministère se recrute elle-même, comme l'Académie.

Certes la force du peuple est redoutable. Et, après tout, ces hommes d'importance qui sont ministres depuis hier, et l'Académicien qui les conduit, peuvent tomber à plat sous la première attaque des gauches. Mais il faut toujours compter avec cette armée des pouvoirs dont je parlais, qui a déjà bien près de la moitié de la Chambre à ses ordres, et qui a mille manières d'agir sur l'autre moitié. Cette puissance ne se définit pas par un compte de bulletins. On n'y pense guère. Elle agit sous la scène ou derrière le rideau, comme les machinistes de théâtre. Mais son invisible pression s'exerce sans cesse et ne cède que pour revenir ; ses défaites ne l'affaiblissent point et ses victoires la multiplient. Un boulet perce une cuirasse ; mais un talus de sable mouvant l'arrête très bien.

13 juin 1914.

Position du radicalisme : I. L'élite

Propos 22 :

Politique expérimentale

Le 23 août 1922

[Retour à la table des matières](#)

Ferrero explique que l'exécutif a moins d'autorité qu'autrefois, mais, en revanche, bien plus de puissance qu'il n'en eut jamais. L'idée est belle à développer. Peut-être faudrait-il dire que ce paradoxe de politique est l'effet de l'obéissance sans vénération. Car il est clair que la vénération laisse une sorte de droit, comme on remarque dans l'état ecclésiastique, où la gèneflexion, qui va de soi, ne supprime ni l'intrigue, ni la résistance, par la même raison qui fait que la politesse. donne fermeté. Le chef n'est plus maintenant considéré à l'image du père de famille ; en quoi nous perdons d'un côté et gagnons de l'autre, et l'on voit que l'ouvrier d'usine est tenu autrement que n'était l'apprenti dans l'ancien atelier. On peut chercher par là. Mais l'analyse politique doit découvrir aussi d'autres articulations. Je ne sais si l'exécutif a tant de puissance ; j'aimerais mieux dire que c'est l'État qui a puissance, d'où viendrait ce genre d'esclavage sans aucune espérance qui fut la condition des hommes valides pendant quatre ans en cette Europe.

Joffre fut le maître. Il n'était pourtant point le Souverain ; mais il était le chef de service que les circonstances mettaient au premier rang, comme serait, en épidémie, le Médecin en chef, ou, en inondation, l'ingénieur hydrographe. Le ministre de la guerre se trouva aussitôt presque sans pouvoir, et d'abord abdiqua, si l'on peut dire,

,résolument. Plus tard le pouvoir politique réagit, non sans -peine, mais il ne put jamais que se donner d'autres maîtres. Certes le pouvoir civil demanda plus d'une fois des comptes ; mais finalement l'opinion du technicien devait l'emporter. Cette histoire serait bonne à suivre ; et l'on constaterait, non sans étonnement, que les chefs de l'exécutif en étaient réduits à exercer, à l'égard de l'autorité militaire, ce pouvoir d'interpellation qui est l'arme des députés contre l'exécutif dans notre régime normal. L'exécutif se trouvait donc dominé par ses propres agents d'exécution. Or ce que la guerre nous a fait voir grossi est petit-être le trait le plus important de notre système politique. Partout les chefs de service gouvernent ; et l'exécutif n'exerce, par ses ministres, qu'un pouvoir de contrôle, en vérité presque révolutionnaire, et en cela odieux au véritable souverain. Au temps de J'affaire Dreyfus, le conflit était entre l'exécutif et le pouvoir militaire ; mais il y eut d'autres conflits entre l'exécutif et le ferroviaire, entre l'exécutif et le financier, et ainsi du reste. L'exécutif triomphe péniblement quand il triomphe, mais cède sou. vent. Nous vivons sous le règne des Experts et des Compétences, tempéré par le droit de remontrance, qui s'exerce moins à l'égard des ministres que par les ministres, excités et réveillés eux-mêmes par l'Interpella leur. Si cette structure politique et cette physiologie du grand corps est bonne ou mauvaise, c'est temps perdu de le rechercher ; elle est. La vraie marque d'une politique positive est de ne point chercher à remplacer une constitution politique par une autre mais plutôt d'imprimer à celle qu'on trouve existante des variations petites et suffisantes. C'est ainsi que l'horticulteur a perfectionné les poires, obéissant à la nature et la prenant d'abord comme elle est. Et le vrai pilote ne perd point son temps à vouloir une mer tranquille, mais s'occupe à surmonter chaque vague. Ainsi mesurant et décrivant le Monstre Bureaucratique, nous arriverons à le surmonter, sans le changer beaucoup. Telle est la méthode de la Politique Expérimentale ; et toute méthode expérimentale reconnaît d'abord ce qui est, et s'en arrange ; mais c'est ce que les Politiques n'entendent point encore assez. Revenant à mon propos je dirais plutôt que l'exécutif a perdu beaucoup de son autorité et en même temps de sa puissance. Et le peuple a encore moins de puissance que ses ministres.

23 août 1922.

Position du radicalisme : I. L'élite

Propos 23 :

Tyrans

Le 10 octobre 1910

[Retour à la table des matières](#)

« L'apaisement, soit; mais dans le silence des vaincus ». Cette formule me plaît ; elle a fait hurler de fureur les bureaucrates qui rédigent Le Temps. Il y a une élite à la mode d'autrefois qui -ne comprendra jamais les passions jacobines, et qui croit être républicaine. Voilà des gens qui ont des rentes, ou qui reçoivent de gros traitements ; qui ont un immense pouvoir dans l'État ; pouvoir matériel, car ils dirigent, ils nomment à des emplois, et tiennent, par leur famille et leurs amis, quelque avenue du pouvoir, ou quelque source de profits, d'où ils tirent une vie cultivée et ornée. Ils ont un pouvoir moral aussi, et presque sans limites ; car les ministres ont besoin d'eux, et ils jugent et condamnent en politique, en économique, en administration, ceux qui ne supportent -pas leur pouvoir occulte.

Dans cette élite, il y a des magistrats, il y a des professeurs, il y a de hauts officiers de terre et de mer ; tout cela cousine avec l'industrie et la banque. L'antisémitisme, il est vrai, les divise en deux camps ; mais la haine de la démagogie, c'est leur langage, les réconcilie. Que disent-ils ? Qu'il faut des hommes d'État ; que la masse ignorante ne verra jamais assez loin au delà de l'enclume ou de l'établi, pour diriger la politique extérieure et ainsi qu'en toutes choses celui qui sait doit gouverner que la société polie est le vrai parlement, parce qu'elle a naturellement la garde de la

richesse, de la culture, de la parure françaises. Voilà ce que l'on fait comprendre, par la conversation, par le journal, par le livre, par une espèce de rumeur courtoise, au député qui arrive de sa province pour interpellier à tour de bras. Malheur à celui qui ne veut pas comprendre ! Combes et Pelletan en savent quelque chose. Et voilà comment le camarade Briand est devenu Monsieur Briand.

Or c'est justement contre cette coalition des tyrans que la République se définit. Autrement que serait-elle ? Que serait-elle si l'électeur doit donner un mandat en blanc à ceux qui tenaient la puissance sous l'Empire, qui la tiendraient sous un roi, et qui, en fait, la tiennent presque toute aujourd'hui chez nous ? En peu de mots, il y a une conspiration permanente des riches, des ambitieux, des grands chefs, des parasites et des flatteurs, contre les masses électorales. Voilà pourquoi beaucoup de députés qui voudraient un brevet d'homme d'État, jouent un double jeu, sont radicaux en province et modérés à Paris. Le petit père Combes eut cette idée admirable de mépriser tous ces tyrans à compétences et à sinécures, et de gouverner contre eux, et au besoin contre les députés, en s'appuyant sur l'électeur. Il fut haï à Paris, et aimé presque partout. C'est pourquoi il y a un terrible effort contre lui et contre sa politique, sans compter des barrières invisibles contre le flot du peuple. Ils sont battus à chaque élection ; ils n'en gouvernent que mieux. Tout cela se sent et se devine ; et voilà pourquoi les amis du peuple voudraient assister enfin à quelque victoire achevée et à quelque déroute sans remède, et, par exemple, revoir Pelletan à la marine.

10 octobre 1910.

Position du radicalisme : I. L'élite

Propos 24 :

Jeanne d'Arc

Le 1^{er} mai 1921

[Retour à la table des matières](#)

On brûle Jeanne d'Arc à peu près aussi souvent qu'on la célèbre ; et ce sont les mêmes. « Le vice foment la guerre, disait Vauvenargues, la vertu combat ». Ambition, intrigue, vanité font les jeux. Toutefois l'énergie n'est pas en ces roitelets. L'énergie est dans la masse pacifique, avec l'illusion. On peut bien dire qu'en l'Août de l'an Quatorze, l'esprit du peuple entendit des voix. Tout ce qui avait montré le poing, tout ce qui avait insulté, tout ce qui avait prophétisé s'enfuit alors ; et, la peur se changeant en colère, la déclamation alla jusqu'au délire. Spectacle hideux ; la peur, la haine et le plaisir ensemble. Mais le peuple rassembla sa force, et trouva une raison de combattre, et qui méritait qu'on mourût pour elle. On fera légende de ce beau moment, où les hommes de cœur visèrent haut, et à parler exactement, cherchèrent l'ordre de Dieu ; car aucun évêque n'osera soutenir que Dieu n'est point Fraternité universelle et Paix sur la terre. Et cette grande idée se forma spontanément que le temps était venu de délivrer tous les peuples et de tuer la Guerre. « Adieu, disaient-ils à leurs femmes ; nos enfants connaîtront la paix ». L'idée était invincible ; elle couvrit toute la nation. Les politiques ne dirent point le contraire ; ils suivaient le miracle. On ne sut que bien plus tard ce qu'ils en pensaient.

Ce qu'ils en pensaient ? À peu près ceci. Que c'est une sorte de scandale lorsque le respect dû aux puissances n'explique pas assez l'obéissance. Que l'esprit révolutionnaire, loin d'être brisé par ce coup du sort, prenait force au contraire, et réclamerait

Ses droits après la victoire. Qu'un monde -nouveau allait naître, où les intrigants n'auraient plus place. Que, dans le moment où leur fauteuil prenait forme de trône, justement tous les trônes allaient être brûlés au feu des batailles. Que l'Humanité entendrait partout le cri de l'Homme. Que l'Amour armé vaincrait la Haine, comme l'archange tue le monstre ; et qu'enfin ce rude peuple serait indomptable au retour, et dicterait la nouvelle Charte Humaine. La chose pouvait être ; Il n'y fallait qu'une Foi inébranlable, et cette Simplicité inspirée qui passe sur les obstacles sans seulement les voir. Mais que pouvaient faire les politiques ? L'âme Prophétique marchait devant ; ils suivaient.

On sait quelle frénétique prédication, et qui partait de haut, s'appliqua à rendre toute paix impossible. Les arguments ne manquaient pas ; depuis des siècles la Guerre nourrit la Guerre. Et les esprits faibles revinrent dans les chemins de la Fatalité historique. Pour les esprits forts, et qui voulaient servir l'Humanité, il en fut fait un massacre par cette effrayante loi de la Guerre selon laquelle les meilleurs périssent par leur vertu même, par leur foi même, L'âme prophétique usait sa puissance pendant que l'âme diabolique renforçait la sienne. Mais j'admire surtout les maximes du Commandement, méthodique, inflexible et retiré, qui réorganisait tout selon une froide discipline. Il y eut des mots profonds. « Les hommes savent leur métier et font leur métier », disait un chef.

Il n'en revint guère, de ces héros qui se promettaient une paix selon leur espérance ; ils ne furent pas écoutés. La grande voix américaine, jeune et forte, et qui avait des droits pourtant, après cette Croisade unique au monde, ne fut pas écoutée non plus. À peine la victoire était-elle assurée que l'ancienne Politique revint, avec une incroyable assurance. J'ai souvenir du jour funeste où le Pouvoir, jetant l'Utopie par terre, mit le pied dessus. « Il faut abandonner, dit-il froidement, l'idée que cette guerre pourrait être, la dernière des guerres ». Une politique suivit, pleine de cohérence et de logique, comme tout ce qui retombe à la nécessité. L'appât des marks or resta seul en vue, dont chacun attend part ; tout est réduit là. Un art profond et sûr de lui, qui suit la force des choses et s'en glorifie, nous a attachés là, et nous tirons sur la laisse. C'est ce que j'appelle briller Jeanne d'Arc, avec attendus et considérants.

1er mai 1921.

Position du radicalisme : I. L'élite

Propos 25 :

Ruses des pouvoirs

Le 12 mars 1914

[Retour à la table des matières](#)

Comme je lisais l'Histoire d'un Paysan, d'Erckmann-Chatrian, je vivais, par l'imagination, au temps de la Révolution française ; je cherchais à comprendre comment ce peuple, si longtemps tyrannisé, dépouillé et méprisé, avait montré soudainement sa puissance, simplement par sa confiance en lui-même ; mais j'admirais aussi cette ruse des privilégiés, qui promettaient toujours et puis reprenaient leurs promesses, et qui passaient d'une folle confiance à une terreur folle, selon les acclamations et les grondements populaires. Dès que les choses revenaient à une espèce d'équilibre, ils reprenaient espoir dans le vieil art de gouverner, éprouvé par tant de siècles ; toujours la modération glissait à la trahison ; toujours le pouvoir absolu se reformait par une espèce de cristallisation inévitable. L'Empire, la Restauration, l'Empire encore, groupèrent les mêmes forces ; toute l'élite toujours se retrouva au centre, se recruta de la même manière, essaya la même résistance enragée ; et toujours des succès étonnants lui donnèrent raison. Ceux qui disent que la monarchie est un état naturel auquel on revient toujours, disent une chose assez évidente. Et pour moi les réactionnaires d'aujourd'hui ressemblent à ceux de ce temps-là.

Il y a une cour, aujourd'hui comme autrefois, et des courtisans, même sans roi. Il y a une vie riche et ornée ; l'homme qui se permet d'y entrer y perd pour toujours la

liberté de son jugement. C'est inévitable. La vie qui se passe au bal, au souper, au théâtre, à la parure, est une espèce de preuve par elle-même, et bien puissante. Et l'opinion académicienne, qui est celle des femmes les plus brillantes, des écrivains, des danseurs, des avocats, des médecins, de tous les riches enfin et de leurs parasites, l'opinion académicienne a bientôt décrassé l'esprit de n'importe quel ambitieux. Qu'un homme de bonne foi veuille bien réfléchir à ceci, qu'un succès quelconque, dans le monde qui fait le succès, se mesure toujours exactement à la quantité d'esprit monarchique que l'on peut montrer. Et l'élite, malgré une frivolité d'apparence, sait très bien reconnaître le plus petit grain de trahison ; chacun est payé sur l'heure, et selon son mérite. En sorte qu'il faut dire qu'à mesure qu'un homme se pousse dans le monde, il est plus étroitement ligoté. « La pensée d'un homme en place, c'est son traitement » ; cette forte maxime de Proudhon trouve son application dès que l'on a un ascenseur, une auto et lin jour de réception. Il n'est pas un écrivain qui puisse vivre de sa plume et en même temps mépriser ouvertement ce genre d'avantages. On peut en revenir, mais il faut passer par là ; cri bien alors vivre en sauvage, j'entends renoncer à toute espèce d'Importance.

On se demande souvent pourquoi les réactionnaires se fient à des traîtres, qui ont suivi visiblement leur intérêt propre, et vont ingénument du côté où on sait louer. Mais justement la trahison est une espèce de garantie, si l'on ose dire ; car l'intérêt ne change point ; il n'est pas tantôt ici, tantôt là ; il tire toujours à droite. En sorte que celui qui a trahi le peuple apparaît comme dominé pour toujours par le luxe, par la vie facile, par les éloges, par le salaire enfin de l'Homme d'État. L'autre parti n'offre rien de pareil. Il n'y a donc point deux tentations, il n'y en a qu'une. Il n'y a point deux espèces de trahison, il n'y en a qu'une. Toute la faiblesse de n'importe quel homme le tire du même côté. La pente est à droite.

12 mars 1914.

Position du radicalisme : I. L'élite

Propos 26 :

Les pouvoirs se reconstituent

Le 3 juin 1911

[Retour à la table des matières](#)

Ce n'est pas la première fois, c'est bien la troisième que l'oligarchie se reforme chez nous et s'organise. Toujours les pouvoirs se reconstituent, par leur fonction même. Un riche banquier a plus d'importance dans la vie publique qu'un pauvre homme qui travaille de ses mains ; aucune constitution n'y peut rien. De même vous n'empêcherez pas que le haut commandement de l'armée se recrute lui-même, et élimine ceux qui sont restés plébéiens. Enfin dans les bureaux nous voyons que les mêmes forces agissent. Cherchez parmi les puissants directeurs, vous n'en trouverez guère qui ne soient parents ou alliés de la haute banque, ou de l'aristocratie militaire, et vous n'en trouverez sans doute pas un qui n'ait donné des gages à l'oligarchie. Enfin, si l'on veut participer au pouvoir, il faut, de toute façon, vénérer les pouvoirs, c'est-à-dire Tendre des services, entrer dans le grand jeu, donner des gages.

Je connais un sous-directeur qui est bien parti pour rester toujours au second rang. Homme de science profonde et de travail obstiné ; mais on a bien deviné en lui cette espèce de sauvagerie qu'on appelle la liberté du jugement ; cela se paie. Et ainsi se forme une Cour, même sans roi. Il est assez naturel que ceux qui ont sacrifié à l'ambition l'amour de la liberté pour eux-mêmes, ne se soucient guère de la liberté des autres. Ils n'y pensent jamais ; ils ne pensent qu'au pouvoir. Et ce pouvoir, dont ils

espèrent une part, ils ne le trouvent jamais assez fort. Un chambellan ne jugera jamais que le pouvoir du roi est trop absolu, car il le prend comme absolu ; Il n'a donc rien à perdre, et il a tout à gagner, si l'arbitraire s'étend et si le contrôle se relâche.

On dit que les places sont données au mérite, et ce n'est pas entièrement faux. Seulement, pour ce travail assez facile, et seulement long à apprendre, qu'est le travail administratif, nous avons des hommes de mérite plus qu'il n'en faut, et équivalents. Quelle différence trouverez-vous pour les finances entre le premier et le vingtième de Polytechnique, s'ils s'appliquent tous deux au métier ? Qu'est-ce qui permettra de choisir ? Un riche mariage, de puissantes alliances, des amis influents, Part d'intriguer, l'art de flatter, l'art de ménager. Aussi, pour parler le langage Populaire, qui est sans nuances, neuf fois sur dix le plus réactionnaire des deux sera préféré. Partout le jacobin, homme à principes, et Inflexible, est redouté, même d'un jacobin devenu ministre ; car quiconque est chef a besoin d'instruments dociles, surtout qui semblent dociles. Ainsi l'ambitieux et l'intrigant sans scrupules avancent par tous les vents ; l'homme à principes reste dans les postes subalternes. Ainsi il s'exerce autour du pouvoir des espèces de groupements moléculaires et finalement une cristallisation presque impossible à dissoudre. Le mal augmente avec les années, et selon une marche accélérée, car le corps oligarchique choisit de mieux en mieux à mesure qu'il est plus fort. L'électeur qui perd son courage et ses espérances est un homme qui n'a pas bien mesuré ces forces-là.

3 juin 914.

Position du radicalisme : I. L'élite

Propos 27 :

Notre élite

Le 10 février 1911

[Retour à la table des matières](#)

Notre élite ne vaut rien, mais nous ne devons pas nous en étonner ; aucune élite ne vaut rien ; non pas par sa nature, car l'élite est naturellement ce qu'il y a de meilleur, mais par ses fonctions. L'élite, parce qu'elle est destinée à exercer le pouvoir, est destinée aussi à être corrompue par l'exercice du pouvoir. Je parle en gros ; il y a des exceptions.

Suivons par la pensée un fils de paysan, qui montre du génie pour le calcul, et qui obtient une bourse au lycée. Si, avec son aptitude aux sciences, il a une nature de brute passionnée, on le verra, vers la seizième année, sauter le mur, ou rentrer après l'heure, enfin perdre son temps, se moquer de ses maîtres, tomber dans des tristesses sans fond, et boire pour se consoler ; vous le retrouverez dix ans après dans quelque bas emploi où on le laisse par charité.

Mais je suppose qu'il ait une adolescence sans tempêtes, parce que toutes ses passions se tournent en ambition, ou que sa tête domine sa poitrine et son ventre ; voilà un jeune homme instruit de beaucoup de choses, capable d'apprendre très vite n'importe quoi, qui a des habitudes d'ordre et de travail suivi, et enfin, par la seule puissance des idées, une moralité supérieure. Tels sont, assez souvent, ceux que l'on choisit, par des concours rationnellement institués, pour être dans l'avenir les

auxiliaires du pouvoir, sous le nom de directeurs, inspecteurs, contrôleurs. En réalité ils seront les vrais rois, puisque les ministres passent ; et ces futurs rois sont très bien choisis. Réellement nous désignons les meilleurs ; les meilleurs dirigeront les affaires publiques, et tout devrait bien marcher.

Seulement il faut comprendre que, dans cette élite, il va se faire une corruption inévitable et une sélection des plus corrompus. En voici quelques causes. D'abord un noble caractère, fier, vif, sans dissimulation, est arrêté tout de suite ; il n'a pas l'esprit administratif. Ensuite ceux qui franchissent la première porte, en se baissant un peu, ne se relèvent jamais tout à fait. On leur fait faire de riches mariages, qui les jettent dans une vie luxueuse et dans les embarras d'argent ; on les fait participer aux affaires, et en même temps ils apprennent les ruses par lesquelles on gouverne le parlement et les ministres ; celui qui veut garder quelque franchise ou quelque sentiment démocratique, ou quelque foi dans les idées, trouve mille obstacles indéfinissables qui l'écartent et le retardent ; il y a une seconde porte, une troisième porte où l'on ne laisse passer que les vieux renards qui ont bien compris ce que c'est que la diplomatie et l'esprit administratif ; il ne reste à ceux-là, de leur ancienne vertu, qu'une fidélité inébranlable aux traditions, à l'esprit de corps, à la solidarité bureaucratique. L'âge use enfin ce qui leur reste de générosité et d'invention. C'est alors qu'ils sont rois. Et non sans petites vertus ; mais leurs grandes vertus sont usées. Le peuple ne reconnaît plus ses fils. Voilà pourquoi l'effort démocratique est de stricte nécessité.

10 février 1911.

Position du radicalisme : I. L'élite

Propos 28 :

Recruteurs

Le 15 décembre 1910

[Retour à la table des matières](#)

L'élite n'aime pas la République. L'élite, j'entends par là ceux qui ont conquis quelque puissance réelle dans la Société, par leur travail ou par leur talent. Cela n'est pas sans inconvénients, parce que les hommes de cette espèce font ce que l'on est convenu d'appeler l'opinion. J'y vois des administrateurs, des ingénieurs, des hommes de lettres. Tous ont ceci de commun qu'ils participent à la vie brillante et qu'ils ne songent qu'à s'établir aussi solidement qu'ils le pourront dans le cercle des riches, par relations et mariages. Par cela seul ils ont des intérêts contraires à la justice. Il est assez évident que la liberté que l'on laisse aux associations ouvrières est pour diminuer les profits de ceux qui ne travaillent point de leurs mains. Il est clair aussi que le relèvement des traitements inférieurs, auquel nous sommes naturellement conduits, n'est pas favorable à ceux qui ont les grosses places. On me contait récemment qu'un important fonctionnaire des postes, qui gagnait déjà quinze mille francs, s'était élevé d'un coup jusqu'à dix-huit mille, en conservant les mêmes fonctions. Des faits de ce genre, s'ils étaient rendus publics, ne pourraient être approuvés par la Chambre, alors qu'elle réduit les facteurs des postes à la mendicité. Les grands bureaucrates en sont donc toujours à craindre quelque lumière trop vive qui éclairerait subitement leurs traitements et leurs travaux. Non que les députés leur fassent peur ; les députés vivent de la même vie qu'eux, sont liés à eux de mille manières, et savent assez ce que c'est

que la misère avec neuf mille francs, puisqu'ils ne l'ont pas jugée supportable. C'est la puissance des électeurs, les progrès de l'instruction, l'éveil du jugement qui leur fait peur à tous. Aussi disent-ils maintenant qu'ils se faisaient une tout autre idée de la République, et que les puissants devraient réellement diriger et gouverner au lieu d'avoir à se justifier à chaque instant pour de petits comptes de blanchisseuse.

Mais je crains les passions bien plus encore que les intérêts. Le monde les nourrit habilement de mille manières en excitant l'ambition et la cupidité. Il y a une fureur bien remarquable chez ceux qui se privent par nécessité d'une dépense de luxe ; au fond d'eux-mêmes ils savent bien que leurs plaintes ne sont point justes, et qu'ils ont déjà trop ; aussi leur colère s'élève contre ce qu'il y a de meilleur en eux-mêmes ; c'est pourquoi leurs dettes les aiguillonnent contre le peuple. Mais surtout il règne dans le Monde une opinion à laquelle il faut se plier. Il y a des lieux communs contre l'ouvrier, contre l'électeur, contre le député, contre lesquels il est aussi inconvenant de s'élever, que de dire un gros mot. Une discussion suivie n'est pas possible ; celui qui veut suivre une idée est impoli par cela seul ; il est vrai aussi que toute thèse blesse quelqu'un ; le jeune homme a bientôt saisi les règles du jeu ; il doit renoncer à tous les succès, et même cri amour, il doit se résigner à quelque travail obscur et mal payé, ou bien alors se séparer d'opinions qui ne tiennent pas encore à lui ; il n'hésite presque jamais. Il se fait dans le Monde un recrutement de tous les talents contre la République. Ainsi l'électeur est laissé à lui-même, bien mieux, trahi, méprisé, insulté par les plus instruits. Il doit le comprendre ; et, quand on lui dit que la République est contre la Nature, contre la Science, contre la Raison, il ne doit point s'en étonner, mais plutôt se demander : « Combien, celui-là est-il payé pour m'amener à désespérer de moi-même ? »

15 décembre 1910.

Position du radicalisme : I. L'élite

Propos 29 :

Le droit de l'élite

Le 24 mars 1912

[Retour à la table des matières](#)

À la suite de ce tumulte assez inexplicable l'autre jour à la Chambre, un homme cultivé disait devant moi : « Le danger, c'est que si les baïonnettes mettaient les députés dehors, tout le monde rirait. » Ce sont des propos qui courent, et qui me feraient hausser les épaules, si je n'y voyais le résultat d'une opposition fort bien organisée et qui montre un esprit de suite remarquable.

Ils n'ont pas le nombre, c'est assez clair. Et, maintenant que cette Chambre est sortie du sommeil où un enchanteur l'avait plongée, il est visible qu'elle est plus radicale encore que l'autre. Que reste-t-il aux privilégiés ? Leur puissance même de privilégiés, et ce n'est pas peu de chose. Ils tiennent l'opinion, j'entends celle qui se formule au théâtre, dans les revues, dans les journaux. Tous les écrivains qui veulent vivre de leur plume en arrivent à défendre, les privilèges ; c'est inévitable. De là des attaques furieuses, répétées, variées, contre le peuple souverain. Cela est de mode dans la société élégante, comme la forme du chapeau et la coupe du pantalon. Et l'on finit toujours par se, mettre un peu à la mode, dès que l'on ne vit pas tout à fait à l'écart de ceux qui la suivent. Aussi je les vois, nos intellectuels, changer peu à peu la forme de leur chapeau, je veux dire se mettre à parler contre le peuple, contre les députés, contre le suffrage universel, pour faire comme tout le monde.

Ces sentiments s'expriment comme ils peuvent, et souvent par détour ; car un fils du peuple rougit toujours un peu -lorsqu'il trahit la République. Seulement, un beau matin, vous découvrez qu'il est antisémite, ou bien proportionnaliste. Il part contre les députés ; il flétrit le régime de la faveur et du népotisme, comme si c'était la République qui nous avait apporté ce genre de maladie parasitaire. Et, dans le fond, c'est toujours l'électeur qui est visé ; on laisse entendre que la masse électorale est ignorante et aveugle, et qu'on n'en peut rien attendre de bon. Même les socialistes, surtout les plus instruits d'entre eux, attrapent cette mauvaise fièvre, et se plaignent amèrement des comités, des marchandages, des trafics électoraux. Aristocrates, tous ; ambitieux tous. De quel droit voudraient-ils gouverner contre le peuple ? Au nom de quoi ?

Voilà ce qui les met en fureur, tous ces Grands Politiques ; ils se sentent tenus et poussés ; ils n'exercent plus le droit de l'élite. De là des coalitions non formulées, un accord formidable contre l'opinion populaire. Il faut pourtant étaler tout ce mépris au soleil. Oui, même chez les socialistes, trop souvent il y a cette idée que c'est l'élite qui doit gouverner, pour le peuple sans doute, et au nom du peuple, mais enfin contre le peuple, si le peuple n'est pas raisonnable. Ce refrain -n'est pas nouveau, tous les tyrans nous l'ont chanté.

À quoi je réponds que le droit théorique a la puissance d'une idée, et que c'est là toute sa puissance. Que nul homme n'a le privilège d'agir au nom du droit théorique. Qu'il y a tyrannie, dès que l'on impose une idée par la force, Que le nombre seul est qualifié pour représenter la justice dans les faits. Que le peuple doit d'abord gouverner, coûte que coûte. Et qu'enfin le droit de l'élite se définit par ce seul mot : instruire.

24 mars 1911.

Position du radicalisme : I - L'élite

Propos 30 :

Révolution contre le peuple

Le 4 juin 1910

[Retour à la table des matières](#)

Lisez les feuilles publiques ; vous verrez qu'ils sont tous saisis d'un furieux besoin de déclamer contre l'électeur, disant qu'il est ignorant, qu'il est corrompu, qu'il est inconstant, qu'il est ingrat, et qu'enfin il faut chercher quelque système ingénieux qui permette aux éminents députés, aux éminents ministres, aux éminents bureaucrates de remettre l'électeur à sa place, et de travailler à son bonheur malgré lui.

Je connais cette chanson. Tous les bureaucrates que j'ai rencontrés me l'ont chantée ; et cela revenait à dire, presque sans détour, que le suffrage universel, si on le prend sérieusement, est une institution absurde. Car, disaient-ils, il faut avant tout savoir, si l'on veut agir. Or, dans votre beau système, le petit nombre des citoyens qui savent bien une chose, que ce soit les finances, la mutualité, l'enseignement ou la politique extérieure, ce petit nombre est écrasé par la multitude des ignorants. « Nous espérons, disaient-ils, que les ignorants feraient du moins modestes et discrets, et qu'ils se laisseraient tout de même un peu gouverner par ceux qui sont préparés à cette tâche difficile. Mais point du tout. Votre république se réalise. Le député vient dans les bureaux, et y parle au nom du peuple. Le tard-instruit méprise les compétences, et veut réformer tout. Bientôt on nommera les ingénieurs, les amiraux, les professeurs au suffrage universel. Ils ont déjà saccagé notre culture française. L'ignorant dit : voilà ce que l'on doit m'apprendre. Ce beau système est arrivé à sa perfec-

tion propre avec votre Combes; et nous y retomberons, c'est inévitable, à moins qu'une grande révolte de l'élite ne coïncide avec quelque mouvement de crainte et de modestie dans la masse ignorante. Mais, avec ces ambitieux et prétentieux instituteurs, qui ne supportent plus aucun frein, je crois bien qu'on ne peut guère compter sur une abdication volontaire des citoyens-rois. Et alors, où allons-nous ? »

Tout directeur, tout inspecteur, tout conseiller, tout préfet, tout recteur, tout ministre pense ainsi et parle ainsi, dès que l'électeur est retourné à son travail. Un Combes, un Pelletan, sont haïs et méprisés par l'élite, justement parce qu'ils résistent à ce mouvement-là.

Les partis n'y font rien. Le radical s'entend très bien là-dessus avec le monarchiste. Tous sentent très vivement que le peuple se hausse sur la pointe des pieds, et regarde dans les bureaux. L'élite des bureaucrates est contrôlée, critiquée, menacée dans ses privilèges. Les députés éprouvent, plus directement encore, cette puissance des masses, qui, bien loin de demander à grands cris quelque bouleversement impossible, prétendent tout simplement s'installer au fauteuil, et vérifier les livres de cuisine et de blanchissage. Péril imminent, contre quoi ils ont trouvé déjà la représentation proportionnelle, en attendant l'enseignement professionnel, qui remettra les citoyens à la chaîne. Citoyens, tâchez de bien saisir cette Révolution des bureaucrates contre le Peuple. Et méfiez-vous ; l'adversaire a plus d'un tour dans son sac.

4 juin 1910.

Position du radicalisme : I - L'élite

Propos 31 :

Le pouvoir spirituel

Le 16 novembre 1912

[Retour à la table des matières](#)

Parmi les idées d'Auguste Comte, toutes saines et fortes, presque toutes encore neuves maintenant, je pensais ces jours à ce Pouvoir Spirituel ou Sacerdoce, fondé sur la science universelle convenablement équilibrée, et qui serait dans l'avenir ce que voulurent être, autrefois, la papauté et les conciles. L'idée est belle. Mais il faut la considérer comme il la propose.

Nous sommes gouvernés par des savants. À la guerre, à la marine, aux travaux publics, aux finances, à l'instruction, à la justice, les chefs de service sont des spécialistes incomparables, et qui ne sont entrés dans leurs études propres qu'après une forte préparation intellectuelle. Je ne juge pas les individus ; on peut leur accorder des vertus privées, et même professionnelles. Mais le système, qui est la Bureaucratie, manque certainement de générosité, de liberté, et, par suite, de clairvoyance. L'humour s'aigrit dans les petits travaux, dans les polémiques, dans les rivalités. L'intelligence flotte entre la spéculation et l'action. Les petits moyens corrompent l'ambition ; la vie sociale est trop resserrée l'esprit diplomatique se développe dans les conversations la prudence et le secret inclinent vers la médisance et les futilités. Essayez d'interroger un Haut Bureaucrate ; vous trouverez un badinage sceptique, un mépris joué, et une réelle fatigue presque toujours.

Or cela tient à deux causes principales qu'Auguste Comte avait très bien vues. D'abord la Spécialisation, qui, chose assez difficile à prévoir, accable l'esprit. C'est qu'il n'y a point de limites aux détails et aux subtilités, pour celui qui s'occupe d'une seule science particulière ; et il en vient à donner une importance sans mesure aux petites choses. Cela est sensible dans la Mathématique comme dans le Droit. Tout l'effort vise à savoir une certaine chose mieux que personne, ce qui donne un pouvoir de paralyser, presque uniquement recherché aujourd'hui dans l'ordre, intellectuel. Auguste Comte dénonce ces « divagations » et cette « dégénération académique » ; le Pouvoir Spirituel est justement contre elles. C'est contre cette tyrannie à mille Utes qu'il forme l'idée d'une Culture véritable, où les diverses sciences sont rigoureusement mesurées et équilibrées, où la Science Sociale contient et systématise les autres, où domine enfin la Morale, c'est-à-dire la méditation sur le Juste et l'Injuste. Il est bien remarquable que ce mathématicien ait si vigoureusement maintenu, comme centre de la Culture, « l'inépuisable étude des chefs-d'œuvre poétiques, toujours relatifs au problème humain ».

La seconde cause qui corrompt le Pouvoir Spirituel, c'est la puissance temporelle. Nos bureaucrates gouvernent par avancement et punitions. Cette fonction développe trop chez tous les passions personnelles et l'esprit d'intrigue et de ruse. La Science devient alors un instrument de domination. Le vrai Pouvoir Spirituel, selon notre philosophe, est seulement spirituel ; il agit en éclairant l'opinion, c'est-à-dire par la parole et l'écriture seulement. Et c'est bien ce qu'auraient pu être le pape, les évêques et les curés, des arbitres de l'ordre moral, sans haliebardes, sans prison, sans bûchers. Mais le pouvoir catholique bénit les armes, et adore le, vainqueur. Dans l'affaire Dreyfus, le Pouvoir Spirituel se montra ; et Jaurès, dans le temps même où son pouvoir politique était extrêmement faible, a fait voir plus d'une fois les privilèges d'une Culture supérieure, toujours dominée par la revendication de l'ordre moral.

16 novembre 1912.

Position du radicalisme : I - L'élite

Propos 32 :

Médiocres

Le 28 février 1913

[Retour à la table des matières](#)

Il y a une fureur de l'élite contre la paix. Le peuple devrait méditer continuellement là-dessus. Je comprends que l'on aperçoive à certains jours la puissance des passions et la faiblesse de la justice; je comprends que l'on mesure le mal que les gouvernants et les diplomates sont capables de faire, et de bonne foi, par l'entraînement de leur terrible métier ; que l'on constate enfin, plus ou moins vif, chez tous les hommes, un secret amour de la guerre, où le vice et la vertu se trouvent enfin d'accord. Mais que l'on s'en réjouisse, et que l'on pousse alors un cri de triomphe, voilà qui dévoile une injustice profonde et une effrayante méchanceté. Ce trait de caractère doit être bien distingué de l'esprit guerrier lui-même. Le héros guerrier n'aime pas plus la guerre que le pompier n'aime l'incendie et que le sauveteur n'aime la tempête. Pourquoi ? Parce que le héros guerrier n'est pas injuste, étant disposé à se compter lui-même pour peu de chose. La Générosité fait la guerre, mais sans aimer la guerre. De même on ne trouverait point chez les hommes politiques cet esprit inhumain qui se moque des Pacifistes dès que les obus éclatent quelque part. La raison en est que l'on ne sera jamais élu nulle part sans quelque générosité. L'éloquence même, entendue seulement comme l'art de bien crier, suppose une certaine disposition à se dépenser soi-même, ce qui va naturellement avec un certain amour de la justice que l'on aurait tort de prendre pour hypocrite. De là de beaux mouvements, dans les assemblées politiques, dès qu'un homme se délivre des petits intérêts et parle humainement.

La haine ne triomphe ni dans les combats ni dans les conseils. Elle est entre deux, dans cette région où les médiocres se battent par de petites armes, anecdotes et épigrammes. Les hommes de lettres, les journalistes, les acteurs, les bureaucrates, quelques géants mis à part dans chaque genre, qui dominent par leur masse et sans malice, exercent réellement un pouvoir diabolique par un effort naturel pour déshonorer tout ce qui est grand en ramenant tous les principes à leurs propres principes. Car, dans cette médiocrité, comprenez bien que c'est le pire qui réussit, la ruse, le mensonge et la flatterie triomphant toujours, par l'absence des valeurs réelles. Ce genre d'expérience porte les natures envieuses à leur perfection, si l'on peut dire, et corrompt bientôt les naïfs. Dans ces milieux troubles, Jaurès est réellement haï. Paris est plein de ces gens-là.

Aussi on risque de se tromper lorsque l'on prête à tel homme d'État des vues machiavéliques, des intrigues tendant toujours à une fin, un travail de corruption prémédité, l'achat des journaux et des flatteries. Dans le fait, la race des ambitieux sans moyens choisit elle-même *son* roi ; elle a ses préférences et ses idées, on pourrait même dire son loyalisme propre. En sorte qu'un pouvoir machiavélique n'a pas à surveiller les journaux ; il n'a qu'à les laisser se développer sous l'action des haines naturelles. Nécessairement le peuple y sera méprise, les démocrates y seront calomniés, les pacifistes y seront insultés. Le malheur c'est que cette opinion chargée de bile est prise communément pour l'Opinion.

28 février 1913.

Position du radicalisme : I - L'élite

Propos 33 :

L'Important et le Négligent

Le 16 juin 1922

[Retour à la table des matières](#)

Les importants n'argumentent point ; ils se contentent de répéter la même chose, en haussant seulement le ton. Et c'est merveille d'entendre Tardieu l'important faisant leçon à Herriot le négligent. Un spectateur se dirait : « Voilà deux hommes de même formation ; il n'est pas vraisemblable que l'un soit plus savant que l'autre ; tous les deux ont pris de l'expérience en ces difficiles années. Au reste le plus ignorant peut comprendre assez que les questions de ce moment-ci sont obscures. D'où vient donc que l'un excommunie comme un pape et rétablit le dogme, pendant que l'autre tâtonne comme un écolier ? » Combat du Négligent et de l'Important, où les Importants sont arbitres. Combat inégal ; mais patience ; les Négligents vont se réveiller.

J'appelle Négligent celui qui fait d'abord son métier, et toute chose qui se présente comme on fait un métier, oubliant toujours sa propre majesté, cherchant le vrai devant lui, ingénieux et ingénu. Vous n'avez jamais entendu Herriot louant Herriot ; personne ne le loue clans les cercles ; il n'y a que les Importants qui sachent louer. Pendant la guerre Herriot fut ministre un moment, ministre des charbons je crois, et fit pour le mieux, comme il a fait à Lyon ; mais il fut pris dans un filet d'intrigues, empêché, paralysé, déporté. L'avez-vous entendu se plaindre ? Il n'y pensa plus, et s'occupa d'autres choses. L'Important ne s'occupe jamais d'autre chose que de sa

propre gloire ; et quand il arrive à l'âge de la sagesse, écoutez comme il parle : « Je m'étonne qu'un homme comme vous, qui aurait pu être Important, fasse voir des pensées de Négligent ». Mais le jeune Important trouve mieux à dire : « Vous désertez. » Ce mot est presque sublime par l'infatuation. Et le langage militaire n'est pas ici hors de propos. L'argument de l'officier, à l'égard d'un inférieur, et même quand il montre de la condescendance, revient toujours à dire : « Faites attention à ceci, que vous n'êtes pas du même avis que moi ; je ne sais pas si vous vous en rendez bien compte. »

Ce qui perd le Négligent, c'est que pour l'ordinaire il s'amuse de l'Important ; il admire cette Majesté pédante, ces lieux communs immuables, et cette lourde finesse qui revient toujours à l'éloge de soi. C'est une loi politique que les vaniteux surpassent les autres dans l'art de se pousser, de se maintenir, de revenir ; et, comme l'a dit Comte, il y a quelque chose de touchant dans la vanité, car elle ne méprise rien. C'est pourquoi les Importants ont toujours gouverné. Par malheur, en ces cercles d'Importants qui n'échangent que des éloges, les idées sont bientôt vides de tout contenu, ce qui fait que les peuples ressemblent à des géants qui auraient des têtes d'enfant. Négligent mon ami, prends ton fusil. Et certes le Négligent est beau à voir quand il se fait tuer pour les grandes phrases de l'Important ; mais ce jeu ne peut durer toujours ; on s'en fatigue ; et le moment où l'on s'en fatigue est justement celui où les Importants se croient maîtres de tout, comme ait 16 mai, comme au temps du procès Dreyfus, comme en ce temps-ci.

16 juin 1922.

Position du radicalisme

II - L'Élu

Position du radicalisme : II - L'Élu

Propos 34 :

Ni anges ni bêtes

Le 27 mai 1912

[Retour à la table des matières](#)

« Courage, o mon âme », dit le héros d'Homère. C'est 16 moment, pour les radicaux, d'en dire autant, et de penser au meilleur d'eux-mêmes, afin qu'il sauve le reste.

L'épreuve du pouvoir est favorable au tyran. Il y prend des forces. Dès qu'il tient les armées, la police, les fonctionnaires, les entrepreneurs, les fournisseurs, les ambitieux, par tous les fils des décrets, arrêtés et projets de loi, chacun de ses mouvements est une défense ; chaque jour de son existence ajoute une pierre à sa forteresse ; chaque jour il s'attache un ami de plus ; chaque jour il brise un de ses ennemis ; gouverner, pour lui, c'est assurer son lendemain. Toits ses actes partent cette marque. Ce vieil art de gouverner est écrit dans l'Histoire et dans les Mémoires.

Par cette politique un gouvernement ramasse toutes les forces, de prestige, de richesse, de tradition ; car toutes, sans exception, gouvernent par les mêmes principes

dans leur sphère, petite ou grande. Ce genre de gouvernement est une guerre de toutes les minutes. Il ordonne les forces matérielles ; il dissout les forces morales. Il perd son âme pour sauver son corps ; dure condition à laquelle nous sommes tous soumis plus ou moins, et que les religions expriment par images et par mythes.

Or, que fait le Saint ou le Prophète, ainsi tiraillé entre son ange et son diable ? Il se garde pauvre ; il s'enfuit au désert s'il peut ; il prie ou il déclame, selon sa nature. Il a cent raisons, mais il ne fait rien. Le Socialisme représente assez bien ce Prophète au désert ; il sauve son âme.

D'autres chassent leur âme une bonne fois ; ils se vendent au diable, comme disent les légendes, entendez qu'ils entrent dans le jeu des forces sans se permettre jamais, dans la suite, la plus petite attention à la meilleure partie d'eux-mêmes. Ils ne pensent qu'à vivre, à se maintenir, et à s'accroître. La droite vit selon ce matérialisme intégral. Autour de Napoléon 1er, ce corps formidable se reformait déjà ; autour de la Restauration aussi et plus que jamais, avec une fureur de désespoir ; autour de Louis-Philippe, malgré tous les serments. Le Second Empire restaura enfin les forces, avec un succès étonnant, par le cynisme profond de ses politiques. Ces forces sont toujours vivantes, toujours préparées, toujours organisées selon leur loi. Avoir vendu une bonne fois son âme, c'est la force des forces.

Les radicaux sont entré deux. Ni anges ni bêtes. Insultés des deux côtés. D'un côté parce qu'ils gardent leur âme. de l'autre parce qu'ils gardent leur corps. Au rebours dit tyran, ils s'usent au pouvoir, parce qu'ils jouent le jeu des forces non pour les forces, mais pour la justice. Soutenus par les forces en ce qu'ils font de médiocre ; tentés par le diable à toute minute ; repoussant ces dangereux alliés, mais non pas assez pour adoucir les Prophètes ; et accablés, dans leur cœur généreux, par les malédictions des Prophètes. Condition moyenne, et sans gloire, et difficile, entre l'idéal et la nécessité. Ce sont des âmes de Purgatoire, habitées par l'espérance, le scrupule et le regret. Je reconnais mes frères.

27 mai 1912.

Position du radicalisme : II - L'Élu

Propos 35 :

L'humiliation

Le 9 avril 1911

[Retour à la table des matières](#)

« De quoi auraient-ils peur ? me dit mon ami Jacques. Ce n'est qu'une politique modérée qui peut faire tomber un ministère. Dès qu'un chef de gouvernement se tourne contre la droite, et élève un peu le ton, les bulletins favorables tombent en giboulées. Pourquoi ? Parce que l'électeur est là qui les surveille tous, et qui reconnaît enfin sa politique. Jamais un député radical ne votera contre une déclaration radicale, ou bien alors, et d'autant plus sûrement que la déclaration sera plus nette, plus vive, plus menaçante contre la droite, il y perdrait son siège. Donc la route est belle, et toute droite, même pour un ambitieux à moitié clairvoyant, à plus forte raison pour des radicaux sincères comme sont nos ministres. Ah ! mon cher, si j'étais ministre, comme je jouerais bien ce jeu-là ; comme je prouverais à ceux de la droite que leurs attaques sont des gages de succès ; comme je repousserais leurs applaudissements ; comme j'aurais plaisir à leur prouver qu'avec tout le bruit qu'ils font, ils sont sans puissance ! Comme je parlerais pour l'instituteur, comme je saurais hautement louer son noble et difficile travail, et excuser, sans aucun embarras, les fautes qu'il peut faire, et les belles imprudences qui lui rendent quelquefois la vie difficile. De même, pour l'impôt sur le revenu, je ferais entendre aux privilégiés, de la façon la plus claire, que leurs attaques et leurs critiques sont, aux yeux du peuple, des preuves suffisantes, et que leurs clameurs indignées sont justement le cortège qu'il faut à la justice. Et je glorifierais le scrutin d'arrondissement pour tout ce qu'il a fait, et pour tout ce qu'il fera. Ce serait un triomphe, et sans risques. »

« Non pas sans risques, lui dis-je, ami Jacques. Car sans doute un homme public de cette allure serait aimé par la multitude de ceux qui haïssent l'injustice arrogante chez les autres bien plus qu'ils n'aiment la justice. Pour eux-mêmes, ;et les idéalistes de cette espèce forment une armée innombrable chez nous ; notre intrépide radical serait donc ministre, par la volonté du peuple, aussi longtemps qu'il voudrait. Seulement, mon cher Jacques, il n'y trouverait guère de satisfactions ; car il serait haï de la plupart des députés, sachez-le bien, lesquels aiment mieux le pouvoir que la justice ; et surtout il serait dénoncé comme un sot, un ignorant, un brouillon, un fourbe, par tout ou par presque tout ce qui tient une plume en France, parce que tout écrivain est nourri par les privilégiés ; à ceux-là se joindraient les hauts bureaucrates, qui d'abord lui feraient faire mille petites sottises dont il souffrirait, et de plus prouveraient, dans les journaux sérieux, que l'Ami du peuple a compromis la défense nationale, ruiné les finances publiques, et humilié le pays devant l'Europe. Or, mon cher, il n'est point d'homme, peut-être, qui supporte longtemps d'être, méprisé, et nul ne voudra le pouvoir, avec l'ennui et la fatigue qui y sont attachés, s'il n'en retire quelques satisfactions d'orgueil. Les réactionnaires le savent très bien ; et voilà comment, n'étant qu'une poignée, ils pèsent tant sur notre politique ».

9 avril 1911.

Position du radicalisme : II - L'Élu

Propos 36 :

Le radical parle

Le 30 juillet 1913

[Retour à la table des matières](#)

Quelque jour, un gouvernant se lèvera et dira ceci « Je me moque de l'Académie, des salons et des littérateurs. Ils ne sont qu'une poignée, et l'on n'entend qu'eux. Je sais que si nous n'obéissons pas comme de petits enfants, ils nous traiteront mal ; quelque vaudevilliste repentí nous fera la morale dans les journaux ; on entend même quelquefois ici des littérateurs à prétention, qui parlent au nom de la France, de l'esprit français, de la culture française. Mais je gouvernerai pour l'électeur, et au besoin contre vous, quoique toujours selon vos promesses. Je tiens à établir clairement cette situation, afin que si, dînant en ville, vous entendez dire par quelque Éminent Personnage que les ministres sont stupides, ignorants et vendus, vous n'en soyez point surpris.

« Je me moque aussi de la Presse. Messieurs, elle est aux mains d'un petit nombre d'hommes intrigants, rancuniers, avides de tyranniser, et qui paient le talent. Le lecteur s'y amuse, sans compter qu'il y trouve des faits ; mais les journaux n'agissent point sur l'opinion autant que l'on croit ; seulement ils agissent trop facilement sur nous ; nous sommes trop facilement portés à croire que c'est le pays qui parle, alors que ce n'est qu'un journaliste qui improvise, ou bien des intérêts privés qui font leurs trous de taupe. Or, ce pouvoir nouveau je n'en veux point ; je le nie absolument, au nom du peuple souverain ; maintenant aboie qui voudra.

« Messieurs, cela mène loin. Je ne vais pas saluer la presse étrangère ; elle vaut juste autant que la nôtre. Uri écrivain sans mandat et sans idées veut juger de l'honneur des nations. En vérité, si nous nous y laissions prendre, la paix du monde dépendrait de l'honneur de ces messieurs. Non. L'honneur français veut de meilleurs gardiens ; un commerçant, un ouvrier, un paysan, un père de famille en jugent mieux que des hommes souvent sans moralité privée et qui ne sont que des comédiens d'indignation, toujours à la recherche de l'effet et, du reste, sans aucune liberté d'esprit. Je m'en tiendrai, pour ma part, aux relations officielles, dont la politesse traditionnelle est propre à calmer nos passions. La paix dépend uniquement des formes, pour les nations comme pour les individus ; on l'oublie trop.

« Voilà notre chemin. Ceux qui nous suivront doivent dire adieu à une certaine gloire. L'opinion parisienne vous méprisera cruellement. Ah! messieurs, si l'on pouvait transférer la Chambre et le Gouvernement à Tours, à Orléans ou à Châteauroux, la politique en serait bien plus claire, moins parisienne, plus nationale. Mais une si grande réforme n'est pas nécessaire, si votre esprit est toujours à Tours, à Orléans ou à Châteauroux, enfin au centre du pays réel, foin des comédiens, des flatteurs, des parasites et des prostituées. Nous ne sommes pas Athéniens ; nous gouvernerons en veston, en attendant la blouse et les sabots ».

Qu'en pensez-vous ? Qu'en dirait-on ? La Chambre ne reconnaîtrait plus ses acteurs préférés, ni les tirades du répertoire. Mais cette prose ne ferait pas mal sur le mur de l'école rurale. Je demande l'affichage.

30 juillet 1913.

Position du radicalisme : II - L'Élu

Propos 37 :

L'école des Ministres

Le 1^{er} novembre 1908

[Retour à la table des matières](#)

J'ai rêvé que j'étais ministre de la marine. J'étais pris tout de suite par la manie des voyages, et je débarquais un beau matin dans un de nos arsenaux. J'arrivais sur un cuirassé en construction, et je cherchais l'ingénieur de service. Un brave contremaître me dit : « Il arrivera sur les neuf heures et demie. » Comme le service commençait officiellement à huit heures, je déplaçais l'ingénieur avec trente jours d'arrêts.

On travaillait à l'avant, mais l'arrière était désert ; on n'y entendait point les riveurs ; on n'y voyait point briller leurs petites forges volantes. Je demandai : « Pourquoi ne travaille-t-on pas ici ? » Il paraît qu'on manquait d'ouvriers, Rien à dire.

Un peu plus loin j'aperçus des équipes qui transportaient de vieux rails ; ils étaient dix hommes par rail, et cela n'allait pas vite. Je demandai : « Sont-ce là des manœuvres, payés à la journée ? » On me répondit « Ce sont des riveurs qui n'ont rien à faire pour le moment -nous les occupons. »

Je revins, toujours dans mon rêve, au cuirassé. Je voulus savoir pourquoi les riveurs ne rivaient point. On finit par avouer qu'on attendait des pièces commandées à l'industrie, et qui n'avaient pas été livrées au jour dit : « Bon, dis-je. Mais il y a une pénalité pour les retards ; montrez-moi les contrats de commande. » De bureaux en

bureaux, je finis par apprendre que de telles pénalités étaient bien prévues, mais qu'il n'était pas d'usage de les appliquer. Il nie fallut découvrir les bureaucrates conciliants qui avaient pris toutes ces décisions-là. L'un opérait depuis un mois à l'autre bout de la France. Il fut secoué par dépêche. L'autre était en congé; il fut rappelé. Il s'agissait de ne pas oublier non plus les chefs qui auraient dû les surveiller, et qui signaient sans lire, les contrôleurs qui ne contrôlaient rien, ainsi que les commissions sourdes et aveugles. Chacun en prit pour son grade. Tous obtinrent, sans avoir rien demandé, des résidences nouvelles, choisies parmi les plus marécageuses.

Ce fut ainsi dans les cinq ports militaires. J'avais des ailes. J'étais partout. J'avais le bonheur d'être craint ; je sentais mon pouvoir ; déjà je me voyais acclamé au Parlement; des cuirassés, dans l'avenir, porteraient mon nom jusqu'aux mers lointaines. Mais mon rêve finit mal. Les journaux nationalistes imprimèrent que j'étais vendu à l'Allemagne, et que du reste, j'étais saoul du matin au soir. Une petite feuille raconta que j'avais pris un bateau-lavoir pour un torpilleur. Un bateau, parti sur mon ordre pour faire des essais, donna contre un rocher ; cela combla la mesure. Un officier en demi-solde M'assomma à moitié en plein boulevard. Et au marnent où je songeais à laisser à d'autres ce poste peu enviable, la Chambre me jeta par terre dans un beau mouvement d'indignation. Je me réveillai là-dessus un laitier et un balayeur s'injuriaient sous mes fenêtres.

1er novembre 1908.

Position du radicalisme : II - L'Élu

Propos 38 :

La Chute à droite

Le 7 mars 1911

[Retour à la table des matières](#)

Les socialistes, quand ils répètent leur refrain, « qu'un gouvernement bourgeois sera toujours prisonnier des puissances capitalistes », disent quelque chose de très utile, qui devrait sonner sans cesse à l'oreille des Triomphateurs. Car, dès qu'un homme est ministre, des pièges lui sont tendus. Au premier moment il ressemble toujours au serpent qui change de peau; il était député, toujours prêt à résister et à menacer contre les pouvoirs ; il prend le pouvoir, voit toutes les questions d'un autre aspect, et un peuple massé autrement ; la seule idée qu'il faut d'abord vivre, et agir ensuite si l'on peut, s'impose à lui sans qu'il s'en doute, et le rend opportuniste tout d'un coup. Il ne peut donc pas échapper à cette maladie du changement de peau, qui le laisse ensuite un peu faible, et sans résistance aux actions extérieures. C'est à ce moment critique que mille ambassadeurs le pressent et le poussent, tous parlant au nom du peuple, et agissant pour les privilégiés. Au premier rang il faut mettre l'état-major des bureaucrates qui a des amitiés, des habitudes, des parentés, des alliances avec tout ce qui roule en auto et se fait ingénument des plaisirs avec le travail d'autrui. Chose étrange, et qu'il faudrait prévoir, les mêmes intérêts qui s'opposent au candidat radical dans sa circonscription, sont les mêmes qui, sans être invités, font amitié à Paris avec le radical devenu ministre.

Il est connu qu'un député est toujours moins radical à la Chambre qu'il n'est devant ses électeurs, et aussi qu'un ministre est toujours moins radical, comme

ministre, qu'il -n'était comme interpellateur. Mais c'est trop peu dire. Dès qu'il est ministre il est pris et porté à son insu par un flot de réaction furieuse ; furieuse, mais habile. Je ne vois que Combes qui ait résisté comme il faut à ce mouvement-là. Mais aussi le jury d'examen, qui prononce en dernier ressort sur les ministres, et où je vois des banquiers, des diplomates, des bureaucrates, tous riches ou vivant en riches, ce jury d'examen ne lui a pas accordé le brevet d'Homme d'État. Or, il faut un fier courage pour se faire refuser volontairement, obstinément, à ce baccalauréat supérieur, pour se dire que l'on sera méprisé à l'Institut, à l'École des Sciences Politiques, dans les bureaux du Temps et du *Figaro*, et aux déjeuners de bureaucrates *et* d'actionnaires ; que l'on aura contre soi la Haut Commerce, la Haute Industrie, la Haute Banque, les Amuseurs Publics, actrices, danseuses, mimes, musiciens, rimeurs, vaudevillistes, critiques, bouffons, courtisanes, proxénètes ; tout cela pour être aimé d'un paysan, d'un ouvrier, *d'un* employé, d'un petit fonctionnaire qu'il ne connaît point, et maudit au premier jour par les socialistes, *s'il* s'oppose à quelque bagarre.

Un héros hésiterait un moment avant de choisir. *Mais* quel miracle mettra nos ministres, comme Hercule, au carrefour de deux routes bien éclairés ? Ils vont marcher à tâtons, je le crains, accablés par le détail des choses, étourdir, par les sollicitations, les flatteries et les mensonges intéressés. Hélas, et renseignés par des préfets et des directeurs ! Il faudrait, je pense, avoir quelque Sosie aux audiences et aux conseils, et travailler à la campagne avec quelques vieux amis et quelques jeunes surnuméraires, et puis s'en aller déguisé de ville en ville, comme font les bons sultans dans les contes.

7 mars 1911.

Position du radicalisme : II - L'Élu

Propos 39 :

La Poignée de main

Le 19 avril 1910

[Retour à la table des matières](#)

Trouver de bons députés, cela -n'est pas bien difficile, surtout quand on aura pris l'habitude de demander moins d'affiches au candidat, moins de petits services à l'élus. Mais nous manquerons peut-être de gouvernants. Car nous ne voulons plus, pour cette fonction, de ces ambitieux froids, qui commandent de loin et veulent ignorer l'opinion. Au reste, comme nous n'avons plus à leur offrir des acclamations payées, ni une cour, ni des plaisirs royaux, ni des rentes royales, nous n'en trouverons plus.

Voilà donc le député devenu ministre. Observez bien dans quel embarras il se trouve, et que cet embarras vient d'un conflit entre deux fonctions. Comme député, il est toujours un peu l'ennemi des gouvernants. Il parle des ministres sans respect, avec les électeurs, qui sont ses amis. Il interpelle les ministres sans tendresse. Il a toujours cette idée qu'un ministre est un homme qui abusera de ses pouvoirs, dès qu'il pourra le faire sans risque ; et que lui, le député, il est comme le tribun du peuple, le défenseur naturel des petits fonctionnaires et des petits citoyens. Voilà de quelle allure il entre au ministère, dès qu'il est ministre ; il y entre comme s'il allait enfin porter au ministre les volontés du peuple. Mais le ministre c'est lui-même. Le voilà double pour sa fonction. Va-t-il choisir

Va-t-il être tribun ? Va-t-il être César ?

Il y a un parti possible, qui consiste à régner, tout simplement. Cela est facile si l'on est sénateur. Si l'on est député, on y risque beaucoup. Si l'on est un vrai député eu dedans, on ne se résignera point à gouverner par téléphone, sans discours, sans acclamations ; on ira au peuple en ami et les mains ouvertes, comme on a toujours fait.

Or, le peuple n'est pas tendre pour les gouvernants. Il en a trop à dire, dès qu'il peut se faire entendre. Il arrive même ceci, c'est qu'un homme qui se réserve un peu, qui ne parle que de loin et sur les principes, devant des assemblées nombreuses où il trouve une bonne phalange d'amis, arrive à entraîner les uns et à faire taire les autres ; cela fait un triomphe passable pour César. Mais le bon César sans couronne, qui va droit à ses ennemis, et discute avec eux en bonhomie et simplicité, celui-là entendra la véritable -voix du peuple, assez rude, comme sont leurs paumes et leurs poings.

Les amis du peuple ont tous fait cette expérience. Allez aux Universités Populaires, tantôt ici, tantôt là, comme un colporteur de sagesse, déballez votre marchandise aux lumières, faites votre boniment supérieur ; parlez longtemps, ne discutez guère, et surtout ne vous montrez qu'une fois, comme un acteur en tournées ; vous verrez comme le peuple est docile, enthousiaste, généreux et bon. Au contraire, travaillez longtemps sur le même sillon ; soyez simple, fraternel, et sans effets de théâtre ; alors, ils vous prendront comme ils prennent l'outil, en rude amitié, sans politesse. Ce qui fait que tant d'hommes de valeur sont tourmentés souvent par quelque virus réactionnaire, c'est qu'ils ne s'attendaient pas à cette poignée de main.

19 avril 1910.

Position du radicalisme : II - L'Élu

Propos 40 :

Le Ministre en veston

Le 16 janvier 1913

[Retour à la table des matières](#)

Il faut que chacun arrive à comprendre ce mécanisme des pouvoirs, toujours jugés et enfin conduits par ceux qu'ils devraient dominer. Considérons un ministre de la marine ; il est le mandataire du peuple ; il doit surveiller le travail des arsenaux et des escadres, faire le compte des dépenses, des efforts, et des résultats ; d'après cela récompenser, avertir, punir ; aidé en cela, et contrôlé, par le rapporteur du budget de la marine, qui apprend ainsi lui-même à exercer le pouvoir. L'un et l'autre sont responsables devant le Parlement. Voilà la théorie.

Dans le fait, les choses se passent autrement. Chacun sait bien que la Marine repousse le contrôle parlementaire, à la fois par l'orgueil de corps et par un souci individuel de dissimuler les erreurs et les négligences ; et sans doute l'intérêt des Grands Fournisseurs agit dans le même sens. On en peut dire autant des services de la Guerre, de ceux des Travaux Publics, de ceux des Postes, Télégraphes et Téléphones. Mais à la Marine et à la Guerre, cette action de résistance au contrôle est plus forte que partout ailleurs, parce que le secret y est habituel, surtout parce que le courage personnel et l'amour de la Patrie éclipsent naturellement d'autres vertus moins brillantes ; enfin parce que l'élite des réactionnaires se porte naturellement au métier des armes.

Ces causes suffisent pour expliquer qu'un ministre en veston risque trop à vouloir gouverner sans précautions. Tout son art, s'il pense un peu à lui-même, est d'imiter d'abord l'énergie et les passions militaires, première flatterie ; secondement, d'imiter dans le détail des affaires cette politesse des Bureaux, qui adoucit et concilie toujours, dans l'intérêt des Hautes Compétences ; troisièmement, de diriger en cédant, c'est-à-dire de se couvrir lui-même en couvrant les autres. Moyennant quoi tous les techniciens de la construction et du combat diront et feront dire, écriront et feront écrire, que la France possède enfin un ministre patriote, doué d'une puissance de travail étonnante, et qui rétablit notre prestige militaire aux yeux de nos alliés et même de nos ennemis. C'est la gloire.

Mais un ministre qui oublie sa propre gloire, qui va au fait, qui juge d'après le résultat, qui compte les obus au lieu de compter les galons, qui critique sans égards et qui contrôle sans ménagements, espérez-vous qu'il sera adoré ? Espérez-vous qu'il sera loué dans les journaux étrangers ? Ce serait un peu trop naïf. Cela fait bien apercevoir une des difficultés de l'organisation démocratique, et sans doute la principale. Les ministres qui veulent mériter notre confiance sont mal récompensés.

16 janvier 1913.

Position du radicalisme : II - L'Élu

Propos 41 :

Discours au radical

Le 23 juin 1913

[Retour à la table des matières](#)

Lorsqu'un véritable Homme d'État aperçoit que le Radical commence à rechercher les éloges des juges compétents, il daigne enfin le prendre dans quelque petit coin, et lui découvrir un peu le Grand Jeu. « Mon cher, lui dit-il, je vous ai bien deviné ; vous n'êtes pas de ces naïfs qui prétendent que le peuple doit se gouverner lui-même. Non, el vous le représentez ; c'est tout à fait autre chose. Connaissant votre caractère et vos opinions, il se fie à vous pour penser et décider à sa place. Et de même vous par rapport à nous. Vous ne pouvez tout savoir, ni tout contrôler, ni décider de tout ; eux encore bien moins. Imaginez-vous le peuple conduisant des négociations ou préparant une alliance ? Impossible, vous le savez bien ; tout est alors dans le détail et dans les nuances. La volonté, mon cher, est indivisible ; c'est toujours un homme qui juge, qui s'engage, qui se risque. Au reste, observez bien tous ceux qui arrivent au pouvoir. Ce ne sont plus les mêmes hommes.

« Là Critique est aisée, et l'Art difficile. Cela est plus vrai encore en politique qu'ailleurs. Tout est critiquable à la rigueur ; les avocats savent bien cela. Mais enfin il faut juger, il faut décider. On a assez dit qu'à la guerre il faut agir et que toute action suivie devient bonne, parce qu'on la fait, au lieu que le meilleur projet est détestable si l'on hésite dans l'exécution. Mais toute action est guerre. Enfin le

pouvoir est toujours monarchique. Vous verrez cela, oui, vous le verrez. Vous entrez dans le temple. Vous serez initié. C'est une rude épreuve, je vous le jure; mais aussi c'est la robe virile. Il y a une facilité d'esprit, une cordialité, un abandon qu'il faudra laisser à la porte Fini de rire. Il faut pousser la barque, et le rivage aussitôt s'éloigne. Il faut regarder Vautre rive. Mais il en est qui se retournent toujours et qui gémissent, et qui tendent les bras vers iceux qu'ils laissent. Ceux-là sont jugés sans appel. Un ministre qui reste député ne sera plus jamais ministre. Aussi, dans les mouvements de la vraie ambition, y a-t-il plus de courage qu'on ne croit. Il faut lâcher pour saisir.

« Un homme d'État, assez naïf à mon sens, a voulu dire qu'il s'adaptait. Ce m'était pas à dire, et c'était dire trop peu. Il faut s'abandonner à ce baptême, à cette conversion, à cette transfiguration, oublier l'autre homme. Agissez avec lui comme avec un parent pauvre ; il vaut mieux rompre d'un coup. Cela paraît très difficile tant que ce n'est pas fait ; mais dès que cela est fait, on n'y pense plus. Ce compagnon naïf voudrait dire, quelquefois, que la délibération et la discussion précèdent l'acte, et telle est bien l'apparence scénique ; mais, dans le fait, et pour le véritable homme d'État, c'est le contraire. Une délibération a pour objet réellement de faire accepter ce qui est déjà décidé. Ah, mon cher, vous apprendrez à vous défier des bonnes raisons, qui sont pour exciter à la critique, au lieu que les raisons faibles, soutenues en dedans par une décision cachée, sont comme des appâts pour les étourneaux. Bref, argumenter réellement, c'est déjà céder. Si le pouvoir n'est pas comme la tête de Méduse, qui changeait les hommes en pierres, il n'est plus rien. C'est pourquoi l'Homme d'État dont je parlais n'est que de second rang ; il veut trop plaire ; c'est baiser les verges avant d'être fouetté ». Après ces discours, notre radical se promet bien de sauter dans la barque, au lieu de tenir la terre d'un pied en voulant naviguer de l'autre.

23 juin 1913.

Position du radicalisme : II - L'Élu

Propos 42 :

Le Métier de Roi

Le 28 avril 1910

[Retour à la table des matières](#)

Dans la haute administration, il est ordinaire que l'on méprise les députés ; on parle de leur ignorance, de leur paresse, et, au besoin, de leur vénalité comme si ces vices étaient attachés à la fonction même et comme si tout le monde était d'accord là-dessus. Ces opinions gagnent jusqu'aux ministres, dès qu'ils ont été quelque temps ministres ; le poison bureaucratique passe bien vite dans leur sang. Le mot connu de Gambetta, « sous-vétérinaires », a déjà beaucoup servi ; il servira encore. Les « mares stagnantes » voulaient dire la même chose. Ces fortes expressions disent très bien ce qu'elles veulent dire, c'est qu'il est très désagréable, pour un administrateur éminent, d'avoir des comptes à rendre à des cordonniers, à des charcutiers, à des épiciers, à la basse plèbe, pour tout dire.

Mettez-vous, en pensée, à la place d'un ministre des Affaires étrangères. Il vit dans les Majestés et les Excellences ; il les salue jusqu'à terre ; les plus jolies femmes de tous les pays lui montrent un morceau de sucre ; il fait le beau comme Médor. Bien mieux, il croit tenir la paix et la guerre dans sa main ; et quelquefois ce n'est que trop vrai ; un mot de lui peut lancer des centaines de régiments sur les routes. Oh, le noble métier ! Mais qu'est-ce que c'est ? Qu'est-ce qu'ils me veulent, ceux-là ? Il faut

aller au Palais-Bourbon. Il faut que ce nouveau Richelieu réponde aux questions, comme un écolier aux examens. Voilà que les beaux régiments, au lieu d'attendre des ordres, demandent des raisons. Voilà que, par la voix d'un Pelletan ou d'un Jaurès, se fait entendre le gros bon sens, le lourd bon sens des laboureurs, des forgerons, des marchands de légumes. Les entendez-vous, ces beaux diplomates, qui discutent de la paix et de la guerre, et qui parlent à l'Europe ? Il n'est pas de gentilhomme qui n'en ait la nausée. Et lui aussi, le nouveau Richelieu. Il en a même deux fois la nausée, parce qu'il s'appelle Dupont ou Durand. « Ah, les sous-vétérinaires ! Ah, les mares stagnantes ! » Là-dessus vient quelque Egérie, qui joue les reines au théâtre. Elle prend dans ses mains le front génial, et d'une voix de tragédienne : « Mon ami, ce sont des brutes, ils ne peuvent pas vous comprendre. »

Et croyez-vous que ce soit agréable aussi, pour un ministre des Finances, pour un homme qui connaît la Haute Banque et qui a la garde du crédit public, de discuter des comptes de blanchisseuse ? Et pour un Grand Maître de la Marine, de marchander sur la chaudronnerie ? Et pour n'importe quel meneur d'hommes, d'être mis en accusation parce qu'un postier est diminué de trois cents francs, ou parce qu'un instituteur est déplacé. La belle affaire ! Voilà donc ce qu'on a fait du métier de roi ! Voilà que les Compétences et les Spécialités sont traînées devant le tribunal du peuple. Voilà que les gouvernés s'improvisent gouvernants. Tout est perdu si nous ne trouvons quelque système électoral nouveau, qui remette toutes choses en ordre, et renvoie le cordonnier à son cuir.

28 avril 1910.

Position du radicalisme : II - L'Élu

Propos 43 :

Le Succès ne prouve rien

Le 9 février 1913

[Retour à la table des matières](#)

Nous nous faisons une trop haute idée de l'art de gouverner, j'entends celui qui ne vise que le succès. On cherche vainement quelque profondeur dans les maximes des hommes d'État fameux. Toute leur pénétration tant vantée se borne à la sagesse connue de La Rochefoucauld. Ne point croire aux sentiments ; croire seulement aux intérêts ; prendre les hommes pour hypocrites et vils ; ne leur parler jamais que pour leur montrer quelque avantage : en somme, les dresser comme on dresse les chiens. Ces maximes sont toujours assez vraies, et ne réussissent que trop.

Il est vrai que nos plus nobles mouvements -nous procurent un plaisir incomparable ; mais si le noble mouvement nous nuit à chaque fois, nous renoncerons à ce plaisir de luxe. L'homme est juste et généreux naturellement, de même qu'il est avide et craintif naturellement ; mais, partant de là, il se développe selon ses expériences ; si son avantage veut toujours qu'il soit méchant et petit, il le sera sans aucune peine ; cette éducation est bientôt faite. La nature animale nous tient fortement ; on saute par crainte du fouet et par désir du sucre ; et il n'y a que la premier saut qui coûte. « Adieu ma belle jeunesse d'homme » ; mais ce n'est qu'un éclair ; il vaut mieux n'y plus penser, car la vie est difficile, et l'enthousiasme n'est guère récompensé.

Ceux qui ont jugé sévèrement la nature humaine, comme La Bruyère quand il peint le courtisan, ne tiennent pas assez compte des circonstances qui contrarient la vertu. Tous ceux qui ont honnêtement essayé de traiter des hommes en hommes ont pu admirer comment les vertus se développent naturellement, si seulement on ne les punit point. Napoléon prenait ses soldats comme intrépides, et entièrement dévoués à sa personne ce fut un beau joueur, car il joua sur la vertu d'autrui de là son histoire miraculeuse. On l'aimera toujours, dans le fond, parce qu'il a fait confiance à l'homme. On aimera toujours la guerre, parce qu'elle demande beaucoup, sans rien promettre.

Mais l'autre politique, qui achète froidement les hommes, en se fiant surtout à la plus mauvaise monnaie, réussira toujours assez ; la corruption gagne vite ; chacun, par un reste de honte, se fait prêcheur de cynisme, comme les vieilles courtisanes se font naturellement pourvoyeuses. De là ces doctrines, qui sont pour servir d'excuse à tous : « L'homme n'a point d'autre vertu que la timidité ; mettez-le nu d'abord, il vous en saura gré ». Voilà comment un mépris profond et assuré produit bientôt des preuves d'expérience. L'opinion que les hommes sont de vilains animaux donne une force étonnante pour les rendre tels. C'est pourquoi le succès ne prouve rien.

9 février 1913.

Position du radicalisme : II - L'Élu

Propos 44 :

Toujours lutter

Le 12 février 1912

[Retour à la table des matières](#)

« Vous voyez bien, m'a dit quelqu'un, qu'il faut laisser toute espérance. Vous montrez vous-même par quel enchaînement de causes les députés pauvres et qui ne rougissent point de leur pauvreté sont bientôt sang influence et sans amis ; comment la simplicité démocratique pisse bientôt pour grossièreté, sottise ou puérilité. Vous déclamez vos articles contre les hommes d'argent et contre les aventuriers politiques. Tous vos lecteurs pensent comme vous, de quelque couleur politique qu'ils soient ; vous parlez comme pensent la plupart des citoyens. Mais par qui sommes-nous gouvernés ? Quels sont les hommes que l'on considère comme de Grands Ministres ? Quels sont ceux que l'on salue bien bas et dont on baiserait presque la main si on l'osait ? Vous dites bien qu'il faut envoyer à la Chambre des hommes éprouvés, d'une probité scrupuleuse, fermes dans leurs opinions, imperturbables, capables de vouloir, de juger, de condamner. Mais, mon cher, nous en avons un grand nombre, et je vous accorde que la Chambre est l'image fidèle de la nation. Le résultat est assez effrayant, pensez-y bien. Tous ces hommes ont été publiquement insultés ; on leur a fait le tableau de leur propre corruption, de leur propre ignorance, de leur propre impuissance : ils ont applaudi ; on s'est moqué de ces grenouilles d'électeurs et de leurs sales petites mares, et ils ont applaudi ; on leur a proposé un système nouveau pour remettre le peuple en tutelle, et ils ont applaudi. Ne sentez-vous pas là comme une force des choses, et qui, malgré les révolutions et les sursauts populaires, remet toujours le

pouvoir dans les mêmes mains ? Il y a sans doute quelque faiblesse dans les honnêtes gens ; ils ne font jamais rien, ils ne peuvent jamais rien, que payer de leur argent, quand ils ne payent pas de leur sang. En vérité je perds courage et je ne suis pas le seul ».

Disons qu'il s'exerce, dans toute société, un effort continu des ambitieux contre la masse du peuple, qui a pour effet de concentrer le pouvoir et de l'assurer sans contrôle aux plus riches. Il n'était pas à prévoir que cette espèce d'hommes, qui gouvernait sous l'Empire il y a une cinquantaine d'années, se tiendrait soudainement tranquille et supporterait la volonté populaire. Le pouvoir attire tout ce qui est corrompu, aussi sûrement que l'aimant attire le fer. Si donc vous laissez cette poussière d'hommes s'arranger en tourbillon, les pires viendront au centre et feront la loi. Contre ces forces animales des passions, il nous faut la volonté vigilante et éclairée et obstinée de chacun. Si nous cédon, si nous lâchons pied, nous tomberons dans un mal plus grand, jusqu'à ne plus nous sentir malades. Or, les citoyens peuvent bien s'y engourdir quand ils y sont, comme l'histoire le montre assez. Mais ce ne sont point des Gribouilles. Ils ne vont pas se jeter au gouffre pour se guérir de la peur d'y tomber. Donc il n'y a pas à hésiter, mes amis. Lutte redoublée, lutte obstinée, par le bulletin de vote, contre le pouvoir des riches, afin que l'égalité politique s'oppose à l'inégalité économique. Syndicalistes, socialistes, radicaux, progressistes, je, parle des électeurs, ne sommes-nous pas d'accord là-dessus ? Et n'avons-nous pas la force du nombre ?

12 février 1912.

Position du radicalisme : II - L'Élu

Propos 45 :

L'Ami du Pouvoir

Le 30 avril 1912

[Retour à la table des matières](#)

J'ai un excellent ami qui, dès que nous parlons politique, me renouvelle ses déclarations : « N'oubliez pas que je suis toujours pour le gouvernement. Je ne le lâche que lorsqu'il s'en va ; et, instantanément, je me sens favorable à celui qui le remplace ; cela m'est naturel ; les plaintes de l'opposition m'ennuient ; c'est trop facile de crier ; si ces mécontents avaient le pouvoir, que feraient-ils de mieux ? Pour moi, je sens avec force les difficultés que rencontre un gouvernement ; je sais qu'il est conduit par les événements ; je sais qu'il y change fort peu de chose ; bien mieux, si j'étais à leur place, je ne toucherais pas au gouvernail sans trembler. Aussi je suis disposé à plaindre, et à encourager par mes applaudissements, les hommes dévoués qui se condamnent à un métier pareil. Remarquez que je ne me priverai pas pour cela de les avertir si je crois qu'ils se trompent ; mais amicalement, et dans l'intention de les affermir, non de les renverser. En somme je suis un bon et doux citoyen, ne l'oubliez pas. »

Ce discours nous fit bien rire ; car l'ami en question est un franc parleur, qui ne dépend de personne, qui s'emporte assez vite, et qui fut un Dreyfusard violent. Je pense toujours, lorsque je l'entends, qu'un ministre craint souvent plus des amis de cette espèce-là que des ennemis déclarés. Car les ennemis, ce sont des gens qui voudraient prendre le pouvoir, et qui, par instinct, songent toujours un peu à ne pas gâter le métier. Ce sont alors des discussions sur les principes et sur la haute politique. On peut tomber glorieusement. Au lieu que l'ami vous redresse sur de petites

négligences, sur des comptes qui traînent sur des dépenses irrégulières, sur des nominations, sur des circulaires, sur des retards dans les travaux, et autres choses du même genre, petites pour les docteurs en politique, grandes pour les citoyens. Contre quoi il ne s'agit plus de faire des phrases, ou de rendre mollement son tablier ; mais il faut se renseigner, réfléchir, secouer les bureaux, gouverner enfin. Et voilà qui est bon.

Mais à quoi sert celui qui ne songe qu'à renverser le gouvernement? Il n'est guère plus utile que celui qui soutient le gouvernement les yeux fermés. Voilà pourtant où nous mènerait la grande politique, la politique des partis. Car on peut poser en règle que lorsqu'un gouvernement est tombé sur une faute, ceux qui le remplacent n'ont point à la réparer ; on n'oserait plus en parler ; les ministres tombés couvrent leurs successeurs. Le bon député, selon moi, est celui qui menace, non celui qui frappe, celui qui fait travailler le ministre, non celui qui le renvoie. Cet art de faire claquer le fouet définit selon moi le parti de l'avenir, le vrai parti radical, que j'appellerais le « parti de l'opposition gouvernementale ».

30 avril 1012.

Position du radicalisme : II - L'Élu

Propos 46 :

Compétences

Le 27 octobre 1912

[Retour à la table des matières](#)

Il y a un argument contre la Démocratie égalitaire, que je trouve dans Auguste Comte, et qui a été souvent repris, c'est que, par le suffrage populaire, on aura toujours des députés incompétents. C'est pourquoi notre philosophe ne veut considérer le système de la libre critique et de l'égalité radicale que comme un passage à un état meilleur, où le pouvoir sera toujours aux mains d'un savant dans chaque spécialité, et d'un conseil d'éminents sociologues pour la coordination et l'ensemble.

Il est très vrai qu'un député, le plus souvent, ne sait rien à fond en dehors du métier qu'il exerçait ; mais remarquez que, s'il est avocat, il connaît tout de même assez bien les lois, la procédure, et les vices du système judiciaire ; que, s'il est commerçant, il s'entend aux comptes et à l'économie ; que, s'il est entrepreneur, il dira utilement son mot au sujet des travaux publics, et ainsi pour le reste. Aussi, quand on parle de l'ignorance et de l'incompétence des députés, je ne puis voir là qu'un développement facile et sans portée.

Mais je ne regarderais pas tant à la science ; plutôt à la probité, et à la simplicité des mœurs privées. Car si l'on prend pour député un grand armateur, ou un grand industriel, ou un grand banquier, ou un grand avocat, afin d'user de leur savoir-faire,

ce sera un calcul de dupe assez souvent. On connaît des hommes fort habiles et intelligents, mais qui, peut-être, par l'habitude des affaires, penseront un peu trop à leur fortune, ou bien exerceront volontiers un pouvoir tyrannique, comme ils font naturellement chez eux et dans leur métier. Ainsi leur science pourra bien nous coûter cher. J'aimerais souvent mieux un honnête homme qui n'aurait pas trop réussi. Bref, je ne désire pas avant tout des Compétences.

Et pourquoi ? Parce que nous en avons autant qu'il nous en faut dans les services publics. La Cour de Cassation et le Conseil d'État connaissent profondément les lois. La Cour des Comptes a la science des Finances publiques. Tous les ministères ont des directeurs fort instruits. La guerre et la marine dépendent d'hommes qui connaissent leur métier. En fait les Compétences sont aux affaires. Il reste à les surveiller, et ce n'est pas si difficile.

On prend à tort les ministres pour des hommes qui devraient être plus savants que leurs subordonnés. Le ministre n'est autre chose qu'un délégué du peuple pour la surveillance d'un travail déterminé et nous avons, pour surveiller le surveillant, un autre député, rapporteur du budget ; les autres députés sont arbitres. Par exemple on peut bien juger de la fabrication des poudres sans être chimiste, car les spécialistes seront bien forcés de parler clair, si on l'exige, et c'est ce qui est arrivé. De la même manière, un juré peut apprécier la responsabilité d'après les rapports des médecins. Si le civet est brûlé, d'abord je le sentirai très bien, sans être cuisinier, et ensuite j'arriverai à me protéger contre ce petit malheur, même sans entrer dans la cuisine, car je suis celui qui paie. Le peuple est celui qui paie ; et ses représentants ont mille moyens de faire que le peuple soit bien servi, si seulement ils le veulent.

On peut même désirer ici une division du travail plus parfaite, les députés jugeant avant tout d'après les effets sans chercher les causes. Comme cet homme très riche et très occupé qui a plusieurs autos et ne connaît pas la panne. Sa méthode est de bien payer, et de renvoyer le chauffeur sans commentaires, à la première panne ; cela le dispense d'apprendre la mécanique.

27 octobre 1912.

Position du radicalisme : II - L'Élu

Propos 47 :

Effets de tribune

Le 9 avril 1909

[Retour à la table des matières](#)

Vous avez certainement remarqué, au cours des récents débats sur les Postes, cette fière apostrophe d'un ministre : « Je voudrais bien savoir s'il y a quelqu'un, ici, qui doute de mon honorabilité. » Ne croirait-on pas entendre quelque Mérovingien ivre de ses victoires, et de l'hydromel qu'il a bu dans le crâne de son ennemi ?

Si j'avais siégé ce jour-là parmi les députés, il me semble que je n'aurais pas pu m'empêcher de faire le petit discours suivant : « Monsieur le ministre, lui aurais-je dit, je revendique le droit de douter de votre honorabilité le jour où j'aurai des raisons d'en douter. J'entends bien ce que vous voulez dire, c'est que ce jour-là vous essaieriez de me couper la gorge ; et croyez bien que je saurais me mettre en colère aussi bien que vous, si j'étais ici pour cela. Mais réellement mes électeurs ne m'ont point donné le mandat de me battre à l'épée contre ceux dont je n'approuve pas les actes. Veuillez donc bien considérer que cette attitude belliqueuse que vous prenez est tout à fait hors de propos. Puisque vous êtes sûr de votre honorabilité, vous n'avez rien à craindre ni des soupçons, ni des insinuations, et il vous est bien facile de les réduire à néant en vous soumettant, tout simplement et sans phrases, au contrôle des représentants du peuple. Voilà ce que je tenais à dire, afin que nos électeurs sachent bien qu'on ne mène pas leurs élus à coups de bottes. Et, comme sanction, simplement pour affirmer

le droit que j'ai de contrôler de et soupçonner, je demande une enquête sur votre gestion financière. »

Voilà à peu près ce que j'aurais dit si j'avais été député. Voici maintenant comment je conçois le discours d'un ministre sur le même sujet.

« Messieurs, j'ai lu, et vous avez lu sans doute comme moi, que l'on insinue quelque chose contre ma probité. Je ne me donnerai pas le ridicule de frapper sur ma poitrine et de proclamer de toute ma voix que je suis un honnête homme. Je sais assez que le premier voleur en dira autant, s'il est seulement un peu comédien. D'ailleurs pourquoi m'indignerais-je ? Est-ce qu'un comptable s'indigne lorsque l'inspecteur des finances met le nez dans ses livres ? Non. Je vous dis simplement ceci : si vous avez l'ombre d'un doute, n'hésitez pas. Je suis prêt à vous fournir, sur tous les actes de mon administration, toutes les explications et justifications qu'il vous plaira de demander. Je ne crains ni les soupçons ni les insinuations ; si elles se traduisent par des enquêtes, je réponds que je dissiperai vos doutes si vous en avez ; si au contraire vous renoncez à l'enquête que j'accepte, il n'y aura plus ni soupçons ni insinuations. De toute façon vous aurez fait votre devoir et moi le mien. Ne suis-je pas responsable devant vous, et n'êtes-vous pas mes contrôleurs ? »

Voilà comment je me représente des débats parlementaires. Voilà le langage qui convient sous un régime où les ministres sont les mandataires de la Nation. Nous n'en sommes plus au temps du fameux « Vase de Soissons ». C'est au théâtre, et non à la tribune, que Clovis peut frapper sur son bouclier avec, son épée en disant « S'il y a quelqu'un ici qui veut se faire couper la gorge, qu'il le dise. »

9 avril 1909.

Position du radicalisme : II - L'Élu

Propos 48 :

La Fin d'un régime

Le 20 mars 1914

[Retour à la table des matières](#)

Mettons les choses au pis ; supposons qu'un ministre ait suspendu l'action de la justice, non pas pour de l'argent, car cela n'est pas vraisemblable, mais pour servir des agents politiques d'ordre inférieur, et, après cette résolution prise à l'étourdie, pour affirmer simplement son pouvoir, comme il arrive souvent aux natures vives et impatientes ; supposons tout cela, nous obtenons quelque chose qui ressemble assez à l'affaire Dreyfus, mais moins grave. Et ce sont toujours les mœurs de n'importe quelle Monarchie ou de n'importe quel Empire, où la Raison d'État brise toutes les raisons, et où la volonté du prince fait fléchir, quand elle le juge convenable, le droit commun des sujets. L'Arbitraire et le Secret, deux complices en ces affaires, sont les ennemis familiers du républicain radical. En toute question, petite ou grande, sans aucune révérence, déshabiller les pouvoirs et les montrer tout nus ; s'ils sont laids à voir ou mal lavés, c'est tant pis pour eux. Voilà ce que nous demandons toujours, nous autres électeurs de gauche ; les hommes de droite le demandent quelquefois, mais par accident, et contre leurs principes ; leur roi couvrirait ces choses. On peut même juger de ce qui se passerait à l'insu de tout le monde, si nous avions un roi ou un empereur, d'après l'effort que font toujours les pouvoirs pour envelopper leurs actes du secret administratif. Ce qui est monstrueux chez nous, et désavoué par la conscience commune, serait ordinaire chez eux, mais caché.

Il faut en juger d'après Balzac et Stendhal, tous deux historiens des mœurs monarchiques, et différents presque en tout, mais d'accord sur ceci qu'un ordre du château faisait courir les magistrats. Lisez à ce sujet, de Balzac, le *Cabinet des Antiques* entre autres, et de Stendhal Lucien *Leuwen*. Beaucoup diront que ces travaux souterrains sont proprement la politique ; et, jusqu'ici, l'expérience leur donne souvent raison. Mais aussi on n'a encore jamais vu la masse du peuple secouant la masse des pouvoirs, et démasquant l'intrigue, le mensonge, l'injustice, le fait du Prince. L'affaire Dreyfus fut unique dans le monde, et même sans lendemain. Mais qui donc ramena le manteau ? Qui donc prépara et célébra le retour du respect et de la confiance ? Qui donc parla de restaurer un pouvoir fort ? Justement ces hommes vertueux qui veulent maintenant toute la lumière. En quoi ils travaillent pour nous, et contre eux.

Jaurès, qui ne doit rien à personne, désigné par l'unanimité pour juger les juges et les ministres, c'est une belle chose ; et peut-être aurons-nous dans l'avenir un tel tribunal en permanence, qui sera comme une Cour des Comptes, pour jauger les consciences, et avec tous pouvoirs. Mais déjà certains conservateurs plus prudents que passionnés aperçoivent les dangers de ces rustiques institutions qui s'annoncent, où le peuple jugera sous le chêne. Ils ne croient pas que, pour restaurer la monarchie, le bon moyen soit de tuer ce qui reste d'esprit monarchique. Un de nos Hommes d'État à la nouvelle mode, M. Briand, a flairé aussi la chose, et ne s'est point montré. Cela n'est pas sans grandeur.

20 mars 1914.

Position du radicalisme : II - L'Élu

Propos 49 :

Jaurès naïf

Le 2 août 1910

[Retour à la table des matières](#)

Ce qui me plaît dans Jaurès, c'est qu'il est aussi naïf qu'on voudra. Quand je dis naïf, je ne veux point dire socialiste. Il y a une belle naïveté dans la foi socialiste ; mais on y trouve aussi assez de pédantisme. Que de fois, lorsque j'entendais Karl Marx en bourgeron qui parlait comme un livre, j'ai pensé à quelque licencié du temps passé, tout débordant de Virgile, d'Horace et de Cicéron. Au lieu que Jaurès est bien une espèce de naïf forgeron. C'est le contraire du pédant. Il a une forte culture ; il a tout lu, il a tout su ; il a tout oublié ; il n'a gardé qu'un esprit exercé, un esprit à fortes prises et à grosses mains.

Il est un peu comme son jeune collègue Painlevé, qui, je l'espère bien, fera aussi un peu de bruit dans le monde. Lui s'est nourri des plus profondes mathématiques, jusqu'à y inventer à un âge où les mieux doués ont assez d'apprendre les inventions des autres. On compte les esprits de ce niveau-là ; il n'en naît pas beaucoup dans un siècle. Il fut de l'Académie des Sciences à trente-quatre ans ; mais peut-être a-t-il oublié à peu près tout ce qu'il a si bien su. À coup sûr, à faire son métier de député, il oubliera les sciences. Bah ! Il les réinventera quand il faudra. De tels hommes ne vieillissent point ; ils naissent tous les matins. Mais aussi il faut voir comme il saisit ce qu'on lui montre, toujours tout entier à ce qu'il fait, et à ce qu'il pense ; terrible

discuteur, qui pense à ce que vous répondez. Discuteur sans mémoire. Soldat voltigeur, qui jette ses armes pour mieux courir à l'ennemi.

Je reviens à Jaurès qui, avec une culture toute différente, et une nature peut-être plus paysanne, a la même vertu intellectuelle. Le socialisme n'a pas plus alourdi celui-là que l'Académie des Sciences n'a paralysé l'autre. Ce n'est point en sociologue, ni en philosophe, ni en psychologue qu'il s'est assis en ce fauteuil de juge. Mais non ; en citoyen curieux, tout simplement. Il apporte là un esprit tout neuf. Il veut s'instruire. Ce qu'il demande, on a bien l'impression qu'il l'ignore, et qu'il attend qu'on le lui dise. C'est notre bon sens à tous qui interroge. Il ne méprise point ; il ne juge point ; il ne plane point ; il veut voir. C'est le peuple naïf en son tribunal.

Les Talleyrand méprisent ces forgerons de choses. Dans le fond, il les haïssent, et ils en ont peur. Car eux ne sont que des historiens, chargés d'expériences, qui viennent là comme des tricheurs au jeu, l'œil lourd de tous leurs secrets, et ne jetant que leur mépris sur la table. Par quoi les demi-naïfs sont médusés. Mais le vrai naïf n'est point poli jusque-là ; il veut que l'on relève ses manches, et que l'on vide ses poches. Ce sont des rustres, je vous dis. Vous verrez comme Clemenceau les méprisera ; mais ils ne le sentiront seulement pas. Le règne des naïfs viendra ; et ce sera très beau.

2 août 1910,

Position du radicalisme : II - L'Élu

Propos 50 :

Le Jugement

Le 30 juillet 1921

[Retour à la table des matières](#)

La part de Jaurès fut celle du Jugement, et c'est la plus belle. Car n'importe quel pouvoir a ses pièges, et sans doute aussi ses lois et conditions. Un chef de qui dépendent avancement, faveurs et tout, voit le plus laid des hommes. Être salué d'une certaine manière est un mal dont on ne se relève jamais tout à fait. L'expérience fait voir aussi que les tempêtes de l'humeur sont bonnes aux courtisans comme le fouet aux chiens. Il faut toujours que le pouvoir soit mal entouré ; c'est inévitable, par la nature de ceux qui se poussent, et aussi par les parties honteuses que tous montrent à ce jeu. Contre quoi les uns trouvent l'éclat de colère, d'autres le mépris, et d'autres l'indifférence ; mais il faut toujours quelque arme, offensive ou défensive. Il y a de grandes chances pour qu'un homme y devienne misanthrope, s'il est seulement autre chose qu'un vaniteux. Les compétitions aussi et les attaques obliques donnent une défiance et même une ruse. Tel est ce voile politique, toujours tendu entre le monde des hommes et le regard gouvernant ; aussi les meilleurs des gouvernants sont-ils avides de l'art, de la musique, et même des idées d'autrui. Voyageurs et amateurs en leur repos.

Il n'était pas nécessaire de voir Jaurès bien longtemps pour reconnaître l'autre espèce d'homme, le Contemplateur. Assez de poésie en lui ; assez de bonheur en lui. Directement fils de la terre ; rustique d'aspect ; ingénu ; sans aucune ruse d'aucune

sorte. Resté tel par profonde sagesse. Écartant, faisant place devant sa vue ; ou bien, si les hommes le pressaient, regardant par-dessus leur tête. Revenant à eux de loin ; jetant l'air des perspectives sur eux ; les éloignant ; les percevant dans la masse. Devant cet oeil artiste, je sentis que j'étais un homme entre beaucoup, représentatif, et par là mieux ressemblant à moi-même que je ne puis être pour le politique, qui se demande toujours « Que veut-il et qu'offre-t-il ? » Mais il est clair que ces questions ne venaient point à l'esprit de Jaurès, et qu'elles l'auraient importuné, mieux, qu'elles auraient brouillé sa vue. Je l'entendis juger le politique, Caillaux, en peu de paroles, et autant que je sais, selon une équitable appréciation, c'était à la veille du procès et à l'avant-veille du grand drame où lui-même devait périr. Et j'admirai comment il renvoyait les hommes et l'homme du jour à distance de vue. Sur la montagne il était, considérant la terre et les royaumes, dont il n'avait voulu et ne voulait nulle part.

Il est faible de dire qu'il eût été ministre, et premier ministre, s'il l'avait voulu. Il n'était point sur le seuil ; il n'appartenait pas à l'ordre des ambitions. C'est encore trop peu de dire que, par une profonde culture, il voyait les pièges et les fautes possibles, et qu'il avait coupé les ponts entre le pouvoir et lui. J'ai connu un ou deux hommes de vraie puissance, qui se retranchèrent ainsi dans le socialisme par précaution ascétique. Mais Jaurès n'avait point tant à se défier. Je le vois plutôt cherchant la meilleure place pour être spectateur, et la trouvant bientôt. Établi donc là ; ordonnant les hommes et les choses pour lui et pour tous, par les moyens de l'Éloquence Contemplative. Alors, selon l'occasion, décrivant, analysant, démontrant ; toujours faisant marcher ses raisons et ses personnages comme une foule que l'on voit passer. Mais lui ne passe point parmi la foule ; il n'est pas dedans. Je ne crois pas qu'il eut jamais une parole pour se défendre lui-même. Il était autant hors de prise, à son banc de représentant du peuple, que s'il fût resté à l'ombre dans son jardin, lisant Homère et Virgile. Il ne pouvait être qu'assassiné ; seul il eut cet honneur.

30 juillet 1921.

Position du radicalisme : II - L'Élu

Propos 51 :

Nouveaux démocrates

Le 1^{er} août 1909

[Retour à la table des matières](#)

Le vieux radical me dit : « Je n'estime pas trop cette politique des jeunes. Ils sont en caoutchouc ; ils se plient comme on veut ; je ne les entends jamais dire non ; ils s'assoient au coin d'une table et vous crayonnent un projet ; on dirait des avocats, qui cherchent seulement à mettre une opinion en forme. Ils sont très forts aussi pour tout concilier, je veux dire tout brouiller ; ils ont un socialisme modéré, et des formules de bon sens qui médusent l'adversaire. Tout est prévu ; tout marche comme un jouet mécanique. Il n'y a qu'à dire oui tout le temps, comme ce bonhomme en plâtre. Vous avez connu de ces hommes ingénieux qui ont le meilleur porte-allumettes, la meilleure serrure, la meilleure lampe, le meilleur couteau, le meilleur sac de voyage. Cela fait aimer les vieilles serrures qui se brouillent de temps en temps.

« Ce que je pense, ajouta le vieux radical, après avoir réfléchi un moment, ce que je pense est difficile à expliquer. Pour moi, j'estime avant tout un caractère, où les idées aient des racines. Il me semble qu'un homme ne se tient debout que par quelque parti pris. Les idées toutes seules sont trop libres en vérité ; ce sont des girouettes au vent. Un ou deux défauts me plaisent ; un peu d'humeur sert de lest. Au fond, j'aime qu'un homme ait une nature, et que ses opinions soient nées avec lui. Ce qu'il dit, alors, je suis sûr qu'il le pense, qu'il l'a dans l'estomac et dans le ventre. Vous riez ; vous allez dire que ce n'est pas avec le ventre qu'on pense, ni avec l'estomac. Avec la

tête alors ? Mais ce qui m'inquiète, c'est qu'une tête bien faite arrivera à prouver n'importe quoi. Le socialisme peut être démontré comme juste et parfait ; la monarchie aussi ; l'anarchie aussi. Un prêtre qui ne croit pas, c'est une horrible « machine à parler ».

Eh bien, je croirais assez que ces nouveaux démocrates sont des prêtres sans foi. Ils sont radicaux ou socialistes comme on est inspecteur des chemins de fer. Ils diraient volontiers : je suis démocrate, comme ils diraient : je suis banquier, je suis chef de gare. Ils ont choisi comme métier d'aimer le peuple, et ils s'y mettent, comme un comptable à un calcul d'annuités. Et c'est du travail bien fait, je le reconnais. Peut-être même faut-il dire qu'ils gouverneront mieux que nous, pour les mêmes raisons qui font qu'un avocat défend mieux son client que son client ne se défendrait lui-même. C'est que l'avocat a ses arguments sur les lèvres, tandis que l'autre les sent dans son cœur. Et d'ailleurs, puisque l'on n'a point tort de prendre un avocat, j'approuve ce ministre qui a si bien compris mon affaire. Je l'approuve, mais je n'aimerais pas trop qu'il plaide sans que je sois là. »

1er août 1909.

Position du radicalisme : II - L'Élu

Propos 52 :

Des Nuances

Le 10 mars 1914

[Retour à la table des matières](#)

Les nuances corrompent la politique. On a beau dire que c'est dans le milieu, toujours, qu'est la vérité, le fait est que le juste milieu tombe bientôt à droite. Les lois de la pesanteur sont étranges, au Palais Bourbon ; on ne tombe jamais qu'à droite ; qui hésite, qui délibère, est réactionnaire. Vous n'avez peut-être pas un seul exemple d'un homme appuyant à gauche peu à peu par la force des débats ou par l'expérience que donne le pouvoir. Qui va à gauche y va d'un saut, et comme par un invincible parti-pris, comme par une précaution contre lui-même. C'est ce qui me faisait penser hier, au sujet d'un jeune homme plein de force et de science, mais un peu porté à mépriser : « Il a besoin d'être socialiste ». J'en dirai autant d'un certain nombre d'hommes politiques, fort cultivés, très sensibles aux nuances, et qui, de nuance en nuance, s'égèreraient jusqu'à la droite peut-être, s'ils n'avaient d'abord franchi la barrière ; par ce moyen, ils n'ont plus à craindre de se trahir eux-mêmes sans s'en apercevoir.

Qui n'est pas républicain, et même radical, en ce temps-ci ? Tout le centre se vante d'être aussi avancé que l'on voudra. Et de bonne foi. Tout est piège. Il y a l'impôt sur le revenu, qui, par lui-même, et dans sa nature abstraite, ne peut déplaire à personne. Mais il y a l'Inquisition, mot mal famé et qui ne plaît à personne. On

cherche l'impôt sans inquisition ni vexation. Il y a la tolérance religieuse, qui est la vertu de ceux qui ne croient à rien ; on dit volontiers « Les opinions religieuses sont de l'ordre philosophique : le législateur ne doit point s'en mêler ». Ou bien encore on délaye une pensée déjà assez faible, c'est qu'on ne sait rien de rien dans le fond, et que toute conviction est respectable, en des matières où le plus savant voit seulement mieux qu'un autre qu'il n'y voit goutte.

Il y a la menace de guerre, toujours émouvante, et l'appel aux armes, toujours entendu. Et voici encore une pensée au chloroforme : « La paix ne dépend pas de nous : si tu veux la paix, prépare la guerre ». Il y a le couplet connu sur l'incompétence des députés et des ministres, et sur la compétence des Bureaux. Il y a la Proportionnelle, avec son air de justice. Il y a « la République habitable pour tous », « les petites mares », enfin mille lieux communs qui s'offrent au Radicalisme Modéré.

Il faut que le député se mette de nouveau devant les yeux ce que la masse électorale sent si bien, c'est qu'il y a les maîtres et les esclaves, c'est que, pendant cette législature, la tyrannie a montré de nouveau sa tête de Méduse, c'est que toute la grande presse a célébré audacieusement, sous le nom de Renaissance, la mort de la République. C'est que l'éloge des forts, et le mépris de la justice sont maintenant en doctrine ; que les académies sont insolentes, et que les bureaux se moquent ouvertement des députés et du peuple. L'ancien régime se reforme ; il faut être pour ou contre. Et le peuple prendra, cette fois, ses sûretés. Une barrière neuve, s'il vous plaît, rouge d'un côté et blanche de l'autre.

10 mars 1914.

Position du radicalisme : II - L'Élu

Propos 53 :

Tyrannies d'Opinions

Le 22 juin 1913

[Retour à la table des matières](#)

La tyrannie des opinions est une chose trop mal connue. Personne n'y échappe tout à fait, et il ne faut pas chercher plus loin l'explication de tout ce que les religions ont pu faire croire ; car il suffit que l'on répète d'abord ce que disent beaucoup d'autres, et sans en croire un seul mot, pour tout croire bientôt après.

Quand un homme est pris d'ambition politique, et qu'il a simplicité, cordialité, bonté naturelle, parole facile et colorée, imagination vive, ses premiers succès l'entraînent bien au delà de ce qu'il s'était promis, s'il s'était promis quelque chose. La polémique achève la conversion ; car nos adversaires nous prêchent aussi, et l'on ne s'en défie point assez ; il suffit qu'ils blâment pour que nous approuvions. D'autant qu'il arrive ceci, c'est qu'eux-mêmes, trop soutenus par leurs partisans, se contentent des plus faibles raisons, et négligent d'en chercher de bonnes, en sorte que l'autre les réfute sans peine, et se fait ainsi à lui-même des opinions sans solidité. Ainsi pense-t-il, soutenu par l'amour et la haine, tout son esprit livré aux vents, sans ancre et sans lest.

Or, tout va bien et l'esprit est assez porté tant qu'il reste sous l'influence directe de la masse des électeurs, hommes sans nuances, mais non sans force, et soutenus au

surplus par leurs intérêts. Mais dès que l'ami du peuple reçoit un mandat parlementaire, le voilà exposé à d'autres vents et à d'autres tempêtes. Tout de suite, par le changement des milieux, le peuple est très loin de lui. Et malheureusement, par l'habitude d'être applaudi, par une complaisance d'esprit trop cultivée, par les premiers plaisirs de gloire, il est trop flexible devant l'éloge et le blâme. Il veut plaire ; il y réussit d'abord ; mais il ne se défie jamais assez de l'opinion gouvernementale et académique, qui sait louer, et qui, après avoir souri, sait très bien mépriser, dédaigner, montrer un front de glace, comme Célimène. La simplicité populaire, toujours un peu rude, ne peut rivaliser contre cette profonde coquetterie des aristocrates.

D'autant que le peuple est loin. Ces actions s'exercent par la présence. Le blâme de mon concierge, que je vois tous les jours, aura nécessairement bien plus de puissance sur moi que l'éloge d'un homme qui est à cent lieues. Les intérêts réels d'un ambitieux n'agissent guère, tant qu'ils sont, abstraits ; et les passions qui naissent de l'opinion voisine, sensible aux yeux, vivante et chaude, sont démesurément fortes à côté des raisonnements et des calculs.

Or, suivez un radical au Parlement. Il n'est pas tenu, comme sont les socialistes, par des serments bien précis. Les doctrines moyennes laissent trop à décider ; c'est leur faiblesse. Le parti socialiste, si fortement unifié, a aussi sa coquetterie ; il ne veut louer que les siens ; par l'effet d'un mépris systématique, et de vieilles rancunes, il repousse au lieu d'attirer. La droite au contraire est courtisane, par sa culture, et aussi par sa faiblesse. Elle paie royalement les plus petites complaisances. Quand l'autorité gouvernementale, non moins habile, et bien plus puissante, agit dans le même sens, il faut attendre une conversion, tantôt d'enthousiasme, tantôt graduée et ménagée, surtout quand les raisons réelles sont toutes obscures et faibles, comme il arrive dans ce débat sur les trois ans. Et le cœur s'y met tout, soutenu même, chez les meilleurs, par l'idée qu'il sacrifie peut-être quelque succès électoral. Tel est le piège fleuri.

22 juin 1913.

Position du radicalisme : II - L'Élu

Propos 54 :

Litanies

Le 24 mars 1912

[Retour à la table des matières](#)

Dans la société polie on pratique une méthode d'argumenter qui est bien puissante, et qui étourdit souvent les amis du peuple ; c'est un murmure désapprobateur, une moue, une protestation éloquente, un refus de discuter et même d'examiner, en présence de quoi un timide doit se rendre et même, s'engager par des déclarations précipitées, s'il ne prend pas la porte. Par exemple, depuis quelques années, il est fort difficile de parler pour les députés ; il faut dire, comme une litanie, qu'ils sont paresseux, incapables, ignorants, corrompus, avilis ; celui qui tente de résister à cette opinion est considéré aussitôt comme s'il avait dit quelque mot tout à fait inconvenant. C'est alors qu'il faut montrer du courage. J'ai remarqué qu'un député, et même radical, s'il s'en trouve un dans l'assemblée, commence toujours par renier ses amis, ce qui fait que l'homme de bon sens se trouve dans une situation extrêmement difficile, et souvent prend le parti de se taire ce qui est encore une manière de trahir. Pour moi, je ne m'y suis jamais résigné, parce que je crains la honte que je ressentirais ensuite en y pensant. Aussi combien de fois j'ai tenté quelque défense désespérée et maladroite ! Mais en deux ou trois circonstances, j'ai su être habile ; j'ai, par exemple, poussé le député à des déclarations plus précises, lui demandant : « Enfin, parmi les députés que vous connaissez le mieux, combien en voyez-vous qui soient déjà

vendus ? Combien qui soient à vendre ? Combien qui ne travaillent pas du tout ? Combien qui ne s'efforcent jamais de voir clair et de juger raisonnablement ? » Après des ruses socratiques, j'arrivais enfin à leur faire dire qu'il y avait à la Chambre un grand nombre de naïfs et d'enthousiastes, un bon nombre d'esprits positifs, formés par la vie de province et par leur métier d'avocat, beaucoup de travailleurs consciencieux, qui se laissaient un peu trop noyer par les documents, un petit nombre enfin d'hommes sans scrupules, ambitieux, orgueilleux, voluptueux, lesquels répandaient justement cette opinion que la plupart de leurs collègues étaient des crétins sans moralité.

Autre exemple. Ce fut un dogme, à un certain moment, que Pelletan avait désorganisé la marine française. Vouloir en douter, et demander des preuves, c'était presque indécent. De même, plus récemment, au sujet de la Représentation Proportionnelle, si quelqu'un élevait la moindre objection, on lui disait : « Non, ce n'est pas possible ; ce n'est pas vous qui allez défendre ce régime de corruption et d'avilissement qu'on appelle le scrutin d'arrondissement ».

Le système des fiches fut aussi le sujet d'une excommunication majeure. Si l'on ne criait pas tout de suite et sans examiner : « À bas les délateurs », on était presque insulté. Pourtant je n'ai point reculé. Si je flétrissais volontiers les calomniateurs, je refusais de confondre avec eux celui qui se trompe de bonne foi, et surtout celui qui ne répète que ce qui est public et indubitable. Et je m'étonnais qu'un colonel, qui parlait familièrement et sans détour d'« étrangler la Gueuse », s'irritât ensuite d'être signalé comme dangereux et d'attendre vainement les étoiles. Ce furent de beaux combats, et je n'étais toujours pas dans le camp où l'on gagne argent et gloire ; c'est une satisfaction.

24 mars 1912.

Position du radicalisme : II. L'Élu

Propos 55 :

Leçons

Le 11 février 1912

[Retour à la table des matières](#)

On appelle Radical, ou mieux encore Radical-Socialiste, un député qui arrive de son village pour faire une leçon aux Parisiens. C'est un homme qui se croit riche avec quinze mille francs et qui se vante de n'avoir jamais gagné d'argent dans les grandes affaires. Ces professeurs de morale sont étonnants ; ils considèrent le pouvoir comme un prix de vertu ; ils ne veulent pas comprendre que le pouvoir se conquiert comme la fortune, par audace, par initiative, par science des hommes et des choses, par alliance avec les uns contre les autres, par le feu des passions, enfin, qui règle les ressources sur les besoins et non pas les besoins sur les ressources. Un homme qui n'a pas besoin d'argent ne fera rien et ne sera rien. Ce n'est qu'un rond de cuir au parlement, et qui moralise, encore ! L'Homme d'État le regarde quelquefois une demi-minute, sans l'écouter, et puis il n'y pense plus. C'est la première leçon.

Et puis il arrive que le Radical a quelque petit service à demander, non pas pour lui-même, mais pour quelque électeur influent et dont il n'est pas sûr. L'Homme d'État aplanit la route, mais non sans montrer les obstacles, et toujours mettant les intérêts au premier plan, la justice au second. « Ne vous excusez point, mon cher. C'est la cuisine du pouvoir. Voilà quels soins l'électeur impose à un homme comme moi. Tous sont ainsi dans vos provinces, rigoureux sur les principes, tant qu'il s'agit des autres, mais aveugles et sourds aux raisons dès que leur intérêt est en jeu. Il en va

de même ici, à cela près que les déclamations font rire. Bah ! Vous vous formerez ; c'est en jouant qu'on apprend le jeu ». Et c'est la deuxième leçon.

La troisième leçon est donnée par un Ministériel dans quelque coin. « Vous jouez votre jeu, mais vous n'empêcherez pas l'adversaire de jouer le sien. On vous combat chez vous, je le sais. Votre préfet se venge de vos dédains tout en servant son maître. Contre quoi vous invoquez une probité connue et une constance admirable dans les opinions. Mais le premier hypocrite vous battra sur ce terrain-là. Il ne lui en coûte qu'une déclaration de principes. Un homme nouveau n'a point d'ennemis. L'homme que l'on vous oppose sera trop radical pour être élu, mais il divisera la meilleure partie de vos troupes ; le préfet et les modérés entameront l'autre. Vous serez sans argent, avec les fonds secrets contre vous. Votre journal vise à la fois les annonces des avoués et celles de la préfecture. Prenez garde. Rien n'est perdu encore, mais votre discours d'hier était aussi un peu trop blessant. Il y a des situations acquises, et un homme que la Chambre a porté au ministère devient invulnérable pour le passé ; il n'a plus à craindre que les fautes présentes et à venir. Or que lui reprochez-vous ? Ces discours flottent partout ; ils empoisonnent les cou-loirs. Un homme qui a du flair n'attend point qu'on les lui fasse. Il y met de la grâce. Il renie le peuple, son maître et son ami, plus de trois fois, avant que le coq ait chanté.

11 février 1912.

Position du radicalisme : II - L'Élu

Propos 56 :

Groupes

Le 6 juin 1910

[Retour à la table des matières](#)

Les groupes parlementaires s'agglomèrent présentement et se forment avec une espèce de violence, je veux dire que, dès qu'une salle de réunion est ouverte, ils s'y jettent tous et tête baissée, comme des moutons. Du moins c'est l'impression que j'ai ; et, si elle est vraie, il faudrait en conclure que la grande machine parlementaire est plus disposée que jamais à dévorer les individus.

Ces discussions dans les groupes échappent à la publicité ; ce n'est pas un bien ; l'idéal est que tout ce que disent les députés puisse être entendu des électeurs. Tandis qu'avec le système qui prend maintenant la force d'une tradition, les séances publiques seraient préparées et comme truquées, de façon que les ressorts de la politique seraient mieux cachés que jamais.

Mais ce qui est effrayant à penser, c'est que les nouveaux, qui arrivent là tout seuls, qui sont séparés brusquement de leurs électeurs, de leurs comités, de leurs amis, vont être assiégés et attaqués, de face et de flanc, par les troupes compactes des anciens, qui se sont agglomérés et unifiés, qui ont déjà des traditions, des principes, des formules, comme aussi des habitudes d'oreille, si l'on peut dire. Le nouveau sera

là-dedans comme un paysan dans un salon : il sentira bientôt qu'il ne peut être écouté, ou seulement compté pour quelque chose, que s'il adopte la coutume du lieu. Il y a une manière d'être député, dans l'allure, dans les paroles, et aussi dans les opinions, que les nouveaux n'ont pas, et qu'ils vont vouloir prendre, surtout les plus jeunes. Aussi comme ces forces nouvelles seront bientôt broyées ou pétries ou façonnées! J'ai de la tête, à ce que je crois : mais en vérité, si j'étais député, je me demande comment j'échapperais à cette action du milieu. Il faudrait savoir, au commencement, parler peu, et surtout ne pas écouter du tout ceux qui ne parlent pas du haut de la tribune.

J'ai observé qu'il est impossible de voir souvent des gens avec qui l'on est perpétuellement en conflit. Plus ils sont sociables et tolérants, plus ils sont dangereux. Car une nature un peu vive se hérise contre la critique ; mais que faire contre la politesse et la cordialité ? Le besoin d'être du même avis qu'un homme aimable avec qui l'on s'entretient est un des plus puissants qui soient. Personne n'y résiste. Et ce ne serait que bonté, si l'on ne se déformait pas soi-même ce que l'on dit. Le désirable, ce serait que chaque député exprime bien ceux qu'il représente. Le mal, c'est que chaque député exprime d'autres députés, sans compter les amis qu'il trouve à Paris. Paris pèse sur la Chambre ; la Chambre pèse sur ses membres ; la tradition parlementaire pèse sur tout. Qu'est-ce que l'électeur dans tout cela ? Une plume, une légère plume. Et que sera-ce avec la Proportionnelle? Mais je l'ai trop dit. Non, je ne l'ai pas assez dit.

6 juin 1910.

Position du radicalisme : II. L'Élu

Propos 57 :

Penseurs en escarpins

Le 26 décembre 1913

[Retour à la table des matières](#)

J'ai rencontré l'autre jour un socialiste, et même d'importance, qui reprenait les plaisanteries connues sur l'incompétence des ministres radicaux. Quand le parti socialiste cessera-t-il de se donner le fouet à lui-même ? Car leur Jaurès est déjà traité de la même manière ; que serait-ce s'il était ministre ? Et, en revanche, il suffit de donner quelques gages à ces Messieurs de la droite pour être célébré comme un véritable homme d'État. Cette puissance de l'élite serait effrayante si les électeurs étaient aussi nigauds que les députés.

Je dis nigaud, je ne dis point sot. Un nigaud est un naïf, un homme qui cherche l'opinion dans les journaux, sans faire cette réflexion que tout ce qui écrit dans les journaux, à l'exception de quelques têtes en bois rustique, est réactionnaire dans le fond, j'entends ambitieux, courtisan de riches, flatteur d'académiciens, admirateur de la haute vie, des autos, des théâtres et des danseuses à colliers. Combien sont-ils qui oseraient, même dans un salon radical socialiste, faire l'éloge de Combes ou de Pelletan ? Les dames feraient la moue. Elles ne croiront jamais qu'avec des opinions pareilles on puisse avoir un commencement de culture ou seulement de l'esprit. Or, cette opinion en elle-même est tout à fait sans force ; car qu'est-ce que c'est que ces convives parés comme des gigots ou comme des poulardes en gelée ? Qu'est-ce que c'est dans ce noble pays ? Mais cela gouverne les nigauds d'écrivains et les nigauds

d'orateurs. Aussi tant qu'ils n'ont pas eu un petit éloge de Barrès ou de Cochin, ils se croient trop plébéiens. Que sera-ce donc si on leur oppose toute la presse européenne, où règne la même engeance en habit ? Cher petit attaché de cabinet, je te vois partir sur tes escarpins vernis, pour dîner ou pour danser. Tu renieras trois fois le peuple, avant la dinde truffée.

Contre des passions ci bien parées, si flatteuses, si éloquentes, il faut se faire rustique par précaution. Beaucoup se font socialistes, et unifiés, comme pour se lier eux-mêmes, et cela n'est pas mal. Mais souvent le diable y retrouve son compte ; car si l'on déclame contre la plèbe arrondissementière et contre les ministres radicaux, c'est encore renier le Peuple ; si l'on méprise la cuisine politique, comme ils disent, pour s'enfermer dans le Laboratoire de l'économie, c'est encore renier le peuple, et si l'on demande ironiquement à l'école laïque de se défendre elle-même, par vraie science, comme si la lutte contre l'Église Romaine n'était qu'une misérable diversion, c'est encore renier le peuple, et déjà le trahir . C'est toujours penser en escarpins.

26 décembre 1913.

Position du radicalisme : II - L'Élu

Propos 58 :

L'élite en révolte

Le 11 mai 1914

[Retour à la table des matières](#)

Comme je lisais un récit des temps révolutionnaires, je formai l'image de la Convention envahie par le peuple en colère portant des têtes coupées au bout des piques, et hurlant des menaces. Quoique je trouve beaucoup d'excuses aux colères des pauvres gens, toujours trompés, toujours oubliés, néanmoins je repoussais ce désordre et cette violence. J'en étais à me dire qu'heureusement le Palais-Bourbon est maintenant bien gardé, quand le Montreur des Choses Invisibles me dit : « Il est très vrai que le peuple n'y entre plus, et que les portes sont bien formées. Mais par dessous les portes n'y vois-tu pas entrer l'insurrection permanente de l'élite ? Invisible et présente. On ne pense qu'à cela. Non plus les piques, ou la guillotine, ou les têtes sanglantes, mais le mépris, l'injure, la calomnie en colonnes serrées. Les documents détournés, les lettres volées. Le ridicule, la honte, les huées promises à l'ami du peuple. Les salons fermés ; les valets eux-mêmes insolents ; l'Académie liguée ; tous les écrivains, grands et petits, à la curée ; fausses nouvelles, flèches empoisonnées, le matin, à midi, le soir. Les cris des journaux, le cours de la Bourse. Les moqueries des ambassadeurs, la fureur des bureaucrates. Pis encore, la menace sourde d'on ne sait quoi pour le lendemain. Et non pas des têtes coupées, mais des réputations déchirées, des passions déchaînées ; toujours présentes aux yeux d'un homme qui pense seulement à

être raisonnable et juste, mais qui, après tout, vit de l'opinion, espérait peut-être un peu de gloire, et qui aperçoit, dès qu'il veut suivre un moment sa conscience, ou penser un peu aux pauvres gens qui l'ont envoyé là, qui aperçoit ces punitions féroces et inévitables, justement réglées sur ce qu'il montrera de vertu.

« Mais, dit le Montreur des Choses Invisibles, voici maintenant le gracieux cortège des femmes de luxe et des artistes ; voici le chœur de ceux qui savent louer ; et voici les couronnes, et les mouchoirs brodés. Corbeille de fleurs souriantes, offerte à l'Homme d'État dès que, chassant du geste tous les spectres de la guerre civile, il offre à tous ces hommes, qui sont las de supporter et de braver, une réconciliation, un oubli, une paix profonde ; sans qu'ils aient même à trahir, car lui s'en charge ; et l'on sait déjà, par d'étonnantes voltiges, comment celui qui s'est si bien sauvé lui-même sauvera honorables amis. Quand la douceur vient après la menace, quel caractère ne s'amollirait ? La peur, honteuse tout à l'heure, se montre maintenant en amitié. On les menaçait beaucoup ; on leur demande peu. La vois-tu, maintenant, cette foule sans corps et cette émeute sans piques ? »

En vérité, je croyais les voir. Il n'y avait pourtant là qu'un homme ennuyeux qui parlait, et des conversations, enfin une heureuse insouciance. Mais il faut dire que l'orateur faisait l'éloge des Contributions indirectes, ou peut-être proposait quelque Proportionnelle à quotient, sans quotient ni proportionnelle, ou quelque impôt sur le revenu, sans contrôle, sans inquisition ni vexation. Une douce lumière enveloppait ces choses.

11 mai 914.

Position du radicalisme

III - L'Électeur

Position du radicalisme : III - L'Électeur

Propos 59 :

Ne touchez pas à la hache

Le 17 mars 1910

[Retour à la table des matières](#)

Nous ne savons pas toujours juger équitablement notre système politique. En fait, il a converti tout le monde, ou peu s'en faut. Les journaux les moins républicains agissent et parlent en républicains. C'était inévitable. Donnez la liberté, même à ceux qui, d'après leurs principes, ne devraient point l'accepter, ils en usent, ils s'y habituent. Le premier journaliste venu, même s'il combat pour le roi, secoue durement les ministres, grossit les abus, demande des comptes, et en appelle au peuple pour finir. Les voilà qui s'en prennent maintenant aux brasseurs d'affaires. Si j'étais roi, et dans la coulisse, il me semble que je dirais : « Ne touchez pas à l'argent » du même ton qu'un roi d'Angleterre, dans le temps qu'on le jugeait, disait : « Ne touchez pas à la hache. »

Il faut qu'un roi soit conservateur. Il faut qu'un roi entretienne comme il pourra l'opinion qu'il ne faut pas aimer le scandale. La couronne n'est plus sur sa tête, soit; elle n'en est pas moins couronne. L'idée monarchiste n'est pas tuée parce qu'un roi est tué ; et, comme pensait sans doute ce malheureux Charles d'Angleterre, il faut encore respecter la hache, même si elle doit trancher la tête d'un roi.

Quand on dit qu'il faut un roi, on veut dire, avant toute chose, qu'il faut une limite à la critique, et une part de foi dans l'opinion. On veut dire que le pouvoir, s'il veut rester pouvoir, doit garder quelque inviolable privilège, et comme un manteau de respect sur les épaules. Je n'entends pas par là qu'il soit dans le système du roi de supporter tous les abus. Je dis seulement qu'il y a une manière monarchique de faire cesser les abus, certains abus, et qui consiste à faire sentir sans bruit la suprême puissance. La monarchie n'est rien si elle n'est pas une police secrète. Le roi juge à huis clos. Si quelque journal attaque un magistrat ou quelqu'un de très important autour des juges, il est monarchique d'enfermer dans la même Bastille le journaliste et le magistrat ; l'un comme coupable, et l'autre comme dénonciateur, tous deux comme auteurs du scandale, avec cette idée, essentielle au Système de la Force, qu'il vaudrait encore mieux, pour l'ordre public, empêcher qu'un journaliste parle, qu'empêcher qu'un magistrat vole.

Pascal est un des premiers qui ait touché à la hache. Venant à réfléchir sur les puissances, il a écrit : « Ne pouvant fortifier la Justice, on a justifié la Force, afin que la paix fût ; car elle est le souverain bien. » D'après cela, Il faut que les Puissances restent Puissances. « Le juste, dit-il encore, c'est ce qui est établi. » Mais tout de suite il s'aperçoit qu'il a touché à la hache. Et il ajoute ; « Il est dangereux de dire au peuple que les lois ne sont pas justes, car il n'y obéit qu'à cause qu'il les croit justes. » Trop tard. Le peuple a entendu.

17 mars 1910.

Position du radicalisme : III - L'Électeur

Propos 60 :

Radicaux sans le savoir

Le 27 juillet 1910

[Retour à la table des matières](#)

Je m'amuse à voir comment la République prend des forces, par le travail même de ses ennemis. Ce sont les élections des Conseils Généraux qui m'y font penser. Toute puissance est Impériale, j'entends par là qu'elle n'aime pas recevoir des conseils, et encore moins rendre des comptes. Quant aux blâmes, elle ne peut pas du tout les supporter ; aussi, dès qu'elle ne peut pas emprisonner ceux qui blâment, la Puissance blâmée s'en va. C'est ainsi qu'on voit les ministres s'en aller en procession dès que la Chambre désapprouve leurs actes. On les remplace, et on n'y pense plus.

Quand un Conseil Général blâme ainsi les puissances, le Préfet s'en va, puis il revient. Cette petite cérémonie n'est pas aussi ridicule que l'on croirait ; elle exprime très clairement que les puissances ont reçu un choc, trop faible pour les chasser, assez fort pour les ébranler. Le plaisant c'est que, par ce va-et-vient, le représentant des puissances signifie qu'il n'a rien entendu, et qu'il ne veut pas entendre ; ce mouvement est hautement Impérial. Mais ce n'est que comédie. En réalité le pouvoir central surveille de près ces oscillations de Préfets sortant et, rentrant ; si beaucoup de Préfets sortaient et rentreraient ainsi pour les mêmes causes, les ministres se prépareraient à sortir pour tout de bon.

Ainsi c'est tout à fait en vain que l'on a voulu définir et limiter le droit de contrôle des représentants du peuple. Du moment qu'ils sont réunis, ils agissent aussitôt efficacement ; aussitôt, et en dépit de toutes les règles qui protègent les Majestés, l'effort démocratique se fait sentir jusqu'au centre.

Mais ce que j'admire plus que tout, c'est que les réactionnaires se plaisent à exercer cet effort démocratique partout où ils peuvent le faire, sachant bien que leur poussée n'est jamais nulle; et ils se plaisent à faire vaciller un préfet, puisqu'ils ne peuvent renvoyer les ministres. Or, mes amis, nous serions bien sots si nous considérions ces protestations comme abusives et illégales. Tout ce qui limite et contrôle les pouvoirs est démocratique, ou, si vous voulez, radical. Ce monarchiste, qui veut blâmer, je suppose, l'enseignement officiel, est radical en cela, et révolutionnaire en cela. Il habitue ses électeurs à cette idée que les pouvoirs doivent des comptes, et que le ministre et ses préfets sont les serviteurs de la nation ; en quoi ce monarchiste travaille directement contre la monarchie. Et, bien loin de le blâmer, je l'approuve au contraire. Le voilà républicain bien plus qu'il ne croit et même bien plus qu'il ne dit. La République est forte, par ses amis et par ses ennemis.

27 juillet 1910.

Position du radicalisme : III - L'Électeur

Propos 61 :

La Parole et l'Idée

Le 6 avril 1911

[Retour à la table des matières](#)

Le Radicalisme est bien loin d'avoir pris conscience de lui-même ; ce n'est encore qu'un enfant ; et, comme tout enfant, il agit avant de bien savoir ce qu'il veut. Il suppose une philosophie réalisée ; or la plupart des citoyens sont radicaux par sentiment plutôt que par réflexion. Mais la volonté générale n'en va pas moins vers des fins bien déterminées. Je dirais volontiers que, chez nous, l'égalité n'est pas encore comprise, mais que l'inégalité n'est pas supportée.

Nous avons d'étranges monarchistes. Ils veulent lutter contre la tyrannie, et même ils le disent. Ils se prouvent à eux-mêmes ou bien que les Juifs ont plus de puissance que la justice ne le permet, ou bien que les Jacobins tyrannisent contre la volonté du peuple ou bien que les gardes d'audience ont la main trop lourde ou bien que les instituteurs sont des doctrinaires qui forcent les consciences. En quoi ils exagèrent sans doute ; mais en tout cela ils sont radicaux plutôt que monarchistes ; et, si j'étais le roi, j'aurais peur de mes amis.

Il y a des esprits somnolents qui ont peur de tout ; c'est comme une pâte à modeler pour les tyrans ; le fait accompli prend forme de droit pour ces natures courbées. Il faut avouer que la religion catholique, au temps où elle était une sorte de service

public, présentait une masse facile à gouverner, parce qu'elle redoutait par-dessus tout le scandale des opinions. Nos principes n'entraient point dans l'Église, et les fidèles acceptaient la République par un consentement d'habitude, dangereux pour la République. Ils supportaient ce nouveau gouvernement comme une autre injustice, comme une autre inégalité ; la haine de la révolution, prise au sens le plus profond, n'est pas révolutionnaire ; c'est plutôt un sommeil d'esprit et la colère d'un dormeur contre ceux qui l'ont réveillé. Mais les idées, ainsi qu'il est ordinaire, suivaient des chemins imprévus ; et pendant que les ministres et la bureaucratie restauraient le respect et assuraient la dynastie révolutionnaire, leurs principes travaillaient contre eux, et les droits de l'homme, chose à peine croyable, entraient dans les cercles catholiques. Des esprits puissants, qui saisissaient mieux la tradition et la force de l'inégalité, aperçurent sans doute le danger ; mais ils ne trouvèrent aucun remède, et ils n'en pouvaient trouver aucun, car si le peuple choisit la monarchie, ce n'est plus la monarchie qu'il choisit, ce n'est toujours qu'une autre république. J'ai entrevu quelques conservateurs de ce genre, qui ne voulaient plus dire ce qu'ils pensaient là-dessus, qui s'empêchaient même de penser là-dessus, cultivant en eux-mêmes, dans le silence, la pure vertu monarchique, et s'appliquant à prier en paysans, pendant que les paysans s'accoutumaient à penser en citoyens. Cette espèce va disparaître ; elle n'était pas sans vertus.

Les nouveaux catholiques sont républicains, les nouveaux monarchistes sont républicains ; j'admets que leurs premières revendications, pour les droits de l'homme, pour la liberté de conscience, n'étaient qu'en paroles ; mais les paroles portent l'idée. La génération qui suit pense ce que l'autre disait. Et les privilégiés regrettent maintenant d'avoir crié : « À bas les tyrans. »

6 avril 1911.

Position du radicalisme : III - L'Électeur

Propos 62 :

Ésope

Le 16 août 1922

[Retour à la table des matières](#)

Il nous manque les morts de la guerre, qui feraient un million et demi d'électeurs. Comment auraient-ils voté ? Je ne le sais point. Assurément ils seraient moins disposés que d'autres à subir le gouvernement des vieillards ; assurément ils nous rapprocheraient de cet esprit cynique qui dissout ou rompt les lieux communs ; assurément ils seraient plus près que nous ne sommes de dire leur vraie pensée ; ils jugeraient les matamores, ils jugeraient les fripons, ils jugeraient les poltrons au cœur étroit, qui veulent trois rapports d'experts avant de mettre un pied devant l'autre. Non seulement ces hommes voteraient, mais ces hommes parleraient ; ils auraient grand pouvoir, seulement par la vigueur, pour nous secouer de ce sommeil politique. Maintenant s'ils seraient communistes, ou royalistes, ou simplement radicaux, c'est ce que j'ignore.

Tout homme a deux pensées sur la politique. L'une est secrète et enveloppée, même pour lui, car il ne la trouve nulle part exprimée. Il n'essaie jamais de la dire sans avoir regret aussitôt de ce qu'il a dit, qui n'est jamais ni clair pour lui-même, ni bien reçu. Chacun a entendu et beaucoup ont laissé échapper des malédictions sans mesure, et de féroces jugements sur les pouvoirs ; ces formules ne disent point ce qu'elles voudraient dire. Cela fait un silence de tous et une sorte de honte. Aussi

jamais aucun candidat n'a montré ni ne montrera cette pensée Ésopique ; et ce qui choque en elle, à ce que je crois, c'est qu'elle sort d'un trop long silence, et qu'elle n'est point formée selon la rhétorique ; ce ne sont que des cris, ou bien, chez les habiles, ce n'est qu'ironie, ce qui aussitôt divise et affaiblit toutes les pensées au dedans de chacun. La colère d'un homme qui ne dit point ce qu'il veut dire comme il voudrait le dire est importante à considérer ; le voilà déjà en guerre, par cette sauvage pensée qui a pourtant du vrai et de l'humain, et qui se montre inhumaine et fausse. Ceux qui s'étonnent qu'un révolté souvent devienne en peu d'années maniable n'ont pas bien pesé l'ironie et la tristesse.

L'autre pensée est formulée depuis des siècles ; il n'y a point à chercher les mots, car c'est comme une chanson que chacun connaît ; elle est simple et sans nuances elle ne suffit pas plus que l'autre, mais elle suffit au politique, qui par cet accord a les mains libres, et fait son métier, qui est de se pousser et maintenir, et d'aider ses amis. Pour tous sans exception c'est agir qui est facile, et c'est penser qui est difficile, penser étant toujours parler, et bien penser étant toujours bien parler. Il faudrait donc que l'homme politique, après qu'il a chanté ses couplets, s'appliquât à deviner et à suivre cette autre pensée que personne ne sait dire et que personne aussi n'approuve. Cela se rencontre ; et l'on ne peut expliquer autrement que l'électeur soit obstinément fidèle à des hommes calomniés, injuriés et méprisés partout, et dont les discours ressemblent à tous les discours ; c'est qu'en eux, par des hasards, par des rivalités, par un mépris pour les sots, et pour une part aussi par une méditation qui va quelquefois au delà des belles apparences, c'est qu'en eux vit l'esprit populaire, l'esprit de l'esclave, difficile à tromper. Comme le chien sent l'ami et l'ennemi, ainsi l'éternel homme de troupe reconnaît au premier regard l'ami précieux, celui qui ne trahira point. Quand le vote secret ne va point à cet homme là, c'est qu'il n'est point candidat. Et les partis, sans exception, s'efforcent de faire qu'il ne soit point candidat. Or la guerre, qui fait le jeu des politiques, a tué sans doute quelques hommes de ce modèle, et certainement beaucoup d'électeurs qui les auraient reconnus et suivis. La guerre tue ceux qui la font et affermit ceux qui la prêchent.

16 août 1922.

Position du radicalisme : III - L'Électeur

Propos 63 :

Les mots et les choses

Le 3 avril 1909

[Retour à la table des matières](#)

J'entends dire que les opinions changent vite, et que la masse électorale se meut vers le socialisme. Je n'en crois rien. Ce sont les mots qui changent. La plupart des hommes ont toujours eu et auront toujours la même opinion politique. Ils veulent de l'ordre et de la liberté, et ne pas les payer cher. Le gouvernement, au contraire, cherche à gagner sur le marché, à restreindre la liberté sous prétexte qu'elle nuit à l'ordre. Contre quoi le gouverné proteste de toutes ses forces, et cherche des garanties ; et c'est cette opinion invariable qui fait que les gouvernements sont tour à tour renversés.

Le roi fut d'abord une espèce de gendarme, qui empêchait les guerres, privées et les pillages. Le monarchisme était alors l'opinion du plus grand nombre ; elle dut paraître aux seigneurs une opinion révolutionnaire et anarchiste ; s'ils y avaient regardé de plus près, ils y auraient même vu le virus socialiste. Car, théoriquement, tout appartenait au roi, et cela permit de faire rentrer d'immenses fortunes dans le patrimoine commun. C'était toujours la petite propriété, fruit du travail, qui luttait contre la grande propriété, fondée sur l'héritage, sur le droit du plus fort et sur la bonne chance.

Les rois furent donc radicaux, au commencement, et peut-être même radicaux-socialistes. Seulement, comme tous les rois, comme tous les ministres, ils devinrent réactionnaires par leur fonction même, ce qu'ils exprimèrent, naturellement, en disant que leurs sujets devenaient révolutionnaires. Cependant, les sujets voulaient toujours la même chose. L'opinion publique n'avancait point ; c'étaient les pouvoirs qui reculaient.

Ce petit jeu dure encore aujourd'hui ; il durera toujours. L'opinion, tout en restant la même, fut progressiste contre les opportunistes qui reculaient, radicale contre les gouvernements progressistes qui reculaient ; radicale-socialiste contre les gouvernements radicaux qui reculaient. J'aperçois déjà un temps où tout le monde sera socialiste ; ce sera une manière de réclamer toujours la même chose, à savoir une combinaison harmonieuse de l'ordre et de la liberté.

Voilà pourquoi je soutiens que nous ne courons pas aux abîmes. Nous ne courons même pas du tout. Ce sont les gouvernements qui courraient aux abîmes, si on les laissait faire. Tout drapeau est républicain tant que le plus grand nombre tient la hampe ; tout drapeau est symbole de la tyrannie dès qu'il est aux mains du pouvoir. Tout ministre est Saint Louis sous le chêne pour commencer, et Louis XIV dès qu'il le peut. Ce qui s'appelait monarchisme aux temps des droits féodaux s'appellera bientôt socialisme, et ce sera toujours la même opinion. Le peuple n'avance pas ; sont les cocardes qui reculent.

3 avril 1909.

Position du radicalisme : III - L'Électeur

Propos 64 :

Tous contre les Pouvoirs

Le 6 janvier 1910

[Retour à la table des matières](#)

Il est difficile de savoir ce que le suffrage des femmes donnera chez nous. Ceux qui redoutent les premiers effets d'une réforme de ce genre n'ont peut-être pas assez réfléchi sur la véritable puissance des électeurs, laquelle se définit, je crois, plutôt par la résistance aux pouvoirs que par l'action réformatrice. Dans toute société, il s'exerce, par le jeu des passions, une espèce de concentration du pouvoir sur lui-même qui conduit naturellement à la tyrannie. Car il est impossible que les puissants n'aient pas de passions et n'aiment pas passionnément leur propre puissance. Tout diplomate aime ses projets ; tout préfet de police aime l'ordre ; tout chef de bureau travaille à étendre son droit de contrôle et ses prérogatives ; et, comme tous sont complices en cela, il se forme bientôt un État gouvernant qui a ses maximes et ses méthodes, et qui gouverne pour sa propre puissance. En somme l'abus de pouvoir est un fruit naturel du pouvoir ; d'où il résulte que tout peuple qui s'endort en liberté se réveillera en servitude. Beaucoup disent que l'important est d'avancer ; je crois plutôt que l'important est de ne pas reculer. Je connais un penseur original qui se déclare partisan de la « Révolution diffuse et permanente » ; cette formule nuageuse enferme une grande vérité. L'important est de construire chaque jour une petite barricade, ou, si l'on veut, de traduire tous les jours quelque roi devant le tribunal populaire. Disons encore

qu'en empêchant chaque jour d'ajouter une pierre à la Bastille, on s'épargne la peine de la démolir.

À ce point de vue, le Suffrage Universel a une signification extrêmement claire. Le seul fait qu'on élit un député. monarchiste est mortel pour la monarchie. Encore bien plus si le député est républicain ; mais, en vérité, il n'y a pas tant de différence de l'un à l'autre. Tout électeur, par cela seul qu'il met un bulletin dans l'urne, affirme contre les puissances. Voter, c'est être radical. Et on peut dire, en ce sens, que la République a pour elle l'unanimité des votants à chaque élection. En bref, la liberté meurt si elle n'agit point ; elle vit dès qu'elle agit. Elle naît avec la première action. Le reste, les réformes, l'organisation sociale, les lois nouvelles, tout cela est déterminé beaucoup plus par les circonstances et les conditions du travail que par la volonté des électeurs. Un roi absolu aurait sans doute institué la loi sur les accidents du travail. Et tous les programmes depuis cinquante ans ne nous ont pas donné l'impôt sur le revenu.

Les élections signifient souveraineté du peuple, et défiance à l'égard des rois, petits et grands. Quand les femmes voteront, leur vote signifiera par-dessus tout : République. Par cet acte, chacune d'elles occupera un peu de terrain encore contre les puissances ; chacune d'elles sera investie de la puissance politique ; et la République en sera mieux assise. Voter pour le roi et le curé, c'est encore voter contre eux. Les jésuites l'ont bien senti quand ils ont repoussé les cultuelles.

6 janvier 1910.

Position du radicalisme : III - L'Électeur

Propos 65 :

Le suffrage des femmes

Le 28 novembre 1922

[Retour à la table des matières](#)

Comte avait prévu que les femmes reprendraient l'ancien pouvoir spirituel, corrompu aux mains des prêtres, mais il n'avait point prévu qu'elles l'exerceraient par le suffrage. Le suffrage était à ses yeux tel qu'il parut d'abord plébiscite, ou choix des chefs, et il lui semblait peu naturel que les chefs fussent choisis d'après la prudence populaire, qui ne peut agir que par négation ou refus. C'est pourquoi il laissait les chefs se choisir eux-mêmes, d'après leurs aptitudes propres et selon les passions, correspondantes, estimant que l'opinion les modérerait assez, dès qu'elle serait organisée par la collaboration des instituteurs, ou philosophes, des femmes, et des prolétaires, les prolétaires ayant en propre le refus de coopération, moyen dernier et irrésistible.

Dans toute organisation il y a une part de nature et d'expérience, que l'on ne peut prévoir. D'un côté l'opinion s'est reconnue servie, par la puissance de la presse, et aussi par l'imitation des affections, qui soumet l'opinion privée aux manifestations publiques. Mais d'un autre côté le suffrage universel et secret, en essayant ses forces, les a mieux reconnues, n'agissant plus que par l'éloge ou le blâme, mais agissant assez, comme l'ont éprouvé le pouvoir religieux et le pouvoir militaire, deux fois

alliés et deux fois battus. L'opinion a décidé contre les Congrégations et contre l'arrogance des juges militaires ; il n'en fallait pas plus.

Un observateur des choses politiques me disait là-dessus : « L'opinion seule n'aurait rien pu ; elle a eu puissance parce que le suffrage, finalement, choisissait les chefs. Waldeck et Combes nommaient les généraux, les magistrats et les préfets ; l'électeur exerce le pouvoir temporel. » Mais il faut vaincre les apparences. C'est un grand pouvoir que de nommer un général ; mais un général, une fois qu'il est nommé, a mille moyens d'assurer et d'étendre son pouvoir, par les moyens de n'importe quel pouvoir, qui sont anciens et connus. En second lieu l'homme élu peut changer, et change toujours assez dès qu'il éprouve les difficultés du pouvoir et qu'il comprend les conditions de tout pouvoir. En troisième lieu notre constitution n'a pu fixer de limites contre l'audace et l'obstination des pouvoirs ; et je soupçonne que cela est tout à fait impossible car, si l'on n'obéit pas d'abord, il n'y a plus de pouvoirs aussi quand les électeurs les blâmeraient et condamneraient bien clairement, les pouvoirs n'ont qu'à rester et à ordonner, jusqu'à ce que l'insurrection les chasse. Or c'est ce qui n'arrive point. Quand l'opinion a condamné, à la manière des papes, de certains hommes et une certaine politique, l'autorité leur est enlevée par cela seul. Ainsi ce n'est point parce que la constitution est ainsi faite que l'opinion a pouvoir, mais au contraire c'est parce que l'opinion est reconnue comme pouvoir que la constitution produit de tels effets. On s'étonne que le Chef de l'État ait si peu de pouvoirs ; mais il a tout pouvoir dès qu'il invoque le suffrage universel ; et on pourrait dire, il me semble, qu'il représente plutôt le pouvoir spirituel ; aussi son pouvoir est-il surtout de conseil et de refus ; ce n'est pas peu.

Le suffrage se trouve donc installé dans une position forte, que la théorie ne pouvait ni prévoir ni définir. Le peuple ne gouverne point, mais il juge les souverains ; et cette voix de l'opinion, qui parle par le suffrage secret, est autant soustraite à l'action des puissances que la nature humaine le permet. Ces remarques, si l'on y fait attention, effacent tout à fait les objections de théorie, en elles-mêmes faibles, que l'on peut trouver contre le suffrage des femmes.

28 novembre 1922.

Position du radicalisme : III - L'Électeur

Propos 66 :

Suffrage universel

Le 30 mars 1911

[Retour à la table des matières](#)

Avant de condamner le suffrage universel, et de mépriser un régime auquel nous devons quarante ans de paix, il serait bon d'examiner ce que l'on entend par un grand règne. On entend par là communément la gloire des armes, et quelque chose de fastueux dans les dépenses publiques, ce qui a pour conséquences naturelles des misères privées innombrables et sans secours. On a assez écrit sur les malheurs publics et privés qui marquèrent le déclin du Roi-Soleil ; mais on incline à les expliquer par des causes étrangères à la politique intérieure et extérieure de ce grand roi et de ses ministres ; ces maux de la fin d'un règne semblent aussi inévitables que les maladies d'un roi vieillissant, tant le chœur des flatteurs a de puissance. Il faudrait arriver à comprendre que l'injustice seule trouve des flatteurs, parce qu'on ne remercie jamais pour ce qui est juste, pour ce qui est dû. Il faut comprendre aussi qu'une politique conquérante et le goût du luxe sont bientôt chèrement payés, comme l'histoire l'a montré assez souvent. Tout cela pour dire qu'on ne trouverait pas aisément à citer un grand ministre ou un grand roi qui ait bien gouverné, qui ait gouverné pour l'avenir, j'entends qui ait laissé après lui autre chose qu'un concert de louanges, et de réels malheurs, fruits de son ambition et de son imprévoyance. Mais il se produit, à ce

sujet, une illusion difficile à vaincre, et la France, à demi-ruinée par la politique brillante du second Empire, n'en disait pas moins, sous la République : « Au temps de l'Empire nous étions plus riches. »

Un homme qui a étudié profondément l'histoire moderne disait, comme on parlait sévèrement des hommes d'État de notre République : « Il faudrait prouver que les ministres des monarchies ont mieux gouverné. » Car enfin ils n'ont supprimé ni les émeutes, ni les mouvements ouvriers, ni les chômages, ni les crises économiques ; bien plus, pour celui qui connaît le détail des événements, ils n'ont jamais fait ce qu'ils ont voulu, et même ils n'ont jamais su ce qu'ils ont voulu. Ce qu'ils ont fait de grand, ils l'ont fait, en définitive, lorsqu'ils ont traduit dans leurs actes, le mieux qu'ils ont pu, tous les Intérêts, tous les besoins, toutes les pensées d'un peuple. C'est dire que c'est toujours une espèce de Suffrage Universel qui a conduit les bons, sages et justes gouvernements.

Il est donc impossible que le Suffrage Universel, même avec tous les abus qu'on voudra, ne gouverne pas mieux que le plus habile des ministres ne fera, s'il veut oublier l'intérêt général tel qu'il s'exprime par remontrances, vœux et revendications. On ne devine pas l'intérêt général ; on le connaît par l'opinion publique, et l'on ne connaît la véritable opinion publique que par les Représentants du Peuple, élus après délibération dans les provinces. Un suffrage restreint, par exemple un suffrage des plus riches, n'exprime que l'intérêt des plus riches.

On dira que l'homme du peuple est ignorant, qu'il se trompe sur ses propres intérêts ; mais combien de ministres, combien de rois, se sont trompés sur leurs propres intérêts ! Le nombre doit corriger ces erreurs. Une masse d'électeurs, où les erreurs individuelles se contrarient et se compensent, doit donner enfin quelque vue exacte de l'intérêt commun. Rapprochez cinq cents députés, il est impossible que la résultante de ces intérêts ne ressemble pas plus à une connaissance vraie des besoins du peuple que ne peut faire l'enquête du plus impartial des sociologues. Que dire, alors, d'un homme d'état, qui travaille à la hâte, qui voit son intérêt propre et celui de ses amis, qui est trompé par une armée de flatteurs et d'intrigants ? Tout le bien, en politique, vient du Suffrage Universel, et tout le mal vient de ceux qui ont essayé, par audace ou par ruse, de gouverner contre le Suffrage Universel.

30 mars 1911.

Position du radicalisme : III - L'Électeur

Propos 67 :

Le suffrage universel et le bon sens

Le 17 juin 1914

[Retour à la table des matières](#)

Le Suffrage Universel n'inventera jamais rien de neuf. Son rôle est plutôt d'affirmer avec force des vérités aussi vieilles que le monde, que le Pouvoir est naturellement porté à oublier.

Considérez l'instruction criminelle. Personne ne conteste que la publicité des débats et la liberté de la défense soient des garanties naturelles et nécessaires ; je dis naturelles, au sens où l'on dit « Droit naturel », et je veux dire raisonnables, car le mot « naturel » s'oppose ici aux stratagèmes des puissances, toujours attentives à se fortifier elles-mêmes. Donc les règles de toute instruction criminelle n'étaient point du tout cachées et difficiles à découvrir. Malheureusement le Juge et le Prince étaient justement très mal placés pour les voir ; ils ne pensaient qu'à rétablir l'ordre, promptement, efficacement ; toute leur attention se portait là. Et je ne crois pas qu'ils aient eu jamais la volonté d'être injustes ; hélas, tout au contraire ils se croyaient justes et infaillibles ; ils ne pensaient point à se contrôler eux-mêmes. Or, c'est le contrôle qui fait la pensée juste et équilibrée, et tout pouvoir sans contrôle rend fou.

Ce n'est point trop dire. Je ne déclame point, je n'exagère point. Les pouvoirs, livrés à eux-mêmes, ont inventé la torture comme moyen d'instruction. On ne réfléchira jamais assez sur ce fait tout simple et tout nu, qui est comme la fleur de la civilisation oligarchique. Les pouvoirs, les majestés, les infaillibilités, ont inventé cette solution atroce, et l'ont jugée raisonnable, parce qu'elle simplifiait leur fonction et fortifiait leur privilège. Après cela tout est dit. Toutes les fois que nous donnons un blanc seing aux pouvoirs, nous retournons là. L'affaire Dreyfus en a donné un exemple terrifiant. Voilà où en arrivent des hommes qui ne sont ni plus méchants ni plus aveugles que vous ou moi, dès qu'on leur permet de s'enfermer dans leur fonction propre comme dans une citadelle. Un patron, aux prises avec les difficultés, jugera de même que les grévistes sont des ennemis du genre humain. Contre quoi la sagesse commune a fait cette maxime naïve : « Notre ennemi c'est notre maître. »

Le droit n'est pas caché, mais les puissances l'oublient. Il ne s'agit que de le leur rappeler. Il suffit d'être sans pouvoir pour contrôler comme il faut les pouvoirs. Mille légendes, venues du fond des âges, font comprendre que le maître absolu ne peut s'instruire que s'il se déguise en homme du peuple, et s'il va recueillir les opinions naïves des pauvres gens. Le Suffrage Universel ne fait que réaliser ces légendes. Le roi se déguise une fois tous les quatre ans ; il entend alors autre chose que des acclamations et des flatteries ; il est ramené au bon sens. Et assurément ce n'est pas ainsi qu'il apprend son métier propre ; mais on lui rappelle seulement les limites que le droit commun impose à toute habileté dans tout métier, et que le succès n'est pas toute la sagesse.

17 juin 1914.

Position du radicalisme : III - L'Électeur

Propos 68 :

L'ami Jacques

Le 21 avril 1911

[Retour à la table des matières](#)

Mon ami Jacques, tout en battant son cuir, m'a fait un vrai discours de printemps : « Voilà donc, m'a-t-il dit, une politique qui me plaît. On s'occupe des petits ; on menace les gros. Remarquez bien que je n'attends pas des merveilles ; l'argent sera toujours fort, et les riches gouverneront toujours assez. Seulement les pouvoirs politiques ont justement pour mission de résister à cette tyrannie des riches ; du moins c'est la mission que je leur ai donnée, et un bon nombre d'électeurs comme moi. »

Et, battant son cuir, il ajouta : « Je n'attends point qu'on me donne des rentes. Je ne crains pas le travail, et j'élève huit enfants qui me ressembleront, je l'espère bien. Je veux bien qu'il y ait des riches, qui usent les routes avec leurs autos, mais je ne veux pas qu'ils se disent les maîtres. Je n'admets pas qu'un Monsieur de la droite, Cochin, Delahaye, Barrès ou un autre, se mette à parler au nom du pays, et fasse peur aux ministres. Je veux que les ministres s'en moquent, et qu'ils répliquent vertement, au nom du peuple souverain. Et, enfin, puisque l'inégalité est partout, je veux que l'égalité soit affirmée bien haut. C'est comme dame ma boutique. Je dépends de mes clients, c'est trop clair ; mais s'ils me le faisaient sentir, ce serait trop. Heureusement, je n'ai ici que des souliers et que des amis. Je me priverai autant qu'on voudra, mais je

veux qu'on m'estime. Ce n'est pas l'égalité des fortune qui me paraît être la première justice, c'est l'égalité dans le ton et les manières, et la liberté des opinions. Je veux des égards, enfin. »

Puis, bourrant sa pipe, il dit encore : « Nous avons de l'orgueil. Nous voulons que le travail soit honoré, et que l'oisiveté soit méprisée ; au grand jour ; oui, c'est très important. La Révolution est contre le mépris. C'est l'insolence des riches qui est insupportable. Nous voulons bien les nourrir ; mais nous voulons qu'ils soient polis. C'est pourquoi je n'ai pas oublié les « mares stagnantes » et toutes ces injures à l'électeur, qui étaient de mode il n'y a pas longtemps. En vérité les aristocrates relevaient la tête ; ils osaient mépriser publiquement la politique du cordonnier ; ils disaient que nous étions tous à acheter ou à saouler. Nos députés écoutaient cela sans rien dire. Il se formait un petit clan de politiques qui gouvernaient à coups de botte. On implorait pour les cheminots ; on cherchait des excuses à l'instituteur ; la République cachait ses mains calleuses et ses gros souliers ; j'ai vu le moment où elle allait se déguiser en catin pour leur plaire. Mais c'est bien fini, et pour longtemps. De nouveau les huées de la droite donnent du cœur aux ministres, et le chef du gouvernement a parlé rudement aux Compagnies. Ce ne sont encore que des paroles ; mais le droit est d'abord dans les paroles ; et, quand on voit que la force de l'adversaire est dans l'audace qu'il a retrouvée, en juge qu'un changement de ton était nécessaire, et peut même suffire à tout. »

21 avril 1911.

Position du radicalisme : III - L'Électeur

Propos 69 :

Vertus du Peuple

Le 4 juillet 1912

[Retour à la table des matières](#)

Ce qui me paraît le plus clair dans n'importe quel état politique, c'est que le peuple vaut mieux que ses maîtres. Ceux mêmes qui seraient tentés de le nier furieusement vous font après cela l'éloge des soldats de la Grande Armée, de leur dévouement sans calcul, de leur fidélité inébranlable, dont on peut trouver des preuves touchantes dans le *Médecin de Campagne* de Balzac, au tableau de la veillée. Il n'y a, au contraire, que trop d'exemples des trahisons d'en haut ; Napoléon en fit l'épreuve. D'après cela il faudrait dire que les gardiens du droit sont parmi les pauvres gens, accablés par la richesse d'autrui, soumis à de durs travaux, et incertains du lendemain. Là-dessus je vous renvoie à l'affaire Dreyfus, qui fut une belle expérience. Si on avait consulté seulement les plus puissants à ce moment-là, la justice était lestement sacrifiée. Les hommes courageux qui s'élevaient contre la Raison d'État auraient été écrasés, et l'étaient déjà quand la masse populaire entra dans le jeu.

Ce qu'il y a d'instructif pour nous dans cette histoire, c'est que les politiques se trompèrent presque tous sur les sentiments du peuple, absolument comme ils font aujourd'hui. On connaît cette triste parole : « Regardez vos circonscriptions. » C'était dire en résumé : « Le peuple se moque de la justice, et principalement dans le cas

présent, où la victime appartient à la société des riches. Les électeurs ne voient que leur intérêt ; ces controverses ne le passionneront pas. » Or, il s'est trouvé que les circonscriptions sauvèrent l'honneur et poussèrent très bien les députés. Je citais récemment un mot que l'on voudrait donner pour ridicule : « Le peuple juge de toute sainteté » ; toujours est-il qu'il fut juge de la moralité publique à ce moment-là, car le pouvoir, on s'en souvient, ne pensait qu'à se déshonorer en fermant les oubliettes.

Ces vertus populaires ont des causes bien déterminées. La thèse que je soutiens n'est pas mystique. Le peuple n'est pas un Dieu délirant, qui annonce le juste par son instinct. Voici les causes principales. D'abord il se défie des pouvoirs proprement politiques, et de tous les discuteurs qu'il appelle avocats. Il éprouve tous les jours la dureté des riches ; il juge leurs raisonnements. Il vit de son travail, ce qui fonde un jugement positif, pondéré, sain ; au lieu que, pour l'ambitieux déjà avancé, il n'y a point de rapport entre les moyens et les résultats ; l'intrigue et la chance font trop. Enfin le travail même, quand il s'exerce sur les choses, et au pied du mur comme on dit, exige la précision et la conscience. Un ingénieur peut voler une heure de présence, négliger un rapport ou une enquête ; l'aiguilleur, dans sa cabine vitrée, ne peut pas détourner les yeux ; le mécanicien est en otage sur sa machine ; le puisatier répond de son boisage sur sa tête. Au lieu que l'Administration use les consciences, par le caprice, par la faveur, par l'inutilité des travaux. Voilà pourquoi le peuple juge bien, et pourquoi les puissances crient qu'il n'est pas vrai que le peuple juge bien.

4 juillet 1912.

Position du radicalisme : III - L'Électeur

Propos 70 :

Platon

Le 17 décembre 1910

[Retour à la table des matières](#)

Un philosophe m'a dit : « Je ne vais point dans le Monde, je n'ai pas de rentes, et je crois que j'aime la Justice. Or, ces passions des masses, dressées contre les pouvoirs publics, me paraissent étrangères à la justice. Platon disait que, dans une vie bien gouvernée, c'était la partie la plus raisonnable qui devait commander, le courage étant au service de la raison ; quant aux désirs innombrables, ils ne peuvent gouverner, parce qu'aucun d'eux n'a égard au tout. Or, une nation a aussi une tête, un cœur et un ventre, je veux dire des savants, des guerriers, des artisans ; et votre État démocratique me paraît marcher tête en bas, gouverné, si l'on peut ainsi dire, par son ventre et par ses désirs, tandis que la Science, humiliée et enchaînée, est simplement cuisinière de plaisirs, inventant des commodités, des remèdes et des narcotiques ; aussi le courage, fils des désirs maintenant, n'est plus qu'une peur exaspérée. Le citoyen ressemble à l'État ; il va tête en bas aussi, et vers ce qui lui plaît, ayant perdu lui aussi cette idée que le propre de l'homme est de gouverner ses désirs par la Raison. Voilà pourquoi je n'aime pas beaucoup votre démocratie, qui nous ramène à la vie animale. Ce n'est pas que je compte beaucoup sur la monarchie héréditaire, car je ne vois point une vraie Noblesse pour la servir et la garder. Je songerais plutôt à quelque Aristocratie, où les plus savants et les plus raisonnables, choisis dans tout le

peuple par le corps dirigeant lui-même, feraient des lois et les appliqueraient, soutenus par la confiance et le respect du plus grand nombre. Mais nous sommes loin de cet état désirable ; il n'y a plus ni respect ni confiance nulle part ; tous nos maux viennent de là. Et que sont, s'il vous plaît, vos grands ministres pour le présent, sinon de grands désirs sans gouvernement intérieur, et tête en bas, comme tout le reste ? »

Contre ce discours Platonicien, qui enferme plus d'une vérité, je n'ai qu'une chose à dire, c'est que je ne vois pas du tout que l'élite soit raisonnable. Encore, oui, quand la guerre était de tous les jours, il pouvait arriver que les plus courageux eussent le pouvoir, c'est-à-dire des hommes vertueux par état, exercés à dominer leurs désirs, mais d'esprit inculte ; aussi je remarque qu'ils furent presque toujours conduits par des diplomates, par des confesseurs, par des juristes. Mais surtout aujourd'hui, dans cet âge industriel, où l'argent est roi par nécessité, je vois que l'élite sera de plus en plus corrompue par le luxe, et livrée à ses désirs, et que, par un détour que Platon ne concevait même pas, c'est le travail manuel, sans luxe, sans vanité, sans cupidité, par la force même des choses, qui va restaurer l'esprit de discipline, le vrai courage, et l'empire des idées. On le voit assez à ce signe que l'élite combat pour ses désirs et pour ses plaisirs, tandis que les masses ouvrières combattent pour la justice organisée. Où sont aujourd'hui les nobles chevaliers ? Sancho Pança est dans les bureaux, et don Quichotte à l'usine. Croyez-vous que Platon, s'il revenait, ferait des conférences à quelque théâtre mondain ? Non pas ; mais aux Universités Populaires. La Démocratie va tâtonnant ; elle cherche la Raison, et du bon côté. Je dis, avec notre Platonicien, oui la tête est en bas, et le ventre en haut. Nous travaillons à nous retourner.

17 décembre 1910.

La doctrine

[Retour à la table des matières](#)

La doctrine

Propos 71 :

Léviathan

Le 18 décembre 1912

[Retour à la table des matières](#)

Le plus clair de l'esprit démocratique, c'est peut-être qu'il est anti-social. Je m'explique. On peut considérer une société comme une sorte de gros animal. Je l'entends par métaphore ; mais il y a des mystiques qui veulent croire que ce gros animal existe réellement comme vous et moi, qu'il sent, qu'il pense et qu'il veut comme nous pensons, sentons, voulons. Ce n'est que mythologie ; mais de toute façon il faut convenir qu'il y a des forces sociales bien puissantes qui ressemblent tout à fait à des forces naturelles. La défense contre les criminels, dans certains cas, prend ainsi forme de panique furieuse, et déchire très bien des innocents. La guerre s'explique par des causes du même genre, dont nous ne nous défions jamais assez. Les hommes les plus pacifiques sont soudainement transformés par l'état de guerre, jusqu'au jour où l'épuisement fait naître un besoin de paix tout aussi impérieux et universel, comme Napoléon 1er l'a éprouvé à ses dépens.

Je range encore parmi les faits du même genre l'adoration soudaine pour un chef, ou pour un orateur, les entraînements bien connus des assemblées, le délire révolutionnaire, enfin tous les courants d'opinion qui naissent comme le vent et le cyclone, et se terminent de même. La religion, quelle qu'elle soit, est le plus brillant

et le plus connu de ces phénomènes d'Effervescence, qui tuent le sens commun. Nous dirons, pour abrégé, que Léviathan a des passions, des colères, des fatigues, des fièvres et des attendrissements. L'individu, qui n'est qu'une pauvre petite cellule dans le grand corps, est pris dans ces mouvements, soulevé, roulé, transporté ; on peut bien dire aussi qu'il est à la fin usé et arrondi comme le galet sur nos plages. Quand cette rumeur monte et s'étend, les circonstances sont agréables pour les gouvernants, qui sont comme des dieux.

Chose digne de remarque, ce gros Léviathan, dont vous et moi nous sommes de petites parties, n'est pas du tout civilisé ; c'est un enfant ou un sauvage, comme on voudra dire. Ce qu'il peut faire, il le fait aussitôt ; son âme, s'il en a une, ne distingue pas entre la force et le droit. Lorsqu'il fait des promesses ou signe des traités, il ne se croit point tenu par sa parole ; ce n'est qu'une ruse pour gagner un peu de répit. L'histoire le prouve assez ; et les hommes d'État, illuminés par cet esprit de l'ensemble, adoptent bientôt les mêmes maximes. Et il est ordinaire qu'on leur pardonne tout, si seulement ils réussissent.

Eh bien, il me semble que tout mouvement démocratique s'élève contre les réactions du gros animal, et tend à balancer l'association naturelle, disons l'organisme social, par une espèce de contrat appelé à tort contrat social, car c'est un contrat anti-social. Il est alors promis et juré que l'on résistera à ces mouvements instinctifs du gros animal, et qu'on les soumettra, autant que possible, aux règles de justice qui sont acceptées par les individus. C'est en ce sens que l'Esprit Démocratique juge la Patrie et blâme la guerre. Le conflit fut violent aux temps de l'affaire Dreyfus, il dure encore. L'Esprit se délivre de l'Instinct.

18 décembre 1912.

La doctrine

Propos 72 :

Radicalisme

Le 10 janvier 1912

[Retour à la table des matières](#)

Le Radicalisme n'est par lui-même ni socialiste, ni pacifiste, ni quoi que ce soit dans ce genre ; il ne prononce point sur les changements qui surviendront dans la propriété, dans le salaire, dans le droit national et International. Le radicalisme se développe dans un autre plan ; il considère seulement l'origine et la légitimité des puissances ; il va jusqu'aux racines, comme son nom le dit ; il découvre sans ménagements ce que tous les théoriciens de politique ont pressenti ou deviné, ce qu'un Spinoza, ce qu'un Rousseau avait clairement vu, c'est que tout pouvoir vient du peuple, et que tout magistrat, s'il n'est usurpateur, représente le peuple, exerce ses pouvoirs par délégation, et doit des comptes. Cette idée, c'est la Révolution même ; elle définit les devoirs du citoyen comme sujet, en même temps que ses droits comme souverain ; ou, si vous voulez, elle règle les passions de chacun par le bon sens de tous pris comme arbitre. C'est donc un système complet de politique à proprement parler, fondé sur l'égalité radicale, contre toutes les inégalités, contre toutes les tyrannies, contre tous les esclavages. Aussi bien contre le ministre qui veut abuser de son éloquence ou de sa puissance persuasive que contre le citoyen qui veut abuser en quelque sorte de sa propre faiblesse, et se donner volontairement un maître. Et je ne vois rien de chimérique dans cet effort continu qui détruit à chaque instant un peu de monarchie renaissante. Ce qui se fait est possible ; or tous les jours nous modérons un ministre trop vif, nous dénonçons un acte arbitraire, nous critiquons une loi mal faite ou mal appliquée ; et ceux qui disent que ces efforts sont sans effet se moquent

du monde ; s'il y a encore tant d'abus, que serait-ce si nous n'avions ni une presse libre, ni des interpellateurs, ni des comités de vigilance?

Le radicalisme s'oppose ainsi au système aristocratique, qui s'appelle monarchie ou tyrannie selon qu'il est plus ou moins fortement organisé. Au lieu que le socialisme, par exemple, ne s'oppose point directement à la tyrannie politique. Car on peut concevoir un roi qui réaliserait le collectivisme, et sans manquer à sa définition. Les sujets auraient alors l'égalité économique, comme on voit par exemple dans une armée en campagne, où tous les aliments sont communs ; mais ils n'auraient point l'égalité politique. Il est du reste assez clair qu'un pareil système ramènerait bientôt l'inégalité des biens ; mais enfin un socialiste pur peut préférer une autorité forte et non contrôlée, si elle dépouille les riches, à notre radicalisme strict, qui ne limite que les pouvoirs politiques. À quoi les socialistes disent : « Vous combattez dans les nuages, tant qu'il y aura des riches, les riches seront rois. » Il faut répondre par des faits et pouvoir dire : « Il y a des riches ; mais ils ne sont pas rois ». Et je crois que tel est le vrai combat, et la seule tactique efficace ; destituer les riches de tout pouvoir politique, c'est découronner la richesse ; c'est la condamner à se détruire dans les bas plaisirs si elle ne vent se sauver elle-même par la justice.

10 janvier 1912.

La doctrine

I - Doctrine politique

La doctrine : I - Doctrine politique

Propos 73 :

De l'Égalité

Le 18 octobre 1907

[Retour à la table des matières](#)

Qu'est-ce que le droit? C'est l'égalité. Dès qu'un contrat enferme quelque inégalité, vous soupçonnez aussitôt que ce contrat viole le droit. Vous vendez ; j'achète ; personne ne croira que le prix fixé après débat et d'un commun accord soit juste dans tous les cas ; si le vendeur est ivre, tandis que l'acheteur est maître de son jugement, si l'un des deux est très riche, et l'autre très pauvre, si le vendeur est en concurrence avec d'autres vendeurs tandis que l'acheteur est seul à vouloir acheter, si le vendeur ignore la nature de ce qu'il vend, livre rare ou tableau de maître, tandis que l'acheteur la connaît, dans tous les cas de ce genre je dirai que le prix qui est payé est un prix d'occasion. Pourquoi ? Parce qu'il n'y avait pas égalité entre les parties.

Qu'est-ce qu'un prix juste ? C'est un prix de marché public. Et pourquoi ? Parce que, dans le marché public, par la discussion publique des prix, l'acheteur et le ven-

deur se trouvent bientôt également instruits sur ce qu'ils veulent vendre ou acheter. Un marché, c'est un lieu de libre discussion.

Un tout petit enfant, qui connaît mal l'utilité relative des choses, et qui ne règle le prix que sur son désir présent, un tout petit enfant sera l'égal de l'acheteur le plus avisé, si seulement plusieurs marchands offrent publiquement à plusieurs acheteurs la chose que le petit enfant désire. Je n'en demande pas plus. Le droit règne là où le petit enfant, qui tient son sou dans sa main et regarde avidement les objets étalés, se trouve l'égal de la plus rusée ménagère.

On voit bien ici comment l'état de droit s'opposera au libre jeu de la force. Si nous laissons agir les puissances, l'enfant sera certainement trompé ; même si on ne lui prend pas son sou par force brutale, on lui fera croire sans peine qu'il doit échanger un vieux sou contre un centime neuf. C'est contre l'inégalité que le droit a été inventé. Et les lois justes sont celles qui s'ingénient à faire que les hommes, les femmes, les enfants, les malades, les ignorants soient tous égaux. Ceux qui disent, contre le droit, que l'inégalité est dans la nature des choses, disent donc des pauvretés.

18 octobre 1907.

La doctrine : I - Doctrine politique

Propos 74 :

La Raison à quatre pattes

Le 20 juin 1909

[Retour à la table des matières](#)

Le Sociologue dit : « je me méfie de vos idées abstraites, et de votre égalité jacobine. Étudions les faits. Agissons dans les faits. Il est fou de vouloir imposer une justice uniforme par tous pays, sans tenir compte des circonstances. Par exemple l'institution du suffrage universel chez nous a été une erreur. L'esprit public n'était pas préparé à un si grand changement ; de là des tâtonnements, des fautes et un régime bâtard. »

Le vieux Sage répondit : « Ce régime bâtard nous a donné quarante ans de liberté et de paix. Reste maintenant à savoir si les maux politiques dont nous souffrons, puissance des bureaux, faiblesse des ministres, intrigue, corruption, désordres ici et là (je mets les choses au pis), ne résultent pas justement du mépris que beaucoup d'hommes qui passent pour supérieurs montrent pour les idées. Car, par la coalition d'intérêts clairvoyants et de spécialités myopes, toutes les puissances, ou presque toutes, résistent de toutes leurs forces à l'effort démocratique. Le peuple règne et ne gouverne pas. Mais ce sont là des frottements inévitables dans la machine politique. Toute réforme va contre les faits, monsieur le Sociologue; contre les faits, au nom du droit. On peut mépriser les faits, quoi que vous disiez ; on le peut, parce qu'ils ne se laissent jamais oublier. On est toujours assez opportuniste; on est toujours trop peu

radical. Le droit est le droit, et ce qui est juste doit être, voilà la lumière de toute vie humaine ; et je n'ai qu'un regret, c'est d'avoir été trop souvent lâche et paresseux, et d'avoir dit plus d'une fois trop vite : à l'impossible nul n'est tenu. Du jour où je pense à une société juste, je veux formuler le contrat social en termes raisonnables. Or qu'est-ce que c'est que ce contrat que j'irais proposer à un homme : vous vous engagez à obéir, et je m'engage à gouverner ? Tout contrat suppose l'égalité ; ce que je pourrai, vous le pourrez aussi. Ou alors il faut qu'une partie des hommes soit un bétail pour l'autre. »

« L'égalité, dit le Sociologue, n'est pourtant pas dans la nature, ni la justice non plus. »

« Eh ! Qui en doute ? dit le vieux Sage en s'animant. Oui il y a des passions, des désirs, des colères ; il y a des bandits, des voleurs et des orgueilleux. Et c'est contre ces maux-là, justement, que nous faisons société. Non, la justice n'est pas dans les faits. Oui toute la nature, et toute la partie animale de l'homme résistent au droit. C'est justement une raison de vouloir le droit autant qu'on peut et de le réaliser autant qu'on peut, sans s'étonner que les désirs, les ambitions et les craintes aboient tout autour, comme des chiens à qui on arrache un os. Qu'ils grognent autour de moi comme ils grognent en moi-même, cela est assez naturel. Mais que la liaison se mette à quatre pattes, et grogne encore avec eux, c'est un spectacle de Mardi Gras. » Le Sociologue grinçait des dents.

20 juin 1909.

La doctrine : I - Doctrine politique

Propos 75 :

Le Sociologue parle

Le 8 juin 1910

[Retour à la table des matières](#)

Comme on discutait sur l'égalité et la justice, chacun essayant de dire quelle idée il s'en faisait, et comment on pourrait plier les faits selon les idées, un sophiste à lunettes prit la parole : « Je vous trouve étonnants, dit-il ; vous raisonnez comme si l'égalité était plus rationnelle que l'inégalité. Je n'examine point si votre raisonnement est solide et bien conduit ; il me suffit de vous faire remarquer qu'au point de vue de la science sociale, tout ce qui est s'explique par des causes et des conditions, et est par conséquent rationnel. Il y a eu, dans ce pays et dans d'autres, telles inégalités d'institution, monarchie héréditaire, noblesse héréditaire, castes, collèges de prêtres, et autres choses du même genre. Vous n'allez pas soutenir, je pense, que ces inégalités sont tombées du ciel, ou bien qu'elles ont été instituées arbitrairement par quelques individus au détriment des autres. On peut conjecturer à l'avance, et constater, dès que l'on étudie la chose, que ces inégalités furent naturelles, et par conséquent rationnelles, chacune en son temps. À chaque époque il y a, pour une société déterminée, une manière de vivre qui dépend à la fois de la manière dont on vivait antérieurement, et des conditions actuelles de climat, d'agriculture, d'industrie, d'hygiène, de sécurité intérieure et extérieure. À chacune de ces époques il y a une justice, qui est la vraie justice à ce moment-là. Les privilèges du clergé, des nobles, des rois ont été à chaque époque ce qu'ils devaient être, j'entends qu'on doit pouvoir les expliquer par

leurs causes ou leurs conditions, sans quoi il n'y a plus de science. Et du reste la science existe ; elle prouve qu'elle existe en expliquant le plus qu'elle peut, et de mieux en mieux chaque chose. C'est pourquoi je n'entends point comment l'égalité, qui n'a jamais existé, serait plus rationnelle que des inégalités qui ont existé ou qui existent. Le jour où l'égalité existera dans quelque société, si ce jour vient, alors l'égalité sera rationnelle dans cette société-là. »

Après ce discours, ceux qui étaient là ressemblaient à des enfants pris en faute, et se laissaient fasciner par le sophiste à lunettes. À l'exception pourtant d'un homme simple qui se sentait pris intérieurement d'une grande colère, et se disait en lui-même : « Quel cœur d'esclave ! Jean-Jacques, et vous tous, généreux amis de la justice, voilà vos successeurs. Voilà ce que l'on prêche au peuple maintenant. » Mais ces imprécations ne sortaient point, car un homme raisonnable oppose des raisons à des raisons. Toutefois, à la fin, il put jeter dans l'arène une espèce de raisonnement.

« Vous voulez rire, dit-il au Sophiste. Mais je n'arrive pas à rire de bon cœur quand il s'agit de ces idées-là. Parbleu, nous savons bien que tout est explicable et rationnel en un sens. Une voiture qui verse, c'est rationnel pour le spectateur qui veut seulement comprendre. Mais le voyageur qui est dans la voiture voudrait une voiture rationnelle, non un accident rationnel. Et, encore mieux, le constructeur de voitures va-t-il contre la mécanique lorsqu'il veut construire une voiture meilleure ? Il y a donc quelque chose dans votre raisonnement qui ne va pas. » Ainsi parlait-il. Mais cette comparaison grossière fit qu'on haussa les épaules. Hélas ! La science aussi est réactionnaire, dès qu'on lui donne dix mille francs par an.

8 juin 1910.

La doctrine : I - Doctrine politique

Propos 76 :

Croire

Le 4 novembre 1910

[Retour à la table des matières](#)

Un ami me disait hier : « J'admets encore bien que la Justice, ce soit l'égalité. Pourtant j'y vois des obscurités. Car il est très vrai que l'agent aux voitures est là pour s'opposer à l'inégalité ; mais il est vrai aussi que l'agent aux voitures a des chefs auxquels il doit obéissance, et qu'il n'arrivera lui-même à quelque grade supérieur qu'autant qu'il aura montré plus d'intelligence, plus d'attention, plus de décision, plus de probité, plus de courage qu'un autre ; et donc ses avantages naturels lui donneront des avantages d'état ; ce n'est donc plus l'égalité ; pourtant, l'agent, c'est bien la justice. Ainsi la justice serait en même temps, dans ce cas-là, inégalité entre les agents, égalité entre les citoyens. »

Je lui dis : « L'un ne va jamais sans l'autre. Il faut toujours que l'état choisisse les meilleurs et établisse entre eux une hiérarchie, afin de faire régner l'égalité. La hiérarchie n'est ici qu'un moyen ; l'égalité est la fin. Le juge est plus puissant que les justiciables, afin que les justiciables soient égaux devant lui. Il faut dire encore que cette inégalité n'est que dans des fonctions définies ; hors de sa robe et de son prétoire, le juge paie l'impôt comme vous et moi ; et l'agent le fait très bien circuler, sans quoi il y aurait injustice. Et la justice est toujours l'égalité. »

« Je passe, dit-il, là-dessus. Je pose que la justice c'est l'égalité, et je demande : prouvez-moi qu'il faut vouloir l'égalité, qu'il faut vouloir la justice. »

On peut rester court. On peut s'en tirer comme Socrate dans la République de Platon et non sans subtilité, assurément. Comment faire à l'école ? Je crois que nous pouvons simplifier provisoirement notre philosophie, parce que nous touchons là à un sentiment commun très fort, et qui s'éveille par l'exposé des exemples. Il est injuste qu'un enfant soit mieux traité à l'école parce qu'il est plus riche que les autres. Il est injuste que le meunier ne puisse pas plaider contre le seigneur. Il est injuste que l'enfant le plus fort dépouille le plus faible et dise : « Cette casquette est à moi. » Il y a chez presque tous un enthousiasme pour la justice. D'où il vient, s'il est fondé en raison, s'il est un détour de l'intérêt ou de la peur, ce sont de belles questions à débattre ; mais il n'est pas nécessaire que l'on s'y jette tout de suite.

D'autant qu'il faudra bien toujours en venir à quelque affirmation impossible à prouver, comme par exemple qu'il vaut mieux être raisonnable que fou, et qu'il n'est pas agréable d'être esclave, même si l'on mange tout son saoul. Il y a une beauté de la justice, sensible au cœur comme la beauté de la mer. Ce subtil ami qui raisonne si bien se ferait tuer pour la justice. On peut éveiller ce sentiment s'il dort ; on peut y mettre le plus d'intelligence que l'on pourra, c'est très important ; mais enfin il est impossible de tout prouver à la rigueur ; en ce sens il y a quelque chose de religieux dans toute conscience ferme, Pourquoi ne pas le dire ? Pourquoi laisser au prêtre les provinces du cœur ? Il faut laïciser tout l'homme.

4 novembre 1910.

La doctrine : I - Doctrine politique

Propos 77 :

Nul n'est digne du Droit

Le 5 janvier 1914

[Retour à la table des matières](#)

Personne n'est digne du droit. C'est par là qu'il faut terminer toute discussion sur les droits. On dit : « Peut-on laisser des armes à un fou ? » Et cela paraît assez raisonnable, de désarmer le fou. D'autres diront : « Devait-on donner la liberté aux nègres ? Comment en useront-ils ? » Et je rencontre beaucoup d'hommes, et même des femmes, qui diront au sujet des revendications féminines : « Vous n'allez pas donner le droit de vote à ce petit être qui essayait hier la plume la plus haute, et qui essaie aujourd'hui le chapeau le plus bas et le mieux enfoncé, avec un sérieux admirable. Attendons. Les hommes n'ont plus de chapeaux à plumes ni de dentelles, si ce n'est comme insignes du pouvoir. L'homme riche met tout son art à n'être pas remarqué. Quand les femmes en seront là, il sera temps d'égaliser les droits politiques. »

« Les Arabes d'Algérie, disait un autre, sont passablement gouvernés. Vous voulez leur donner des droits ; mais les choses iront-elles mieux ? Ceux qui les connaissent ont des doutes là-dessus, et plus que des doutes. Ne tient-on pas les mineurs en tutelle ? »

« La classe ouvrière, dit-on encore, n'est pas éduquée. On le voit trop par leurs déclamations ; tout cela est sans règle et sans mesure, comme un tumulte d'enfants. Les droits de l'homme sont une belle chose en théorie ; mais on ne laisse pas des allumettes aux petits enfants. Il faut accorder les droits à ceux qui en sont dignes, à mesure qu'ils en sont dignes. Je voudrais de tout mon cœur que les cheminots puissent régler l'horaire des trains, l'éclairage des signaux, et toute la police de leur métier, mais nous n'en sommes pas là. La perfection du droit entraînerait de grandes injustices. Un homme de gouvernement s'aperçoit bientôt qu'il est tuteur et gardien d'enfants. C'est pourquoi, dès qu'ils ont passé par là, vous les voyez bientôt détachés de leurs beaux principes. La République veut trop de vertu peut-être. »

Je pourrais bien me demander aussi, quand je dois de l'argent à quelqu'un et qu'il dépend de moi de le lui rendre : « Qu'en fera-t-il ? Il ira le perdre aux courses ; il boira ; il corrompra les autres. » Mais cette pensée est déjà une faute ; il s'agit de payer. Si l'on ne devait qu'au mérite, quand paierait-on ? Le droit vaut mieux que nous. Le droit est au-dessus des sages ; il le faut, et c'est la plus belle invention des sages. Solon, ayant donné ses lois, s'en alla pour toujours. Il craignait les leçons de l'expérience.

Car il faut juger ces hommes qui voudraient tenir le peuple en tutelle. Ils ont aussi des passions, et bien visibles. Cette folie du luxe, cette soumission aux femmes brillantes, cette éloquence puérile, qui cherche l'applaudissement ; ces lieux communs usés, dans lesquels ils retombent cette injustice dans le détail, qui leur semble naturelle ; ces marchandages, ces services échangés, cette indulgence aux intrigues, cette faiblesse devant les flatteurs ; cet art des grandes affaires, qu'ils apprennent si vite ; enfin cette ivresse de la puissance, que je devine au son de leur voix. Voilà nos sages. Voilà ceux qui prétendent décider si leur peuple est mûr pour la liberté. Mais lisez donc l'histoire. Voyez donc ce que furent presque tous les rois et presque tous les ministres, pendant des siècles. Si les locomotives étaient conduites comme l'État, le machiniste aurait une femme sur les genoux. Nul n'est digne du droit, voilà le fondement du droit,

5 janvier 1914.

La doctrine : I - Doctrine politique

Propos 78 :

Le troisième Pouvoir

Le 12 juillet 1910

[Retour à la table des matières](#)

Je connais un certain nombre de bons esprits qui essaient de définir la Démocratie. J'y ai travaillé souvent, et sans arriver à dire autre chose que des pauvretés, qui, bien plus, ne résistent pas à une sévère critique. Par exemple celui qui définirait la démocratie par l'égalité des droits et des charges la définirait assez mal ; car je conçois une monarchie qui assurerait cette égalité entre les citoyens ; on peut même imaginer une tyrannie fort rigoureuse, qui maintiendrait l'égalité des droits et des charges pour tous, les charges étant très lourdes pour tous, et les droits fort restreints. Si la liberté de penser, par exemple, n'existait pour personne, ce serait encore une espèce d'égalité. Il faudrait donc dire que la Démocratie serait l'Anarchie. Or je ne crois pas que la Démocratie soit concevable sans lois, sans gouvernement, c'est-à-dire sans quelque limite à la liberté de chacun ; un tel système, sans gouvernement, ne conviendrait qu'à des sages. Et qui est-ce qui est sage ?

Même le suffrage universel ne définit point la Démocratie, Quand le pape, infail-
libile et irresponsable, serait élu au suffrage universel, l'Église ne serait pas démocratique par cela seul. Un tyran peut être élu au suffrage universel, et n'être pas moins tyran pour cela. Ce qui importe, ce n'est pas l'origine des pouvoirs, C'est le contrôle continu et efficace que les gouvernés exercent sur les gouvernants.

Ces remarques m'ont conduit à penser que la Démocratie n'existe point par elle-même. Et je crois bien que dans toute constitution il y a de la monarchie, de l'oligarchie, de la démocratie, mais plus ou moins équilibrées.

L'exécutif est monarchique nécessairement. Il faut toujours, dans l'action, qu'un homme dirige ; car l'action ne peut se régler d'avance ; l'action c'est comme une bataille ; chaque détour du chemin veut une décision.

Le législatif, qui comprend sans doute l'administratif, est oligarchique nécessairement ; car, pour régler quelque organisation, il faut des savants, juristes ou ingénieurs, qui travaillent par petits groupes dans leur spécialité. Plus la société sera compliquée, et plus cette nécessité se fera sentir. Par exemple, pour contrôler les assurances et les mutualités, il faut savoir ; pour établir des impôts équitables, il faut savoir ; pour légiférer sur les contagions, il faut savoir.

Où est donc la Démocratie, sinon dans ce troisième pouvoir que la Science Politique n'a point défini, et que j'appelle le Contrôleur ? Ce n'est autre chose que le pouvoir, continuellement efficace, de déposer les Rois et les Spécialistes à la minute, s'ils ne conduisent pas les affaires selon l'intérêt du plus grand nombre. Ce pouvoir s'est longtemps exercé par révolutions et barricades. Aujourd'hui, c'est par l'Interpellation qu'il s'exerce. La Démocratie serait, à ce compte, un effort perpétuel des gouvernés contre les abus du pouvoir. Et, comme il y a, dans un individu sain, nutrition, élimination, reproduction, dans un juste équilibre, ainsi il y aurait dans une société saine : Monarchie, Oligarchie, Démocratie, dans un juste équilibre.

12 juillet 1910.

La doctrine : I - Doctrine politique

Propos 79 :

Les Pouvoirs naturels

Le 31 mai 1914

[Retour à la table des matières](#)

Quand on dit que les Pouvoirs, en démocratie, sont choisis par le suffrage, on simplifie trop. On oublie que la Société avec ses pouvoirs est un produit de nature comme les plantes et les animaux. « Comme la bruyère a toujours été lande, a dit un philosophe, ainsi l'homme a toujours été société. » Chaque société est donc comme une donnée ; sa structure dépend de la nature humaine, et d'abord des lois biologiques, selon lesquelles on mange, on s'abrite, on dort, on fait des enfants, on produit, on désire, on aime, on hait, on craint ; aussi, par suite, du sol et du sous-sol, des sources, des fleuves et de la mer, des vents, des pluies et des saisons. Chaque société a sa grandeur propre, ses forces, son tempérament et ses humeurs.

De même, chaque homme y trouve sa place, selon ses moyens, selon ses passions, selon son courage. L'un est usurier, l'autre avocat, l'autre comptable. L'un commande et l'autre obéit. Ce groupement ne suppose point du tout que chacun pense à la chose publique ; au contraire l'arrangement des forces se fait pendant que chacun cherche sa nourriture, ses amis, sa sécurité, ses amours, ses plaisirs, sa gloire. Toute constitution tient compte de ces choses, par nécessité, et même les rois absolus. Colbert est un produit de nature, comme Jean-Bart, comme Jacquard, comme Buffon, comme Pasteur, comme Berthelot. Vouloir que le suffrage universel crée de toutes pièces, et par

des opinions, le groupement et l'arrangement qui correspond à la géographie et à tel moment de l'histoire, c'est trop demander. La loi de pesanteur n'est pas mise aux voix ; seulement on invente des leviers, des plans inclinés, des poulies, des monte-charge, enfin des stratagèmes pour vaincre la pesanteur en lui obéissant.

Il n'y a point de raison pour que l'homme nie et repousse la structure sociale où il est né et dans laquelle il se trouve engagé. Il n'y a point de raison non plus pour qu'il la considère comme tout à fait invincible. Il y a toujours des puissances, j'entends des riches, des intrigants, des ambitieux. Cette loi, si en l'acceptait les yeux fermés, aurait bientôt concentré la tyrannie, comme on l'a vu tant de fois ; et l'on voit que, de notre temps, ces puissances naturelles se reforment sans cesse, et non pas selon des forces matérielles, mais selon des forces sociales, qui sont des opinions. Le crédit, l'autorité, la majesté, dépendent des opinions. Et les opinions dépendent aussi d'opinions. Contre la crédulité, qui est ici la loi naturelle, l'homme a inventé la libre circulation des opinions, que le suffrage universel représente symboliquement. Car, comme chacun se règle toujours trop sur ce qu'il croit être l'opinion commune, il est utile que chacun dise son opinion à lui, dans le secret, avant de connaître celle du voisin ; et ces éclairs d'opinion commune sont le seul remède que l'on ait trouvé contre la crédulité commune. Le suffrage est donc directement contre les abus de pouvoir. Par exemple, la loi de trois ans, par l'art des puissances, art tout à fait instinctif d'ailleurs, produit mécanique d'intérêts et de passions réunis au centre, se présentait, dans l'imagination commune, comme acceptée et même voulue par presque tous. Il suffit que l'opinion privée et secrète, soudainement rendue publique, ne le confirme point. Aussitôt, les pouvoirs s'organisent autrement, car ils vivent d'opinions. Et faites attention à ceci que la Proportionnelle voudrait régler l'opinion privée et secrète sur l'opinion publique. Telle est la meilleure arme des pouvoirs présentement ; on le voit bien aux manœuvres de M. Charles Benoist, de l'Institut.

31 mai 1914.

La doctrine : I - Doctrine politique

Propos 80 :

Les Pouvoirs et la Démocratie

Le 10 juin 1914

[Retour à la table des matières](#)

Dire que le Peuple a le Pouvoir dans un régime démocratique, c'est parler sans rigueur, et c'est penser mollement ; les déceptions suivent ; car dans le fait il est trop clair que le peuple exerce tout au plus une fonction de contrôle sur des pouvoirs préexistants.

Auguste Comte, qui a médité là-dessus avec attention et sans préjugé, veut que l'on regarde en face une vérité de nature, c'est que chaque individu gouverne selon sa force propre. L'un est habile à diriger la chasse ou la guerre ; c'est sa force propre qui le met au gouvernement. Un autre sait faire des plans, des comptes et des provisions ; autant qu'il s'agit de travaux et d'industrie, il règne aussi par sa force propre. Un autre sait juger les hommes, les persuader, les deviner, les diviser, les tromper ; c'est encore une force, et qui définit sa puissance comme administrateur ou policier. Un homme sait composer des pièces de théâtre ; il règne par là. Et il est bien rare qu'un homme n'exerce pas toute sa puissance, et ne l'étende pas aussi loin qu'il peut ; ne comptez pas là-dessus.

À quoi on vient dire que la force collective est toujours bien supérieure à n'importe quelle force individuelle. Oui, pour briser, pour tuer, sans aucun art, comme on voit que font les foules en fureur. Mais dès qu'il s'agit de faire quelque chose, la puissance se montre. Et non point parce qu'on la laisse se montrer, non point parce qu'on la laisse usurper, mais bien parce qu'elle est la puissance. Si je compte mieux, je suis maître des comptes ; si j'organise mieux, je suis maître d'industrie. Et les faits de l'inégalité traduisent l'action inévitable des puissances.

Auguste Comte veut que l'on accepte virilement cette condition, qui est parfaitement en harmonie avec les conditions générales de notre vie sur cette planète. Partout, dit-il, le supérieur suppose l'inférieur. Nous qui pensons, nous dépendons du soleil, du vent, d'une pierre, qui ne pensent point. Nous devons nous soumettre d'abord à l'ordre extérieur, quoiqu'il n'ait aucune dignité, nous y soumettre afin de le modifier. Pourquoi en serait-il autrement de l'ordre social, qui est un fait de nature ? « On ne modifie, dit-il, qu'un ordre préexistant. » Bref, le rôle de la pensée, à ses yeux, consiste à modifier l'ordre, non à le créer.

Je me représentais ces rapports lorsque je voyais tous ces temps-ci de quelle manière la revendication populaire modifie les pouvoirs. Car elle ne les crée pas. Le suffrage populaire ne peut changer le classement des polytechniciens. Je vois que tel homme, par sa puissance propre, sera inspecteur des finances et ensuite directeur, sans que le peuple s'en mêle. Je vais trop loin. Le peuple s'en mêlera si le concours est faussé, si les compositions sont connues d'abord de quelques-uns ; mais, par cette surveillance d'ordre moral, et qui agit seulement en révélant le désordre, les pouvoirs réels sortiront, mieux choisis, et plus forts par conséquent. Et cela n'empêchera pas les abus, car il ne se peut point que les hommes n'aient pas de passions, et n'abusent pas de leurs pouvoirs, même légitimes. Où donc se trouve enfin la puissance populaire ? Selon notre Auguste Comte, dans le blâme seulement. Et il ne faut point rire et dire que ce n'est pas grand chose ; car n'importe quel tyran veut être adoré ; et plus il a de passions, plus c'est vrai, et mieux nous le tenons, si nous savons ne pas adorer la puissance.

10 juin 1914.

La doctrine : I - Doctrine politique

Propos 81 :

Le corps sans tête

Le 25 avril 1924

[Retour à la table des matières](#)

Il y a moins de superstition, plus de science, plus de prudence, plus de douceur; les choses devraient aller bien mieux, et vont bien mieux en effet, si l'on regarde aux individus. Le passant est un homme avec qui l'on peut vivre ; l'agent de même ; et le ministre aussi est un brave homme. Tout cela pris ensemble fait une sorte de sauvage. Pourquoi ? Parce que nous imaginons que Léviathan est à notre image. Mais point du tout. Léviathan est une brute puissante, avec un fort petit crâne.

La structure d'un État fait que les forces sont aisément rassemblées, et encore multipliées ou mieux délivrées par l'imitation. Cent mille hommes marchant ensemble font un prodigieux animal, également propre à faire et à défaire, et qui laisse de grandes traces sur la terre. Dans le fait cette puissance de coopération vient souvent à détruire ce qu'elle a fait, comme Hercule enfant brisait ses jouets et son berceau, sans le vouloir, et seulement par le jeu des muscles. Il faudrait écrire l'histoire du prince Trop-Fort, qui arracherait les portes, enfoncerait les murs, écraserait dix hommes pour en sauver un, en bonne intention, par trop d'effet. D'où l'on comprendrait qu'il faut une proportion entre les pensées et les forces. L'homme est ainsi bâti qu'il peut arriver à la sagesse, comme en un Platon large d'épaules. L'erreur serait d'attendre la même sagesse d'un grand État. Au mieux il n'y aurait qu'une toute petite tête pour ce

grand corps. Mais c'est pire. En tout État, les Conseils gouvernent ; et, sous un roi absolu, les Conseils sont souvent formés contre le bon sens. Mais quand les conseils seraient formés des plus sages, cela n'avancerait guère. Les forces se multiplient par l'imitation, mais non point la pensée.

L'homme pense en solitude et silence, devant les choses seulement. Dès que les hommes pensent en réunion, tout est médiocre. Pourquoi ? Parce que le souci de persuader et l'ardeur de contredire vont contre toutes les règles de l'investigation. On sait que les discussions égarent le jugement ; mais, quand on jure de s'accorder, quand l'union, toujours sacrée, est prise comme règle au-dessus du vrai ou du faux, on voit régner alors une sorte de folie qui est fanatisme. Et l'immense force de l'État ne manque pas de suivre. Mais ce n'est pas assez dire. L'immense force précède toujours, et développe ses effets selon sa tension propre, comme un gaz pressé qui s'échappe par le plus faible passage. Et telle est bien l'action animale, autant que nous pouvons savoir. Toute mâchoire broie selon sa force. Ainsi l'armée fera la guerre, parce qu'elle est l'armée ; la pensée suit, transformant toujours les actes en décrets et la victoire en droit. L'irréparable est le vrai, en cette Raison d'État qui serait mieux nommée Folie d'État ou Passion d'État. Les opinions officielles sont toutes fausses démesurément au regard de la contemplation ; elles ne sont vraies que par la force. De là cette effrayante politique, souvent conduite, si l'on peut ainsi dire, par des hommes inoffensifs, et qui va toujours à frapper au lieu de prouver. D'où l'on voit qu'il ne faut pas moins que les jugements secrets et libres des citoyens pour modérer l'État ; et c'est ce que le Suffrage réalise assez bien, mais sous la condition, étonnante à première vue, et scandaleuse aux yeux des politiques, que l'électeur ne soit pas Homme d'État du tout.

25 avril 1924.

La doctrine : I - Doctrine politique

Propos 82 :

Contagion

Le 28 juin 1913

[Retour à la table des matières](#)

L'électeur décidera de tout. Mais il devra y penser d'avance, dans le secret. La vie publique est dominée par les audacieux et par les brutaux. Les citoyens raisonnables ne sifflent point ; en revanche ils sont heureux d'acclamer ; il suffit que les formules soient nobles, et elles le sont toujours. Aussi, tant que les cris de la rue expriment seuls la pensée populaire, tout est conduit par les audacieux et par les brutaux. Imaginez un gouvernement qui réagirait contre l'agitation belliqueuse et qui poserait que la loi de deux ans est comme une Charte Républicaine, que l'on peut compléter, que l'on peut amender, mais qu'il faut respecter par principe, par égard pour ceux qui travaillent, et en même temps pour affirmer clairement au dehors une politique strictement défensive. Supposons cela. Nous verrions les réactionnaires s'agiter bien autrement qu'ils ne font. Il faudrait gouverner et inaugurer sous les sifflets et les huées. Il n'y aurait que les socialistes en corps pour acclamer les courageux radicaux. Mais il faut dire que les socialistes iraient là sans enthousiasme, et aussi que les radicaux ne seraient pas réchauffés assez par ces clameurs un peu trop révolutionnaires. D'autant qu'il faut respecter la liberté de ceux qui sifflent, ou faire la guerre des rues, ce qui effraie tous les pacifiques. Les pacifiques resteront chez eux, et les acclamations seront gâtées par les sifflets. Combien faut-il de siffleurs pour faire tomber une pièce ? C'est l'Imagination qui règle ces choses. Ainsi les ministres et la foule de leurs amis auront malgré tout l'idée que, partout où les pouvoirs se montrent,

les fêtes publiques sont compromises, et la révolution envahit la rue, car les cris les plus désagréables restent vissés dans les oreilles.

Par ces causes, toute politique qui se règle sur les bruits de la rue est finalement tyrannique et belliqueuse. Rappelez-vous encore une fois l'affaire Dreyfus. N'aurait-on pas dit que les républicains étaient écrasés, justement quand ils touchaient à leur plus éclatante victoire? Les élections, depuis, ont toujours étonné même les plus optimistes. Mais la politique qui a suivi a souvent étonné même les plus pessimistes. Disons en résumé qu'un petit nombre de réactionnaires, si leur puissance est comme nulle le jour des élections, ont une puissance démesurée tout le reste du temps.

Il faut comprendre ces choses. Car sans doute l'électeur n'arrive jamais à aimer la tyrannie ; mais il peut être amené à l'accepter, s'il la croit forte. Si les journaux, si la rumeur, si les échos, si puissants dans la politique quotidienne, s'accordent pour mépriser, Pour écraser, pour négliger ses opinions les mieux assurées, alors il peut éprouver les symptômes d'une déroute intérieure, et accepter enfin ce qu'il croit être un changement de l'esprit public comme il accepte le vent et la pluie. Une longue expérience, quand elle est contraire, use les idées ; ce sont alors comme des plantes sans soleil. Il faut avoir une tête de fer pour résister à la contagion. Il faut être bien attentif, au milieu de désapprobations importantes, bruyantes, orgueilleuses, pour saisir à droite et à gauche un clin d'œil, un mouvement de physionomie qui signifie approbation, alliance, invincible résolution. Tous les docteurs annoncent pour les élections prochaines un vrai massacre des radicaux avancés. J'en ris. Mais il importe que l'électeur n'aille pas croire tous ces mauvais prophètes. Il ne s'agit pas ici de croire ou d'attendre, mais de vouloir.

28 juin 1913.

La doctrine : I - Doctrine politique

Propos 83 :

L'opposition

Le 30 mars 1912

[Retour à la table des matières](#)

Évidemment les docteurs de la Politique conçoivent la République à leur manière, qui n'est pas celle de l'électeur. Et je dis l'électeur, sans distinguer entre les partis ; car l'électeur, dès qu'il est électeur, et librement électeur, est républicain, au sens où j'entends ce mot. Il n'y a pas un électeur qui soit disposé à s'abandonner à un homme d'État, c'est-à-dire à laisser aller les dépenses sans contrôle, les opérations de police sans garantie, et les affaires extérieures selon la fantaisie d'un premier ministre.

Dès qu'il y a confiance chez l'électeur, comptez que c'est indifférence ou résignation ; c'est qu'alors il se juge trop petit et trop loin du centre, ou bien qu'il juge ses compatriotes trop paresseux, trop ignorants, trop faciles à tromper ; alors il se livre à un maître capable de faire régner une espèce d'ordre, ou bien il s'abandonne à l'enthousiasme et à la politique belliqueuse. Mais dans ces cas-là il abdique. Dès qu'il n'abdique pas, dès qu'il s'intéresse réellement aux affaires publiques, alors il y veut la clarté, la sincérité, la probité, le contrôle. Bref il se défie de ses maîtres, au moment où il accepte de les louer ou de les blâmer, de les soutenir ou de les renverser. Cela est inévitable. Toute fonction de contrôle, dès qu'on y pense, fait naître le doute et la défiance. C'est pourquoi l'exercice même du métier d'électeur devait faire naître et grandir l'esprit radical, et dans tous les partis. Quand vous voyez un homme de la droite ou un modéré demander des comptes aux ministres que nous avons maintenant,

vous ne pouvez pas penser que ce soit par le désir de les renverser, car ils ne peuvent pas espérer mieux. Ils montrent seulement le véritable esprit d'opposition, qui est l'esprit républicain même, et qui consiste à faire sentir aux gouvernants le droit des électeurs et la puissance du peuple.

Aussi jamais vous ne ferez comprendre à la masse électorale qu'elle doit donner sa confiance à un parti, ou bien à un autre, de façon que l'on ait, après un compte exact des voix, un gouvernement fort et incontesté. Non point. L'électeur ne choisit point un roi ; il choisit un contrôleur capable d'exprimer sans faiblesse les volontés, les réclamations, les critiques de la masse. Et remarquez que, partout où l'on combat un radical, on le présente toujours comme un esclave du gouvernement, ce qui revient à dire qu'on ne le juge pas assez radical. Et il n'y a pas dix circonscriptions en France où l'on ait la moindre chance d'être élu en disant : « Je suis pour un gouvernement fort, juge de ses secrets, maître de ses dépenses, et qui puisse se moquer de la Cour des Comptes, de la Commission du budget et des interpellations. »

30 mars 1912.

La doctrine : I - Doctrine politique

Propos 84 :

Défiance

Le 13 juillet 1921

[Retour à la table des matières](#)

Quelle que soit la Constitution, dès que les citoyens se laissent gouverner, tout est dit. Auguste Comte signalait comme métaphysique toute discussion sur l'origine des pouvoirs. Effort mal dirigé. Les hommes ne sont point ainsi bâtis qu'on puisse en faire deux groupes, dont les uns ne mériteraient aucune confiance, tandis que les autres la mériteraient toute. De même on ne peut distinguer parmi les hommes les guerriers et les pacifiques ; c'est le même homme qui fait la guerre et qui la maudit ; et souvent il la loue et il la maudit dans la même phrase, et en quelque sorte du même geste. La grande affaire, pour moi citoyen, n'est pas de choisir quelque ami de la paix pour négocier, transiger, traiter en mon nom selon le droit et selon le bon sens, mais bien d'empêcher que le chef, quel qu'il soit, prépare la guerre. Et le plus pacifique des hommes préparera et décidera la guerre s'il ne sent pas à chaque instant une énergique résistance. Les exemples ici abondent et se présentent d'eux-mêmes à l'esprit de chacun. Combien d'hommes m'ont déçu ! Combien d'amis, même ! On pourrait dire que tous les amis de la paix ont trahi. Mais c'est mal parler. Regardez bien ; ils se sont orientés selon le pouvoir qu'ils avaient ; tout commandement est guerre, par l'attitude, par l'entraînement, par le son de la voix.

Mais revenons aux individus. Si je déshabille un général, je trouve un homme ; et quand je le disséquerais, et quand nous serions mille fois plus savants que nous ne sommes, je suis sûr que nous ne trouverons en sa structure aucune fibre, ni aucune bosse, ni aucun composé chimique, qui soient spécialement militaires. En cet animal étalé ici et ouvert comme un livre sur la planche à disséquer, j'aperçois le mécanisme de la peur, qui consiste en ceci que tous les muscles, à la première alerte, se tendent, se contrarient, renvoient le sang au ventre, étranglent la vie. J'aperçois encore sans peine un mécanisme qui corrige le premier, et qui est l'irritation ; toute action réveillant tout et s'excitant elle-même, par le jeu des muscles, des nerfs et du sang, voilà un animal que nul danger n'arrêtera plus, s'il est une fois parti. Mais comme la fatigue et l'engorgement suivent inévitablement toutes ces agitations, et comme le plus enivrant plaisir est sans doute de se sentir dormant et éliminant, je prédis que la paresse sera la loi suprême de cet organisme, si puissant qu'on le suppose. Voilà pour l'animal. Maintenant, d'après ce gros crâne, d'après ces yeux, et d'après ces mains, je prévois une immense variété de perceptions et de souvenirs, ce qui, combiné avec les principaux mouvements animaux, expliquera assez toutes les passions humaines, toutes les sottises, et toutes les vertus. En tout cela je ne le crois ni plus pauvre que vous et moi, ni plus riche. J'ai eu la chance, où il entre un peu de sagesse, de n'être pas officier ; mais j'avais tout ce qu'il fallait pour l'être, soyez-en sûr ; et vous de même.

Que la vigilance ne se délègue point, c'est ce dont je suis le plus assuré. Qu'un galon ou une fonction changent aussitôt l'homme, et lui montrent un autre univers, j'en ai vu des preuves étonnantes. Au reste je ne vois ni ne soupçonne, en ces changements, aucune espèce de ruse ; l'homme est de bonne foi et ingénu toujours ; naïf comme un héros d'Homère ; je me le répète, je me le prouve et je me l'explique tous les jours, mais je n'en suis pas encore assez assuré. Semblable aux enfants, et ingénu moi-même en cela, je voudrais mettre en prison tous les méchants, et les bons sur le trône. Mais à peine aura-t-il la perruque et le manteau royal qu'il sera Louis XIV, c'est-à-dire infatuation et sottise sans mesure ; c'est pourquoi je veux le contrarier ; il faut que je le contrarie sans cesse si je ne veux point le haïr. Oui, mon cher ambassadeur, vous serez roi et vous ne serez point sot, pourvu que nous soyons vigilants. Et vous sourirez à ce peuple difficile.

13 juillet 1921.

La doctrine : I - Doctrine politique

Propos 85 :

Les Pouvoirs s'entendent

Le 27 juin 1922

[Retour à la table des matières](#)

Pourquoi n'essaierait-on pas de comprendre aussi la politique? Comprendre est bon, et donne toujours quelque prise. Or comprendre la politique ce n'est pas, selon mon opinion, comparer entre eux les systèmes, et choisir le meilleur si l'on peut ; c'est plutôt comprendre les actions et réactions qui s'exercent entre le pouvoir gouvernant et les masses gouvernées. Or je soupçonne que ces actions et réactions ne dépendent pas autant qu'on croit du système politique. Par exemple je crois que les masses gouvernées peuvent jouir de droits très étendus aussi bien sous un roi ; mais, en ces matières, ce qui est établi est faux, j'entends qu'une liberté sur laquelle on se fie est aussitôt perdue, par cette loi que tous les pouvoirs sans exception s'étendent par leur nature, et ne pensent jamais qu'à s'étendre ; en sorte que, dès que la résistance des gouvernés ne s'exerce plus, par cela seul l'arbitraire les tient ; car la loi ne fait rien, la loi n'est pas un être. Ces vérités sont connues, mais on n'en fait guère l'application.

Or les pouvoirs s'étendent et s'enracinent aussi bien dans une république, et peut-être mieux qu'ailleurs. Pourquoi ? Parce que l'on a, à portée de la main, les moyens de les resserrer et réduire, ce qui rend paresseux. Ajoutons qu'il est vrai, dans n'importe

quel régime, que les pouvoirs pensent toujours à gouverner, au lieu que les citoyens ne pensent pas toujours à résister. Ainsi les pouvoirs ne pensent jamais qu'à diriger les journaux, par menaces ou promesses, par faveur ou mauvaise grâce ; mais qui donc pense à sauver la liberté des journaux ? Le journaliste en général n'y tient pas beaucoup et le lecteur n'y pense jamais. Au temps de l'affaire Dreyfus, les citoyens se demandèrent d'abord si Dreyfus était coupable ou non, au lieu de se demander si l'opinion était encore en mesure, le cas échéant, de manœuvrer contre les pouvoirs, ce qui était la vraie question. De même aujourd'hui, les citoyens se demandent quelle est la meilleure conduite à tenir soit à l'égard des vaincus, soit à l'égard des alliés, au lieu de se demander si le parti que prennent là-dessus les pouvoirs, dès que l'on se fie à eux, n'est pas toujours le plus favorable aux pouvoirs eux-mêmes, et le plus dangereux pour les citoyens.

Le jeu est difficile. Les socialistes ne le jouent qu'indirectement, parce qu'ils considèrent qu'une autre organisation nous donnerait des gouvernants raisonnables ; mais il n'y a point de gouvernants raisonnables. Le bonheur de commander, le besoin d'argent et l'opinion des cercles élégants agiront toujours si le peuple s'endort. En revanche la tyrannie des militaires, des académiciens et des banquiers prendra fin aussitôt si la masse des citoyens résiste. Le malheur est que le citoyen, semblable à un bon écolier, se met sincèrement au travail pour discerner le vrai et le juste dans chaque chose ; d'Amérique en Russie, de Turquie en Silésie, de Change en Exportation, il voyage en esprit, et s'irrite de n'arriver à rien. Sur quoi je dis : « À chacun son métier. » Par exemple l'agent aux voitures est parfait tant qu'il ne prend pas son propre pouvoir comme fin, et le préfet de police de même. Et si vous considérez la chose avec attention, vous apercevrez que nous donnons pouvoir à ces hommes utiles et éclairés justement contre tous les pouvoirs de fait ; mais ils ne garderont cet étroit chemin, que s'ils sont bien assurés que l'Académie ni la banque ne peuvent rien pour eux ni contre eux. C'est pourquoi la politique radicale a contre elle tout ce qui compte ; à cette seule marque on la reconnaît, sans erreur possible.

27 juin 1922.

La doctrine : I - Doctrine politique

Propos 86 :

De l'Autorité

Le 22 septembre 1922

[Retour à la table des matières](#)

On feint de croire que la multitude tyrannise ; mais dans le fait c'est toujours un petit nombre d'hommes qui tyrannise. Ce qui est donné dans l'expérience, en tous pays, c'est un colonel qui fait marcher un régiment. Que ce colonel soit le maître du domaine, ou le directeur de l'usine, ou le grand banquier, ou l'éloquent curé, il est toujours vrai que le plus grand nombre naît homme de troupe, subit l'autorité, et ne l'aime point. Nul ne se trompe sur le maître; nul ne croit que le maître aura égard, comme le montre la sagesse des fables, qui là-dessus n'a jamais varié ; mais cette même sagesse conseille aussi la prudence. Dans le fait les révoltés n'ont jamais pu que changer de maîtres, et encore après des maux évidents qui s'ajoutent à la misère séculaire. Voilà comment l'expérience instruit le pot de terre, ou le cheval qui veut se venger du cerf. C'est déjà une raison pour que celui qui prêche contre les puissants soit considéré avec défiance.

Il y a mille autres raisons qui s'ajoutent à celle-là, dès que l'on réfléchit. Car il y a une part de l'autorité qui est certainement utile et bonne, comme on voit par le gendarme ou par l'agent aux voitures. Il y a le savoir aussi, qui fait autorité ; il faut un architecte au-dessus du maçon, et un calculateur au-dessus des matelots. Et la

richesse aussi fait autorité, car chacun veut régner sur ce qu'il a, et la clameur des propriétaires est aussitôt entendue. Ainsi les pouvoirs sont armés d'opinions raisonnables. Et le mécontent même apprend à se taire, parce qu'il y a d'autres mécontents, qui sont paresseux, envieux, ivrognes, débauchés, avec qui l'on ne veut point être. Toutes ces causes ensemble font que l'édifice de l'oppression est admirablement solide, et le sera toujours.

Que la méthode d'acclamation soit la pire, c'est ce que le moindre homme de peine trouvera à dire. Les réunions où l'on acclame sont toujours en même temps des sortes de fêtes, où le contentement est d'institution, et commandé déjà par le costume, et les drapeaux. Les amères pensées sont coulées à fond ce jour-là ; la revendication y ferait scandale. Ainsi l'acclamation confirme les maîtres. Le plébiscite non moins. L'expérience a fait voir et fera voir que les maîtres acceptés ou choisis sont souvent plus hardis que les autres à commander, jusqu'à exiger ce qui semble impossible, et l'obtenir. Louis XIV n'aurait point rêvé de tenir tout son peuple aux tranchées.

Je comprends que les tyrans aient en horreur le suffrage universel et secret, car c'est le bon moyen. Par là se fait jour, et de la plus simple façon, un sentiment général de contentement ou de mécontentement, qui agit aussitôt sur les pouvoirs, par l'expression seulement, comme on peut voir chaque jour chez nous. Et à vrai dire, selon la pensée des politiques, il devait plutôt décider pour l'avenir, et choisir une réforme ou une autre ; mais le bon sens populaire a fait un tout autre usage des partis et des programmes, et toujours a prononcé contre une certaine politique jugée d'après les effets, et contre des pouvoirs existants ; toujours par négation, comme il convient à des hommes qui n'ont point pour métier de gouverner. Bien mieux, ce système, par une conséquence que les politiques n'avaient pas prévue, a porté jusqu'aux plus hauts pouvoirs l'opposition même à tous pouvoirs. Le Non populaire a régné avec Waldeck et Combes. Sans rien résoudre, mais non sans repousser énergiquement les solutions dont il ne voulait point. Ainsi sera la paix, par négation de la guerre, et la justice, par négation de l'injustice. Car ce n'est point l'affaire de l'électeur d'administrer, ni d'organiser, ni de négocier. Et c'est la malice de l'administrateur que de dire : « Prenez ma place, et faites mieux. » Mais le peuple apprendra à dire : « Gardez votre place, et faites mieux. »

22 septembre 1922.

La doctrine : I - Doctrine politique

Propos 87 :

Le Suffrage secret

Le 7 novembre 1923

[Retour à la table des matières](#)

Ce que redoutent les tyrans, c'est le suffrage secret. Mais que peuvent-ils contre le suffrage secret? Distribuer des bulletins et suivre l'électeur des yeux? Cela s'est fait longtemps, mais c'est ce que l'opinion ne supporte plus. Les tyrans eux-mêmes n'avoueront point ce que pourtant ils pensent tous, c'est qu'ils ne reconnaissent pour opinion que l'opinion avouée, autant dire l'opinion forcée. L'art de tyranniser est d'obtenir une approbation publique, en faisant jouer la pudeur et la politesse. Puisqu'il est convenu, et très raisonnablement chez nous, que le chef de l'État n'est point exposé aux sifflets ni aux interruptions, il doit parler prudemment et par lieux communs, ou bien il n'est pas juste.

Un terrassier porte son opinion comme il porte son large pantalon de velours, sa ceinture de flanelle et sa pelle. C'est que cet homme fort ne s'inquiète pas de savoir s'il plaît ou déplaît. Mais tout ce qui est bourgeois vit de plaire, ou tout au moins de ne pas déplaire. Le costume bourgeois lui-même détourne de chercher bagarre. La conversation bourgeoise est de repos, quand elle n'est pas de précaution. Ceux qui tyrannisent sur les opinions ont donc d'immenses avantages. Dès qu'ils font voir un visage orageux ou offensé, on n'insiste point.

Il peut arriver qu'un médecin juge les pouvoirs avec clairvoyance, devine le jeu des tyrans, et vote enfin pour quelque joueur qui lui ressemble. Mais, en présence d'autres bourgeois qu'il connaît mal, ou qu'il connaît trop, pressé encore par le temps, et pensant à son métier, ou bien cherchant un court moment de détente et d'agréable concorde, il n'engagera pas de controverse. D'où une modération d'apparence, et qui est, en vérité, de costume. Un employé, un fonctionnaire, un marchand n'ont pas moins de raisons de se montrer agréables. Sans compter que l'art de discuter est difficile, et que l'on peut craindre ses propres passions. On voit ici bien clairement que ceux qui admettent la contradiction, et même la cherchent, ont bien moins de puissance sur l'opinion avouée que ceux qui reçoivent la contradiction comme une offense. Un homme simplement poli ne fait rien pour l'un et fait beaucoup pour l'autre. Ainsi tout irait au gré des violents si l'on gouvernait d'après la rumeur des conversations. Et cela ne se fait que trop, après que les urnes ont décidé. C'est alors que les cercles élaborent des programmes étonnants, sous l'œil atrabilaire. Admirable, alors, s'il reste encore un peu de citoyen dans le député. Si les électeurs ne regardent point là, avant, pendant et après, toutes les entreprises contre la liberté réussiront, par cette tempête peu à peu soulevée de l'opinion publique contre l'opinion privée. Or je ne vois point cette idée ressortir ; je n'entends et je ne lis que des Hommes d'État, petits et grands. Le citoyen pense-t-il assez à se défier des Hommes d'État, petits et grands ?

7 novembre 1923.

La doctrine : I - Doctrine politique

Propos 88 :

L'Opinion muette

Le 18 juillet 1923

[Retour à la table des matières](#)

Monologue du Politique : « Il fallait les garder tous en main, comme la ligue des Chefs de Section l'a bien senti. Ainsi pris dans la troupe organisée, l'homme de troupe pense bien, ou plutôt il pense comme il agit. Je sais bien qu'il reste, même alors, à l'intérieur de l'homme, un mauvais ferment d'opposition ; mais le chef peut l'ignorer, et même doit l'ignorer. Les opinions non formulées ne comptent pas. Les opinions non avouées ne comptent pas. Personne ne penserait à faire voter les hommes de troupe au scrutin secret sur l'opportunité d'une attaque ; et pourtant ils consentent à l'attaque, et même joyeusement, sans quoi il n'y aurait point d'attaque. Les sociologues le disent bien ; l'homme, dans les instants d'accord, de cérémonie et d'effervescence, n'a point les mêmes opinions que lorsqu'il réfléchit à part soi. Le suffrage universel est de fait, et même sous le tyran ; il faut toujours que les citoyens consentent et acclament ; et au fond tout dépend des plus pauvres ; l'énergie se trouve par là. C'est le scrutin secret qui est une erreur. J'en viens quelquefois à me demander si le suffrage restreint, avec le secret, ne serait pas pire que le plébiscite par acclamation.

« On peut gouverner avec des partis. Le parti impossible s'est compté cent fois ; il ne peut rien. Les autres viendront toujours à parler le langage du gouvernement. Pourquoi ? C'est que les partis sont faits d'hommes qui s'assemblent, qui discutent, qui décident sur des thèses publiques et bien composées ; le parti suppose une

opinion avouée et jurée. L'homme d'un parti s'accorde à d'autres hommes ; ainsi sa pensée est essentiellement politique. Il n'y a point de parti qui soit contrôleur et critique ; cela ne se peut point, car l'esprit de contrôle et de critique diviserait d'abord le parti. Tout serait facile si le citoyen avait à choisir entre des partis ; c'est donner un blanc seing, car les principes, s'ils ne sont pas extravagants, s'accommodent de tout. Et certes ce ne sont pas les principes radicaux qui me gênent ; mais c'est l'esprit radical qui est dangereux. Indéfinissable ; ce n'est qu'une résolution de refus, une attention à n'être dupe ni des comptes, ni des programmes, ni de l'éloquence. Le scrutin secret et solitaire va toujours à élire l'homme qui lui ressemble ; ainsi il nous arrive du fond des provinces une armée de Contrôleurs et de Critiques sur qui la Grande, la Belle Opinion, l'Opinion qui sonne bien, l'Opinion académique enfin, n'a presque aucune puissance ; ou bien s'ils se rangent à l'Opinion Avouée, soit par ambition, soit par une sorte de pudeur, ils sont d'abord avertis rudement et bientôt punis par le scrutin secret. Contre quoi les partis s'organisent, protégeant le député contre l'électeur. Et la représentation proportionnelle, en elle-même puérile, a cela de bon qu'elle suppose une organisation des partis, qui donne à choisir entre un pouvoir et un autre. Tous les pouvoirs, comme tels, ont au fond la même doctrine. Mais tous les électeurs aussi, dans le secret de leur jugement, ont la même doctrine, qui est aussi ancienne que les pouvoirs, et qui est que le citoyen sera dupe des pouvoirs, s'il ne se défend ; aussi le scrutin secret trouvera enfin passage dès que le citoyen aura reconnu ce qu'il appelle les pièges d'un nouveau système électoral ; c'est pourquoi les victoires du pouvoir seront sans lendemain ; et même dangereuses ; car l'électeur penchera à gauche par précaution. C'est ce que l'Académie ne veut point du tout comprendre, trop disposée qu'elle est à considérer seulement l'opinion formulée, et à mépriser l'opinion muette».

18 juillet 1923.

La doctrine : I - Doctrine politique

Propos 89 :

La Terreur Radicale

Le 31 mai 1922

[Retour à la table des matières](#)

La liberté de parole, dans les assemblées, se nie aussitôt elle-même, et nous voyons s'organiser, si l'on peut dire, un régime de tumulte qui n'est qu'un nouveau jeu de la force. C'est le plus redoutable de tous peut-être, parce qu'il agit directement contre la pensée, qui est chose flexible, et qui s'offense même en solitude, si l'on n'y prend garde. Et le mal n'est pas seulement qu'on ne puisse exprimer une opinion ; le pire mal c'est qu'on n'en peut plus former aucune ; il faut se tendre et s'irriter en quelque sorte par précaution. Un seul homme, ainsi, dès qu'il a compris la puissance des passions, devient le maître d'une assemblée, piquant les uns et les autres à la manière des mouches bovines. Par ce moyen tous les hommes sont jetés aux extrêmes, et les modérés à l'extrême des modérés, qui est un état violent, comme on l'a dit.

Je pensais là-dessus que les assemblées devraient perdre leur importance, dans un temps où tout ce qu'il faut savoir finit par être imprimé. Et si le vote d'arrondissement ne peut nous sauver, nous trouverons peut-être mieux. L'idée d'un Sénat conservateur est par elle-même bonne ; mais tout est perdu par le lieu commun, qui s'établit d'abord par les conversations et règne finalement par le discours public. La raison ne mûrit ses arrêts que dans le silence. Aussi l'on inventera peut-être quelque Sénat d'hommes choisis par ceux qui vivent autour d'eux, aussi par des corps de métiers, aussi par des savants, par des instituteurs, par des écrivains ; mais l'important serait

que ces sénateurs ne se réunissent jamais, et pensent les uns devant leur champ, les autres dans leur atelier ou dans leur bibliothèque. Il va de soi que les journaux et les livres leur seraient envoyés, ainsi que toute pétition, tout manifeste ; et les plus habiles à écrire, qui sont aussi les plus prompts à lire, pourraient préparer le travail des autres. Ils pourraient délibérer et discuter avec les citoyens, mais non point entre eux, et ne voteraient jamais que de loin et sous un secret inviolable. Ainsi les menaces et les injures tomberaient dans le vide.

Je ne crois point qu'un tel corps pourrait commodément formuler des lois ou régler les dépenses et les contributions ; mais il agirait énergiquement par quelque droit de veto, soit contre certaines lois, soit contre certains hommes. Qu'on me permette ces jeux d'imagination, qui peuvent éveiller ou réveiller une idée juste. Supposons qu'on vienne me demander, à la mode des anciens, quelque constitution qui puisse sauver l'État de violence et de misère ; c'est une loi de ce genre-là que je proposerais. Il en résulterait une sorte de gouvernement occulte par le peuple, non point par le peuple assemblé, mais par le peuple dispersé ; et l'on verrait renaître ce que j'appelle la Terreur Radicale, régime que l'Académicien considérera toujours avec horreur, et le simple citoyen avec une satisfaction sans mélange ; car tous les maux publics et politiques, sans exception, résultent de l'infatuation incroyable des pouvoirs, qui n'ont jamais pensé, sous aucun régime, que l'opinion secrète des citoyens pût changer la marche des affaires. Tel est le sens de ce mot applaudi, et qui restera : « Si quelqu'un l'ose dire ici, il en répondra à la tribune. » Ainsi parle le pouvoir, au milieu de sa garde vociférante ; comme si un citoyen n'avait pas le droit de se défier d'un homme public sans avoir à en expliquer les raisons. Contre les Phonographes Haut-Parleurs, il nous faudra trouver quelque ruse.

31 mai 1922.

La doctrine : I - Doctrine politique

Propos 90 :

Combes

Le 1^{er} juin 1921

[Retour à la table des matières](#)

Je me vante d'être le seul maintenant à représenter le Combisme intégral. De ceux qui ont gagné cette belle partie vers la fin du dernier siècle, les uns sont aujourd'hui communistes, d'autres sont nationalistes. Et le chef lui-même, qui vient de mourir, avait depuis longtemps quitté son propre parti. Pour moi j'y reste attaché, assuré que tous les hommes libres y reviendront. Mais pour les jeunes, qui ne savent pas de quoi je parle, quelques explications sont nécessaires.

Le Combisme n'est autre chose que l'action permanente de l'électeur sur l'élui. Et voici comment l'on procède. Tous les citoyens, de quelque parti qu'ils soient, et qui ont fait serment à eux-mêmes de contrarier le jeu des Grands Politiques, envoient à la Chambre un homme plus ou moins modéré, plus ou moins tenu par ses relations et par ses intérêts ; les nuances n'importent pas ici autant qu'on pourrait croire. En règle générale on peut poser que n'importe quel député, dès qu'il est laissé à lui-même, fait le jeu des Grands Politiques. Mais il ne faut que de vigilants comités, et quelques hommes sûrs qui veuillent donner un peu de leur temps. Ces hommes viennent en mission près du député, et lui parlent énergiquement toutes les fois que cela est nécessaire, soit pour signaler les puissances locales, toujours portées à favoriser les protégés des Grands Politiques, soit pour préparer la chute des Grands Politiques eux-

mêmes, dès qu'ils deviennent arrogants et secrets. Par ces continuelles manœuvres, les hommes dévoués dont je parle s'exposent à de furieuses attaques, qui peuvent aller jusqu'aux coups de poing. Mais on en trouve qui acceptent ces risques ; et on en trouve d'autres, dans chaque ville, qui, sans l'espoir d'aucune récompense et pour la beauté du jeu, leur font une garde du corps.

Les choses se passent plus simplement qu'on ne croit. Le préfet, dès qu'il est surveillé, administre au lieu d'intriguer avec les salons, avec les chefs militaires et avec les messieurs prêtres. Le député, dès qu'il se sent surveillé, parle au nom de cette opinion réelle et agissante, dont il éprouve continuellement la pression. Le ministre, dès qu'il considère les masses électorales remuantes et décidées, se moque des académiciens et des actrices, et gouverne en plébéien, ce qui est aussi amusant que de gouverner en parvenu. Combes fut l'homme qui joua ce jeu spontanément et pour son compte, et qui sut rappeler aux députés ce que les délégués des Comités Politiques leur avaient déjà dit. Quand la politique républicaine, car c'est son nom, est ainsi orientée et vivante, on trouve toujours un Combes. Si vous demandez ce que fera le Combes de l'avenir, je réponds qu'il ne fera rien qu'administrer et empêcher le mal qui s'appelle négociation ambitieuse, traité secret, alliance avec les droites, politique de force, guerre. Rien n'est plus simple, mais il faut s'y mettre.

Un prêtre pourrait être combiste ; car il n'est point vrai que cette politique, radicalement républicaine, ait pour fin de contrarier ou de favoriser telle ou telle opinion de l'ordre moral ou religieux. Et le vrai prêtre se sent même plus libre et plus digne, lorsqu'il n'est pas l'allié ni le serf des puissances politiques. Mais les prêtres qui se mêlent de politique ne peuvent pas être combistes. Un académicien ne peut pas être combiste. Un général ne peut pas être combiste. Un millionnaire ne peut pas être combiste. Une actrice ne peut pas être combiste. Un député cesse d'être combiste dès qu'il peut. Je fais exception pour quelques caractères de fer, que les injures n'ébranlent point, mais au contraire affermissent. Pelletan fut le modèle de ces hommes incorruptibles. Mais l'animateur du régime, ce fut Jaurès.

Tous les tyrans, sans exception, redoutent le combisme. Tous ceux qui dépendent du jugement de la société oisive et brillante sont secrètement fatigués du combisme, même quand ils le servent fidèlement. Il arrive même que les délégués et les comités fléchissent sous l'injure et la menace. Mais l'électeur connaît des plaisirs vifs et sans mélange. Il sent et exerce son pouvoir, évitant par état les pièges de l'ambition et de la vanité. Quel bon petit roi c'était là !

1er juin 1921.

La doctrine : I - Doctrine politique

Propos 91 :

L'Électeur et les Partis

Le 30 juin 1911

[Retour à la table des matières](#)

Le plébiscite consiste à demander au peuple : « Quels maîtres voulez-vous? Voici un exposé de leurs principes, quant à la police, quant à la guerre, quant à la consommation, quant à la production ; réfléchissez et choisissez. Après cela, vous donnerez un long crédit aux maîtres que vous aurez choisis ; ils pourront légiférer et gouverner en regardant au loin, comme de bons pilotes, au lieu d'être arrêtés à chaque instant par les réclamations des uns et des autres. » Ainsi vivent tous les pouvoirs monarchiques ou oligarchiques ; car tous les citoyens ne sont pas malheureux en même temps, et les abus de pouvoir, si l'on n'y remédie sur l'heure, sont bientôt oubliés ; par-dessus tout le citoyen hésite devant une révolution qui est, dans un tel système, son unique ressource. Ajoutons que ce pouvoir fort a bientôt fait de rafraîchir les têtes chaudes et de bâillonner ceux qui parlent trop ; l'oubli vient ainsi avant que la réflexion s'éveille. Aussi la tyrannie, avec un peu d'adresse et de bonheur, peut durer longtemps.

Le referendum est un système tout à fait opposé à celui-là, car les pouvoirs ne font alors qu'appliquer les lois ; ils ne sont que magistrats. Rien ne peut être changé dans les droits et les devoirs sans que le peuple soit consulté. Par exemple la solution du conflit entre la Marne et l'Aube serait demandée au suffrage universel ; la formule des assurances ouvrières et paysannes, de même ; le plan de notre action au Maroc, de même. Et l'on saisit sans peine pourquoi ce système est impraticable. Chaque citoyen devrait passer son temps à lire, à calculer, à discuter ; ou bien alors il devrait juger

d'après l'expérience, je dis son expérience à lui ; mais les répercussions d'une loi sur les fraudes ne se font sentir à tous les citoyens qu'après un long temps ; et elles sont perdues presque toujours dans la masse des faits. Pour le problème marocain, c'est encore plus évident.

Ajoutons que le contrôle des gouvernants par les gouvernés, qui est ce à quoi le peuple tient le plus, et ce qu'il réclamerait certainement par voie de referendum, ne peut s'exercer par le referendum même. Entre plébiscite et referendum, il faut donc choisir quelque système intermédiaire ; et l'on est ramené au parlementarisme, dans lequel les représentants du peuple exercent un contrôle sans limite sur les actes du pouvoir, et aussi prononcent sur les réformes, en tenant compte à la fois de leurs connaissances propres et de l'opinion de ceux qu'ils représentent. Par ce mécanisme, qui suppose une familiarité et des échanges continuels d'idées entre les électeurs et l'élu, le peuple ne choisit pas ses maîtres ; il fait bien mieux, il règle, il modère, il redresse l'action des maîtres qu'il a, quels qu'ils soient.

C'est pourquoi le caractère du député, ses habitudes de travail, sa clairvoyance, son indépendance sont le principal, une fois que le principe de la souveraineté du peuple est posé et maintenu. S'il s'agit de mettre au jour quelque friponnerie d'administration, un modéré, s'il n'est ni ignorant, ni faible, ni dépendant, vaut assurément mieux qu'un paresseux, un craintif, un sceptique, un prodigue, un brouillon qui aurait l'étiquette radicale. Et si, dans ma circonscription, mon candidat n'étant pas élu, l'élu est un homme intègre et qui travaille, je suis représenté tout de même ; car si je connais un abus de pouvoir ou quelque gaspillage dans l'administration, je saurai à qui m'adresser. Voilà pourquoi je veux que l'on considère plutôt le caractère d'un homme, sa probité et sa puissance de travail, que le parti organisé dont il aura reçu l'investiture.

30 juin 1911.

La doctrine : I - Doctrine politique

Propos 92 :

Individus

Le 2 mai 1922

[Retour à la table des matières](#)

Nous serons dupes des partis. Il est impossible que l'électeur choisisse entre une politique et une autre, car il ne peut pas prévoir en quels détours d'événements nos pouvoirs seront pris. Dans le fait tous les partis annoncent la même politique, qui est d'ordre, d'économie et de paix. Les individus ne sont nullement gênés par de telles formules et vont selon leur nature, ce qui est beau à voir, mais serait plus beau encore à prévoir. On dira que les natures fortes rompent les principes, mais que les natures faibles sont conduites en même temps par le principe et l'événement ; j'aimerais mieux dire qu'il n'y a point de natures faibles ; car il y a une manière d'être faible en l'un, et une autre manière d'être faible en l'autre, qui ne cèdent point, ou qui, si elles cèdent, reviennent ; ces formes zoologiques, de mépriser ou d'estimer, de craindre ou d'oser, sont reconnues au premier coup d'œil par le moindre observateur ; mais il faut dire aussi que le moindre observateur est un terrible observateur. En cela le scrutin d'arrondissement était bon. L'électeur était assuré que Pelletan serait le même toujours, et Jaurès le même, et Caillaux le même ; on pouvait compter sur les vertus propres de l'homme, sur ses faiblesses aussi, et même sur ses passions.

Jaurès modéré ou radical aurait mené la même politique. Caillaux était haï de tout académicien et de tout bureaucrate; par sa nature ; il n'y pouvait rien, quand il l'aurait voulu. Poincaré est né académicien, et nous voyons une suite merveilleuse dans sa politique ; les événements ont changé, la situation est autre, mais la réaction de l'homme est la même ; du même air il se tourne et se redresse ; je devine ce qu'il aime et ce qu'il n'aime pas, ce qu'il comprend et ce qu'il ne comprend pas. Il me jurerait, parlant à moi, qu'il veut la paix, et de façon à me le faire croire, que je n'en serais pas rassuré, car la manière est tout. Je sais comment il manquera la porte, et de combien. Tout le monde le sait.

On a pu croire que le socialisme lierait mieux un homme ; on a assez vu qu'il n'en est rien. Nous vivons sous les décrets d'un socialiste éminent ; on dira qu'il a changé ; mais je suis assuré qu'il n'a point changé. Albert Thomas promettait encore autre chose, et a très bien tenu. Selon sa nature, et non point contre ses discours, car les discours permettent tout. Placez Tardieu et Herriot sous votre loupe ; ce sont deux types zoologiques ; deux politiques suivront, incompatibles, il n'y a point de doute là-dessus ; mais écoutez leurs discours, ce sont les mêmes discours. Et c'est pourquoi il se trouve que notre Bloc National n'est pas du tout républicain, quoiqu'il veuille l'être. Mais j'y verrais plutôt, autant qu'on peut risquer quelque jugement commun, cette puissance de l'homme riche qui attire et retient l'argent ; et je compterais mieux là-dessus que sur les promesses, pour nous tirer, par détour, d'une voie périlleuse, car le chiffre d'affaires, la Bourse et le change sont importants pour ce genre d'homme. Et je prévois qu'un certain genre d'enthousiasme ne tiendra pas longtemps dans cette assemblée, si le commerce gronde.

2 mai 1922.

La doctrine : I - Doctrine politique

Propos 93 :

Programmes

Le 20 mars 1909

[Retour à la table des matières](#)

L'électeur me dit : « Je ne sais si vous vous intéressez beaucoup à toutes ces querelles de partis. Pour moi, j'attache moins de prix à un beau programme qu'à l'homme qui porte le programme. Et quand je pense à un radical, je n'entends pas par là un homme qui accepte le programme radical. Ce que j'appelle un radical, c'est un homme qui aime le droit et l'égalité. Un tel homme peut être avare de promesses, mais je suis sûr qu'il fera tout le possible pour ceux qui travaillent de leurs mains ; je suis sûr qu'il n'aura point d'égards pour les brasseurs d'affaires en quête d'une concession ou d'un privilège ; je suis sûr qu'il n'échangera pas son vote contre une faveur, et qu'il critiquera sans ménagement les abus de pouvoir et les dépenses inutiles. Son programme, c'est lui-même. Son radicalisme est en lui, et non sur les affiches qu'il a signées.

« Des radicaux de cette espèce-là, nous n'en avons pas trop, et j'en vois d'autres qui ne me plaisent guère. Ils portent bien la cocarde radicale, mais le cœur n'y est pas. Ils ont promis des réformes, et ils s'y mettent ; mais ils ressemblent aux mauvais chevaux ; ils font du vacarme sur le pavé, et ne tirent point. Après cela ils nous racontent que la tâche est malaisée, que les problèmes sont complexes, et qu'ils entendent

bien ne pas se lancer à l'aventure. Je comprends qu'il est très difficile d'arriver à mettre sur pied une réforme qui ne change rien et n'inquiète personne.

« Tout cela pour vous dire, ajouta l'électeur, qu'ils perdent bien du temps à se jeter leurs programmes à la tête. Les socialistes unifiés usent leurs forces à être bien unifiés ; la plupart d'entre eux sont tout simplement des radicaux comme je l'entends, et qui feraient de bonne besogne s'ils prenaient pour programme le bon sens et la justice, tout simplement. Mais de plus en plus il faut être d'un parti si l'on veut être élu, et, une fois élu, se faire écouter. Il faut choisir ; être socialiste unifié, ou radical unifié. Cela fait que le candidat prend l'habitude de chanter sur le même ton ce qu'il pense et ce qu'il ne pense pas. Cela fait surtout qu'un bon radical, parce qu'il se dit socialiste, peut être battu par un modéré qui se dit radical. Ainsi les étiquettes remplacent les hommes, et je bois de la piquette à carte dorée.

« Tel est l'effet de tous ces congrès de partis et de ces évangiles de partis. Et ce serait bien pis encore avec le scrutin de liste et la représentation proportionnelle ; car je voterais alors pour une affiche, non pour un homme ; et quand je demanderais compte d'un vote, ou d'une réforme mal venue, on me renverrait aux chefs du parti, à la discipline du parti, aux formules et aux décisions du parti. Au lieu d'avoir un député à mon service, j'aurais pour maître un Congrès. Merci bien. C'est déjà trop que les guichets de l'administration soient fermés. Je veux que la porte du député soit ouverte. »

20 mars 1909.

La doctrine : I - Doctrine politique

Propos 94 :

Partis organisés

Le 13 octobre 1912

[Retour à la table des matières](#)

Il est utile d'observer comment un parti organisé tombe bientôt dans l'aveuglement, parce que le souci de se conserver et de s'augmenter domine et absorbe enfin toute sa doctrine. Je pense au parti socialiste. Une de ses thèses les plus fortes, c'est que de plus en plus les gouvernements seront aux ordres des financiers ; il y aura des ministres sur la scène, pour la parade, et des parlementaires aussi, et de grands débats sans grand effet ; les véritables gouvernants seront dans la coulisse ou dans le trou du souffleur ; ainsi les grands banquiers écriront la pièce et la mettront en scène ; les autres seront acteurs seulement.

Chacun comprend bien le danger. Mais ici encore je dis c'est un danger humain ; chaque homme est ici complice s'il ne résiste pas tout de suite, et de toute sa volonté. Comment résister ? Par le vote. Vous n'allez pas soutenir qu'il n'y a plus d'hommes incorruptibles. Il ne manque pas d'honnêtes gens ; on les connaît ; j'ajoute qu'il y en a beaucoup à la Chambre ; je reconnais qu'ils sont souvent faibles, mais c'est l'affaire de l'électeur de leur donner du courage. Donc où doivent tendre tous nos efforts, citoyens ? À réunir nos voix sur le citoyen incorruptible, connu de tous, et depuis longtemps, dont on sait les ressources et les besoins. C'est par là que le scrutin

d'arrondissement, avec l'alliance au ballottage, est de stricte nécessité si nous voulons détrôner l'Argent.

Pensez-y bien, il ne s'agit pas de savoir si notre candidat penche plus ou moins à gauche, s'il est radical ou socialiste. Au diable les mots et les programmes. On sait bien si un homme que l'on observe depuis dix ou vingt ans est réactionnaire ou non. Et l'important c'est de choisir un homme qui, rouge pâle ou rouge vif, soit au-dessus de l'argent. Il y en a, j'en connais ; tout le monde en pourrait citer. Eh bien, c'est cet homme-là qu'il faut pousser et soutenir ; car ce qui est intéressant, voyez-vous, ce n'est pas tant la couleur du drapeau que la vigueur de celui qui tient la hampe. À quoi vous objectez qu'un caractère de cette trempe ne se prêterait point aux compromissions, aux serviles promesses qui assurent une élection. Mais c'est vous qui maintenez ce régime justement, en voulant considérer plutôt un programme qu'un caractère.

Aussi vous en avez tant qu'il vous en faut de ces socialistes qui dévorent le bourgeois, qui exproprient l'usurier, qui raccourcissent le rentier, en paroles naturellement ; les paroles ne coûtent pas cher. Et ils auront du talent, de l'éloquence, un brillant parfait, justement parce qu'ils sont avocats plutôt que penseurs. Les plus habiles seront meneurs ou chefs dans le parti ; et nous savons, par quelques exemples assez connus, ce qu'ils peuvent devenir ensuite, quelle forte position ils prennent aux affaires. Le scrutin d'arrondissement, quand il fonctionne selon son esprit propre, pousse en avant des hommes moins adroits, j'en conviens, et peut-être parce qu'ils ont des convictions plus solides, et plus de scrupules aussi. Mais que de braves gens seraient maintenant à surveiller les pouvoirs, si les voix socialistes, avaient préféré la probité au talent, et la force d'âme cent fois prouvée à tout l'étalage révolutionnaire !

13 octobre 1912.

La doctrine : I - Doctrine politique

Propos 95 :

Candidats

Le 30 décembre 1909

[Retour à la table des matières](#)

Ce n'est déjà pas si facile, de trouver un député comme on en voudrait. Je sais que la graine d'ambitieux n'est pas rare, et qu'on ne manquera jamais de ces blancs-becs qui préparent leur carrière politique comme ils ont préparé leur baccalauréat. Mais je pense à un homme éprouvé, qui s'est présenté à la politique en vivant humainement sa vie, c'est-à-dire achetant, vendant, se battant contre les choses, maniant les hommes, et pesant toutes les valeurs. Si un tel homme n'y perd point ses ailes, j'entends ses idées, c'est qu'elles étaient bien attachées ; et ceux qui l'ont vu à l'œuvre connaissent assez ses opinions avant qu'il en ait dit un mot ; sa vie est comme un discours. C'est pourquoi on sait qu'il tiendra ce qu'il promet ; mais on attend de lui bien plus encore, un jugement toujours éveillé, toujours prêt pour résoudre au mieux tous les problèmes, ceux qu'on ne peut pas prévoir sur les affiches et qui sont les vrais problèmes.

Mais qu'arrive-t-il lorsque l'on a trouvé un homme de cette trempe, et qu'on va lui offrir un mandat de député ? Vous ne pensez pas qu'il va sauter de joie, comme un enfant aux étrennes ? Non. Il va douter un peu de lui-même, peser les petites misères d'une campagne, la fatigue, les dépenses, ses propres affaires négligées. En bref, il se fera prier. N'essayez point, alors, de tirer ses opinions à droite ou à gauche. Je l'entends qui dira : « Non ! Non ! Point de formules. Je veux bien dire que je suis

radical parce que c'est vrai en gros. Mais je vous dirai comment je l'entends, et vous me prendrez comme je suis. Je ne suis point un enfant, pour me soumettre au Coran de ce Mahomet-ci ou de ce Mahomet-là. » Ces discours-là sont compris chez nous, parce que le Normand n'a point la tête chaude, et ne change pas d'idée comme on change de casquette.

Que fait notre blanc-bec pendant ce temps-là ? Il prend ses grades, s'exerce dans les parlotes, acquiert par mémoire un bagage de sociologie, gravite autour des grosses planètes de la politique, rend des services, rédige des rapports, s'exerce à trouver de ces formules qui arrangent tout en brouillant tout. Il devient sous-diacre et diacre après avoir été enfant de chœur ; il sert la messe radicale, ou radicale-socialiste, ou socialiste ; bientôt il la dira. Bientôt vous le verrez arroser de conférences la circonscription qu'il a choisie, très étonné du reste, après dix ans d'efforts, de voir que son bavardage n'intéresse personne.

Alors, il se frappe le front, maudit la petite politique et les fameuses « mares bourbeuses » ; il cherche le remède ; il l'a trouvé. Ce remède, vous le devinez bien, c'est le scrutin de liste et la proportionnelle. Et c'est fort bien vu, car le Parti le patronnera et le poussera. Et, comme votre Indépendant, dont je parlais, ne se prêtera pas trop aux exigences du Parti, ni aux formules du Parti, la place se trouvera nette pour notre Politicien ; il faudra bien que vous fassiez bloc pour lui ; et vous enverrez à la Chambre un phonographe très bien monté, qui nasillera à son tour aux grandes séances. En vérité, si tous les charlatans de politique n'étaient pas pour la représentation proportionnelle, ce serait miracle.

30 décembre 1909.

La doctrine : I - Doctrine politique

Propos 96 :

Petites mares

Le 8 août 1912

[Retour à la table des matières](#)

On a tout dit contre le scrutin d'arrondissement, on n'a presque rien dit de ses avantages les plus évidents. Cela tient sans doute à ceci, que la plupart de ceux qui écrivent sont au service des privilégiés ; et ce qui rend injuste à l'égard des députés, c'est qu'ils s'intéressent tous aux petites gens ; oui, même le plus réactionnaire d'entre eux écrira toujours un bout de lettre pour le plus pauvre de ses électeurs. Il diffère du député le plus radical seulement par un point ; le radical accepte cette puissance du menu peuple, tandis que le réactionnaire la subit. Aussi le haut fonctionnaire, qui ne s'aplatit que devant deux ou trois hommes encore mieux payés que lui, méprise joyeusement le député qui pense à sa réélection. Bref, les représentants du peuple sont peu estimés chez nous. Il y a là une injustice étonnante, à laquelle il faut résister. Je considère la Chambre prise en gros comme un portrait fidèle de la nation ; c'est une réunion d'honnêtes gens, sérieux, quoiqu'ils se donnent l'élégance de ce moquer d'eux-mêmes, laborieux, instruits enfin des choses dont ils parlent. Vous n'avez qu'à lire l'*Officiel* pour en juger.

Il ne peut en être autrement. Dans ces petites mares d'arrondissement, le moindre clapotis réveille tout le monde. Tout est su ; la vie privée, les querelles de ménage, les

dettes, les expédients, les erreurs, les audaces, les fautes que le juge n'atteint pas, tout cela est analysé et tiré au clair par de terribles juges. L'opinion publique n'est pas égarée par l'esprit de parti ; car, comme l'adversaire sera sans pitié, l'ami le plus dévoué n'est pas sans prudence. D'où cette conséquence que chaque parti choisit nécessairement son candidat parmi les meilleurs. À quoi vous allez tout de suite objecter une histoire ou une autre ; mais trouvez donc un homme qui soit vertueux absolument.

Et savez-vous par quoi l'électeur peut être trompé ? Par l'audace, par l'habileté, par des succès oratoires, par une carrière politique étourdissante. La puissance fait impression, et c'est alors qu'on passe sur bien des choses. Or, qui donne la puissance, sinon les partis et l'esprit de parti ? Je soutiens qu'il est plus facile à un aventurier de s'imposer à un parti que de s'imposer à un arrondissement. Nous avons ici, pour nous instruire, l'exemple du parti socialiste, si rigoureusement unifié, et qui a dû rejeter avec horreur quelques-uns de ses enfants les plus chéris. Cela se comprend. Comment ne pas soutenir un homme ambitieux, actif, éloquent, tant qu'il se conforme à la doctrine ? On dit : « C'est un homme d'État », et cela répond à tout. J'avoue que l'on plane, alors, bien au-dessus des petites gens d'arrondissement. Mais il s'agit de savoir si la République vivra par les talents ou par la probité, par les grandes phrases ou par les petites vertus. On parle de dénombrer les partis. Pour moi un bon choix vaut mieux qu'un compte bien exact. Et je suis mieux représenté par l'adversaire consciencieux et incorruptible que par un orateur fameux ou un intrigant redoutable que mon parti m'imposerait.

8 août 1912.

La doctrine : I - Doctrine politique

Propos 97 :

Faveurs

Le 12 mai 1910

[Retour à la table des matières](#)

Tout ce qu'on raconte sur le marchandage des faveurs entre électeur et député est bien forcé et poussé au noir. Deux ou trois faits bien prouvés ne mènent pas loin ; et quelques abus, inévitables, ne prouvent pas qu'une institution soit pourrie.

Il est vrai qu'il y a eu et qu'il y a sans doute encore des espèces de courtiers électoraux. Il ne serait pas juste de les mépriser tous. Ceux qui ont véritablement de la puissance, ce sont des hommes qui inspirent confiance autour d'eux, et fort souvent par la fermeté de leur caractère et la constance de leurs opinions. Lorsqu'après cela quelques-uns d'entre eux ont la faiblesse d'accepter un bout de ruban, évidemment il ne faut pas les louer pour cela ; mais neuf fois sur dix vous seriez tout à fait à côté si vous pensiez que c'est pour un ruban qu'ils ont tant couru et tant crié. Ce serait aussi injuste que si vous pensiez que quelque bon mutualiste qui a eu les palmes travaillait pour les palmes. En vérité j'ai pu constater souvent que ces brasseurs d'élections sont des hommes qui partent en guerre pour l'idée, des hommes de courage, des hommes d'action, de braves gens en somme.

Au reste, leur puissance diminue. Les comités ne sont plus de petits comités. Tous les électeurs du parti y viennent, ou peu s'en faut. La timidité s'en va ; la vertu

démocratique se forme ; chacun parle comme il pense, et résiste aux tyrans. Dire qu'un député avance son élection en distribuant quelques décorations et quelques places, c'est se moquer. L'électeur voit ; l'électeur juge ; la masse est opposée à ces trafics, dont, au surplus, elle ne profite pas. Il restera que le député recommande des facteurs, des douaniers, des employés de chemin de fer. Mais, dans ce cas-là encore, croyez-vous que le député bravera l'opinion, et fera donner une place de ce genre à un ivrogne ? Cela irait contre son intérêt. Et les hommes sont toujours justes quand ils n'ont rien à gagner à l'injustice ; à plus forte raison quand l'injustice peut leur faire tort à eux-mêmes. S'il en est ainsi, avouons que la recommandation du député vaut bien un certificat de police ou de gendarmerie.

Le vrai mal n'est pas dans ces faveurs-là. Il est dans les grosses faveurs, qui vont aux députés non réélus, à leurs fils ou neveux, aux fils ou neveux de leurs amis, aux riches et aux parents des riches. Il est sûr qu'un petit chef de cabinet est souvent porté, trop jeune, à de hautes situations qui conviendraient mieux à un homme fatigué par de longs services. Il y a aussi des trésoreries, pour des gendres notables. L'électeur connaît mal ces injustices ; il n'a pas le bras assez long pour les atteindre. Mais il n'est pas assez sot pour croire que la Représentation proportionnelle nous en délivrerait. Les Partis verraient les choses de trop haut pour remarquer toute cette cuisine-là.

12 mai 1910.

La doctrine : I - Doctrine politique

Propos 98 :

Clientèles

Le 11 juin 1911

[Retour à la table des matières](#)

Je regrette que personne, parmi les radicaux, ne traite, des faveurs et des clientèles. Car nos docteurs de la proportionnelle disent que c'est la maladie du régime et qu'ils veulent nous en guérir. J'aimerais à relever ces accusations, et à venger enfin les électeurs.

Oui, il y a des recommandations par centaines, pour faire nommer des facteurs ou des cheminots ; ce ne sont pas de grandes faveurs. Comme le député ne connaît pas les bulletins de vote, et comme, de plus, il a intérêt à gagner ses adversaires, je ne vois pas pourquoi il considérerait plutôt les opinions politiques que les aptitudes du candidat ; un député, surveillé comme il l'est par l'opinion, ne recommanderait pas volontiers un ivrogne, un paresseux, un querelleur, un débauché ; ou, en tout cas, il recommandera avec des nuances, et, tout compte fait, le ministre se trouvera assez bien renseigné. Au reste, considérez nos petits fonctionnaires, le travail qu'ils donnent, l'honnêteté dont ils font preuve, et osez dire qu'ils sont recrutés parmi ceux qui vendent leurs suffrages.

Mais le scandale n'est pas là. Il y a des faveurs scandaleuses, oui, pour les neveux et cousins des ministres, des députés, des grands bureaucrates. Seulement ce n'est pas comme électeurs qu'ils sont favorisés, mais bien comme fils, gendres, neveux, cou-

sins. Qu'y fera la Proportionnelle ? Croyez-vous qu'un chef de parti sera alors moins bien placé pour faire donner à son gendre, en guise de dot, une trésorerie de soixante mille francs ? Je crois au contraire que, dans ce nouveau régime, il y aurait des négociations de parti à parti, et des défections largement payées. D'autant que l'électeur, qui n'aime pas tous ces commerces, ni toutes ces sinécures, aura alors plus de difficulté à faire entendre sa voix. Comme on dit, les questions de principes l'emporteront sur les questions de personnes ; et les fils, gendres, neveux et cousins s'en trouveront fort bien.

Restent les Grands Électeurs, qui sont présidents des comités, et chauffeurs d'opinion. Mais le bon sens fait voir que ces personnages ont d'autant moins d'influence que le député est personnellement mieux connu. Aussi comprend-on sans peine qu'avec n'importe quel scrutin de liste, et surtout avec la proportionnelle, les préparateurs d'élection, les négociateurs, les meneurs de comité auront plus de puissance que jamais ; et, s'il faut maintenant payer leurs services, que sera-ce demain, lorsque les comités départementaux choisiront les têtes de liste et donneront l'investiture aux candidats de leur parti ? Il est clair que les députés dépendront alors bien plus étroitement d'un journal ou d'un comité que de la masse des électeurs, d'où des faveurs multipliées, et destinées, cette fois, principalement aux courtiers électoraux ; et non pas par un député, mais par cinq ou six députés étroitement solidaires. Examinez, secouez ainsi les thèses de ces orgueilleux proportionnalistes ; il n'en restera rien.

11 juin 1911.

La doctrine : I - Doctrine politique

Propos 99 :

Fonctionnaires

Le 6 septembre 1912

[Retour à la table des matières](#)

Il y a quelque chose de choquant dans ce « Statut » des cheminots, où on leur interdit, avec sanction, de se faire recommander par un député ou par un sénateur. J'y vois la suite de cette campagne suivie, audacieuse, et j'ose dire impudente, contre les élus du suffrage universel. Voilà maintenant qu'un document quasi officiel fait connaître que l'intervention des hommes politiques a pour résultat naturel de multiplier les injustices et de désorganiser les services publics. Si j'étais député, je n'avalerais pas cette injure.

J'ai fait mes études secondaires grâce à une bourse nationale ; elle fut due en partie à l'intervention d'un député de chez nous, qui ne nous connaissait guère, mais qui prit sans doute des renseignements. Je sais bien qu'il y a, pour les enquêtes de ce genre, les maires, les sous-préfets, les préfets, les inspecteurs d'académie, les recteurs, les employés petits et grands du ministère ; mais tout cela est une machine sans moteur, où un rouage pousse l'autre. Un gamin de douze ans est une toute petite chose. L'employé qui réunit et classe toutes les demandes du même ordre ne voit que des papiers et des numéros. Tout cela l'ennuie uniformément. Tout ce qui a suivi, comme on dit, la voie hiérarchique lui arrive usé et décoloré. La lettre du député saute par-dessus tous ces obstacles ; elle marque un intérêt direct : elle ose ; elle se risque ; elle réveille les bureaux ; elle exige une réponse ; c'est la province qui parle, telle

province, tel coin de terre ; c'est autre chose qu'un préfet qui vient d'Arras à Rouen, et qui pense déjà à Lyon ou à Marseille.

Non que je méprise l'enquête administrative ; elle est nécessaire ; elle complète utilement l'autre ; mais je ne veux pourtant point qu'elle soit sans contre-poids. Les bureaux ne sont point sans passions, ni sans faveur ; il arrivera toujours que l'amitié d'un sous-chef, les cousinages, les renseignements de bouche à oreille pourront trop. Souvent une erreur traîne dans les dossiers, ou bien une calomnie, et cela empêche tout, sans qu'on sache jamais rien, dès que les bureaux règnent.

On oublie trop ces puissances inconnues, qui auraient enfin un pouvoir royal. On oublie trop aussi que la liberté des opinions serait bientôt annulée par un sous-chef réactionnaire ou dévot. J'ai connu un arsenal de la marine où l'on entrait point comme ouvrier sans une espèce de billet de confession. Laissez les bureaux à eux-mêmes, ils pratiqueront l'épuration à leur manière ; et comme il est assez clair qu'un bureaucrate tient pour les abus et contre les réformes, pour le pouvoir et contre le contrôle, pour le secret et contre les revendications, on devine de quelle manière et dans quel sens l'épuration se fera.

Qu'on ait abusé des recommandations politiques, je ne vais pas le nier. J'y vois deux remèdes ; d'abord la résistance de l'administration, qui fait partie de ses devoirs, et dont nous n'avons pas à la dispenser. Veut-elle avouer qu'elle n'est pas capable de se refuser à une injustice ? Est-ce pour cela qu'elle interdit qu'on la lui demande ? C'est puéril. Le second remède viendra des fonctionnaires eux-mêmes, qui dès maintenant, par leurs associations, savent très bien dénoncer et faire annuler une nomination irrégulière. Tout se perfectionne sous nos yeux, par la pratique de la liberté et de l'égalité. Il n'y a aucune raison sérieuse d'enlever aux députés le droit d'intervenir quand bon leur semble et sous leur propre responsabilité, car c'est la suprême garantie. Ce Coup d'État des Bureaucrates est un tout petit Coup d'État ; mais j'espère que la Chambre protestera, pour le principe.

6 septembre 1912.

La doctrine : - Doctrine politique

Propos 100 :

Corruption

Le 27 août 1910

[Retour à la table des matières](#)

La conversation étant venue sur la corruption des électeurs par argent et promesses, je fus écrasé sous les anecdotes. Car il ne manque jamais de bons républicains qui lapident la république avec les vertus républicaines. Quoi donc ? Parce que vous voyez une chenille, allez-vous brûler le champ ?

Vous devinez l'histoire d'un candidat au conseil général, assez réactionnaire, et qui vient de remplacer un homme d'âge et d'expérience, depuis longtemps réélu sans combat. L'argent pleuvait. On cite des sociétés de tir qui ont reçu de quoi assourdir le canton, et des pauvres qui ont fait bombance, avec des vêtements neufs sur le dos. On cite les promesses du candidat : toujours prêt à rendre service à l'un ou à l'autre, il tiendrait sa porte toujours ouverte. Bref, il l'a emporté ; et ce n'est qu'un sot qui a des écus.

Là-dessus je demande : « C'est donc quelque vieux radical qui a été battu ? » Mais point du tout. Les deux candidats étaient aussi réactionnaires l'un que l'autre, et aussi riches l'un que l'autre ; mais l'un était moins donnant. De plus, s'il est certain que l'ancien était plus habile, il ne l'est pas moins qu'il a fait habilement serpenter ce petit chemin de fer de la vallée qu'on appelle Le Tortillard parmi ses champs à lui, et le long de ses intérêts à lui. Vous m'en direz tant. Mais non ; il est bien plus agréable de

retomber au lieu commun, et de dire que l'amour de l'argent a rendu ces paysans tout à fait imbéciles.

L'autre exemple venait de plus loin, et il était vêtu à la mode de la ville. Un député, aujourd'hui mort, se faisait élire par un discours laconique : « Le radical, disait-il, vous promet des remises d'impôt et des places ; le socialiste vous offre le paradis pour l'an deux mil ; moi je vous donne cent sous tout de suite. » Vous pensiez bien que le discours est arrangé. Mais voyons. Quelle opinion imposait-il donc à ses électeurs, ce semeur de pièces de cent sous ? C'était quelque royaliste, ou quelque jésuite de robe courte ? « Non point, dit mon narrateur, toujours cherchant à piquer. Il n'a jamais eu aucune espèce d'opinion ; il était du même avis que ses électeurs ; et voilà. »

Eh bien, où donc est la corruption ? Allez-vous dire que qui donne aux pauvres corrompt, que qui donne des prix aux Comices corrompt, que qui reçoit ses électeurs et intercède pour eux corrompt ? Ce serait trop dire. Pour moi, je dirai qu'il y a corruption, si un homme, par convoitise, vote contre son avis secret. Citez-moi donc une circonscription, depuis longtemps attachée à la République, et qui se soit faite monarchiste à cent sous par voix. Il y en a peut-être ; je n'en connais point. Si ce cas était ordinaire, aurions-nous tant de radicaux ? Ce n'est pas à croire. Nos amis sont plutôt râpés, il me semble. Et les socialistes demandent des sous aux électeurs, bien loin de pouvoir leur en donner. Non. Disons que lorsqu'un électeur hésite entre deux hommes, il ira plutôt à celui qui donne beaucoup ; et ce n'est peut-être pas si déraisonnable, car celui qui donne tant pour être élu fera sans doute encore beaucoup pour plaire, une fois en place. Et l'électeur se sent le maître d'un homme, dès que l'ambition l'emporte sur l'avarice.

27 août 1910.

La doctrine : I - Doctrine politique

Propos 101 :

Les petits moyens

Le 10 février 1913

[Retour à la table des matières](#)

« En somme, me dit le bureaucrate, vous étendez la corruption partout, et c'est cela que vous appelez faire l'éducation de la Démocratie. » Hélas, combien de temps vivrons nous encore sur des lieux communs usés ? Il faut donc que le citoyen aime la justice seulement pour la justice, sans aucun mélange d'intérêt personnel, ou bien tout est perdu ? Quelle pauvre doctrine, abstraite, sans lien avec la nature, sans charité enfin ! Vous douterez si un enfant aime sa mère, tant que sa mère ne l'aura pas bien battu ? Vous craignez que la reconnaissance ne vienne infecter l'amour ? Telle est la conséquence de ces courtes vues selon lesquelles l'amour de soi est le fond et comme le thème de nos sentiments. Mais cela est bien sot. On craint pour soi, j'en conviens, mais on ne s'aime pas soi-même ; aimer c'est se jeter au dehors ; aimer c'est aimer autre chose que soi, et c'est la source des plus vifs plaisirs ; seulement il faut aimer d'abord. Par exemple penser, selon moi, c'est aimer ; c'est chercher la vérité, non pour la manger ou la boire, mais par une curiosité généreuse. Mais ceux qui n'ont point l'habitude de penser croient que c'est bien ennuyeux. Tout l'art de l'éducation est donc de les y amener, par quelque attrait accessoire et inférieur, qui les mette d'abord en mouvement.

Je reviens à mon électeur. Et je dis que la reconnaissance le dispose très bien pour aimer la justice ; car il s'est d'abord passionné pour ces démarches de l'Ami du

peuple, qui devaient amener enfin quelque nomination de facteur et de douanier. C'est par là qu'il est sorti de la Torpeur Politique ; et déjà dans cette attention qui s'éveille, qui ose considérer le rapport du citoyen aux Puissances, il y a quelque chose de plus que l'amour de soi ; il y a la dépense de soi, un commencement d'Amour enfin ; un Intérêt ; on prend mal ce mot, en voulant toujours le rapporter à l'individu comme fin ; presque toujours, au contraire, s'intéresser à quelque chose, c'est s'oublier soi-même, et réellement s'employer et se dépenser soi-même. Et voilà comment court le citoyen, dès que, par un petit service, vous lui avez appris les premiers pas. Voilà comment, par des services d'abord, on peut gagner à la République des amis très sincères. Car, remarquez-le, dès que le gros du peuple s'intéresse à la vie publique, c'est la République, mais dès qu'il n'y pense plus que paresseusement, c'est la tyrannie ; en sorte que toute notre propagande politique consiste seulement à éveiller ou à réveiller l'intérêt et l'espérance. Ce qui se fait toujours par petits moyens pour commencer. L'enfant s'intéressera à des billes avant de s'intéresser à des nombres.

10 février 1913.

La doctrine : I - Doctrine politique

Propos 102 :

Politique de clocher

Le 22 novembre 1909

[Retour à la table des matières](#)

Transportez-vous, en pensée, dans les temps heureux de Proportionnelle. Il s'agit d'examiner les discours et les votes des quatre députés que le parti radical-moderé de Sarthe-et-Loire a envoyés à la Chambre. Les quatre députés font leur entrée, saluent, s'assoient. Dès que le bureau est constitué, ils parlent à tour de rôle, affirment leur foi au Parti, et que leurs paroles et leurs actes seront toujours conformes à la discipline du Parti. D'où vifs applaudissements.

Un grincheux arrive jusqu'à la tribune, et présente une observation assez niaise, demandant pourquoi le département, et telle ville notamment, ont été surchargés d'impôts cette année, pourquoi le chemin de fer de la Basse-Sarthe est si mal administré, et autres fades propos. Le public semble écouter avec faveur ce contribuable indocile.

Alors, le plus ancien des Quatre lui pose cette simple question : « Êtes-vous de notre Parti ? » Et comme l'orateur fait « non » de la tête : « Alors, dit le plus ancien des Quatre, que faites-vous ici ? Députés du Parti Radical-Moderé, nous sommes prêts à prouver aux électeurs du Parti que nous avons, en toute circonstance, parlé et

agi selon les principes du Parti, et les décisions du Parti. Vous avez votre Parti et vos députés ; allez les interpeller, et laissez-nous tranquilles. »

« Mais, dit l'électeur, il ne s'agit point de Partis ; il s'agit de ce département, et de nos intérêts, et de la justice, et du bon sens. » Et voilà que le public applaudissait.

Alors bondit à la tribune le leader Benoiston, gardien des Principes. Et il en dit ! Anarchie ! Démagogie ! Petits intérêts ! Individualisme sans grandeur ! Les citoyens veulent juger de tout ! Est-ce là de la politique, voyons ?

« Citoyens, vous appartenez à un grand Parti, que de Hautes Compétences ont conduit au gouvernement du pays. La politique n'est plus un art basement empirique ; c'est une Science. Tous vos représentants, je le dis hautement, tous, à quelque parti qu'ils appartiennent, peuvent montrer leurs diplômes, et leurs grades, les uns de l'École des Hautes Études Sociales, les autres de la Haute École des Études Sociales, d'autres enfin de l'École Sociale des Hautes Études. Que vous faut-il de plus ? » (Tonnerre d'applaudissements.)

« Ah, citoyens ! Je savais bien que, dans ce pays, on ne ferait pas un vain appel à l'abnégation des citoyens, on n'invoquerait pas en vain l'Intérêt Général. Mais pourquoi vais-je insister, quand vos quatre députés (Ils se lèvent) ont eu l'honneur de sortir successivement de l'École Centrale du Radicalisme Modéré, avec le numéro un. (Applaudissements.) Citoyens, le Parti est digne de vous. Soyez dignes du Parti. »

Ce fut un triomphe. Les citoyens s'en allèrent chez eux en se disant : « Enfin, nous sommes gouvernés. »

22 novembre 1909.

La doctrine : I - Doctrine politique

Propos 103 :

Le Député et l'Électeur

Le 12 juillet 1909

[Retour à la table des matières](#)

Je reviens à la réforme électorale, sans craindre de répéter ce que j'ai dit assez souvent, car je ne remarque point que ceux qui discutent là-dessus touchent à la véritable question.

Ce que disent la plupart des discoureurs contre le scrutin d'arrondissement est assez connu ; c'est devenu un lieu commun. Le député est, dit-on, l'esclave de ses électeurs. Eh bien, que voyez-vous là-dedans de si effrayant ? Vous aimeriez un député qui voterait en liberté ? Pour ma part je ne serais pas tranquille du tout, même quand ce député serait aussi savant, aussi raisonnable, aussi juste que l'on voudra. Non que je méprise les théories et les principes ; bien au contraire. Seulement il en est de la politique comme de tout art, comme de l'architecture, comme de l'agriculture, comme de la médecine. Il faut appliquer les idées aux faits.

Quels sont les faits en politique ? Ce sont les citoyens, les métiers, les commerces, les intérêts particuliers en définitive. On parle bien d'intérêts généraux, de crises, de malaise général, d'opinions communes, mais ce sont des abstractions. Une opinion commune réelle se compose d'opinions individuelles. On a trop fait de politique fantaisiste au nom de « tous les bons Français ». Il me plaît que chacun de ces bons Français puisse tirer les pouvoirs publics par la manche. Il me plaît que la sonnette du député ne se repose guère. Il me plaît que le citoyen vienne dire à son député : « Avec

le nouveau système d'impôt qu'il vous a plu d'approuver, je paie deux cents francs de plus. »

On dira que le député use son temps à écouter ces bavardages. Et à quoi voulez-vous qu'il use son temps ? Le député est, à mes yeux, un homme qui fait passer jusqu'aux pouvoirs publics l'opinion des citoyens. Mieux il connaît les citoyens, plus il dépend d'eux, plus je suis sûr qu'il n'exprimera pas, par ses interpellations et par ses votes, une opinion de fantaisie, ou une opinion de coterie, ou encore l'opinion de son beau-frère l'usiner, ou de son gendre le militaire, ou de son neveu le bureaucrate.

Je sais qu'il y a les doctrines du Parti et les décisions du Parti. Mais, justement, si ces doctrines et ces décisions ne dépendent pas étroitement de l'opinion des citoyens, quelle garantie aurons-nous ? Nous serons gouvernés au petit bonheur. Nous suivrons l'idée fixe d'un orateur, puis la marotte d'un spécialiste, puis les fantaisies d'un journaliste, tous amateurs, tous esprits sans lest et sans racines, et qui ne risquent pas assez. Celui qui met réellement au jeu, c'est le charbonnier, c'est le boulanger, c'est le maçon. En bref, quand les lois sont faites et modifiées par ceux qui les subissent, tout va bien. Le pire des maux, c'est le législateur de fantaisie, qui travaille au bonheur des autres.

Je voyais l'autre jour que l'on citait le mot fameux : « Pensez à vos circonscriptions », comme le mot le plus vil qui ait été prononcé. Évidemment le mot n'est pas sublime. Mais je me méfie du sublime en politique ; car c'est le citoyen qui en fait les frais. Eh oui, il faut que les députés pensent à leurs circonscriptions. Et c'est justement parce qu'ils y ont sérieusement pensé, après avoir trop longtemps écouté des récits de couloirs, que la révision a été faite. Les Partis auraient laissé Dreyfus à l'île du Diable.

12 juillet 1909.

La doctrine : I - Doctrine politique

Propos 104 :

Choisis ses maîtres

Le 6 décembre 1912

[Retour à la table des matières](#)

Je vois que la Ligue des Droits de l'Homme, dans son bulletin, recommande des cartes postales « proportionnalistes ». Il est remarquable que tant de Républicains éclairés se soient laissés prendre par les mots. Pour la Justice, pour le droit de l'électeur, ce beau programme devait plaire à la Ligue. Un homme raisonnable me disait encore il n'y a pas longtemps : « Je suis Proportionnaliste tout simplement parce que je veux conquérir mon droit d'électeur. Je suis républicain, et assez décidé ; j'appartiens à une circonscription où le royaliste est élu tous les quatre ans, sans lutte possible. Que je vote ou que je ne vote pas, le résultat est, le même ; je demande seulement que mon suffrage ne soit pas perdu ». Raison de belle apparence, mais qui ne me frappe point.

Voter, ce n'est pas précisément un des droits de l'Homme ; on vivrait très bien sans voter, si l'on avait la sûreté, l'égalité, la liberté. Le vote n'est qu'un moyen de conserver tous ces biens. L'expérience a fait voir cent fois qu'une élite gouvernante, qu'elle gouverne d'après l'hérédité, ou par la science acquise, arrive très vite à priver les citoyens de toute liberté, si le peuple n'exerce pas un pouvoir de contrôle, de blâme et enfin de renvoi. Quand je vote, je n'exerce pas un droit, je défends tous mes droits. Il ne s'agit donc pas de savoir si mon vote est perdu ou non, mais bien de

savoir si le résultat cherché est atteint, c'est-à-dire si les pouvoirs sont contrôlés, blâmés et enfin détrônés dès qu'ils méconnaissent les droits des citoyens.

On conçoit très bien un système politique, par exemple le plébiscite, où chaque citoyen votera une fois librement, sans que ses droits soient pour cela bien gardés. Aussi je ne tiens pas tant à choisir effectivement, et pour ma part, tel ou tel maître, qu'à être assuré que le maître n'est pas le maître, mais seulement le serviteur du peuple. C'est dire que je ne changerai pas mes droits réels pour un droit fictif.

Or la Proportionnelle m'offre un droit fictif, qui est de choisir pour mon compte, entre trois ou quatre Partis, quel sera le Parti-Tyran. Mais que ce soit selon mon choix ou selon un autre, le Parti-Tyran sera toujours tyran, et mes droits seront toujours diminués. Dès que le député dépend plus d'un journal ou d'un comité, et moins de l'électeur, la liberté est menacée. Je dis la liberté de tous. Car si je suis radical, et si les radicaux sont les maîtres, j'aurai bien quelques faveurs si je les demande ; mais je n'appelle point cela liberté. Ce que j'appelle liberté, c'est la dépendance étroite de l'élu par rapport à l'électeur. C'est d'après cela seulement que je juge un système électoral. En termes bien clairs, il s'agit pour moi d'empêcher que les riches ajoutent le pouvoir politique au pouvoir économique qu'ils ont déjà. Or, avec les Partis et la Haute Politique, je suis assuré que les riches gouverneront. Tandis qu'avec notre système, et les perfectionnements qu'il peut aisément recevoir, comme limitation des dépenses électorales et secret du vote, nous arriverons à tenir en bride les Grands Politiques, et les Hommes d'État impatients qui ne parlent que de restaurer l'autorité. Merci du cadeau. Le meilleur des rois ne vaut rien.

6 décembre 1912.

La doctrine : I - Doctrine politique

Propos 105 :

La R.P. et la justice

Le 14 juillet 1914

[Retour à la table des matières](#)

Quand ils ont dit que la Proportionnelle est juste, ils croient avoir tout dit. Et je vois bien une espèce de justice au premier moment, c'est-à-dire quand on nomme les députés ; mais encore faudrait-il y regarder de près. Si l'électeur est moins libre et moins éclairé dans son choix, est-ce juste ? Si les comités départementaux ont tout pouvoir pour imposer tel candidat et surtout pour en éliminer un autre, est-ce juste ? Si un homme droit et sûr prête son appui, par nécessité, à des ambitieux aussi riches d'appétits que de talents, mais de pauvre caractère, est-ce juste ? Si un ferme et libre esprit ne peut être élu qu'en traitant avec un parti, est-ce juste ? Si les partis ainsi organisés ont presque tout pouvoir pour échapper à la pression des électeurs, et tromper leurs espérances, est-ce juste ? Si l'élite, déjà si puissante, se trouve fortifiée encore par ce nouveau système électoral, est-ce juste ? Si l'influence des politiciens sur les vrais amis du peuple, déjà trop forte, s'exerce alors irrésistiblement, par les délibérations et les votes à l'intérieur du parti, est-ce juste ? Et enfin, si l'écrasement des minorités est injuste dans la circonscription, par quel miracle devient-il juste au parlement ? Car il faut bien que l'on décide enfin, et que la majorité l'emporte. En somme, quand vous dites que la Proportionnelle c'est la justice, j'ouvre bien les yeux, car j'aime la justice, mais je ne comprends rien, je ne perçois rien de ce que vous annoncez.

En revanche, il y a quelque chose que je comprends très bien et que je perçois très bien, c'est que les opinions pour et contre la Proportionnelle correspondent à des opinions très bien définies concernant l'avenir de la République. Car les uns, qui sont l'élite, et que je reconnaîtrais presque au port de la tête, craignent par-dessus tout ce qu'ils appellent la démagogie et les intérêts de clocher. Ils veulent qu'en toute chose, armée, impôts, travaux publics, ce soient les compétences qui décident ; ils veulent que la grande politique, qu'ils appellent nationale, échappe tout à fait au contrôle des petites gens, pour qui vivre de leur travail et s'assurer contre les risques est la grande affaire. Enfin ils se défient de l'électeur. C'est contre l'électeur qu'ils ont inventé la Proportionnelle, et l'invention est bonne.

Les autres savent trop, par trop d'expériences, ce que devient la volonté populaire lorsqu'elle se heurte à l'action continue des grands Ambassadeurs, des grands Banquiers et des grands Bureaucrates. Ils savent trop comment les députés cherchent trop souvent autour d'eux, dans ce milieu parlementaire qui a ses préjugés propres, un appui contre l'électeur, et de beaux prétextes pour oublier leurs promesses. Ils savent que les grands intrigants sont déjà assez forts, et disposent déjà trop des réputations et des influences ; que l'air parisien est déjà assez mauvais et dangereux pour les provinciaux même les plus rustiques ; et qu'enfin le scrutin d'arrondissement est la meilleure arme de la province contre l'élite parisienne. Prise ainsi, la question est assez claire, il me semble. Et c'est parce que ces raisons commencent à se dessiner dans le brouillard, que cet accord apparent de la plupart des députés recouvre en réalité des divisions profondes et une résistance formidable.

14 juillet 1914.

La doctrine : I - Doctrine politique

Propos 106 :

Pilule dorée

Le 30 avril 1910

[Retour à la table des matières](#)

Mon ami Jacques me disait hier : « Vous travaillez ferme contre la Représentation Proportionnelle, et bien inutilement, car les prêcheurs de ce nouveau culte ne vous liront seulement pas ; et quant à nous, gens de peu, mais puissants par le nombre, il y a beau jour que notre opinion est faite.

« Organiser le suffrage universel, voilà qui est assez clair. Organiser, c'est-à-dire museler. En ont-ils assez écrit, sur les excès de la démagogie, comme ils disent ? Est-ce que vous croyez que nous ne comprenons pas bien, quand ils racontent que les petits intérêts ont trop de poids, et que les ministres n'ont pas assez de liberté pour nous faire de la haute politique. Le pauvre Jacques sait ce que parler veut dire. Réfléchir, juger, corriger, cela n'est point mon affaire. Il faut qu'on m'apporte deux ou trois beaux programmes, élaborés par des hommes éminents, et que je choisisse, et que je reste en paix pendant quatre ans. Mon député ne m'aime pas trop, savez-vous bien. Quand il m'aperçoit, il s'enfuit par quelque petite rue. C'est pourtant moi qui suis son maître, et lui mon employé ; mais il ne digère pas cela, quoique ce soit un brave homme.

« Mais les autres, qui nous arrivent avec des diplômes, et avec d'énormes travaux qu'ils ont faits dans les bibliothèques, ils ne supportent point de discuter sur leurs votes, comme ils font maintenant, avec des commerçants ou des employés. Ils avaient rêvé autre chose ; des parolotes sur les principes, des commissions bourrées de science, des intrigues de couloirs, des congrès de partis, des déjeuners à la Deschanel, une vie d'aristocrate, l'académie au bout ; peut-être même, avec un peu de bonheur, la gloire d'être premier ministre et de parler à l'Europe au nom de la France. Mais voilà maître Jacques qui a mis le nez dans ses propres affaires ; voilà un tas de cordonniers et terrassiers qui veulent dire leur mot. Voilà que, plus ils s'élèvent, mieux ils se sentent tenus. Voilà que l'électeur frappe à la porte. Voilà que le petit père Combes se met à gouverner pour l'électeur. L'ont-ils assez maudit, celui-là, qui se mêlait d'être républicain, et de brouiller les partis, et de parler au peuple à travers les murs. L'ont-ils assez maudit, en lui donnant leur vote ! Gâte-métier ! Oui, le métier est gâté. Les belles phrases ne font plus taire l'ami Jacques. Les rapports, les commissions, les intérêts supérieurs, toutes ces vieilles ficelles sont usées. Le peuple siège au parlement, revoit les budgets, contrôle les bureaucrates et les ministres. Révolution vraie celle-là, qui est de tous les jours, et qui ne fait que commencer. Voilà pourquoi ils nous demandent d'organiser la démocratie, c'est-à-dire d'abdiquer entre leurs mains. La pilule est bien dorée ; mais l'ami Jacques lie l'avalera pas. »

30 avril 1910.

La doctrine : I - Doctrine politique

Propos 107 :

Le Nombre et le Droit

Le 31 juillet 1912

[Retour à la table des matières](#)

« La démocratie n'est pas le règne du nombre, c'est le règne du droit ». Cette formule, que j'ai rencontrée ces jours, est bonne à méditer dans ce moment de notre histoire. Car tous les proportionnalistes me paraissent avoir une tout autre conception de la République. Selon ce qu'ils disent, il suffit que le pouvoir soit remis aux plus forts; la justice n'en demande pas plus.

Pour moi, je conçois la République tout à fait autrement. Il n'y a point de tyrannie légitime ; et la force du nombre ne peut point créer le plus petit commencement de droit. Le droit est dans l'égalité. Par exemple tous ont un droit égal à pratiquer telle religion qu'ils auront choisie ; le droit de l'un limite le droit de l'autre. Il serait contre le droit qu'une majorité, aussi écrasante qu'on voudra, et unanime, supposons-le, sur le problème religieux, voulût imposer son culte à une douzaine de dissidents.

Pour parler plus précisément encore, dans une Démocratie, non seulement aucun parti n'a le pouvoir, mais bien mieux, il n'y a plus de pouvoir à proprement parler. Il y a des magistrats qui ont pour charge de maintenir l'égalité, la paix, l'ordre ; mais ces magistrats ne doivent pas agir au nom d'un parti. Par exemple, il est assez clair que

les jugements des tribunaux devraient n'être changés en rien quand un progressiste prendrait le pouvoir à la place d'un radical très radical.

Mais, direz-vous, il y a les lois elles-mêmes, qui sont faites par le parti le plus fort? C'est une erreur. Les lois sont faites d'un commun accord et sans aucun esprit de parti. La loi sur les accidents du travail, la loi sur les retraites ouvrières, la loi sur les associations, sont des formules de bon sens, suggérées par des circonstances qui ne dépendent point de ce que tel parti ou tel autre est au pouvoir. Il y a des usines ; il y a un prolétariat ; il y a des grèves ; une monarchie en a autant à montrer, et formule là-dessus à peu près les mêmes lois que nous. Si nous faisons l'impôt sur le revenu, nous ne pouvons pas dire non plus que la République en aura le monopole. Les lois sur le « bien de famille » ou sur les habitations à bon marché, traduisent ou traduiront aussi des nécessités, et des solutions de bon sens.

Aussi je crois que les querelles des Partis sont plus académiques que réelles. On peut le voir dans les discussions législatives. Chacun parle au nom de la raison commune, et non pas au nom d'un parti nombreux. De Mun et Jaurès s'entendent plus souvent qu'on ne croit. Bref, dans l'ordre législatif, je ne vois pas que la majorité fasse sentir sa pression ; c'est plutôt l'unanimité, qui exige des débats publics, un travail suivi et impartial, et la liberté entière pour toute opinion et pour toute critique. Le peuple veut des législateurs, et non des tyrans. Voilà pourquoi il est puéril de compter si exactement les voix ; cela laisse croire que le parti le plus fort aura le droit d'être injuste. Système odieux.

31 juillet 1912.

La doctrine : I - Doctrine politique

Propos 108 :

Le Problème politique

Le 19 juin 1911

[Retour à la table des matières](#)

Tout débat proprement politique met en question la République elle-même. Il s'agit alors, remarquez-le bien, de savoir si le Suffrage universel aura ou non tout contrôle et tout pouvoir. Être radical, c'est accepter ce principe sans restriction ; être autre chose que radical, quelle que soit l'étiquette, c'est toujours vouloir que l'élite ait la prépondérance sur le nombre, et que l'on donne un mandat en blanc soit aux plus riches, soit aux plus courageux, soit aux plus savants ; aussi remarquez que toute coalition contre la République comprend naturellement des riches, des officiers et des bureaucrates ; je n'ose pas dire tous les riches, tous les officiers, tous les bureaucrates, mais si cela était, il ne faudrait pas s'en étonner, car c'est dans la nature des choses. Aussi cette coalition veut toujours que l'on vote sur le problème politique, c'est-à-dire sur la République même, avec l'espoir que l'électeur se lassera un jour ou l'autre de gérer ses propres affaires.

Mais, comme la masse électorale répond de plus en plus clairement contre cet espoir insensé, par l'affirmation radicale de la République, on aperçoit des temps nouveaux où l'on votera non plus sur la forme du gouvernement, mais sur la gestion même de la chose publique. Et dès lors, il ne s'agira plus de savoir si un candidat est

républicain ou non, mais bien s'il fait correctement son métier de représentant, c'est-à-dire premièrement s'il contrôle sévèrement les dépenses publiques ; deuxièmement s'il s'oppose efficacement à tous les abus de pouvoir ; troisièmement s'il connaît bien sa circonscription, s'il y sait discerner les intérêts et les mouvements d'opinion, si enfin, comme un arbitre irréprochable, il porte aux pouvoirs les doléances de la circonscription tout entière.

À ce point de vue, le député représente tous les électeurs, et non pas seulement ceux qui ont voté pour lui ; je dis même plus, il représente tous les êtres humains, électeurs ou non. Qu'un matelot anglais, de passage au port de Rouen, soit emprisonné injustement, il appartient au député de Rouen d'être arbitre, pour sa part, entre les pouvoirs locaux et l'inculpé, et de signaler l'abus de pouvoir d'abord au ministre responsable, et puis au Parlement si c'est nécessaire. Et si quelque loi ou décret provoque les réclamations de quelque corps de métier, le député pèsera ces intérêts corporatifs, et les représentera au Parlement, sans rechercher si ces ouvriers ont voté pour lui. C'est déjà ainsi ; ce sera ainsi de plus en plus, parce que le problème politique étant de moins en moins intéressant, par la déroute des ennemis de la République, il s'agira surtout de choisir le député le plus instruit, le plus actif, le plus utile au plus grand nombre ; donc on votera pour un homme, et non pour un parti. Tandis qu'au contraire les ennemis de la République cherchent toujours quelque ruse pour remettre l'électeur en tutelle. Et leur dernière manœuvre, c'est la Proportionnelle, qui n'est qu'un plébiscite sur les partis.

19 juin 1911.

La doctrine : I - Doctrine politique

Propos 109 :

Le jeu des partis

Le 21 mai 1922

[Retour à la table des matières](#)

L'élite nous gouverne par les lieux communs. Il y a scandale si l'on contredit, parce que ce qui va contre les lieux communs étonne d'abord et demande réflexion. Un conte de Voltaire, mis en discours politique, serait hué. Et je ne dirai pas une chose neuve en disant que c'est un état honteux d'être radical ; on l'a assez dit aux radicaux, et de tous les côtés. Cette honte est presque invincible ; elle l'est certainement dans un cercle d'hommes bien pensants ; aussi dans un cercle de femmes frivoles et élégantes. L'Académie joue là-dessus et gagne souvent. Cependant l'Ésope moderne, qui travaille et qui paie, poursuit des réflexions très hardies, mais qui n'ont point du tout la forme oratoire ; il hoche la tête, et parle à son bonnet. L'opinion publique est la Grande Muette.

Or le suffrage direct, celui qui va à un homme plutôt qu'à un parti, trouve le moyen d'élever cette pensée presque informe, mais très raisonnable, au niveau des pouvoirs. Le semblable cherche le semblable ; non point un orateur qui casse les vitres, mais plutôt l'homme dont on devine qu'il en pense plus qu'il n'en dit. C'est une chose digne de remarque que les radicaux ne disent pas grand chose de neuf sur la guerre et la paix ; leurs discours ressemblent assez à tous les autres discours. Mais qu'ils arrivent au pouvoir, et qu'ils trouvent dans leurs papiers une Alliance russe, ou un homme d'Académie dans leur antichambre, ils sentent l'ennemi par ce hérissément de précaution que je connais bien, car il m'a été donné dans ma nature. Et, tout en disant les paroles qui sont alors convenables et de cérémonie, ils préparent en eux-mêmes ou bien réchauffent quelque refus obstiné, ou bien quelque ruse tournante. Le

coeur enfin n'y est pas. Par cette politique médiocre d'apparence, et de toutes parts à grand bruit méprisée, ils font sentir invinciblement la résistance populaire, et arrivent à leurs fins qui sont nos fins, comme on l'a vu et comme on le reverra, du moins je l'espère, Ceux qui au contraire revendiquent à grands cris la paix déclarée au monde, la fraternité internationale et le désarmement pur et simple, ignorent la force de l'adversaire, et aussi la timidité naturelle de celui qui n'a point pour métier de penser. Il faut conduire lentement et prudemment le penseur sans rhétorique, si l'on veut le mener loin.

Les choses étant ainsi, il est inévitable que tout scrutin de liste et toute Proportionnelle nous dupent ; et cette célèbre campagne de M. Benoist, dont nous voyons maintenant les effets, fut menée par de fins renards politiques, aidés malheureusement par les doctrinaires sans prudence ; d'où ce bruit d'armes, et cette désolante politique, qui annule les pénibles victoires du bon sens. Alors l'éloquence, publique règne, parce qu'elle prépare les candidatures dans les partis ; alors le peuple choisit dans une élite qui lui est proposée, au lieu d'envoyer au centre du pouvoir ses Paysans du Danube. Alors c'est l'art de dire qui donne le pouvoir de faire ; on vote, comme on dit, pour un principe et non pour un homme, et la lutte politique s'établit entre le lieu commun académique et le paradoxe révolutionnaire qui en est la négation immédiate et abstraite. Et c'est très bien joué ; car l'électeur moyen reconnaît encore mieux sa pensée dans le premier que dans le second ; mais, au vrai, la pensée de l'électeur moyen ne se retrouve plus du tout dans la conduite des affaires. Tel est le jeu des partis et le jeu de l'élite depuis qu'il y a des hommes.

21 mai 1922.

La doctrine : I - Doctrine politique

Propos 110 :

Justice

Le 3 juillet 1911

[Retour à la table des matières](#)

Il y aura toujours deux politiques : celle des politiques, et celle des citoyens. Ce n'est pas à des Normands qu'il est nécessaire d'expliquer longuement ces choses-là. Ce sont de fortes têtes ; ce sont des têtes pensantes ; ils ont plus pensé que chanté. Mais les paysans ont tous cette vieille prudence, plus ou moins. Plus on les interrogera, plus on les laissera parler, mieux on entendra ce refrain nouveau : il n'y a point de bons maîtres.

On demandait aux poulets à quelle sauce ils voulaient être mangés : « Mais nous ne voulons point être mangés. » On demande au peuple : « Par qui veux-tu être gouverné ? » Mais nous ne voulons point être gouvernés. Le peuple est roi ; pourquoi abdiquerait-il ?

Tous les politiques sont sujets à se tromper là-dessus. Il suffit, croient-ils, que les pouvoirs soient donnés par le peuple ; après cela tout pouvoir est juste. Ainsi, par exemple, si l'on applique la Représentation Proportionnelle, tout sera compté, honnêtement compté. Le pouvoir ira au parti qui est réellement le plus fort ; et ce pouvoir sera juste.

Oui, mais pesons cette justice. Pour qui est-elle justice ? Pour les partis. Pour ceux qui veulent gouverner. C'est une règle juste, j'en conviens, pour savoir qui gouvernera, pour savoir qui fera les destins de la France, pour savoir qui réalisera son utopie, enflera son orgueil, et placera ses neveux. Autrefois les prétendants se battaient ; maintenant ils comptent leurs soldats ; cela suffit, car, si l'on se battait, on peut parier pour l'armée la plus nombreuse, toutes autres choses d'ailleurs étant à peu près égales puisqu'il y a des poltrons partout et des braves partout. Ainsi, au lieu de se battre, on jouera honnêtement, on comptera honnêtement les armées, et le vainqueur aura la République. Voilà bien une espèce de justice ; entre les prétendants, oui ; entre les pouvoirs et le peuple, non.

Les socialistes sont pour la Proportionnelle. Qu'est-ce que cela signifie ? Qu'ils comptent leur armée, et que le jour où elle sera plus forte que toutes les autres, il sera juste, alors, que les socialistes prennent la République, et qu'ils la gouvernent selon leurs principes ? Mais non, ce ne sera pas juste. Non et non. Justice des partis, autre forme de la guerre des partis.

J'explique ici une idée d'avenir, une idée qui changera tout. On a donné la République au peuple, mais il la refera. Examinez, retournez de toutes façons cette idée des doctrinaires, que le parti le plus nombreux exerce, par le nombre seul, un pouvoir légitime, vous verrez que cela n'est pas vrai, que cela n'est pas juste, et que l'égalité des droits est la formule suffisante du droit ; suffisante, mais nécessaire aussi. Aucun parti n'est donc roi ; c'est le peuple qui est roi. Qu'un parti soit porté au pouvoir par le nombre, ce n'est pas ce qui est essentiel ; ce qui est essentiel c'est qu'il soit surveillé à tout instant, et déposé sans façon dès qu'il oublie ce qu'il doit au peuple. Or, pour que cela soit idéalisé, il faut que le bon sens soit l'arbitre, et que l'on ait tué tout à fait cette idolâtrie des partis, qui les attache à leurs chefs comme par un serment. L'individu toujours libre et toujours juge, voilà la condition de la République réelle. Cette République on ne l'a jamais offerte sincèrement au peuple ; mais je vois qu'il l'a prise, et qu'il la gardera, et qu'il la fortifiera, malgré les Proportionnalistes.

3 juillet 1911.

La doctrine : I - Doctrine politique

Propos 111 :

Le Maître

Le 9 janvier 1922

[Retour à la table des matières](#)

« J'irais à la conférence remplir mes devoirs de bon Européen. » C'est M. Ribot qui parle, et devant notre Sénat. Cette manière de dire est digne de remarque. L'homme est profondément cultivé et éloigné de tout fanatisme, autant qu'on peut savoir, mais il a toujours fait voir de la prudence et même de la crainte à l'égard du sentiment public ; ce pilote connaît la risée, le courant et les mauvais passages. Il faut donc conclure, comme je l'avais déjà supposé, que l'opinion chez nous s'est délivrée en silence, comme un prisonnier qui défait un nœud après l'autre, sans faire de mouvements inutiles, et qui, tous liens rompus, se montre encore lié par précaution.

Occasion d'observer ou de deviner comment l'opinion agit sur les pouvoirs. Car cette Chambre promettait d'abord une sorte de dictature ; l'esprit de guerre réglait encore la paix. Dans le fait tout ce qui montrait quelques restes de fanatisme fut écarté des affaires. Les hommes d'Académie n'ont pas encore compris ce prompt revirement ; cette guerre, croyaient-ils, avait fait miracle ; le vieil esprit radical était mort ; les plus illustres radicaux menaient les funérailles. Mais non. La guerre tue, mutilé, ruine ; c'est tout ce qu'elle peut faire. Elle ne change point l'esprit ; elle ne le touche point ; elle y est tellement étrangère ; elle est tellement extérieure et sans pensée aucune. Beaucoup ont craint des opinions extrêmes, ou bien les ont espérées ; mais je ne crois point à un changement réel de ce côté-là, ni de l'autre. Si vous en

doutez, lisez le débat concernant l'expédition de Syrie ; vous y entendrez les mêmes fanatiques ; ils invectivent comme au temps de l'affaire Dreyfus, et presque dans les mêmes termes ; ils sont peu nombreux, et ne trouvent point d'écho.

J'ai toujours craint le scrutin de liste et la Représentation Proportionnelle ; j'y apercevais une mystification politique. Les pouvoirs une fois assurés par un compte exact de suffrages, l'élite devait poursuivre sur les élus son travail de séduction et d'encerclement. Tout se traduisant par des opinions et des formules collectives, la vraie opinion, l'opinion commune et solitaire, risquait d'être enfin méprisée ; les groupes politiques prenaient le pouvoir et expliquaient au peuple ce que le peuple devait penser ; opération en vérité magique et qui réussit souvent, car l'opinion individuelle est naturellement timide, lente à s'exprimer, prompt à se taire devant un accord d'apparence presque unanime. Mais je crois pouvoir dire que l'opinion, en notre pays, vaincra ce système politique, le plus rusé qui soit, par une obstination étonnante. Ainsi, dans le temps même où il est évident que partout les hommes d'affaires se haussent à la politique, nous en sommes encore et toujours à vouloir séparer la Politique et la Finance, et à honorer quelque chef pauvre qui ne fait partie d'aucun conseil d'administration. Ce chef, la situation nous le refuse encore, et les grands Politiques se moquent ; mais il faudra pourtant bien que le veston râpé du radical soit finalement le maître ; maître détesté et méprisé, si l'on en croit l'élite académique et l'élite ploutocratique, mais enfin le maître, ou pour mieux dire l'invincible Arbitre, avec son bâton blanc dans sa giberne, mal payé et imperturbable.

9 janvier 1922.

La doctrine : I - Doctrine politique

Propos 112 :

Le Radicalisme s'organise

Le 10 septembre 1924

[Retour à la table des matières](#)

Le radicalisme s'étend, se fortifie et se fait place comme une chose de nature, semblable à ces heureuses inventions, telle la faux, qui sont nées de l'action, et que le calcul n'aurait pas trouvées. Le suffrage universel fut institué pour confirmer les pouvoirs. Injurié des deux parts. Les puissances le regardaient en pitié ; les révoltés ne s'y fiaient point. Le citoyen n'écoutait ni l'un ni l'autre ; il n'avait point le choix ; il prenait l'outil par le manche et cherchait jour. « Vos députés vous paieront de paroles, disait l'un ; ce jeu est trop facile, car que savez-vous et que saurez-vous jamais des grandes affaires ? » « C'est bien ainsi que nous l'entendons, disaient les Compétences. Car nous arrivons à grand'peine, pour la politique extérieure, pour les finances, pour l'ordre intérieur, pour l'administration de la justice, à savoir chacun notre métier. Le peuple en ses comices peut bien nous dire ce qu'il souhaite, et cela fut toujours admis ; mais comment nous dirait-il ce qu'il faut faire ? Met-on un laboureur au gouvernail ? Met-on un marchand de drap sur une locomotive ? La nature des choses veut que Savoir gouverne et qu'Ignorance obéisse. » Cependant les débats publics et la presse, même vendue, mettaient au jour les erreurs incroyables des docteurs de politique. Pour ne citer qu'un exemple, le traité de Versailles passe toute permission. Cela donne courage.

Tout se sait à la fin. Que n'a-t-on pas dit de la presse ? Quelque intérêt qu'elle ait à nous tromper, la vrai des événements perce. L'objet réel est solide; il marque sur le papier. L'information court ; elle n'a pas le temps de mentir. Même pendant la guerre, même sous le régime de la censure, le lecteur moyen épluchait les nouvelles. Comparez aussi avec les raisonneurs, que l'on écoute très bien. Mais surtout le vrai se montre par les suites, et les morceaux du vrai s'assemblent d'eux-mêmes. L'affaire Dreyfus en est un bel exemple ; l'opinion y a vu clair à la fin. Bref, en dépit des déclamations faciles, le citoyen s'est obstiné à regarder les choses à travers cette lentille déformante, puisqu'il n'avait pas mieux. Connaissance imparfaite ; mais l'expérience fait voir que le microscope des gouvernants les trompe aussi. Il faut décider avant de savoir tout, et le navigateur ne compte pas les méduses.

Par ces vues les pouvoirs s'organisent, non pas tout à fait comme les théoriciens l'auraient voulu. Que n'a-t-on pas dit contre le scrutin d'arrondissement? Au vrai, comme je l'ai toujours senti, ce n'était qu'une insurrection des Compétences, qui se voyaient destituées. Ministres, bureaux, réformateurs, députés même se trouvèrent un moment rassemblés contre le tâtonnant effort des citoyens. L'outil a pris forme par ces luttes, et même les socialistes s'étonnent maintenant de le trouver bon. Il arrive ceci, qui est un scandale pour les politiques, c'est que des administrateurs fort savants sont déposés par un vote, et toutes les négociations profondément modifiées d'après les préférences d'une masse électorale qui ne connaît que sommairement la situation. Et l'on convient que cette pacifique révolution n'aurait même point été nécessaire, si l'ancien instrument de vote n'avait pas été témérairement remplacé. Il est dans l'ordre que l'action précède et que les idées suivent ; et qui veut penser la République la pensera dans l'expérience même, ou ne pensera rien. On a roulé avant de savoir ce que c'est qu'une roue, et il y eut des jugements avant qu'il y eût des lois. La charrue à vapeur traîne encore l'ancien soc, résultante non encore calculée de la terre, du bœuf et de l'homme.

10 septembre 1924.

La doctrine

II - Doctrine économique

La doctrine : II - Doctrine économique

Propos 113 :

Politique et économique

Le 22 juin 1923

[Retour à la table des matières](#)

Chacun peut donner son argent aux pauvres, son usine aux ouvriers ; chacun peut pratiquer ou instituer à son gré un collectivisme ou un communisme. La Coopération met à la portée du plus pauvre un moyen d'action peut-être encore plus puissant. Par cette organisation, les corporations seront plus unies et plus fortes. Au reste, quand les Coopératives seront assurées de la clientèle ouvrière, elles élimineront la production capitaliste. Ce genre d'action, dont on ne voit pas les limites, dépend des opinions, de la bonne volonté, de la fidélité de chacun ; les lois ne peuvent rien, ni pour ni contre. Il s'agit donc ici de morale, et je dirais même de religion. Ce genre de conditions doit changer aussitôt les actions de chacun, non sans surveillance de soi, patience, esprit de fraternité et même de sacrifice. Et, si la religion de l'Humanité, la dernière venue, est quelque chose, elle doit produire de ces effets-là. C'est par un

juste sentiment que les corporations organisées, aussi bien que les Coopératives, viennent à se détourner de la politique, qui en effet est stérile pour ce genre d'œuvre. C'est pourquoi on verra le Socialisme, le Collectivisme, le Communisme disparaître peu à peu des programmes politiques. En attendant, ils y mettent confusion et désordre, et cela résulte de la nature des choses. Attention ici, camarades et apôtres.

Mais attention aussi derrière vous. Car la politique nous tient tous, fait brutal. On ne voit même pas comment on pourrait se passer d'une police commune à tous, quel que soit l'idéal moral ou religieux de chacun. Toujours est-il qu'en fait nous sommes tous engagés dans cette autre coopération pour la sûreté ; nous trouvons des chefs et une puissante hiérarchie ; nous ne voyons même pas bien comment nous pourrions limiter d'avance les pouvoirs de l'agent et du garde dans l'incendie, la peste, la panique, la rixe. La force publique nous lie ; et même, dans beaucoup de cas, nous devons lui dire merci. Qu'elle abuse de notre reconnaissance, depuis que le monde est monde, c'est assez évident ; qu'elle occupe tout le terrain qu'on lui laisse, qu'elle applique souvent le remède avant le mal, et qu'elle crée des maux nouveaux par cette méthode préventive, c'est ce que chacun peut comprendre. Avec cela qu'elle ménage ceux qui lui donnent mandat en blanc, mais qu'elle soit soupçonneuse et même injuste à l'égard de ceux qui la veulent contrôler, cela résulte de la nature humaine ; chaque fonction a ses passions propres.

Cela étant, tous doivent porter attention au problème politique comme tel. Et, ici, je n'aperçois que deux opinions ; car il faut adorer les pouvoirs, ou bien au contraire les surveiller sans cesse, et limiter leur action au strict nécessaire, c'est-à-dire ne point permettre qu'ils décident arbitrairement et secrètement des maux et des remèdes, mais au contraire les avertir, les modérer, les changer ; à quoi l'opinion suffit toujours, pourvu qu'elle parle. Cette doctrine est dite Radicale, et c'est très bien dit, parce qu'elle subordonne les pouvoirs à l'opinion, radicalement, c'est-à-dire dans tous les cas. Et cette doctrine s'accorde sans difficulté avec les opinions morales ou religieuses les plus diverses. On peut être catholique, chrétien, socialiste, communiste, et en même temps radical. L'Union des gauches n'est donc pas de circonstance, mais de nature.

22 juin 1923.

La doctrine : II - Doctrine économique

Propos 114 :

Les grands Banquiers

Le 19 octobre 1911

[Retour à la table des matières](#)

On nous a assez dit que l'alliance des radicaux de toute nuance, j'y mets les libéraux sincères, avec les socialistes, n'était pas naturelle. Voilà pourtant que cette alliance s'est faite en Belgique, et par la force même des choses. Pour quel objet ? Pour la liberté tout simplement.

Il y a alliance naturelle entre les trois Tyrannies, celle du curé, celle du noble, celle du banquier. J'entends par banquier celui qui, par la puissance de l'argent, se met au-dessus des lois, et qui entreprendra par exemple, avec le concours d'un gouvernement corrompu, de pousser des travailleurs à la grève, de payer de faux attentats, et d'arriver ainsi à briser les forces syndicales. Et j'entends par noble tout homme qui, parce qu'il fait métier d'honneur et de courage, conformément à l'idéal de noblesse, méprise parfaitement tous les petits, ouvriers et bourgeois, et les sabrerait très bien. L'alliance de ces trois forces est connue ; il faut être aveugle pour ne pas la comprendre, et pour ne pas la saisir dans les faits.

L'autre parti, le parti de gauche, veut la liberté, seulement la liberté. Contre la tyrannie d'église et contre la tyrannie des sabreurs, l'accord est bien clair, et impossible à rompre. Tous les ministres qui ont voulu ménager l'adversaire et en même temps se

séparer d'une partie de leurs propres troupes sont tombés misérablement. Mais il y a quelque chose d'obscur dans les revendications proprement économiques. Car on ne sait jamais bien si les socialistes réclament l'intervention de l'État dans la fixation du prix du travail, ou si au contraire ils comptent bien régler ces choses par leur puissance de coalition, si seulement on la laisse s'exercer librement. Et je crois qu'on en viendra à traiter avec eux d'après ce deuxième principe, le gouvernement ment de gauche promettant seulement d'être rigoureusement impartial dans les luttes économiques.

C'est difficile ? Nul n'en doute. Mais nous ne faisons pas assez pour donner aux socialistes un peu plus de confiance. Il faut toujours que nos gouvernants tiennent par des liens visibles à des associations de capitalistes ; je ne vois guère que le ministère Combes qui ait échappé à ce soupçon. Or, si nous déblayons un peu, si nous laissons les détails de la politique, où l'on peut se tromper de bonne foi, n'est-ce pas cette impression, ce sentiment diffus, si l'on peut dire, dans les masses ouvrières, qui a donné à un radical évidemment pauvre et incorruptible une autorité unique dans notre histoire parlementaire ? Mais Waldeck-Rousseau était un riche, et un avocat d'affaires ; Millerand n'est pas autre chose ; d'autres sont connus pour gagner des quatre cent mille francs par an à gérer le bien des riches. Comment cela n'inspirerait-il pas quelque défiance ? C'est comme si nous avions un évêque au ministère pour assurer la liberté de conscience.

19 octobre 1911.

La doctrine : II - Doctrine économique

Propos 115 :

Urbains et Ruraux

Le 29 janvier 1913

[Retour à la table des matières](#)

La vérité politique exige une concentration à gauche, et ce serait chose facile, s'il n'y avait la Réforme électorale. J'ai assez analysé cette conspiration permanente de l'élite, principalement parisienne, contre le radicalisme véritable ; je dis l'élite pour abrégé, car le plus gros de cette armée comprend ceux qui s'amuse et ceux qui amusent ; une des ailes est aux cabarets de Montmartre et l'autre à l'Académie. Les Robes y sont, et les Manteaux, et les Chapeaux, et les Autos, et les Théâtres, et les Actrices, et les Vaudevillistes, et les Nouvellistes, enfin tous les Marchands de Plaisir. De là cette pluie de petites flèches, toujours empoisonnées, qui ont pris pour cible Combes et Pelletan. Mais Jaurès n'en a pas reçu moins. Si serrées, car il ne les arrache même pas, qu'elles lui font comme une fourrure et une armure. De là des amitiés profondes, et des alliances naturelles que rien ne rompra.

Mais il y a la Réforme électorale, qui marque sans, doute, parmi les troupes de gauche, des divergences naturelles aussi. Le socialisme est urbain ; il n'est peut-être que le radicalisme des faubourgs. Ici le peuple s'organise naturellement en syndicats et coopératives. L'action politique s'y fait dans les groupes ; la propagande est publique ; le contrôle est de tous les instants ; la revendication politique y est liée aux

intérêts les plus évidents et les plus pressants. Nulle diplomatie; tout au grand jour. Formules d'orthodoxie. Trahison impossible. Cohésion admirable. Continuelle réaction du groupe sur l'individu. La force vient du dehors, si elle n'est pas au dedans ; les cœurs sont purifiés par la politique. L'hypocrisie, la trahison ne peuvent vivre là. Les formules règlent les passions de l'homme ; la doctrine façonne le caractère. On vote alors pour l'idée. C'est pourquoi la Représentation Proportionnelle est un instrument convenable ici.

Mais le radicalisme est, par le fait, beaucoup moins concentré et unifié. Il est déjà assez rural chez nous ; il le sera de plus en plus. Il est « Petit-Bourgeois » selon l'expression de Marx. De là une autre politique, bien plus difficile. Il y a des intérêts divergents. L'esprit socialiste, j'entends ici l'esprit de justice, s'y heurte à l'amour de la propriété ; le droit y rencontre le droit. La vie privée y est plus privée, plus murée ; la réflexion y est plus silencieuse, et souvent même secrète par nécessité ; la propagande y est plus individuelle. La discussion publique y est rare, toujours confuse, par le conflit des intérêts. Le scepticisme y est toujours menaçant ; le bien-être toujours, la femme souvent, s'y posent comme ennemis de la politique militante. L'opinion réactionnaire s'y infiltre. L'élu peut toujours ruser, et doit souvent manœuvrer. Comptons aussi que la participation au pouvoir crée des problèmes que les socialistes ne connaissent point. C'est dire que la doctrine est incertaine, tirée ici et là, souvent écartelée. Elle ne soutient pas son homme ; c'est l'homme qui la soutient. Il faut donc voter pour l'homme, et le bien connaître, tantôt pour le condamner, tantôt pour le soutenir, malgré les apparences. À quoi le scrutin d'arrondissement convient mieux que tout autre. Si ces causes étaient bien comprises, nos passions ne feraient plus le jeu de Charles Benoist.

29 janvier 1913.

La doctrine : II - Doctrine économique

Propos 116 :

Hommes et Doctrines

Le 14 mars 1924

[Retour à la table des matières](#)

Ce n'est pas précisément la Représentation Proportionnelle qui est contre l'esprit radical ; c'est plutôt le scrutin de liste et l'organisation des partis. Si l'on s'en tient aux programmes, un radical se distingue très bien d'un socialiste et très mal d'un modéré. Et voici le paradoxe, c'est qu'une liste de radicaux et de socialistes n'arrive pas à faire le mélange, pas plus que de l'huile avec l'eau ; au lieu que le mélange des radicaux et des modérés est aussitôt homogène d'apparence, comme pour l'alcool et l'eau. Cela vient de ce que les radicaux et les modérés disent les mêmes choses, mais les entendent autrement. Par exemple que le service militaire doive être réduit autant que la défense nationale le permettra, tous le disent, jusqu'à la droite, et je crois même que tous le pensent ; mais quand il faudra apprécier le danger extérieur, les exigences de l'instruction et l'organisation du commandement, vous verrez les différences. Au contraire les radicaux et les socialistes disent des choses fort différentes et même opposées ; mais, quand on viendra à juger du possible et de l'opportun, vous verrez les ressemblances. Pour parler autrement, les doctrines radicales ressemblent beaucoup aux doctrines modérées, mais les hommes contrastent. Pour les radicaux et les socialistes, c'est justement le contraire.

Plantez donc deux hommes devant l'électeur, deux hommes qu'il connaît bien, surtout par les sentiments, par les passions, par l'attitude constante, par le jugement. L'un est radical, l'autre est socialiste. Leur caractère même fait qu'ils ne dissimulent rien, qu'ils se séparent, qu'ils s'opposent. L'électeur n'a point d'hésitation tant qu'il s'agit de choisir l'un ou l'autre. Mais, par les mêmes causes, et en considérant l'homme, il n'hésite point non plus à reporter sa voix de l'un sur l'autre, assuré que dans le détail des affaires, qui seul importe, l'un vaudra l'autre. Ainsi la coalition se fait naturellement dans l'urne même ; l'esprit commun gouverne, et les pouvoirs sont mis au pas. Imposez maintenant à ces deux hommes de faire liste commune, et encore avec d'autres, vous les verrez mordus aux chausses et accusés de trahir. Si la division s'y met, si chacun retourne au gros de son parti, c'est la défaite. Si l'on concilie, les principes s'effacent; tout est pâle et fade, l'électeur bâille aux discours, la vie politique s'endort. De toute façon les tyrans ont gagné quelque chose.

Le radical ne trouve donc à gauche que des amis difficiles. À droite il ne trouve que des ennemis séduisants. Un homme de bonne compagnie, naturellement poli, rompu aux affaires, rusé même sans le vouloir, soucieux de l'ordre, des intérêts généraux, de la paix, de la justice, du progrès, de la tolérance, comme tant d'hommes de bonne foi se montrent dans leurs discours, fera toujours dire de lui : « En vérité il est aussi radical que moi. Ce n'est pas ce que vous croyez. » Suivent par la même porte les amis de ce nouvel ami, dont beaucoup ne disent rien et ne pensent guère. Le radical, s'il incline de ce côté-là, est reçu comme l'enfant prodigue. Bref, la destinée du radical est d'être repoussé par ses amis et attiré par ses ennemis. Le radicalisme risque donc de périr par ces listes de réconciliation. C'est pourquoi cette campagne pour la Proportionnelle, si habilement menée, et encore de bonne foi par presque tous, fut la plus puissante manœuvre contre l'électeur. Nous en avons vu les effets ; mais il est connu que l'on ne peut pas beaucoup contre les effets tant qu'on n'a pas compris les causes.

14 mars 1924.

La doctrine : II - Doctrine économique

Propos 117 :

Discours au Socialiste

Le 24 janvier 1910

[Retour à la table des matières](#)

J'ai rêvé que je faisais un discours à des socialistes, à peu près en ces termes : « Citoyens, à vous entendre, on jugerait que l'idéal que vous vous représentez n'a rien de commun avec le nôtre ; aussi ne cessez-vous de dire que vous êtes et prétendez rester en guerre avec la société où nous sommes, que tout y est radicalement mauvais, et qu'il faudrait tout changer à la fois pour que l'air y devienne seulement respirable pour vous. Par cette attitude incompréhensible, vous faites plus de mal que n'en font les plus mauvais riches.

« En premier lieu, vous détournez de la justice un grand nombre de braves gens, qui sont prêts à réformer leurs actes et à changer leurs habitudes jusqu'à ce qu'aucune injustice ne passe plus entre leurs doigts. Quand ceux-là vous font part de leurs intentions, vous haussez les épaules, comme de sublimes docteurs en sociologie. Vous dites que, c'est pitié de semer le bon grain dans la mauvaise terre. Vous dites que la justice individuelle agissant sur un milieu tout infecté d'injustice essentielle, se tourne nécessairement en injustice, comme du bon vin que l'on verserait dans le tonneau à vinaigre. Vous riez quand on vous parle d'impôts plus justes, de participation des travailleurs aux bénéfices, de coopératives. Et vous diriez presque, comme l'académicien : « Chacun à son poste ; vous tous, bourgeois, de l'autre côté de la

barricade. » Il ne manque pas de gens, savez-vous bien, qui se résigneront à la fin, qui se sont résignés déjà peut-être, à rentrer dans leur classe, et à subir tout doucement les nécessités sociales. Vous en avez à citer, de ces riches qui se sont détournés de vous ; il faudrait voir si ce n'est pas votre action et si ce ne sont pas vos discours qui les ont découragés. Voilà ce que l'on gagne à vouloir donner à la justice un visage injuste.

« De même, dans la vie politique, vous vous isolez. Vous avez de très bons principes ; vous sauriez choisir et surveiller les hommes ; vous aviez jeté dans le parti radical beaucoup de mouvement et de confiance, et comme un nouveau sang. Mais c'est fini, je le crains bien ; vos idées ne filtrent plus jusqu'à nous ; vous n'en parlez plus qu'entre vous, toutes portes fermées. Qui n'est pas tout à fait avec vous est contre vous. Vous avez confisqué des forces ; vous les paralysez. Vous en avez rejeté d'autres, qui, avec votre alliance, auraient réveillé le radicalisme. Supposons que votre effort électoral s'exerce dans les comités radicaux ; que d'hésitants iraient à vous ! Que d'hommes nouveaux se montreraient, et que vous sauriez imposer à leur propre parti ! Mais vous ne savez que vous retirer sous votre tente, comme l'orgueilleux Achille. Ce qui fait qu'ayant laissé faire un choix médiocre, vous en venez, au second tour, à l'approuver, faute de mieux. Pour tout dire, il est évident que le parti républicain est coupé en deux, et que vous avez tout fait pour le couper en deux. Tout cela pour avoir le plaisir de réciter un catéchisme inflexible, et de faire briller des principes bien fourbis. Celui qui s'est battu comme il faut devrait, tout au contraire, montrer fièrement une épée tordue. Vous n'êtes que des théologiens. » Ainsi parlais-je dans mon rêve, et ils ne trouvaient rien à répondre. Dans la réalité, je sais bien ce qu'ils répondraient : « Vous êtes, diraient-ils, bourgeois, et vous n'êtes point socialiste ; vous ne pouvez pas nous comprendre. »

24 janvier 1910.

La doctrine : II - Doctrine économique

Propos 118 :

Le Socialiste répond

Le 1^{er} juin 1912

[Retour à la table des matières](#)

Un radical est destiné à entendre, venant de droite et de gauche, des vérités désagréables. Il y a le discours de l'Idéaliste : « Radicaux, pour vous la société n'est pas un fait ; c'est un contrat ; non formulé, non signé, mais peu importe ; c'est une paix enfin. Or il y a des forces de guerre. Les uns tuent et volent sans façon ; mais ces attentats sont peu de chose si on considère ceux qui tuent ou volent plus proprement, et même souvent sans s'en douter. Ne pas nourrir convenablement, ne pas payer autant qu'il faudrait ceux que l'on emploie, n'est-ce pas voler et tuer ? Or, qui décidera ?

« Remarquez, Monsieur le Radical, que la propriété est souvent contestée ; droits de l'héritier, droits de l'acheteur, responsabilités, servitudes, tout cela donne lieu à des procès ; et vous trouvez bon qu'aucun des intéressés ne décide selon ses préférences. Le juge interprète le contrat, souvent il le réforme et même l'annule ; il n'hésite pas à le faire, si le contrat va contre l'ordre public ou les bonnes mœurs. Par ces principes qui sont les vôtres, je vous tiens.

« Je vous somme de surveiller, au nom de l'ordre public et des bonnes mœurs, la répartition des profits. Je vous somme de définir, de réviser, d'annuler dans certains cas les contrats de travail, au lieu d'opposer à l'ouvrier cette raison qui ferait pitié à un juge : il a promis, il doit payer. Car toute convention n'est pas loi pour les parties, et le consentement ne justifie jamais ce qui est déraisonnable. Je vous somme, enfin, de surveiller le logement, l'alimentation, le repos du travailleur, et de décider souverainement si le contrat par lequel un des contractants est inévitablement affamé, abruti, empoisonné jusque dans ses enfants, est conforme à l'ordre public et aux bonnes mœurs.

« Mais je ne vais pas jusque-là. Je vous demande de n'être pas toujours et d'avance, avec toutes vos forces de police, favorables à ceux qui prélèvent la plus grosse part ; je vous demande d'être spectateur seulement ; de ne pas aider les uns et de ne pas écraser les autres. Encore moins, mon cher ; je vous demande, quand vous êtes employeurs vous-mêmes, vous qui gouvernez, soit seuls comme dans les postes, soit associés avec d'autres comme dans les chemins de fer, je vous demande d'appliquer aux hommes les règles de la coopération, non les règles de l'exploitation. Vous le devez ; vous le voulez ; vous l'avez promis ».

Quand on pense au discours de l'homme d'ordre, qui n'est pas moins fort, et qui retentit à son oreille droite, on comprend que le radical tombe parfois dans une méditation profonde et dans une immobilité qui le font paraître comme indifférent et presque insensible. Heureux les autres partis, qui ont leur Évangile.

1er juin 1912.

La doctrine : II - Doctrine économique

Propos 119 :

Le Prince

Le 3 mai 1908

[Retour à la table des matières](#)

Quand on lit les affiches des royalistes de *l'Action Française*, on s'étonne de la tendresse qu'ils montrent pour les révolutionnaires du parti ouvrier. Ils laissent entendre que la République est inerte par nature, et que si la France avait un roi, les revendications ouvrières seraient entendues. Ces bonnes promesses ne leur coûtent pas cher ; au fond, il y entre peut-être plus de vérité qu'ils ne le croient eux-mêmes.

La République, par nature, a de quoi exaspérer les impatientes et les violents. L'opinion parlée y a peu de puissance ; le nombre seul agit. Or la masse des citoyens est difficile à remuer ; elle aime la paix et l'ordre, et se moque des utopies. Lorsque vous faites voir que les réformes marchent à pas de tortue, vous n'effrayez pas la masse des citoyens, au contraire vous la rassurez ; je crois bien qu'ils veulent surtout jouir de la sécurité, sans la payer très cher. Que le gouvernement fasse bien la police, et assure une justice impartiale, et les citoyens sont assez contents. Toutes les fois qu'on les consulte, ils le font bien voir.

Le premier effet d'un gouvernement fort et audacieux est que cette opinion muette n'est plus écoutée. Supposons un droit de suffrage restreint, et des élections encadrées de baïonnettes ; on fait dire au pays ce qu'on veut qu'il dise ; les électeurs ne

protestent pas longtemps, et ne protestent pas ensemble, car ils sont tenus par leur commerce et par leur métier. C'est sur l'indifférence du grand nombre que vit le pouvoir tyrannique.

C'est alors que les agitateurs peuvent parler au nom du pays ; c'est alors que les journalistes peuvent fabriquer de toutes pièces une opinion publique ; c'est alors qu'une poignée d'hommes résolus, agissant dans la capitale, et sous les fenêtres du prince, peut faire trembler le pouvoir. L'État est alors un champ de bataille où les gouvernants et les révolutionnaires mesurent leurs forces, tyrannie contre tyrannie. Et le prince est naturellement plus attentif à ceux qui crient et menacent qu'à ceux qui attendent, pour donner leur avis, qu'on les consulte.

Si au contraire les pouvoirs publics ont leur racine dans le peuple, s'ils sont contrôlés périodiquement, renversés ou maintenus par le peuple, alors ils n'ont rien à craindre des mouvements de la rue ; la masse écrase et étouffe les agités, et les lois suivent tranquillement les mœurs. Ainsi marche notre justice, boiteuse et myope ; bien lentement, et tâtant le sol de son bâton. Seulement elle ne recule jamais.

3 mai 1908.

La doctrine : II - Doctrine économique

Propos 120 :

Heureux peuple

Le 14 octobre 1910

[Retour à la table des matières](#)

La puissance du gouvernement est démesurée. S'il avait pour mandat de vaincre à tout prix, d'assurer l'ordre à tout prix, il n'y aurait même pas de combat. Écraser la Révolution, ce n'est rien ; l'ordre social n'a qu'à s'asseoir dessus. Comptez que les riches et les nobles ont de la colère ; comptez aussi que la plupart des citoyens sont bien loin d'éprouver une colère contre celle-là. Beaucoup, en effet, vivent passablement, aiment assez leur travail, et sont attachés à mille plaisirs d'habitude ; n'oublions pas le plaisir d'exister, de voir, d'entendre, de marcher, de manger, de dormir. Le fleuve de la vie est un beau fleuve ; les perspectives changent à chaque tournant ; toute vie est heureuse si elle n'est pas trop tourmentée. Si on ne tient pas compte de ce bonheur essentiel qui porte chacun de nous comme une vague, d'une minute à l'autre, chacun de nous avec ses petites misères et ses ardentes récriminations, rien n'est plus explicable. Les mécontents, ceux qui iraient aux armes et veulent le pire, ne sont qu'une poignée d'hommes.

Ils font, il est vrai, un bruit d'enfer, grossi encore par les artistes, qui en font une espèce de chant tragique, grossi encore par les gouvernants, qui sont avides de sauver la patrie. C'est pourquoi lorsque la masse des citoyens, comme autrefois au cirque, tourne le pouce en bas pour dire : délivrez-nous de ces gens-là, il y a une ou deux

charges et quelques fusillades, des cours martiales, des prisons, des exils ; si la chose est faite vivement, proprement, on paie les balayeurs et l'on salue le balai Qui donc sent la main du despote ? Quelque fonctionnaire, ou quelque journaliste qui bavarde sans prudence.

Ce qui fait la force des révolutionnaires, c'est la sérénité des citoyens. Ils ne croient point à une Terreur Rouge pour demain ; ils négligent les cris et les menaces ; ils pèsent les droits ; ils se disent : « Cet énergumène dit beaucoup de choses qui sont vraies en somme ; et quoiqu'il joue avec un revolver, ses raisons sont assez bien déduites. je paie bien ceux que j'emploie et je travaille volontiers. Pourquoi ces oisifs insolents d'un côté et ce luxe ridicule ? Pourquoi des travaux si durs et si mal payés ? Quand tous les profits iraient à ceux qui travaillent, où serait le mal ? Pourquoi ces beaux et joyeux enfants au ruisseau ? Pourquoi ces tristes écoles ? Pourquoi cette vieille femme chargée de bois mort ? Et puis je n'aime pas les hypocrites. Tous ces flatteurs de riches déraisonnent tristement. Ce sont de vilains cuistres qui déshonorent notre espèce ; ils détachent leurs pauvres idées comme des coupons de rente. Pataud a des fantaisies effrayantes, mais un peu de liberté tout de même, et un peu de jeunesse. Bourget m'ennuie ; ce n'est que la peur de tout, habillée de palmes vertes. Ma foi, vive la liberté ». Dans ces discours légers, il y a un diamant qui brille le temps d'un éclair, c'est la justice. Mais on n'est pas académicien, on ne jette, pas sa vertu au nez des gens. L'opinion est narquoise chez nous. À quoi bon la fureur ? Le rire suffit. Heureux peuple, qui essaie d'être juste sans vouloir être triste.

14 octobre 1910.

La doctrine : II - Doctrine économique

Propos 121 :

Désirs mal gouvernés

Le 3 avril 1911

[Retour à la table des matières](#)

L'homme Radical n'est pas encore assez commun, et il n'est pas juste de mépriser une politique dont on constate à peine les premiers effets. Elle est fondée sur l'instruction impartialement distribuée et sur le respect dû à la personne humaine ; il me semble que les nouveaux révolutionnaires ont trop vite méprisé l'une et oublié l'autre. Car ils en viennent à ne vouloir apprendre que pour l'action ; un métier et des méthodes d'action, voilà ce qu'ils attendent de leurs éducateurs. Pour la morale, ils l'ont perdue ; et quand ils n'en viennent pas à se moquer de la justice et à adorer la force, ils savent toujours bien cultiver les passions utiles, et refaire aux pauvres gens le discours de Bonaparte à l'armée d'Italie : « Camarades, vous manquez de tout ; d'autres ont plus qu'il ne faut ; considérez ces biens dont vous êtes privés ; donnez-vous de la convoitise, de la haine et de la colère, et partons en guerre ». Or, qu'arrive-t-il ? Une faiblesse essentielle risque de déshonorer cette guerre d'esclaves. La force radicale y manque ; je veux dire la force morale. On peut rire de ces affirmations, et là-dessus Pataud et Bourget s'entendront. Mais essayons de réfléchir, et d'éclairer comme il faut cette ironie sans ressort, cette violence sans virilité, ces revendications sans dignité. Ce sont les fruits de la guerre. Après la colère aveugle, la ruse tâtonnante.

Quand on agit par la grève, il faudrait premièrement être fort, deuxièmement étonner l'adversaire par une résolution mûrie et des réserves morales, en quelque sorte. Mais que voyons-nous ? D'anciens cheminots qui implorent. Spectacle à peine supportable. Ils méprisaient ; maintenant ils prient. Mais, dites-vous, il le faut bien. Oui, il le faut, parce que tous ces organisateurs de guerre n'ont pas établi que les victimes seraient nourries sur le salaire commun. Fallait-il donc réduire des hommes de courage à cette espèce de mendicité ? Mais ils n'y pensent seulement pas. Il s'agissait d'attraper un meilleur salaire ; il s'agit maintenant de rattraper celui qu'on avait ; ce ne sont toujours que des désirs sans gouvernement.

De là une souplesse et une incohérence qui font mal à voir. L'agitateur faisait trembler les puissances ; après cela il demande grâce pour les victimes, et en même temps il menace encore. Il faut pourtant choisir, paix ou guerre. Que diraient-ils si l'on exigeait des réintégrés quelque engagement d'honneur ? En tout cela je vois de la violence, mais non une vraie force ; et par défaut de culture morale, disons par défaut de culture, tout simplement. On ne fait pas une telle guerre, une si belle guerre, avec le désir seulement. Et la vieille politique radicale, qui voulait les lumières et la dignité d'abord, par l'école et les cours du soir, avait jugé plus profondément. Voilà sans doute pourquoi les socialistes s'en moquent avec une espèce de fureur. Passions sur passions, sans gouvernement intérieur. Déjà le prêtre leur tend les bras. Il y a un repentir qui est une punition.

3 avril 1911.

La doctrine : II - Doctrine économique

Propos 122 :

Les Passions

Le 31 juillet 1910

[Retour à la table des matières](#)

Je voyais ces jours-ci de ces socialistes d'avant-garde, aux yeux desquels Jaurès représente la bourgeoisie conservatrice. Ce sont des hommes qui n'attendent rien du Parlement, qui ne votent point, et qui comptent sur la violence pour établir la justice. Il n'est pas facile de leur parler raison. Si l'on ne pose pas d'abord que la société bourgeoise est tout à fait pourrie, et que toute action qui n'est pas directe et par l'organisation syndicale est tout à fait ridicule, ils n'écoutent seulement pas. Je ne les en blâme point trop ; leurs idées sont un peu trop simples pour mon goût, mais la discipline et les vertus guerrières ont toujours quelque chose d'admirable ; et puis ce sont les fanatiques de la justice ; leur dieu est respectable.

Il nous faut une aile gauche. La raison toute seule ne remue rien ; c'est toujours quelque passion qui agit. En chacun de nous, je parle des républicains qui n'ont pas peur de la république, il y a un révolutionnaire qui serre les poings. Si la pensée républicaine ne commençait pas par une colère, nos idées pourraient bien être comprises et expliquées, elles ne seraient pas affirmées ; ce seraient des discours élégants comme on n'en entend que trop. Il faut que le sentiment appuie un peu sur la plume ;

il faut que la plèbe gronde en chacun ; sans quoi l'on s'adaptera trop vite, ou, si vous voulez, l'on s'endormira, car c'est tout un.

La Démocratie, sous ce rapport, ressemble au démocrate. Si elle n'est que cerveau, elle n'agira point ; et si elle n'agit point, elle cessera même bientôt de penser. La pensée commence toujours dans les bras, dans les jambes, et dans la poitrine. En bref, il faut des passions dans le corps social aussi. Ces gaillards dont je parlais, ce sont nos passions ; c'est d'eux que viennent l'éveil et le réveil.

Seulement, il faut suivre la comparaison. L'homme le plus fort est bien faible, s'il n'est que force, C'est par l'idée qu'il agit efficacement, non par la colère toute seule. Pareillement, dans la société, ce sont les idées qui sont la vraie force. S'il n'y avait à vouloir la justice que ceux qui sentent l'injustice au bout de leurs doigts, les tyrans auraient du bon temps, car le plus grand nombre, chez nous, vit passablement. Mais l'injustice touche les cerveaux aussi ; de là cette Révolution pacifique qui réveille et pousse les puissances. S'il n'y avait que nos batailleurs des syndicats contre les ambitieux et les riches, la chose serait bientôt réglée, par sabre et fusillade ; car cette violence dont ils attendent tout n'est rien du tout, si l'on regarde bien ; Cayenne et Nouméa n'en feraient qu'une bouchée. Seulement il y a la masse des arbitres, qui, au lieu de frapper sans cérémonie, pense équitablement ces cris-là et cette violence-là, modère le cuirassier, retient la brigade centrale, et s'assure, avant de défendre l'ordre, que l'ordre vaut qu'on le défende. Ainsi nous sommes contre les réactionnaires, malgré leurs beaux compliments, et pour les révolutionnaires, malgré leurs injures.

31 juillet 1910.

La doctrine : II - Doctrine économique

Propos 123 :

L'Arbitre

Le 3 janvier 1922

[Retour à la table des matières](#)

Comte donnait comme un axiome que le pouvoir appartient aux Forts, et il annonçait comme Forts, pour ce siècle-ci, les banquiers et les capitaines d'industrie. Il ne se trompait guère, puisque la force militaire elle-même se trouve subordonnée à la richesse, au laboratoire, à l'usine. Et nous voyons présentement que la politique se soumet aux nécessités économiques, et se borne à suivre, en quelque sorte, les fabricants et les banquiers dans leur marche conquérante. Par exemple nos pouvoirs politiques trouvent les armées commerçantes établies en Extrême-Orient, et se bornent à les seconder. Mais, en même temps, nos ministres et la Chambre avec eux jouent, il me semble, le rôle de l'arbitre, et non sans un immense pouvoir, puisqu'ils disposent des deniers publics et du crédit qui y est joint. Ce que je veux remarquer à ce sujet, c'est que ces pouvoirs proprement politiques font naturellement effort pour se séparer des pouvoirs industriels et financiers. Certainement cet effort est soutenu par l'opinion. Un chef du gouvernement ne tiendrait pas une heure s'il était lié publiquement à quelque banque ou à quelque entreprise par ses intérêts privés. Bien loin que l'électeur soit disposé à choisir, pour diriger les affaires publiques, justement les grands Banquiers et les grands Usiniers, tout au contraire, il refuse à l'élu le droit de gérer en même temps ses propres affaires et les nôtres. Entendons-le bien ; il ne s'agit pas de vouloir qu'un député ou un ministre n'ait pas d'autres ressources que son

traitement ; mais l'Opinion ne veut pas voir réunis dans les mêmes mains le pouvoir politique, qui est d'administration et de police, et cet autre pouvoir qui, par les grandes Sociétés de crédit et de fabrication, règne sur un monde d'employés et d'ouvriers, de coopérateurs et de consommateurs. Et l'idéal serait que des députés et des ministres pauvres et incorruptibles jugent, conseillent et au besoin redressent au nom du peuple les Grands Seigneurs du trafic. C'est l'idéal radical ; on peut en rire, mais l'électeur n'y est pas moins attaché aujourd'hui qu'hier. Combes, tribun du peuple, pauvre et redouté, reste le modèle de ces chefs que les puissants méprisent, mais qu'ils devront supporter, si l'électeur tient ferme.

Un précieux ami à moi, qui connaît profondément l'histoire politique, me disait il y a quelque temps : « Garde-toi de vouloir retrouver le Pouvoir Spirituel en Combes. Combes a triomphé des autres puissances parce qu'il était lui-même puissance, nommant généraux, diplomates et tout. » J'examine. Il me semble que notre pays s'organise, malgré les coups du sort, selon un plan encore indistinct, mais qui est étranger aux conceptions politiques jusqu'ici connues. La guerre n'y a rien fait, ni rien changé de positif ; tout recommence, comme on peut voir. Et, dans le fait, ce pouvoir politique séparé des pouvoirs réels, et que le peuple soutiendra s'il le veut, c'est bien le Pouvoir Spirituel. Non point tel que Comte le concevait, agissant par le jugement seul, sans aucune sanction de force ; mais c'est un pouvoir de protection, un pouvoir modérateur et arbitre, dressé contre tous les pouvoirs ; fort non point pour entreprendre, mais pour empêcher, comme l'agent aux voitures, qui n'a point de voiture. Et le commun bon sens décide que ce genre de pouvoir doit être séparé de l'autre, et que ce n'est point à la plus puissante compagnie de voitures qu'il appartient de faire la police du carrefour.

3 janvier 1922.

La doctrine : II - Doctrine économique

Propos 124 :

Les Pouvoirs de fait

Le 29 juin 1922

[Retour à la table des matières](#)

Le radicalisme serait bon pour tous les peuples ; mais qui osera écrire la Charte des gouvernés ? Le premier article en serait, il me semble, qu'il faut d'abord modérer cette ambition que prennent les gouvernants de tout régler par des lois. L'esprit radical ne reconnaît aucune existence politique aux diverses sociétés de production. Le contrat est, comme on dit, la loi des parties. La propriété peut rester individuelle, ou bien se faire collective ou commune, selon les cas, et par libre convention entre les producteurs. C'est ainsi que l'organisation des postes est collectiviste, pendant que l'organisation de la police est communiste. Ces différences, qui résultent de la nature des choses, nous détournent de vouloir imposer une même formule à tous les groupes producteurs. Qu'il y ait donc des fromageries collectivistes et que les gardiens des vaches y obtiennent participation, cela concerne uniquement les intéressés ; et cela n'empêche nullement que le paysan reste maître chez lui, s'il y trouve son intérêt ou seulement son plaisir. Le rôle des pouvoirs est d'assurer l'exécution des contrats, et non de dicter les contrats.

Le principe républicain, radicalement appliqué, est que les pouvoirs politiques soient séparés des pouvoirs de fait. Toute église est un pouvoir de fait ; nulle église ne

doit donc être représentée dans les pouvoirs politiques, et il faut que les pouvoirs soient sans religion. Sous ce rapport, un catholique qui vote doit bien réfléchir à ceci que son vote n'a nullement pour fin d'étendre la doctrine catholique ; c'est en ce sens que l'anticléricalisme est inséparable de la doctrine républicaine. J'ai connu de bons catholiques qui étaient anti-cléricaux ; on en verra un plus grand nombre, pour le plus grand bien de la République et du Catholicisme.

Les Banquiers et les Capitaines d'industrie exercent un pouvoir de fait ; les Syndicats d'ouvriers aussi. Il est important que ni les uns ni les autres n'aient prise sur les pouvoirs politiques. Les Syndicats vont naturellement à séparer les deux ordres, d'après une idée juste, mais qui n'est pas assez élucidée ; elle ne peut l'être que par la pratique même du régime radical, qui sanctionne les contrats, mais ne les dicte point. Et quant aux puissances financières, le moindre électeur sent bien qu'il faut les séparer de l'État, comme on a séparé l'État et les Églises. Il ne faut qu'installer la frugalité et la simplicité au gouvernement et dans les Chambres ; cela s'est vu ; on le reverra. Jaurès reste le modèle Européen du Radical incorruptible.

Au sujet de l'Enseignement, les opinions flottent un peu. Comte se défiait beaucoup de l'enseignement officiel, qui va toujours à soumettre les doctrines scientifiques, esthétiques, ou morales, à l'intérêt immédiat des pouvoirs politiques. Nous autres, à la seule idée des Congrégations enseignantes, et du pouvoir tyrannique que nous supposons qu'elles exerceraient, nous nous hérissons et nous nous refusons. Beau sujet à controverses pour un Congrès Radical Européen. Il est clair que l'esprit scientifique se défendra sans peine ; mais je crois que la philosophie et les Belles-Lettres se défendront aussi bien. Nous n'avons aucune idée de ce que serait la puissance des lumières dans une Europe pacifiée. On reverrait les merveilles de la scolastique, et les étudiants sur les chemins ; mais la doctrine universelle serait mieux fondée. Pourquoi n'y aurait-il pas un Radicalisme international, puisque le régime intérieur de chaque pays dépend étroitement de la constitution politique de ses voisins ?

29 juin 1922.

La doctrine

III - Doctrine internationale

La doctrine : III - Doctrine internationale

Propos 125 :

Justice et Guerre

Le 10 novembre 1923

[Retour à la table des matières](#)

De tous les partis, je ne vois que le Radical qui vise directement à la paix. Il devrait bien le dire. Le citoyen ne voit en perspective que violence, pillage et ruines. Tous les Importants s'accordent là-dessus, soit qu'ils adorent ouvertement la puissance de vive force, soit qu'ils placent la justice au-dessus. Laissons les premiers ; ce sont des hommes méchants et fiers de l'être, et qui n'ont pas grand crédit. Les autres sont plus redoutables, qui prétendent éveiller en nous ce qu'il y a de plus généreux. Il est vrai que la Justice n'a pas le même visage pour tous. L'un exige les réparations, parce que c'est Justice; l'autre voudrait que les travailleurs soient les maîtres des instruments de production, parce que c'est Justice. Il ne manque pas de formules de Justice, et elles sont toutes vénérables ; mais elles sont comme déshonorées par la colère. Qui ne voit que la violence enferme les pires injustices et les plus évidentes ?

Ce n'est pas une petite injustice si l'homme doit obéissance à l'homme, sans loi, sans limite, sans discussion possible. Et c'est par là pourtant qu'il faut commencer. Si vous voulez obtenir justice par la force, soit d'un peuple voisin, soit d'une coalition de riches qui prétendent gouverner chez vous, vous devez commencer par l'abandon de vos droits et de toute espèce de justice ; telle est la loi des armées. Mais que pensez-vous de cette Justice qui condamne à mort, comme par choix, les hommes les plus généreux ? Telle est la loi de la guerre. Que ce soit guerre civile ou guerre étrangère, les conditions sont les mêmes, et ce sont toujours les meilleurs qui paient.

Regardez bien. Ces partis enragés, que veulent-ils de nous ? Nous prendre en notre état médiocre, en notre existence selon un droit boiteux, non sans garanties, non sans un petit progrès tous les vingt ans, et nous faire honte de cette paix. Nous faire honte de poser les armes, tant qu'il y a des opprimés, des abus de pouvoir, des chances injustes et non redressées. Nous fouetter d'injures et de louanges jusqu'à ce que nous lâchions l'outil pour le fusil. Cela ne réussit que trop. Et nous voilà tous, comme dit le proverbe, à brûler une ville pour faire cuire un oeuf.

Il faut un genre de courage assez rare pour faire tête aux violents ; mais il faut de la clairvoyance aussi. Bien dire pourquoi on aime la paix, et que ce n'est pas par peur des coups, mais plutôt par une vue distincte des injustices démesurées qui sont le fruit de toute guerre. Non pas par pitié pour soi, mais par pitié ou disons mieux, par amitié pour les jeunes, pour les braves, pour les hommes justes et plus que justes, dont pas un seul ne reviendra entier. D'abord la Justice a d'autres moyens que la guerre, bien plus puissants que la guerre, et que la guerre même nous retire. Et enfin n'est-il pas raisonnable de nous en tenir au médiocre état où nous sommes, si nous n'en pouvons sortir que par violence ? Où donc la faiblesse, la lâcheté, la honte, si celui qui parle ainsi et qui pense ainsi est un héros qui a fait ses preuves ? Où donc, si c'est un homme d'âge mûr ou de médiocre santé ? Mais que dis-je ? La honte est certainement de l'autre côté, dans ce parti de pousser les autres et de se faire une gloire de leur courage. L'audace, outre qu'elle est folle en tous, par des effets trop certains, est laide et en celui qui ne risque rien.

10 novembre 1923.

La doctrine : III - Doctrine internationale

Propos 126 :

La Patrie

Le 25 juin 1922

[Retour à la table des matières](#)

Proudhon disait : « Quand on me parle de Dieu, c'est qu'on en veut à ma liberté ou à ma bourse. » Je pourrais dire, et peut-être avec plus de raison, que quand on me parle de la Patrie, c'est qu'on en veut à ma liberté et à ma vie. Il n'y a point de doute là-dessus. Depuis que je sais entendre on me l'explique ; j'ai très bien compris ; j'apporte ma liberté, qui est aussitôt confisquée comme pouvait l'être celle d'Ésope ou d'Épictète ; j'apporte ma vie, qui est sans façon exposée et mise dans le jeu comme une vile monnaie. Je reconnais ici, comme en toute religion, les rites, les prêtres, et les fanatiques. Peut-être tous les sentiments religieux de ce monde sont-ils détournés maintenant vers le nouveau Dieu. Peut-être n'y eut-il jamais d'autre Dieu que la Patrie.

Au regard de cette religion un radical est un impie. Non qu'il refuse de payer les frais du culte, et cela mène loin ; mais parce qu'il examine et juge. Que ce soit un sacrilège d'examiner, un sacrilège de juger, on nous le dit et on nous le répète ; mais cela ne passe point. Qu'il y ait une dette et une promesse de chacun de nous à tous, nous le reconnaissons ; et même nous payons et tenons, ce qui, dans le fond, fait scandale, car qui donne sa vie devrait donner d'abord sa pensée. Et justement parce

que nous ne nous livrons point aux Vrais Croyants pieds et poings liés et jugement lié, ni aux Inspirés, ni aux Prophètes, cela prouve qu'il s'offre à nos yeux quelque fin plus haute, au regard de laquelle la Patrie n'est qu'un moyen. Les uns, parmi nous, diront que c'est la Justice ; d'autres, que c'est l'Humanité prise en son tout, en son histoire, en son avenir ; d'autres, que c'est l'Homme même, la liberté même de l'homme, que l'on peut nommer aussi sa Raison Agissante ; et il n'est pas nécessaire de réfléchir beaucoup pour comprendre que ces trois fins n'en font qu'une. Mais il n'est nullement nécessaire de réfléchir, une minute pour comprendre que ce que j'écris ici devrait être, selon les Vrais Croyants, puni d'une mort ignominieuse. Ils le disent, ils le croient. On ne peut raisonner avec les fanatiques, il faut être plus fort qu'eux. Nous sommes plus forts qu'eux. Tous les jeux de la politique ont sans doute ici leur centre et leur ressort.

Je ne suppose point ici d'hypocrisie et je crois qu'il n'y en a point. Il y a les Vrais Croyants, que chacun reconnaît d'une lieue ; il y a les Incrédules, que l'on ne reconnaît pas aussi aisément. Entre deux il n'y a rien qui compte, L'homme qui joue un rôle ne compte point ; je ne le compte point ; je ne le crains nullement ; les pistolets de théâtre ne tuent point. C'est pourquoi je cherche seulement d'où vient ce fanatisme étonnant. Non point de l'amour si naturel qui attache chacun de nous à son ciel, à son climat, à son doux village, car ce sentiment n'enferme aucune tristesse. Non point de l'intérêt ; car chacun peut observer que tout contribuable est froid comme un usurier. Les fonctionnaires donnent très bien leurs fils et eux-mêmes ; mais on n'attend point d'eux qu'ils abandonnent seulement le tiers de leur traitement. Je crois que ce qui étonne et touche l'âme dans ce culte, ce qui la transporte, ce qui l'élève au-dessus de n'importe quel intérêt, c'est la grandeur du sacrifice. Outre que la résolution de mourir rend toutes choses petites, l'entassement des morts fait preuve aussi, preuve violente, qui rassemble l'admiration et l'horreur. Le sublime, l'orgueilleux et le tendre en chacun sont touchés droit par ce raisonnement : « Le Dieu vaut plus que ce qu'on lui sacrifie. » C'est par là qu'une guerre en annonce une autre. C'est ce cercle qu'il faut rompre, ou, plutôt défaire, par une meilleure analyse des causes.

25 juin 1922.

La doctrine : III - Doctrine internationale

Propos 127 :

La Force

Le 5 novembre 1923

[Retour à la table des matières](#)

Le Nationaliste est, autant que j'ai pu remarquer, un homme triste, qui a mauvaise opinion des autres hommes et peut-être de lui-même. Il pense que l'homme est un redoutable singe, qui n'est bon que dans la guerre, par le danger, par la fatigue et par la plus sévère discipline. Mettons-les tous au pas de l'oie. Bref, il n'y a d'ordre que d'une armée, comme il n'y a de vertu que dans l'armée et par l'armée. Hobbes, posant que l'homme est loup pour l'homme, a développé une bonne fois cette sévère doctrine ; elle se tient. Il ne faut pas moins que l'idée de la Patrie, et encore dans l'effervescence réglée, pour assurer la seule paix possible entre des hommes violents, envieux, et, ce qui est pire, rongés d'ennui. On dit que les nations ne se conservent que par une guerre continuelle, et cette pensée s'entend assez si les nations sont comme de grands loups ; mais ce rapport est extérieur encore. Il faut saisir une relation plus intime entre la guerre extérieure et l'ordre intérieur. La guerre est bonne en soi parce qu'elle entretient les pouvoirs et l'obéissance. Ce rapport est senti par mille témoignages, quand il n'est pas compris ; et c'est par là que tout esprit conservateur aime la guerre ; oui, même le prêtre, qui, par sa doctrine, condamne toute guerre.

Les radicaux doivent réfléchir, au moins une fois en leur vie, sur ces amères vérités, qui forment le système de la fatalité humaine. Ils vont d'instinct contre la

citadelle et ne se trompent pas toujours. D'instinct à croire que l'homme n'est pas loup, et que l'on peut faire un autre ordre que celui du camp retranché. D'instinct contre la guerre, parce qu'ils voient bien que la guerre confirme les tyrans. D'instinct contre les tyrans, parce que les tyrans vont toujours cherchant la guerre qui est comme leur milieu vital. D'instinct contre le pouvoir militaire, qui toujours envahit le corps politique, et entretient la maladie en même temps qu'il offre le remède. D'instinct contre les prêtres, parce que le pouvoir dogmatique est allié par le dessous avec le pouvoir militaire, en dépit des doctrines évangéliques, et par une duplicité essentielle. Tous ces mouvements de l'instinct forment système. Mais il faudrait une ou deux têtes pourtant qui comprennent le système. Car l'autre système a de l'âge ; il est rangé en bataille, et bien fort par l'expérience des siècles ; au lieu que le système radical est jeune encore, et presque sans ruses.

« France d'abord », dit le Radical. Mais attention. C'est le cri de l'Autre. Si la Patrie est la fin dernière, la plus haute, tout le système de la force revient. Si, dès que la force nationale est engagée, il n'y a d'autre solution que la victoire, alors tout est réglé. La formation intérieure de l'État obéit à la loi de guerre. Les noms n'importent guère. Voici la raison d'État et le secret d'État ; voici toute hiérarchie restaurée, l'administration irresponsable, l'usine changée en caserne, les riches tyrans d'opinion, et le prêtre instituteur. Tout le monde sent bien que la République radicalement instituée tuera la guerre ; mais on comprend peut-être moins que l'attitude et les sentiments de guerre, quand ce serait pour exiger un paiement légitimement dû, rendent aussitôt impossible la République Radicale. Certes ce difficile passage à la Paix veut des ménagements et des compromis, et il est bon d'y penser. Mais il est nécessaire aussi que les principes soient affirmés. Et si la République allemande met son espoir en la restauration de la République française, il ne faut pas que cela effraye. Si cela effraye, scandalise, paralyse, alors le système de la force nous tient, la Paix Armée nous tient, et la Guerre se montre derrière, fruit de Misanthropie et de Peur. Il faut que les Radicaux repoussent une bonne fois ces deux perfides alliés.

6 novembre 1923.

La doctrine : III - Doctrine internationale

Propos 128 :

Monsieur Placide

Le 31 mai 1910

[Retour à la table des matières](#)

« Ce n'est pourtant pas le moment, dit Monsieur Placide, de couper les ponts entre l'électeur et le député. On dirait, à les entendre, que toute sagesse vient des gouvernants, et toute folie des gouvernés. Je crois plutôt que c'est le contraire, et que les gouvernants, dès qu'on leur laissera un peu de liberté, feront tout de suite des sottises.

« Vous vous demandez, ajouta Monsieur Placide, ce qui me jette dans des pensées aussi ambitieuses ; car, comme vous savez, je n'ai point le goût de la haute politique, et je pense plutôt à remédier aux maux les plus certains qu'à imaginer de nouveaux systèmes d'existence en commun. Eh bien, justement, comme j'ouvrais mon journal avant-hier, je constatais un très grand mal, inventé par les gouvernants ; je veux parler de ce submersible qui est couché par le fond, étouffant dans sa coque tant de précieuses vies. Je remonte aux causes, je lis toutes ces dépêches de condoléances qui nous arrivent de tous les pays ; il me paraît hors de doute que si des Allemands ou des Anglais s'étaient trouvés là, avec des appareils comme il en fallait, ils auraient travaillé avec nous pour sauver ces braves marins. Très beau ; mais n'oublions pas que ces marins s'exerçaient justement à couler par le fond, à la première querelle, ces mêmes Anglais ou ces mêmes Allemands.

« Or remarquez, mon cher monsieur (il me tenait par le bouton de mon habit, ce terrible Placide), remarquez que les gouvernants trouvent cela tout naturel ; ils n'y voient point de contradiction ; ils montreraient le même enthousiasme pour remercier ces étrangers ou pour ordonner qu'on les égorge ou qu'on les noie. Et ils sont ainsi dans tous les pays, ce qui me fait croire que c'est leur fonction qui les enivre ou qui les aveugle. Je leur vois une volonté de faire la guerre qui m'épouvante. Pour vous dire toute ma pensée, je crois que s'ils étaient libres et maîtres, ils hausseraient le ton sans mesure, et nous jetteraient dans les massacres à la première occasion. En attendant, ils ne rêvent que dirigeables et avions de guerre, aussi dangereux à peu près que les sous-marins.

« Interrogez maintenant un électeur dans n'importe quel pays ; il reconnaîtra qu'il n'aura pas plus de peine à vivre en paix avec la plupart des étrangers qu'il n'en a à vivre en paix avec la plupart de ses compatriotes ; que les pirates sont heureusement en petit nombre, et qu'il suffit des croiseurs que nous avons pour faire la police des mers. J'en conclus que la guerre fratricide, qui nous coûte si cher à préparer, la guerre entre honnêtes gens et honnêtes gens, résulte de quelque folie des gouvernants, contre le bon sens des gouvernés. C'est pourquoi je dis qu'il est plus que jamais nécessaire de tenir les gouvernants en tutelle, afin que les principes d'honnêteté et de modération, qui sont d'usage dans la vie privée du plus grand nombre, s'imposent enfin aux nations ».

31 mai 1910.

La doctrine : III - Doctrine internationale

Propos 129 :

Le Grand Procès

Le 14 juin 1922

[Retour à la table des matières](#)

D'après les travaux de la Société d'études documentaires, on voit se dessiner le Grand Procès où la Ligue des Droits de l'Homme devrait jouer le rôle de ministère public. Chacun fait que le 30 juillet de l'année Quatorze, à quatre heures du soir, heure russe, la Russie mobilisait, devançant l'Autriche de plus de vingt heures, devançant l'Allemagne et la France de plus de cinquante heures. Il est naturel de supposer que cette importante nouvelle fut aussitôt communiquée au ministre des Affaires étrangères à Paris. D'après les documents russes, M. Isvolski a lu cette dépêche avant le 31 juillet au matin. Or non seulement cette dépêche manque à notre Livre Jaune, mais tout ce que nous savons des démarches françaises en cette journée du 31 juillet montre clairement que nos hommes d'État feignaient de ne l'avoir point reçue ; il est même vraisemblable qu'elle n'a pas été communiquée au Conseil des Ministres.

Remarquez que si ce procès était débattu en Haute-Cour, la défense aurait beau jeu. Car, premièrement, où est l'article de notre Constitution qui oblige le Président, supposé saisi par son ministre des Affaires étrangères, de lire aussitôt en Conseil une dépêche de ce poids-là ? Secondement il y avait plus d'une raison de garder secrète une nouvelle qui ne pouvait que précipiter les événements et annuler toutes les manœuvres de la prudence. Si la guerre devait suivre, il fallait garder ce lourd secret, afin que notre allié conservât l'avance. Si la paix pouvait encore être sauvée, il fallait

encore garder secrète, à tout prix, cette dangereuse manœuvre russe, puisqu'il serait nécessaire alors qu'elle fût annulée et niée. Ainsi l'Accusé triompherait sur ce point, et vraisemblablement sur tous les points.

Seulement le procès ne se plaide pas en Haute-Cour, et il ne s'agit point pour nous autres de condamner, mais seulement de connaître. Or cette dépêche russe fait voir que dès le 31 juillet au matin notre Maître savait que la guerre était inévitable, et, bien mieux, qu'à ses yeux notre conduite dépendait absolument de la décision russe, ce qui suppose la résolution irrévocable de suivre la Russie dans son entreprise de protection des Slaves contre l'Autriche. Et nous voilà revenus à l'alliance russe, et à l'interprétation qui en fut donnée dans les entretiens de Pétrograd. Quelles que fussent les clauses, il fut évidemment convenu alors que si la Russie prenait les armes pour la Serbie, nous devions la suivre. Or je crois que les députés qui soutiennent maintenant M. Poincaré auraient approuvé cette politique à ce moment-là, s'ils l'avaient connue ; seulement ils ne l'auraient point avoué, et ils ne l'avoueraient même pas maintenant après la victoire. Il y a bien des siècles que le peuple veut une politique, et que l'élite en fait une autre, dans notre pays et partout. Il faut que cette ruse des gouvernants apparaisse en clair. Les purs, ceux à qui le sang d'autrui est comme une monnaie d'échange, et qui le disent, ne sont nullement à craindre ; ce qui est redoutable c'est l'homme politique qui, agissant et pensant comme eux, parle comme nous. Cet homme n'est pas un, il est mille et plus de mille ; il a gémi sous la Terreur Radicale, et je vois qu'il recommence à craindre, d'où ces clameurs sauvages. Quand le Congrès du Radicalisme Européen ? Avant dix ans peut-être.

14 juin 1922.

La doctrine : III - Doctrine internationale

Propos 130 :

L'Esprit de guerre

Le 23 mai 1921

[Retour à la table des matières](#)

Dans notre vie publique, je ne vois que le problème de la Guerre qui soit vraiment difficile. Les questions ouvrières se résoudraient par le bon sens. Il ne faut pas oublier que l'affaire Dreyfus, qui était secrète, qui concernait un officier, qui mêlait à la justice des querelles de race et de religion, qui rassemblait tous les tyrans du même côté, où les citoyens devaient perdre si chacun avait considéré ses intérêts, ses protecteurs et sa propre tranquillité d'esprit, fut gagnée néanmoins pour le fond, sous les yeux du monde entier, qui en perdit le sommeil. Et cela se fit le plus simplement du monde, par la vertu du vote secret, contre quoi les tyrans d'opinion ne peuvent rien. Dès que le citoyen voudra examiner, il n'y aura plus de tyrans chez nous. Mais la guerre est une Gorgone, qui pétrifie par son regard.

J'ai bien cherché pourquoi. Ce ne serait pas si caché si l'on considérait impartialement la nature de cet animal, le seul sur la planète dont on puisse dire qu'il est courageux. Et c'est sans doute aussi le seul qui sente la peur d'avance, comme une déroute d'imagination. L'animal fuit, et la fuite emporte la peur ; mais l'homme prévoit la peur et la sent venir ; c'est proprement son ennemie. Cet esprit qui veut juger ne peut point du tout se permettre un genre de trouble qui déshonore. À quoi le souci de l'opinion se mêle aussi, mais par de nobles motifs, car il est vrai que la face de la

peur n'est pas belle à voir. De là cette reprise de soi, cet esprit fermé aux raisons, et surtout aux raisons que la peur approuve. Chacun craint d'être au-dessous de l'épreuve ; chacun prépare un beau témoignage de ce que peut une volonté ferme, et nul n'écoute plus ce qui l'ébranlerait. À partir de ce moment-là, il n'y a plus de bon sens.

Il faut voir ce drame en beau; le beau est le premier signe du vrai. À la table de famille, quand le jeune homme va partir, tout est dur et inflexible, et même féroce en un sens, même la mère, même les douces sœurs, même l'aïeul courbé. Et cela ferait un drame inhumain. Mais ce sont des effets indirects. La peur y est bien pour quelque chose, oui ; mais la peur vaincue. Tout le problème est là, pour tous ces êtres dont aucun ne veut dire sa pensée, parce que, s'il disait sa pensée, la peur le submergerait. L'enfant ne veut pas qu'on le plaigne ; les autres ne veulent pas le plaindre ; et en cela ils le respectent, ils se respectent eux-mêmes. Par cette entente, où l'affection la plus vive s'applique à produire les signes de l'insensibilité spartiate, un Silence s'établit et une Censure. J'ai vu de ces yeux fixes, et non pas seulement à ceux qui portaient.

Réfléchissez attentivement là-dessus. Que ces hommes et ces femmes aient une opinion politique ou une autre, qu'ils aient ou non des amis chez l'ennemi, que leurs idées soient confirmées ou au contraire niées par l'événement, il n'importe guère ; ils ne sont point soucieux de penser, mais au contraire ils sont soucieux de ne pas penser, et impatient même de l'irréparable, qui effacera jusqu'à la menace d'une délibération intérieure, qui est ce qu'ils craignent. J'ai rencontré, ce 2 août de l'an de malheur, un vrai socialiste, un jeune, qui pleurait sur Jaurès. « Mais, disait-il, ce n'est pas le temps de pleurer. Il faut être un homme. » Et je voyais bien qu'entre tant d'actions dangereuses, il choisissait la pire. Comme tant d'autres ; et par un juste mouvement d'homme. Il renvoyait toute délibération au lendemain du combat. Attention là ; c'est le vrai péril. Et je ne suis pas même sûr que la suppression des armées permanentes nous mettrait à l'abri de ces mouvements redoutables. Quand le *Maine* fut coulé, l'Amérique fut aussitôt en guerre contre l'Espagne ; et chacun ne pensait plus qu'à avoir du courage. Toutes les révolutions ont fait la guerre, et se sont annulées elles-mêmes par là. Le tout est de ne point se laisser conduire jusqu'à un 2 août, de voir venir de loin la chose, et de la dissoudre par un choix attentif et une surveillance continuelle des hommes politiques. Et je reviens à l'idée de Comte, qu'il est bien moins important de remplacer des chefs par d'autres, que de réduire et contrarier sans cesse tous les pouvoirs, et même subalternes, d'après une meilleure appréciation des passions qui leur sont propres, et des nôtres, encore plus redoutables.

23 mai 1921.

La doctrine : III - Doctrine internationale

Propos 131 :

La Peur de la Peur

Le 31 août 1923

[Retour à la table des matières](#)

Le pacifisme, dit l'habile homme, ne convient qu'à ceux qui sont assurés de leur propre courage, et de ceux-là vous n'en trouverez pas beaucoup. Le commun des hommes a peur d'avoir peur, et cela est assez honorable. Je ne le voudrais point autre. Il ne domine sur les lions et les tigres que parce qu'il domine premièrement sur sa propre peur. Le courage est donc en lui comme une tige de fer qui le tient droit. Il le sait. Les poltrons aussi le savent. Et d'ailleurs, qui n'est pas poltron à un moment ou à l'autre ? C'est pourquoi, si vous l'effrayez, il fait d'abord front ; c'est le premier mouvement, irrésistible ; c'est aussi bien le mouvement des faibles, car l'esprit ne veut point céder, et, toutes les fois qu'il cède, il est puni par une honte insupportable. Qu'ils cherchent donc l'exercice, le sergent instructeur, le tambour, l'ordre de marche et le terrible chant de guerre dès qu'ils ont peur, c'est la loi de l'homme comme c'est la loi du tambour de sonner sous les baguettes. Il faut bien faire attention à cela ; la prudence ne vient qu'en second, et sera toujours moins estimée. L'homme ne sera prudent, sage et enfin juste que lorsqu'il sera assuré contre sa propre peur. Ainsi la seule idée de la guerre ressuscite la guerre, et il faut une longue paix pour assurer la paix. Prenons donc ce difficile animal comme il est. Je veux dire que nous devons nous prendre nous-mêmes comme -nous sommes ; car qui résistera à l'appel du clairon ? Là-dessus je me défie de vous, mes amis, et de moi-même. Soyons rusés. »

L'habile homme prit le temps de réfléchir, pendant que les autres, plus naïfs, pensaient à toutes les fautes qu'ils avaient faites dans ce jeu difficile. « Les tyrans, dit l'homme habile, joueront toujours la même carte, et gagneront souvent. Là-dessus les prêtres, les riches et les académiciens s'entendent très bien. Ils nous font peur de la peur et honte de la peur, et nous voilà sous les drapeaux comme on dit, et eux régissant ; car nous aimons mieux mourir que d'être soupçonnés d'aimer une paix peureuse. C'est pourquoi nous devons chercher la paix par quelque autre discours, faisant ressortir l'injustice des uns, la niaiserie des autres, l'insupportable infatuation des uns et des autres. Ici tout homme se redresse sans aucune peur, et rit. Par où, si l'on saisit bien le moment, les tyrans sont par terre, et la paix assurée par cela seul. Surtout quand nous voyons les plus redoutables parmi les peuples balancer ainsi que nous sur le tranchant, hésitant entre deux esclavages, et cherchant lequel est le plus déshonorant, de supporter l'infatuation étrangère ou l'infatuation nationale. Or on ne peut vaincre la première sans subir la seconde, au lieu que, la seconde vaincue, la première devient par cela seul entièrement chimérique ; mais cela, nous ne le prouverons assez que par le fait, quand les assembleurs de nuages auront perdu ce trop commode pouvoir de faire la tempête en même temps qu'ils l'annoncent. C'est pourquoi allons par où le peuple nous pousse. Car le pouvoir des prêtres peut faire rire ; et même le pouvoir des riches n'est pas grand chose dans la paix ; mais comptez comme redoutable le pouvoir qu'ils ont les uns et les autres de nous tenir en armes en vue de se garder une ombre de pouvoir. Ainsi tenons ferme contre le Cléricalisme et contre le Capitalisme en faisant taire l'esprit de subtilité et d'ironie. La paix vaut bien cela. »

31 août 1923.

La doctrine : III - Doctrine internationale

Propos 132 :

Guerre d'idées

Le 14 juillet 1922

[Retour à la table des matières](#)

Qu'un régime de liberté convienne à l'Allemagne, et que la République radicale doive y trouver un terrain favorable, c'est ce que l'on doit poser, si la Géographie Humaine est quelque chose ; car ce n'est point par hasard que la Réforme s'est faite là, et sans interruption continuée par une chaîne de hardis penseurs. Dans le temps où Fichte avait la meute conservatrice à ses chausses et la secouait de son manteau, nos philosophes étaient des enfants sages à côté. Une masse pensante, par lui réveillée, retrouva l'esprit de notre Révolution, et le dressa contre nous-mêmes ; on peut même dire sommairement que ce que nous fîmes ils osèrent le penser. Heine disait seulement que les hommes d'Outre-Rhin sont enclins à transformer leurs pensées en rêveries. Il y a risque de se tromper dès qu'on juge un peuple ; mais enfin la force pensante qui mit au jour tant de beaux Systèmes ; et non pas dans la solitude, mais dans la prédication et l'effervescence, doit vaincre la tyrannie intérieure aussi. Nous la voyons au travail comme elle est chez nous, aux prises aussi avec des Importants ; mais il faut voir les différences. On peut parier que de part et d'autre tout sera moins improvisé et mieux organisé que chez nous.

Chez eux comme chez nous l'esprit de guerre tend ses pièges. La défaite crée un fanatisme, et la Liberté déploie sa bannière à deux couleurs. Il arrive, et non point par hasard, que ceux qui vocifèrent contre l'oppression étrangère sont justement des oppresseurs, en sorte qu'il faille choisir, semble-t-il, entre la liberté nationale et la liberté individuelle. Nous pouvons nous faire une idée de cette délibération intime, car le même problème s'est toujours posé chez nous, et se pose encore aujourd'hui, et ceux qui résistent à la tyrannie d'opinion sont accusés tous les jours de seconder les desseins de l'ennemi. D'où résultent des réactions étonnantes d'un peuple à l'autre. Car tout ce que disent ou font les radicaux de là-bas fortifie les radicaux d'ici ; tout ce que disent ou font les tyrans de là-bas fortifie les tyrans d'ici. Ce jeu de pensée domine tout, et se développe avec une précision admirable, ce qui ferait penser à une sorte de dialectique entre les deux nations, bien plus vigoureuse que ne sont communément nos faibles pensées et nos instables choix.

Dans cette guerre d'idées et de jugements, j'aperçois une différence qui se développera. Les tyrans de part et d'autre se trouvent alliés, de sorte que les uns doivent souhaiter force et succès aux autres ; mais, par une contradiction essentielle, chacun de ces partis pense à l'autre avec horreur et pense continuellement à le détruire. Nos tyrans nourrissent leur pensée de tout ce qui peut nuire aux tyrans d'Allemagne, et les tyrans d'Allemagne de même à l'égard des nôtres. Sans hypocrisie aucune ; et je crois qu'ils en perdent les uns et les autres le sommeil, espérant en la force, en la puissance, en la violente victoire de ceux-là mêmes qu'ils rêvent d'abattre. L'on n'a point vu et l'on ne verra point Maurras aidant le Kaiser à reconquérir son trône, ni Barrès prêchant la revanche aux étudiants d'Iéna. Au contraire les radicaux de France, quand ils souhaitent courage et victoire aux radicaux d'Allemagne, sont tout à fait d'accord avec eux-mêmes ; et pareillement les radicaux d'Allemagne n'ont point d'arrière-pensée lorsqu'ils espèrent chez nous quelque pacifique révolution à la manière de Waldeck-Rousseau, de Pelletan et de Combes. Donc alliance d'amis contre alliance d'ennemis. D'un côté la sécurité d'esprit et le bon sommeil ; de l'autre la fureur, la guerre intestine et l'insomnie qui en est le fruit. Les forces ne sont pas égales, et le Radicalisme vaincra. Il vaincra, si les idées dominent les faits mais cela, je le crois ; je le crois parce que je le vois.

14 juillet 1922.

La doctrine : III - Doctrine internationale

Propos 133 :

Maîtres et esclaves

Le 12 janvier 1923

[Retour à la table des matières](#)

La grande révolte de ces temps-ci est contre le pouvoir militaire ; mais il n'y a que l'homme de troupe qui y voie clair. Les ambitieux, qu'ils soient d'un côté ou de l'autre de la barricade, ne comprendront jamais que le peuple s'irrite seulement contre le pouvoir absolu. C'est que l'ambitieux aime ce pouvoir-là. Quand l'ambitieux obéit, il orne ses propres espérances ; il grandit la place du chef où justement il veut s'élever. D'où, jugeant les autres selon ses propres passions, il conclut que tous les révoltés ont quelque ambition aussi. Mais cela n'est pas. L'esclave ne désire point du tout avoir la puissance du maître. J'ai observé que l'obéissance forcée et sans limites finit par inspirer à l'homme de troupe une aversion pour tout ce qui est pouvoir ; et si, par la force des choses, il se trouve seulement caporal, il est bien loin d'aimer ce peu de pouvoir qu'il a. Au reste l'expérience de la guerre a fait voir qu'il y a une coupure dans les pouvoirs en leur plein exercice ; elle se trouve au-dessus de l'adjudant ; elle est marquée par le ton et par le costume. J'ai même remarqué un effet que je n'avais point prévu, et qui est contre les lieux communs, c'est que ceux qui deviennent

officiers et qui ont d'abord connu l'état de l'homme de troupe et du gradé subalterne, montrent dans la suite de la simplicité sans majesté aucune et sans insolence, comme s'ils voulaient se faire pardonner d'être chefs. Il y a sans doute des exceptions là-dessus, mais enfin je n'en ai point vu.

La situation est donc à mes yeux celle-ci. La partie jeune de chaque peuple travaille à se délivrer de ce terrible pouvoir qui punit de mort les moindres fautes. Cet effort est mal compris, d'abord des chefs, qui ne veulent point penser à leur véritable puissance, aimant mieux croire qu'ils sont aimés ; cet effort est mal compris des femmes, parce qu'elles n'ont point connu l'esclavage militaire ; enfin les pouvoirs politiques, qu'ils soient de droite ou de gauche, sont toujours portés à confondre la fonction de police, qui veut aussi obéissance, mais selon les lois et avec recours, avec la fonction militaire, qui, par sa nature même, échappe aux lois et donne toujours absolution à tous les abus de pouvoir, comme on a vu. Les mirages politiques de notre époque viennent principalement de cela. Il n'est guère d'homme à qui l'on ne persuade que, s'il veut quelque changement dans l'état social, c'est en vue de réduire la puissance des riches. Mais qu'est-ce que le patron le plus tyrannique, comparé à celui des capitaines qui se croit le plus doux ? On peut se moquer du patron, et même devant lui ; on peut le quitter ; même sous son pouvoir on reste maître de son corps ; on peut chanter ou rire. Le travail bien fait donne puissance. Mais l'homme de troupe, redevenu citoyen, n'entre point volontiers dans ces pensées, si étrangères à tous les hommes qui écrivent, parlent et pensent. Et ils ont trouvé ce détour, de vouloir changer d'abord le régime économique, ce qui, accessoirement, supprimerait les armées et la guerre. Cette méprise, si commune, marque la plus étonnante victoire des maîtres sur les esclaves.

12 janvier 1923.

La doctrine : III - Doctrine internationale

Propos 134 :

Paroles pour le 14 juillet

Le 14 juillet 1923

[Retour à la table des matières](#)

Paroles pour la fête du 14 Juillet. « J'entends le canon ; ici sec et perçant, au loin plus grave. Signe de joie, de force, et de résolution ; j'allais dire révolution. Mais il faut débrouiller ces pensées. Qu'une fois par an nous soit laissée la liberté de tout dire ; que ce soient maintenant les Saturnales ; n'ayez pas peur, Messieurs de l'Académie Française, ni vous Messieurs des Sciences Morales, ce n'est pas encore aujourd'hui que vous serez pendus.

« J'userai de termes vifs ; pardonnez-moi ; le canon est brutal aussi et sans égard. Nous sommes quelques-uns, traînant ou non la patte, pour qui ce bruit impérieux signifie quelque chose. Ils sont quelques-uns, de l'autre côté du Rhin, pour qui ce bruit signifie exactement la même chose ; des millions dans toute l'Europe, qui écoutent de notre côté. Une bonne fois parlons fort. Pendant quatre ans de guerre, tous les jours, dans tous les pays, l'homme de troupe a été vaincu, les généraux et les académiciens ont été vainqueurs ; oui, par le jeu de la Haute Politique, un petit nombre d'hommes, un très petit nombre d'hommes aux mains blanches ont imposé à un grand nombre d'hommes une vie crasseuse, des travaux d'esclave, la mutilation et la mort, l'humiliation ; pire peut-être, ont imposé à une multitude leurs propres opinions, qui n'étaient autre chose que leur propre éloge. Éloge de leurs viriles pensées,

de leur sagesse à longue vue, de leur indomptable volonté. Nous l'avons entendu cet éloge et nous l'avons répété, car les femmes prudentes et les enfants encore bien sots nous tiraient par la manche. La vie chère, l'ennemi perfide, le bon ordre, le savoir-vivre ; dans tous les pays les mêmes discours ; et j'avoue qu'il faut un peu d'amitié, sans quoi le pain serait trop amer. Mais ce sont aujourd'hui les Saturnales.

« Sachez-le donc, notre première pensée fut de vengeance et de pendre un peu tous ces beaux parleurs. Comme ils ont fait en Russie ; et je vous prie de croire que si l'on vote pour Marty cela signifie un peu autre chose que le communisme. Mais n'ayez pas peur. Voilà qu'ils ont peur et qu'il va falloir avoir pitié de tous ces blancs de poulet. Rassurez-vous, allons ; mais il faut que vous soyez humiliés à votre tour. Laissons l'odieux ; votre estomac y est fait, puisque vous n'êtes point morts de vos propres discours ni du sang des autres ; mais prenez le ridicule ; couvrez-vous en, en ces Saturnales. Personne de nous ne croit un mot de vos arrogants et monotones discours ; on en rit partout. Vous vous croyez irréfutables, mais nous avons pris un parti plus simple, qui dispense de réfuter, c'est de, ne pas vous croire. Et vous avez fait, croyez-vous, des actes irrévocables, et scellé le col de fer de la guerre ; mais vous rencontrez partout une résolution muette, qui se joue de vos discours et qui se joue de vos actes ; le scrutin vous découronne sans cérémonie, vous, vos stratèges et vos évêques. Remarquez que nous n'enlevons pas vos têtes avec vos couronnes ; mais non ; cet espoir de courage que la peur aurait fini par vous donner, il faut y renoncer ; il y a eu assez de sang déjà sur la terre. Allez donc en paix, vous pour qui la vie d'un millier d'hommes pesait si peu ; vous aurez encore vos rentes, et une vieillesse d'honorable apparence. Aujourd'hui seulement, jour des Saturnales, aujourd'hui dites-nous merci. Demain les choses se feront silencieusement et convenablement. En foi de quoi, citoyens, il faut boire frais et frapper du talon sur le payé de la Bastille. »

14 juillet 1923.

La doctrine : III - Doctrine internationale

Propos 135 :

Notre ennemi

Le 1^{er} juin 1924

[Retour à la table des matières](#)

Électeur, ne demande point trop. Il se peut que l'État soit, dans « des temps à venir, dispensateur et bienfaiteur. En notre temps l'État se montre comme naturellement malfaisant. Vieille habitude. Un hiver terrible, un printemps gelé, un été incendiaire, l'inondation, la rareté des matières, la concurrence, la faillite d'une banque, tout ce qui peut atteindre notre bourse selon le cours naturel des choses, qu'est cela, faites-y bien attention, qu'est cela à côté des dépenses militaires, canons, obus et le reste, sans compter les maisons détruites, les champs ravagés, le commerce corrompu, la monnaie avilie ? Combien faudrait-il de millions d'enfants prodiges et de millions d'ivrognes pour nous amener au point de pauvreté où l'État nous conduit tranquillement, raisonnablement, par le travail appliqué et consciencieux d'une foule d'honnêtes gens ? Et, remarquez-le, après une telle épreuve, dans le plus pénible resserrement des finances publiques, nous avons vu l'État recommencer par les mêmes idées, par les mêmes moyens, ses redoutables entreprises. Nous l'avons vu engager de nouveau les plus folles dépenses, en vue de recouvrements incertains. Nous avons donné un énergique coup de frein. Maintenant, attention. Ne demandons pas à l'État de nous enrichir ; demandons-lui d'abord de ne pas nous ruiner. Qu'il cesse de nuire, et ce sera richesse.

La plaie d'argent n'est pas la pire. Combien faudrait-il de bandits armés, combien de pestes et de choléras, combien de tamponnements, combien de rixes, quelle fureur des passions emportées et homicides, pour réaliser, dans le même temps, le massacre méthodique des plus vigoureux, des plus courageux, des plus honnêtes, des plus utiles

citoyens ? Le plus fâcheux désordre, la négligence la plus déréglée, la plus ingénieuse méchanceté ensemble ne feraient point, à beaucoup près, l'étonnant travail de ces hommes savants, austères, dévoués, résignés, méthodiques, et enfin admirablement sages, que l'on appelle les militaires.

Par le jeu d'une organisation folle, très sagement servie, la vertu la plus rare s'emploie au plus sauvage égorgement. Les hommes les plus pacifiques sont formés en cyclone par un art incomparable, et aussitôt anéantissent moissons, villages et habitants, et se perdent eux-mêmes. Entendez bien, c'est pour notre sûreté ! Oui, pour la sûreté des mères et des enfants, pour la protection des faibles, pour le droit pour la justice, pour la civilisation. Voilà ce qu'ils ont. trouvé pour nous assurer une existence tranquille ! Et ils veulent bien nous annoncer, ces Hommes d'État admirables, qu'on ne trouvera pas mieux, qu'ils sont renseignés, qu'ils le savent de science certaine. Les survivants se précipitent pour châtier celui qui a préparé et qui prépare encore ces choses ; ils trouvent un homme qui travaille du matin au soir, qui parle bien, et évidemment sincère.

Or le citoyen se dit qu'il y a ici quelque chose qui ne va pas ; que ces hommes sont aveuglés par la puissance, par les flatteurs intéressés, par le métier lui-même ; qu'ils nous préparent la guerre comme un menuisier fait des portes, tout entier à mesurer et à varloper. D'où l'idée de mettre fin d'abord à cette industrie, de chercher autre chose, à tout prix autre chose. Car enfin la vraie paix vaut largement tous les salaires désirables, et toutes les assurances. et toutes les retraites. Elle paierait mieux. Cette idée, cette seule idée suffit bien pour vingt ans. Ne causons point d'autre chose.

1er juin 1924.

La doctrine

IV - Doctrine religieuse

La doctrine : IV - Doctrine religieuse

Propos 136 :

Concordats

Le 28 février 1922

[Retour à la table des matières](#)

Il n'est pas élégant d'être anti-clérical ; c'est pourquoi il faut être anti-clérical. Il ne faut pas être du parti des ducs. Il ne faut pas respecter l'Académie Française. Il ne faut pas être membre de l'Institut. Il ne faut pas chercher les suffrages ni l'approbation de cette élite qui prétend à nous gouverner. Et ce n'est pas assez de ne pas les rechercher ; il faut s'arranger de façon à ne pas les mériter. Dès que l'on manque à cette règle, on trahit. On dira là-dessus que le Catholicisme n'est point naturellement lié à la qualité d'académicien. En fait notre élite pense bien ; le bien penser n'a pas deux sens.

J'estime très haut la doctrine catholique. J'ai connu plus d'une tête pensante qui s'inclinait à la messe ; je n'ai point vu de contradiction entre une pensée hardie et juste et la foi du charbonnier. Il y a des profondeurs en toute mythologie, et toujours une

harmonie entre ces jeux de l'imagination et la sévère discipline de l'entendement. Les stoïciens, qui pensaient intrépidement, s'arrangeaient du paganisme. Aveugle qui ne voit pas que la mythologie catholique dépasse celle qu'elle a remplacée. Comte admirait le symbole de la Vierge Mère ; ce culte naïf qui vénère en même temps la maternité et l'enfance a pressenti une idée d'avenir dont nous n'apercevons pas encore tous les replis. La morale catholique a encore quelques siècles d'avance sur cette humanité souillée de fureur et de sang. Je ne crains point les jeunesses catholiques. Je m'accorderai sans peine à cette foi ingénue qui ne donne point respect aux Puissances temporelles, ni aux Importances temporelles. Ceux que Péguy appelait les Mystiques seront toujours avec nous. Je trouve mauvais, certes, qu'ils portent et soutiennent sans le vouloir la politique la plus rusée et la plus rétrograde ; mais ils ne peuvent rompre l'Unité ; ils ne le veulent point ; de cela je ne suis pas juge.

Mais de tous ceux qui mesurent et pèsent cette force, habiles eux-mêmes à soumettre toute mystique à leur politique, de ceux-là je me méfie ; et encore plus de ces combinaisons entre cardinaux qui ont peur que l'église soit trop église, et diplomates qui ont peur que la république soit trop république. Car remarquez qu'ils s'unissent pour faire moins et pour penser moins ; leur église abandonne quelque chose de cette scandaleuse juridiction qui devrait ignorer les intérêts et les forces ; et leur république abandonne quelque chose de cette sauvage liberté qui ne reçoit ni Dieu ni maître. Alors qu'elles seraient alliées en s'opposant l'une à l'autre, elles sont ennemies en s'unissant, parce que c'est l'idéal en chacune qui fait les frais de la transaction. L'esprit périt en ces Concordats ; la forme est vidée de contenu. Le nonce fait voir une Église qui sait vivre avec les Puissances temporelles ; le diplomate fait voir une République qui n'a point d'idées et qui fait faire la révérence. Ceux qui voudront comprendre comment le Cardinal s'accorde avec le Général, saisiront du même coup ce qu'il y a de commun entre un Silloniste et un Socialiste.

28 février 1922.

La doctrine : IV - Doctrine religieuse

Propos 137 :

Sillonistes

Le 27 février 1909

[Retour à la table des matières](#)

Un Silloniste, c'est un jeune homme qui a une large cravate noire, dite La Vallière, et qui vend des journaux pour la cause ; c'est une espèce politique que les politiques n'ont pas prévue. Et c'est une assez noble espèce.

Pour les mœurs, ce sont des obstinés. Ils sont chastes autant qu'ils peuvent. Mariez-les, ils feront des enfants sans compter, car ils méprisent le plaisir qui n'est que plaisir. Au reste ils se font du muscle, et poussent volontiers le ballon ; seulement leur corps est comme un cheval ; ils s'en servent, mais sans lâcher les rênes. En somme ils essaient de vivre selon la vertu. Ne vous moquez pas d'eux, vous perdriez votre temps ; ils se soucient de l'opinion juste autant qu'un capitaine de l'armée du salut.

Ils sont admirables dans la discussion. Ils sont ouverts aux preuves, et avides de comprendre. Ils répondent tout franchement, sans fausse politesse, sans colère aussi. Ils ne s'irritent que contre les tyrans dogmatiques. Ils ne se battent que pour la liberté de penser.

En politique ils sont radicaux. Ils veulent l'égalité et la probité ; l'égalité dans les lois, la probité dans l'application des lois, Là-dessus ce sont de vraies mules pour l'entêtement ; jamais vous ne leur ferez comprendre l'opportunité d'un mensonge de tribune, ni que l'ordre vaille la moindre chose, s'il est payé d'une injustice.

« Mais, me disait quelqu'un, ils croient en Dieu. Comment expliquez-vous cela ? Vous m'accorderez bien qu'il n'y a point de preuve de Dieu à la rigueur. Est-ce intelligent, est-ce honnête, est-ce juste d'affirmer sans preuve ? »

« Bah, répondis-je, tout s'arrange, et ils se défendent très bien là-dessus. Ils ne donnent point comme prouvé ce qui n'est pas prouvé. Ils disent seulement qu'on ne peut vivre une vie d'homme si l'on ne croit au delà de ce qu'on sait. Ils me prouveront sans peine que si je préfère la Justice à l'Injustice, ce n'est pas par peur du gendarme. « C'est donc, diront-ils, que vous croyez, sans pouvoir le prouver absolument, que la justice est plus vraie que l'injustice, autrement dit, plus réelle que l'injustice. Et tous les triomphes de l'injustice ne vous feront jamais dire le contraire. Eh bien, cette Justice réelle, je l'appelle Dieu; ne chicanez pas sur un mot. »

Ils n'ont qu'une faiblesse. Ils entendent rester catholiques, et cesser d'être sillonistes si le pape l'ordonnait. Cela ne va pas bien avec le reste. Mais voyons-les bien tels qu'ils sont. Ce n'est ni par paresse qu'ils s'inclinent, ni par faiblesse d'esprit, ni par peur. C'est afin de rester à tout prix dans une société humaine, la seule, à ce qu'ils croient, qui ait la perfection idéale pour loi suprême. Ils veulent y rester afin de ne pas la laisser aux mains des ambitieux et des hypocrites. On peut discuter là-dessus. Tels qu'ils sont, ils valent bien autant qu'un petit attaché de cabinet, qui se dit radical.

27 février 1909.

La doctrine : IV - Doctrine religieuse

Propos 138 :

La Tyrannie du nombre

Le 19 juin 1914

[Retour à la table des matières](#)

On dit souvent qu'il n'est point juste que le plus grand nombre opprime le plus petit nombre. Car, dit-on, ce n'est toujours que la loi de la force. La Saint-Barthélemy, quand elle aurait été approuvée par le plus grand nombre, n'était pas juste pour cela. Le droit, c'est ce qui est raisonnable ; le droit suppose une connaissance vraie et de ce qui doit être et de ce qui est possible ; or, dès qu'il s'agit de science, on petit dire que c'est le petit nombre qui a raison. Et c'est toujours le petit nombre qui a raison d'abord. Galilée se trouvait à peu près seul à dire que la terre tournait. Et, par exemple, la situation européenne n'est sans doute pas plus facile à débrouiller aujourd'hui que ne l'était au temps de Galilée le cours des astres ou la loi de la pesanteur. Nos Galilée de la politique vont-ils demander pardon aussi, à genoux et la corde au cou ?

Toutes ces revendications troublent souvent l'esprit du démocrate le plus ferme, par une apparence de raison, mais qui n'est qu'apparence. Commençons par considérer attentivement cette minorité qui se dit persécutée. Elle est justement composée de tous ceux qui voudraient tyranniser, et qui ne le peuvent plus. C'est bien la minorité en nombre, mais c'est aussi la puissance, si le peuple laissait faire. Un directeur de

Compagnie, un ambassadeur, un membre du Conseil supérieur de la Guerre, ont réellement, par leurs fonctions, un pouvoir royal. Et tous ces pouvoirs s'accordent merveilleusement bien avec les riches, qui, selon un système économique fortement assis et difficile à remplacer, exercent au grand jour une terrible pression sur la destinée matérielle et même sur les opinions de ceux qui n'ont que leurs bras pour tout héritage. Enfin le pouvoir catholique cimente tous les pouvoirs en les bénissant. Le sacre du Roi par l'Évêque était le symbole bien clair de cette alliance redoutable entre ce qui est fort et ce qui est respecté. Et nous pouvons voir encore aujourd'hui qu'un ambassadeur, un général, un bureaucrate ne commence vraiment à régner que lorsqu'il s'est fait sacrer à Reims.

Or, toutes ces puissances sont continuellement contrôlées et rabaissées par le suffrage universel. C'est vrai. Mais la minorité des opprimés, ceux en qui le respect ou la crainte sont plus forts que l'espérance, ceux qui croient qu'il faut des pouvoirs forts, et que nos Seigneurs sont puissants et justes, ceux qui votent docilement pour la tyrannie militaire, pour la tyrannie financière, pour la tyrannie cléricale, toute cette minorité, allez-vous dire qu'elle est réduite en esclavage par le plus grand nombre ? Point du tout. Elle est délivrée au contraire. La Séparation n'a pas opprimé une seule brebis catholique, mais seulement les mauvais bergers, qui voudraient prêcher et persuader par la prison et le bûcher, et d'abord par la calomnie, les huées et la matraque.

Et, quant à la Science Politique, science des finances, science de la défense, science des alliances, elle diffère de la science de Galilée en ceci, que tous ceux qui la possèdent en usent visiblement pour leur propre puissance et pour leurs propres intérêts. Le polytechnicien vise tout droit à la tyrannie, le diplomate de même, si on les laisse faire. Aussi s'en faut-il encore de beaucoup que les minorités soient réduites à leur droit strict. Elles règnent encore trop.

19 juin 1914.

La doctrine : IV - Doctrine religieuse

Propos 139 :

L'Aumônier

Le 24 décembre 1921

[Retour à la table des matières](#)

Nous ne sommes pas assez haut placés pour mépriser le Pouvoir Spirituel tel qu'il est, ni ses traditions, ni ses maximes. Que des pouvoirs trop sujets à la colère, au soupçon, à l'orgueil fassent hommage à la Charité Universelle, qui siège à Rome, je ne vois point de désordre en cela. C'est subordonner solennellement la politique à la morale. Et il est assez clair que les règles de la morale commune, qui est catholique pour le principal, ne sont point suivies par les Nations. Et, puisqu'il existe un pouvoir moral universel, pacificateur, réconciliateur par institution, je ne trouve point mauvais qu'il soit officiellement écouté.

Maintenant il faut voir les difficultés. Ce pouvoir Catholique, comme Comte l'a vu, a fondé un ordre moral nouveau, au regard de qui la guerre est inhumaine tout autant que l'esclavage. Mais, chose remarquable, cet esprit vit plus dans le socialiste incrédule que sous la robe du prêtre. Durant les quatre années sanglantes, les prêtres ont repris pouvoir et ont agi librement. Il était impossible de ne pas les juger. Or qu'ai-je vu ? Une insensibilité étonnante en presque tous ; une disposition à imiter l'arrogance et en même temps la jovialité militaire. Or que des fonctions inhumaines par nécessité condamnent le chef de guerre à jouer ce rôle selon les lois du théâtre, on peut l'admettre. Dans le simple civil, cette attitude du commandement, raidie,

inflexible, parfois goguenarde en son relâchement, était déjà déplacée. Mais que les ministres de la Charité universelle aient pris, avec leurs trois galons et leur bonnet de police, l'allure du troupier de théâtre, cela devait faire scandale. J'ai pu en observer quelques-uns, et des pasteurs aussi bien ; on y retrouvait toutes les variétés de nature, et je ne m'en étonne pas ; les uns gardaient la majesté du chef ; les autres, moins nombreux je crois, faisaient voir de la simplicité et de la cordialité. Mais en tous ceux que j'ai vus, sans exception, habitait le féroce esprit de guerre, qui se vante de déraisonner. Ce furent des hommes moyens, naïfs devant les passions, joyeusement oublieux de leurs maximes.

Je n'accuse point. Cette faute fut celle de presque tous. Mais je dis qu'il y a dans la doctrine religieuse quelque faiblesse essentielle, visible en ceux qu'elle a choisis, formes et consacrés. La fureur des passions se retrouve toute dans les luttes politiques, comme on l'a assez vu ; César reçoit plus certainement que le denier qui lui est dû. Trop flatteurs déjà à la table des riches ; à la table des officiers, pires encore. Pires, entendez bien ; je les juge d'après leurs maximes. Ce qui doit être pardonné à l'homme moyen, en des circonstances terribles, ne doit pas l'être à l'homme qui se dit consacré, dépouillé des vanités humaines, ministre de la Fraternité Universelle. Sans doute faut-il dire avec Comte qu'il y a disproportion entre cette difficile mission d'apaiser les colères et le faible bagage d'idées que permet l'invariable doctrine. L'Esprit n'est fort que s'il s'exerce contre tous les prestiges. Faible devant tous, s'il ne les brave tous.

24 décembre 1921.

La doctrine : IV - Doctrine religieuse

Propos 140:

Le Royaume des Esprits

Le 1^{er} octobre 1924

[Retour à la table des matières](#)

Cette émeute de Cardinaux est belle dans la forme, et je, ne crois point que Louis XIV soit un aussi bon modèle qu'on nous le dit. L'idée seule de l'Église Universelle a quelque chose de vénérable, que de pouvoir de police n'aura jamais. Voilà des hommes qui officiellement ne sont rien, et qui n'ont de puissance absolument que par la persuasion. Leur chef est un vieillard sans aucun moyen de force, et qui a même pour principe de n'opposer aucune force à la force. Il résiste par l'esprit seulement, et il croit que cela suffit. Ce royaume des esprits méprise les rois et les royaumes ; il les subit comme des forces, mais il refuse absolument de les reconnaître comme des droits. La guerre n'est, à ses yeux, il l'a solennellement répété, qu'un jeu cruel des passions, et une sorte de punition de la folie par la folie même, ou, autrement dit, une convulsion de la force, comme on voit de ces furieux qui se déchirent eux-mêmes. Dans les conseils de chaque jour, cette doctrine reste égale à elle-même. Il n'est pas de confesseur, si épais qu'il soit, qui approuve la vengeance, le vol, la convoitise, ni aucun genre d'ivresse. Ils blâment la mauvaise foi, l'envie, la paresse, la flatterie. Les modèles qu'ils nous proposent sont des Saints, c'est-à-dire des hommes pauvres, résignés, patients, courageux, généreux, modestes. Cette immense association pour la pureté, pour la justice, contre les forces d'argent et les forces brutales, pour l'Humanité enfin noire ou blanche, sans distinction aucune de nations et de races, n'a rien que de grand. Qui parle en son nom doit être écouté. Ils disent que des armées de

jeunes hommes sont rassemblées autour d'eux, et résolues à les défendre. Je m'étonne que nous n'y courions pas tous.

Nous n'y courons pas. Nous considérons avec défiance cette autre Armée Rouge où tout ce qui est injuste, ambitieux, violent, tyran se trouve rassemblé. Là-dessus je n'ai point de doute. Il me suffit d'entendre un homme seulement pendant cinq minutes pour reconnaître celui qui adore le coffre-fort et qui prépare la guerre, aux yeux de qui, ouvriers et soldats ne sont que du matériel humain, et qui même rit sauvagement de toute paix en projet, livrant ainsi le fond de son cœur. Je reconnais un tel homme aussi promptement que le lapidaire reconnaît une pierre fausse. Et, chose singulière, je prédis aussitôt qu'il tient pour les cardinaux, et je ne me trompe pas une fois sur mille. Voilà un de nos paradoxes les plus forts. Tout cet étalage de justice, et de paix, toute cette belle apparence revient donc à maintenir l'injustice et la guerre, sous toutes formes et partout. Le jugement ici se heurte à lui-même. « Comment, dit le poète, comment en un plomb vil l'or pur s'est-il changé ? »

Par ceci, que, dans ce royaume des Esprits, l'Esprit n'y est plus. Tout y est faux, par le seul refus d'examiner. Il y a une infatuation en cette modestie ; le meilleur des moines en est comme pourri, quelque vertu qu'il montre. Non qu'il ne se soit trouvé de puissants esprits en cette prison d'idées ; non qu'il ne se soit fait un prodigieux travail pour sauver les anciennes preuves et pour trouver jour ; mais tout cela condamné et méprisé d'avance, par ceci que la vérité est toute donnée et toute faite, l'esprit devant d'abord, et encore, et finalement jurer contre soi. C'est briser le ressort supérieur, tout le dessous reprenant alors son cours mécanique par cette Misanthropie profonde. Immense expérience, qui condamne à la fois le curé, le pasteur et le rabbin, non certes par ces actes de charité en bonne forme, dont on voudrait les louer, mais par ce surplus d'allégresse qu'ils ont fait voir au temps des massacres, et qu'on ne leur demandait point, que même je n'attendais pas, et qui m'étonne encore.

1er octobre 1924.

La doctrine

V – Le radicalisme et la culture

La doctrine : V – Le radicalisme de la culture

Propos 141:

Négations

Le 14 avril 1911

[Retour à la table des matières](#)

Le radicalisme est surtout critique et surtout négateur. Auguste Comte avait bien vu que les grandes idées révolutionnaires, liberté, égalité, fraternité, sont absolument des négations ; elles veulent nier le servage, les privilèges, les guerres ; de même la libre pensée nie la superstition ; en somme le radicalisme est une révolte contre les puissances ; c'est ce qui fait dire à de profonds penseurs que le radicalisme ne peut être qu'un moment de l'histoire, et qu'il faudra quelque doctrine qui vienne réconcilier les négations et les affirmations, qui organise enfin la Liberté dans la Société. Sans quoi nous aurons une instabilité anarchique, tous les citoyens, et le pouvoir lui-même, luttant contre le pouvoir, et le gouvernement dirigeant lui-même l'opposition.

Je connais beaucoup d'hommes qui recherchent présentement des pouvoirs et des liens de discipline, qui veulent être d'une phalange, penser avec d'autres, agir avec

d'autres, et vivre enfin avant de penser ; car tel est, disent-ils, l'ordre naturel ; il n'y a de pensée que dans un corps fortement organisé et lié ; par cette analogie ils jugent qu'une doctrine politique ne peut naître aussi qu'en des partis organisés, et sous une commune discipline. Et, comme les doctrines ne tiennent pas contre la critique, car on peut argumenter contre tout, ainsi l'individu se sent divisé contre lui-même et en guerre contre lui-même dès qu'il se livre sans frein, sans lien, pour tout dire sans religion, au plaisir de la critique. De là un besoin de cohésion, d'organisation, et de foi, qui explique l'unité socialiste, quoiqu'elle soit en un sens aussi une formation de combat. La même chose est à dire de la Représentation Proportionnelle, qui est une tactique en un sens, mais qui, au fond, cherche sans doute des partis et une organisation positive.

Je pensais à ces choses comme j'avais examiné, avec quelques amis, les conditions d'un Enseignement Populaire fondé sur le libre examen et la libre discussion. Il est sûr qu'à Paris tout au moins ces Universités Populaires s'usent par la Critique. Ce n'est pas que l'on manque maintenant de citoyens qui pratiquent le respect des opinions. « Ainsi, me disait quelqu'un, les Sillonistes discutent fort bien, sans haine et sans colère, et selon la plus pure Fraternité ; mais, après quelques séances, n'ayant rien gagné, et sans doute ayant senti quelque symptôme d'écroulement en eux-mêmes, quelques lézardes dans leur édifice, ils nous échappent ; on ne les revoit plus. » J'avais remarqué depuis longtemps la même chose au sujet des socialistes ; ils veulent toujours que la discussion construise au lieu d'ébranler ; or discuter veut dire secouer. Dans le fait, leur enseignement est dogmatique, et tout enseignement veut être dogmatique. Même le mathématicien, qui est pourtant assez solide sur les preuves, dira enfin au disciple : « Si vous prétendez discuter avant de savoir, vous ne saurez jamais rien. » Et la même question se pose à l'école primaire. Comme on apprend à lire par l'obéissance, ainsi il faut apprendre à calculer, par la pratique et selon les règles, et non pas en assemblant des cubes de bois jusqu'à ce que l'on ait compris ce que c'est que le produit de deux nombres. Ainsi le Radicalisme trouve des ennemis partout, et en lui-même, et non pas seulement à un moment de l'histoire, mais dans chaque individu de moment en moment ; car on ne peut penser toujours ; il faut bien dormir chaque jour, et même à chaque minute, après tout effort d'attention. La nature est toujours la plus forte, et le catéchisme vaincra toujours assez. Une des illusions les plus dangereuses consiste à croire que les vérités restent vérités lorsque l'on cesse d'en douter. Ce qu'ils appellent la décomposition du Dreyfusisme n'est pas une crise d'insomnie ; c'est la maladie du sommeil, tout simplement.

14 avril 1911.

La doctrine : V – Le radicalisme de la culture

Propos 142:

Instruire

Le 17 mars 1911

[Retour à la table des matières](#)

Comme je disais à quelqu'un qui vient d'entrer parmi les puissances : « Méfiez-vous des projets sur l'enseignement professionnel, ce n'est que pour séparer les esclaves et les maîtres », il me répondit : « Cela plaît aux députés ; il ne reste donc aucune espérance. »

Il est rare, il est étonnant qu'une proposition plaise à tout le monde. Et comme il n'est pas à croire que les intérêts et les passions cessent soudainement de presser sur les opinions, cette unanimité fait soupçonner quelque duperie.

J'entends l'homme de la droite, qui se dit à lui-même : « À chacun son métier ; au savetier celui de savetier ; au roi celui de roi ; au ministre celui de ministre ; ce qui a tout perdu c'est le Maître Jacques de politique, qui veut tout savoir et juger de tout, des salaires sans être ouvrier, des prix sans être marchand, du change sans être banquier, de la tactique sans être militaire, des peines sans être juge, et de la bureaucratie sans être bureaucrate. Nous aurons toujours quelques Touche-à-tout, soit par le génie soit par la facilité ; toutefois il n'est pas difficile d'en faire des académiciens à courbettes. Ce qui est détestable, c'est que chaque citoyen soit un Touche-à-tout ; ainsi meurent le respect et le privilège. Que chacun pense donc dans son métier, et que la politique du savetier soit à bien battre le cuir. D'autant que, par la division du

travail, les métiers sont des cellules encore plus étroites et séparées qu'au bon vieux temps ; un métier, c'est obéissance aux choses et aux hommes. Comment la monarchie s'est-elle perdue dans l'état, juste au temps où elle s'affirmait dans l'usine ? Que l'école soit donc une usine, et tous ces républicains enseigneront la monarchie sans le savoir, comme ils la désirent déjà sans le savoir ».

J'entends le Socialiste qui pense tout haut (car celui-là n'a rien à cacher, il ne peut tromper les autres qu'en se trompant lui-même) : « Où est le mal, sinon dans cette ombre d'égalité, dans cette ombre de liberté qu'on laisse aux esclaves, en leur permettant de bavarder de tout et de toucher à tout ? Leurs discours sont libres et leurs corps sont enchaînés. Je veux qu'ils pensent sur leur métier, afin qu'ils réfléchissent sur leur esclavage ; je veux que leur pensée n'oublie point leur corps, mais se sente enchaînée et esclave avec lui, et enfin qu'ils pensent leur souffrance, afin que leurs jugements soient des actions. Assez de Droits de l'Homme. Je veux que le maçon pense le droit du maçon, et que l'électricien pense le droit de l'électricien ; et qu'enfin la fraternité soit juste, au lieu que la fraternité en discours cimente l'injustice. L'atelier est la vraie école de révolution ; que l'école soit donc un atelier ».

Et que dit le radical : « Je n'entends que des plaintes de monarchistes et des plaintes de socialistes ; je n'ouvre pas une revue où je ne me voie couvert de ridicule ; par bonheur mes électeurs ne lisent point cette littérature impertinente, mais enfin je suis las de passer pour un bavard et pour un brouillon. Voilà une réforme sur laquelle ils s'accordent tous, et qui ne choque point l'électeur. Eh bien, je veux être homme de conciliation, homme de haute science, sociologue à mon tour. En attendant l'impôt sur le revenu, faisons toujours cette réforme-là ».

Or, le bureaucrate qui a lancé l'idée osa bien dire, dans les hauts Conseils de l'Université : « N'oublions pas que les élèves des écoles primaires supérieures auront à gagner leur vie ; il est insensé de vouloir les attirer à la vie supérieure ; ce ne seront que des ambitions vaines et des regrets inutiles. Il faut les attacher à leur métier. » Allons, radicaux, pensez radicalement, au lieu de faire oui de la tête à tous ces sophismes, comme des dieux de faïence.

17 mars 1911.

La doctrine : V – Le radicalisme de la culture

Propos 143:

Le Catéchisme

Le 4 janvier 1922

[Retour à la table des matières](#)

Parmi ceux qui travailleront à réformer l'enseignement public, je ne vois personne, il me semble, qui pense selon l'égalité démocratique. Descartes, Prince de l'Entendement, a écrit que le bon sens est la chose du monde la mieux partagée ; ce puissant esprit ne voulait point voir de différence entre les hommes, si ce n'est pour la facilité de mémoire et les gentillesse extérieures. Or j'ai remarqué plus d'une fois que cette pensée n'est point comprise. Dès qu'un homme l'emporte par ce qu'il a lu ou retenu, ou par l'art d'écrire ou de parler, il prend ses distances, s'installe dans l'élite dirigeante, et cherche des seconds et successeurs parmi les brillants élèves qui lui ressemblent. Au sujet de la masse, nulle autre pensée que de lui bien apprendre un métier ; la masse est utilisable et gouvernable, plus ou moins, selon la prévoyance du législateur. Mais que tous puissent avoir part, et doivent avoir part, à la vraie science et à la vraie culture, c'est une idée qui ne se montre point. Un haut personnage disait récemment qu'il importe de ne laisser sans doctrine aucun de ceux, fût-il berger, qui sont capables de tenir leur place dans les rangs de l'élite dirigeante. Voilà leur Démocratie. Un esprit lent et engourdi, sans facilité et sans grâce, est marqué d'esclavage ; la savoir technique, qui est de l'œil et de la main, est assez bon pour lui, Utile instrument dans la main du chef.

Le monde antique instruisait ses esclaves, si on l'entend ainsi. Il est hors de doute que le petit animal à forme humaine qui montrait quelque aptitude à la cuisine ou au

jeu de la flûte était mis à l'école près des habiles. S'il aimait la lecture, l'écriture et la grammaire, il n'en avait que plus de prix. S'il s'élevait jusqu'à l'intrigue politique, il pouvait être affranchi, et avoir part aux grandes affaires. Cette loi de sélection joue encore parmi nous, et j'ai connu plus d'un esclave bien doué qui s'approche maintenant de l'Académie. Il y a un beau livre à écrire sur nos Affranchis, joueurs de flûte ou grammairiens, attentifs à plaire.

Il est vrai pourtant que l'école moderne a commencé seulement avec le catéchisme, quand le prêtre eut le devoir d'enseigner au plus endormi et au plus arriéré justement ce qu'il savait de plus beau. Nous développons cette grande idée, mais il s'en faut qu'elle soit assez en faveur et en lumière. Toujours instruire les plus aptes, toujours faire une exacte revue des petits sauvages, afin d'y trouver des polytechniciens ; les autres seront instruits par procuration, retrouvant en leurs maîtres leurs égaux d'hier, et assez contents ; car de quoi se plaindraient-ils ? Il suffit qu'on n'ait point laissé un seul génie à garder les moutons. Or ce facile problème est résolu, comme il fut toujours. Mais l'autre est à peine touché, qui est d'éveiller tout esprit le plus qu'on peut, par les plus hautes et les plus précieuses connaissances, et de donner plus de soins à l'esprit le plus lent, enfin de régler l'enseignement non sur les mieux doués, mais sur les moins doués. Et c'est pourtant ce qui importe, car le vrai progrès n'est pas en l'esprit d'un Thalès, mais en l'esprit de sa servante.

4 janvier 1922.

La doctrine : V – Le radicalisme de la culture

Propos 144:

La Culture

Le 10 octobre 1921

[Retour à la table des matières](#)

Un groupe de prolétaires a pris pour devise ce beau mot « Savoir ». Aussitôt d'agréables souvenirs s'éveillent en moi. Je pense à cette opinion soudain éveillée et rassemblée, qui, par la seule puissance du regard, fit tomber ensemble les mensonges militaires et les mensonges politiques. Exemple unique dans le monde d'une révolution sans aucune violence. La menace d'une guerre étrangère était oubliée en même temps que la peur. Les droits de l'homme étaient élevés pour la première fois au-dessus de la patrie. Tout fléchissait devant la revendication de l'innocent injustement condamné. Le peuple, tranquille et assuré de sa force, comme assemblé en un amphithéâtre immense, écoutait avec mépris les meilleurs tragédiens de la politique. Le monde entier contemplait avec admiration ces, Assises de la Paix. Ce fut le temps où la Bourgeoisie et le Prolétariat se mêlaient ; les plus instruits apportaient leur science au trésor commun, et s'en retournaient plus riches. Il est clair que, dans ces Universités Populaires, le commerce fut d'amitié plutôt que de science. Et certes il n'était pas besoin de lumières supérieures pour comprendre le jeu des tyrans, et pour rire quand ils voulaient nous faire trembler. Il en fallait encore moins, dix ans plus tard, pour juger cette loi de trois ans qui ne nous donnait ni un homme de plus ni une heure d'avance, et qui n'était qu'un cri de guerre à la Russie alliée et à l'Allemagne ennemie. Je compris alors que j'avais trop méprisé l'adversaire. Je trouvai le prolétariat isolé

dans ses rêveries, la bourgeoisie fermée, les fonctionnaires prudents, la jeunesse résolue et muette. L'art de gouverner est plein de ressources ; ainsi nous fûmes ramenés soudain à l'enfance. Au fond, il était plus difficile d'intéresser les jeunes à leur propre sort que de les appeler au secours d'un seul innocent, et cela est beau à dire. Mais la Générosité sera dupe encore plus d'une fois. La voilà maintenant massacrée ; la médiocrité a du champ devant elle.

Cherchant donc comment nous pourrions tenir éveillée et défiante la jeunesse qui grandit maintenant, je voudrais tirer le meilleur fruit d'une expérience mémorable. Il y eut une sorte de conflit, en ce temps-là, entre les doctrinaires politiques et les instituteurs du peuple. Car la grande affaire, pour nous autres, était de secouer toutes les croyances, sans aucune précaution, et de tirer tous les dieux par la barbe ; mais tout parti a ses dogmes et ses dieux. Le difficile était d'amener nos amis à pratiquer cette libre gymnastique de l'esprit, où l'on ne considère point le plus proche et le plus pressant besoin comme étant, par cela seul, le plus utile à considérer. Nous apportions la culture, qui veut loisir, à des hommes sans loisir, et qui méprisaient souvent nos jeux de pensée. L'astronomie et la physique, en leurs détails, fatiguaient l'attention ; l'histoire faisait rire ; le robuste auditoire ne pouvait croire que les peuples eussent jamais été assez sots pour suivre les politiques. C'est ainsi que l'homme se moque des passions de l'amour, tant qu'il n'en éprouve point les effets ; mais celui qui riait est le premier pris. Il faudrait, après une rude épreuve, sortir maintenant de naïveté, et s'exercer à éprouver, par entraînement poétique, ces redoutables passions auxquelles on ne croit point assez. J'entends que ce qui manque à nos amis les prolétaires, c'est moins la science des choses, assez facile pour l'essentiel, que cette antique science de la nature humaine, dispersée dans les grands livres, qu'il faut lire vingt et trente fois ; et si la trentième lecture est agréable, la première est ingrate et difficile.

10 octobre 1921.

La doctrine : V – Le radicalisme de la culture

Propos 145:

Érudition

Le 2 mai 1911

[Retour à la table des matières](#)

Ce qui nous intéresse dans ces querelles de Sorbonne, c'est que la Sorbonne historienne a la prétention d'être une Sorbonne Radicale. Le fait est que ces gratteurs de bibliothèques sont de solides républicains ; mais cela ne prouve pas que l'érudition soit républicaine. Le Dreyfusisme, quoique des historiens s'y soient jetés, n'était pas pour cela du ressort de la critique historique ; ce n'était que le bon sens contre les passions ; mais on a tout confondu, et l'on donne comme évident que l'homme démocratique doit être rompu aux méthodes historiennes, et se nourrir de vieux livres, et sans choix, dans sa belle jeunesse. Inversement les réactionnaires, par entraînement et opposition, réclament pour la libre culture et pour l'invention, ce qui va contre leurs principes. Il faut pourtant retourner toutes ces idées : on ne peut pas les laisser ainsi la tête en bas.

L'érudition comme on la pratique à la Sorbonne, et comme on l'enseigne, est une très vieille chose, à ce point que j'ai souvent constaté que les nouveaux érudits copient tout simplement les érudits d'autrefois. Cette science liseuse est fille du despotisme ; et le célèbre Bayle est un exemple de cette liberté de penser, qui se cache dans les petites choses, et se donne l'air de ne réfléchir qu'avec les penseurs d'autrefois, et de préférence avec les moins connus. Cela va avec un scepticisme accommodant. Bayle et Voltaire n'inventaient guère que des malices, et ne demandaient pas beaucoup. Je remarque le même esprit chez nos grands liseurs, qui ont vu

trop d'idées, des belles, des médiocres, des petites, pour admirer vivement, et ainsi continuer les grands inventeurs d'idées. À chercher où Proudhon a pris ses idées, on ne s'entraîne pas à refaire en notre temps ce que Proudhon a fait dans le sien ; on en vient plutôt à mépriser le talent, qui greffe des idées vigoureuses sur les jeunes pousses, et à prendre la pensée comme un jeu dans le genre du bridge, pour tuer les heures. Ces bibliothécaires pensent en bâillant, et font dormir. Si j'étais riche, et attaché aux privilèges, je ferais des pensions à tous ces gens-là.

Il nous faut des têtes pensantes. Si l'on lit Rousseau dans une mauvaise édition, c'est un malheur sans doute, mais c'est un petit malheur ; la pensée de cet inventeur d'idées ne dépend point d'une variante. Il faut le, lire et le relire, non pour y trouver l'esprit de ce temps-là, mais pour y prendre l'occasion de penser aux choses d'aujourd'hui. Puisque le pouvoir est partout, il faut que la pensée soit partout. Il faut des éveilleurs, et laisser tout le reste à ceux qui n'ont pas le courage de penser pour l'avenir. Cela est démocratique ; il faut des éclairs d'aristocratie partout dans la foule ; il faut des individus. Si les réactionnaires se joignent à nous pour réclamer ce pain quotidien d'idées, nous sommes avec eux en cela. Je me moque des partis. Tel idéologue du royalisme est plus radical, oui ma foi, que tel mouton socialiste. La libre pensée est radicale, et tout le reste est moinerie.

2 mai 1911.

La doctrine : V – Le radicalisme de la culture

Propos 146:

Les deux Pouvoirs

Le 2 juin 1913

[Retour à la table des matières](#)

Auguste Comte entendait la République assez paradoxalement, comme une dictature des riches, tempérée par la droit de blâmer. Dans le fait, il montrait par là son mépris pour la force qui n'est que force. Il faut bien, disait-il, que le plus puissant gouverne, c'est là un principe de physique, en quelque sorte ; mais il voulait dire aussi que cette espèce de tyrannie de la force est bien peu de chose, si l'esprit n'adore point.

S'il revenait parmi nous, il ne serait point surpris de voir la puissance des forces réelles, mais il penserait que le principal abus est la réunion du spirituel et temporel dans les mêmes mains. Remarquez qu'en effet un ministre, chez nous, ce n'est pas seulement un homme qui règle des actions, mais un homme qui blâme et loue, et qui voudrait blâmer et louer souverainement. Désobéissance et désapprobation, c'est tout un pour eux. Je crois même que, dans la fond, ils sont plus touchés par une résistance d'opinion que par une résistance de fait. Ainsi, qu'un soldat saute le mur et même déserte par la force des passions, on ne sera point sans indulgence, si ses opinions sont d'ailleurs comme on veut qu'elles soient. Mais qu'un soldat puisse garder ses opinions intactes après un an ou deux d'obéissance, et que la docilité n'ait pas créé le plus petit commencement de respect, voilà ce qui paraît monstrueux. L'esprit des pouvoirs est ainsi théocratique dans le fond, et l'hérésie est pire que n'importe quel autre péché. N'importe quel tyran veut forcer l'approbation ; il la veut libre pourtant,

mais il voudrait punir celle qui se refuse. Il ne s'arrête pas aux actes ; il veut être aimé à cause de sa puissance. Voilà la folie du tyran.

Contre quoi il faut maintenir la séparation des pouvoirs et garder le Pouvoir spirituel indépendant de l'autre. Obéir de corps, ne jamais obéir d'esprit. Céder absolument, et en même temps résister absolument. Vertu rarement pratiquée. Une nature servile n'obéit pas assez et respecte trop. L'autre espèce de citoyen commence seulement à se montrer. En présence d'un ordre, il exécute, mettant toute sa pensée à l'intérieur de l'ordre reçu en quelque sorte, et s'appliquant seulement à comprendre et à réaliser. Mais, en présence d'une opinion qui se donne comme évidente, qui quête l'approbation, qui invoque des témoignages pour en obtenir d'autres, et, pour tout dire, qui cherche les applaudissements, notre citoyen résiste absolument ; plus on le presse, plus il se défie ; et si, comme il est ordinaire, le tyran passe de l'argument à la menace, le libre citoyen met son honneur d'homme à faire voir alors le plus entier et le plus profond mépris pour de tels procédés, qui avilissent ensemble la Force et la Pensée. Si cette morale virile était pratiquée, le tyran serait épouvanté d'une obéissance sans amour, et il chercherait la libre approbation des esprits, par franchise et justice. Un mépris obéissant est roi.

2 juin 1913.

La doctrine : V – Le radicalisme de la culture

Propos 147:

L'Action et la Pensée

Le 5 décembre 1923

[Retour à la table des matières](#)

Tout pouvoir est absolu. La guerre fait comprendre ces choses-là. Une action ne peut réussir que par l'accord des exécutants ; et, quand ils auraient la meilleure volonté du monde, ils ne s'accorderont pourtant que par la prompte exécution des ordres, sans qu'aucun des subordonnés s'amuse à juger ou à discuter. Qu'est-ce à dire, sinon que, devant le refus ou seulement l'hésitation, le chef doit forcer l'obéissance, ce qui conduit aussitôt à la dernière menace, et l'instant d'après à l'exécution, sans quoi la menace serait ridicule ? J'admire que des gens qui reçoivent aisément la guerre parmi les choses possibles, invoquent pourtant ici l'humanité et la justice, comme si l'on, avait le loisir d'être humain et juste quand l'ennemi vous presse. Il faut savoir ce que l'on veut.

Tout pouvoir est militaire. Une rue est barrée. Vous demandez pourquoi, mais le gardien ne sait pas pourquoi. Alors, invoquant mal à propos les droits du citoyen, vous voulez passer. Le gardien s'y oppose militairement ; il appelle ses réserves ; si vous faites le méchant, vous êtes promptement assommé ; si vous montrez des armes, le gardien prend les devants et vous tue. Si le pouvoir n'est pas résolu à forcer l'obéissance, il n'y a plus de pouvoir. Si le citoyen ne comprend pas et n'approuve pas ce

puissant mécanisme bien avant de le craindre, il n'y a plus d'ordre ; la guerre est à tous les coins de rue, le spectateur reçoit des coups, et la justice périt.

Très bien ; et voilà ce que le Fascisme enferme de vrai, et ce que beaucoup d'hommes sentent vivement. Mais il faut comprendre ; il faut circonscrire l'idée ; il faut limiter, surveiller, contrôler, juger ces terribles pouvoirs car il n'est point d'homme au monde qui, pouvant tout et sans contrôle, ne sacrifie la justice à ses passions. C'est pourquoi cette obéissance des civilisés serait pour effrayer s'ils ne se juraient à eux-mêmes de résister continuellement et obstinément aux pouvoirs. Mais comment ? Que leur reste-t-il ? Il leur reste l'opinion.

Pour moi je n'arrive pas à comprendre que le citoyen chasseur à pied, j'appelle ainsi le bon citoyen, l'ami de l'ordre, l'exécutant fidèle jusqu'à la mort, ayant pesé cette promesse d'obéir, se permette de donner encore quelque chose de plus, j'entends d'acclamer, d'approuver, d'aimer le chef impitoyable. Mais plutôt je voudrais que le citoyen restât inflexible de son côté, inflexible d'esprit, armé de défiance, et toujours se tenant dans le doute quant aux projets et aux raisons du chef. Par exemple ne point croire, par un abus d'obéissance, qu'une guerre est ou était inévitable, que les impôts sont calculés au plus juste, et les dépenses de même, et ainsi du reste. Exercer donc un contrôle clairvoyant, résolu, sans cœur, sur les actions et encore plus sur les discours du chef ; communiquer à ses représentants le même esprit de résistance et de critique, de façon que le pouvoir se sache jugé ; car si le respect, l'amitié, les égards se glissent par là, la justice et la liberté sont perdues, et la sécurité elle-même. Tel est l'esprit radical, très bien nommé, mais encore mal compris par ces âmes faibles qui ne savent point obéir sans aimer.

5 décembre 1923.

La doctrine : V – Le radicalisme de la culture

Propos 148:

Ne point croire

Le 3 décembre 1923

[Retour à la table des matières](#)

Discours de l'instituteur. « Mes chers enfants, puisque le pouvoir aujourd'hui nous écoute, je veux rassembler en peu de mots ce que j'ai eu occasion de vous dire concernant la politique. Le premier article, le plus ancien, le mieux connu, est qu'il faut obéir aux pouvoirs, j'entends de bonne volonté, sans restriction, et au mieux. Cela va loin. Obéir aux lois d'abord, mais encore exécuter promptement les ordres reçus. Soit dans l'inondation, soit dans l'incendie, et surtout dans l'état de guerre, il y va de la vie peut-être ; mais je ne vois point de pouvoirs possibles sans cela, ni d'action commune possible sans cela. Le serment d'obéir doit donc être souvent renouvelé dans vos cœurs. Quand il serait renouvelé publiquement chaque année, je verrais là une belle fête. À tes ordres, César. » Il est bon de dire que l'homme qui parlait ainsi avait un bras de moins, avec la renommée d'un fantassin irréprochable. Son discours ne sonnait pas creux.

L'homme sans peur et sans reproche avait encore quelque chose à dire. « Il faut, dit-il, une contre-partie. Ce contrat entre les citoyens et le pouvoir ne peut être ainsi fait que l'un ait tous les droits et que l'autre n'en ait aucun. Ne discutons pas sur le droit d'agir, de posséder, de louer son travail, de le refuser, même d'exprimer ce que l'on pense. Ces droits, de même que le droit d'élire, de critiquer, de contrôler, sont

réglés par des lois qui sont mieux que passables. Mais je laisse ce détail pour en venir à l'essentiel qui est le devoir de penser librement. Dès que le citoyen est crédule, tous les droits sont comme abolis. Il ne faut point croire. Cela est très pénible de ne point croire ce que dit un homme éloquent et qui occupe la plus haute place. Mais comprenez aussi qu'un tel homme plaide toujours pour lui-même, qu'il est juge, et partie, qu'il est entouré de flatteurs, qu'enfin il exerce le pouvoir, chose enivrante, aveuglante. Il sera trompé, il se trompera lui-même. L'histoire des peuples, comme je vous l'ai montré, est l'histoire des erreurs où tombe naturellement tout pouvoir qui gouverne aussi les pensées. Donc examinez, instruisez-vous, écoutez les uns et les autres. Dans les cas difficiles, sachez douter. L'opinion règne toujours ; elle se fait sentir par le vote, mais bien avant le vote. Chacun de vous est partie de l'opinion et modérateur du pouvoir. Le muet refus de croire y suffit.

« Encore un mot là-dessus, mes amis. N'acclamez point. L'acclamation vous revient et vous prend au cœur. L'acclamation a fait tous les maux de tous les peuples. Le citoyen se trouve porté au delà de son propre jugement, le pouvoir acclamé se croit aimé et infaillible, toute liberté est perdue. Le lourd devoir d'obéir n'est plus limité ni tempéré par rien. Je décris ici des mœurs nouvelles; je vous trace un pénible devoir. Mais, mes amis, si l'on veut être libre, il faut le vouloir. Et n'oubliez jamais que les pouvoirs seront modérés, prudents, circonspects, préservés à jamais de l'infatuation, raisonnables enfin, et ménagers de vos biens et de vos vies, si seulement vous vous privez de battre des mains. »

Le plaisant est que le pouvoir le plus ombrageux ne peut rien trouver à reprendre dans ce discours ; mais il bouillonne à l'entendre ; il voudrait appeler ses gardes ; il espère, il appelle de tout son cœur la désobéissance, cette autre garde des rois.

8 décembre 1923.

La doctrine : V – Le radicalisme de la culture

Propos 149:

Le Devoir d'obéissance

Le 4 septembre 1912

[Retour à la table des matières](#)

Résistance et obéissance, voilà les deux vertus du citoyen. Par l'obéissance il assure l'ordre ; par la résistance il assure la liberté. Et il est bien clair que l'ordre et la liberté ne sont point séparables, car le jeu des forces, c'est-à-dire la guerre privée à toute minute, n'enferme aucune liberté ; c'est une vie animale, livrée à tous les hasards. Donc les deux termes, ordre et liberté, sont bien loin d'être opposés ; j'aime mieux dire qu'ils sont corrélatifs. La liberté ne va pas sans l'ordre ; l'ordre ne vaut rien sans la liberté.

Obéir en résistant, c'est tout le secret. Ce qui détruit l'obéissance est anarchie ; ce qui détruit la résistance est tyrannie. Ces deux maux s'appellent, car la tyrannie employant la force contre les opinions, les opinions, en retour, emploient la force, contre la tyrannie ; et, inversement, quand la résistance devient désobéissance, les pouvoirs ont beau jeu pour écraser la résistance, et ainsi deviennent tyranniques. Dès qu'un pouvoir use de force pour tuer la critique, il est tyrannique. Voilà d'après quoi un citoyen raisonnable peut d'abord orienter ses réflexions.

Au point où nous en sommes, et étant posé que le droit de critiquer est dans nos institutions et dans nos mœurs, je vois que la désobéissance est le moyen assuré de fortifier le virus tyrannique, dont le pouvoir n'est jamais tout à fait exempt. Un ministre pourra dire à la tribune : « Je ne poursuis point des opinions, mais des actions.

Tous ces discours contre la guerre aboutissent à organiser la révolte et la désertion ; c'est trop clair ; les faits le prouvent assez. Le devoir militaire, même en temps de paix, se heurte à des intérêts et à des passions ; si l'esprit leur offre quelque complaisance, les instincts de peur, de paresse, d'égoïsme enfin, se donneront comme raisonnables et ruineront l'ordre. La nature humaine est ainsi faite que, si le respect est affaibli, aussitôt les passions règnent ».

Et voilà justement l'erreur doctrinale, qui est à croire que la liberté des opinions va contre l'obéissance. Je puis témoigner que c'est le contraire qui est vrai. Autant que j'ai pu voir, ceux qui respectent et qui approuvent obéissent mal. Et pourquoi? Parce qu'ils n'ont pas le gouvernement d'eux-mêmes, et que, par suite, ils sont très faibles contre leurs passions. Par exemple il est commun que le soldat ou le sous-officier qui acceptent les pouvoirs comme un fait et qui ne conçoivent même pas le droit en face de l'arbitraire, sont aussi ceux qui négligent le plus aisément les petits devoirs, dès que l'officier est absent. Il y a une infinité d'histoires de caserne à ce sujet. L'arbitraire et la licence vont naturellement ensemble. Le droit est contraire à tous les deux. Le droit est une pensée; le droit délimite, donc accepte et refuse, par cette même force d'esprit, qu'on nomme volonté.

Dans tous les services publics, il en est de même. Les esprits courtisans font des courbettes, et trichent sur le travail autant qu'ils peuvent. Les mauvaises têtes travaillent très bien. Je lis souvent une revue d'instituteurs syndicalistes; il est clair qu'ils se donnent à leur métier ; il suffit de lire ce qu'ils écrivent sur les leçons de grammaire ou d'arithmétique pour en être assuré. Voilà les fruits de la liberté. Si, dans leurs congrès, ils définissaient bien clairement le devoir de résistance et le devoir d'obéissance, la tyrannie serait sans forces.

4 septembre 1912.

La doctrine : V – Le radicalisme de la culture

Propos 150:

L'individu et la Société

Le 17 avril 1911

[Retour à la table des matières](#)

L'individualisme, qui est le fond du radicalisme, est attaqué de tous les côtés. Monarchistes et socialistes le méprisent, et les sociologues aussi, au nom d'une science impartiale. Cela vient principalement d'un renversement de perspective dont les sociologues devraient pourtant nous guérir. On a cru longtemps que l'homme primitif était isolé, et qu'il ne connaissait ni les lois ni les mœurs, mais qu'il suivait ses besoins propres, comme on voit que font beaucoup d'animaux. La civilisation ne serait autre chose, alors, que l'histoire des sociétés comme telles. À mesure que l'homme aurait appris, par nécessité, le respect des contrats et le prix de la fidélité, on aurait vu naître les vertus à proprement parler, la justice, le droit des faibles, la charité, la fraternité. Il ne s'agirait donc que de vivre surtout en citoyen, d'agir et de penser avec les autres, religieusement au sens plein du mot, pour échapper de plus en plus aux destinées animales, et faire le véritable métier d'homme.

On aurait dû réfléchir à ceci qu'il y a des sociétés d'abeilles et de fourmis où les pensées et les actions sont rigoureusement communes, où le salut public est adoré sans calcul et sans hypocrisie, et où nous n'apercevons pourtant ni progrès, ni justice, ni charité. Mais, bien mieux, les sociologues ont prouvé, par mille documents concordants, que les hommes primitifs, autant qu'on peut savoir, forment des sociétés avec

des castes, des coutumes, des lois, des règlements, des rites, des formalités qui tiennent les individus dans un rigoureux esclavage ; esclavage accepté, bien mieux, religieusement adoré ; mais c'est encore trop peu dire ; l'individu ne se pense pas lui-même ; il ne se sépare nullement, ni en pensée ni en action, du groupe social, auquel il est lié comme mon bras est lié à mon corps. Le mot religion exprime même très mal cette pensée rigoureusement commune, ou mieux cette vie rigoureusement commune, où le citoyen ne se distingue pas plus de la cité que l'enfant ne se distingue de sa mère pendant qu'elle le porte dans ses flancs. Un penseur a dit : « Comme la bruyère a toujours été lande, l'homme a toujours été société. »

On aurait pu le deviner ; on le sait, c'est encore mieux. Cela fait comprendre la puissance de la religion et des instincts sociaux ; mais aussi que la société la plus fortement nouée repousse de toutes ses forces tout ce qui ressemble à la science, à l'invention, à la conquête des forces, à tout ce qui a assuré la domination de l'homme sur la planète. Et il est très vrai que l'homme, en cet état de dépendance, n'avait point de vices à proprement parler ; mais on peut bien dire que la société les avait tous, car elle agissait comme une bête sans conscience ; de là des guerres et des sacrifices humains, une fourmilière humaine, une ruche humaine en somme. Et donc le moteur du progrès a dû être dans quelque révolte de l'individu, dans quelque libre penseur qui fut sans doute brûlé. Or la société est toujours puissante et toujours aveugle. Elle produit toujours la guerre, l'esclavage, la superstition, par son mécanisme propre. Et c'est toujours dans l'individu que l'Humanité se retrouve, toujours dans la Société que la barbarie se retrouve.

17 avril 1911.

La doctrine : V – Le radicalisme de la culture

Propos 151:

Le Progrès

Le 24 avril 1911

[Retour à la table des matières](#)

Ce qui distingue les socialistes de ce temps, c'est qu'ils sont historiens. « Après une société, une autre société après une machine, une autre machine ; après une justice, une autre justice. » Aussi se moquent-ils des radicaux, qui croient à une justice de tous les temps, qu'il faut planter et arroser où l'on se trouve. Or ces historiens supérieurs m'écrasent aisément par leur science ; mais ils ne me feront point compter sur un progrès qui ferait un pas après l'autre, par la force propre d'une société dans son milieu. Je vois un progrès qui se fait et se défait d'instant en instant, qui se fait par l'individu pensant, qui se défait par le citoyen bêlant. La barbarie nous suit comme notre ombre.

En chacun de nous, d'abord. C'est une erreur de croire que l'on sait quelque chose ; on apprend, oui ; et, tant que l'on apprend, on voit clair mais dès que l'on se repose, dès que l'on s'endort, on est théologien ; et comme les songes reviennent avec le sommeil, ainsi, avec ce sommeil d'esprit, reviennent l'injustice, la guerre, la tyrannie ; non pas demain, mais tout de suite ; cela tombe comme une nuit en nous et autour de nous. S'imiter soi-même ou imiter les autres, c'est tout un ; l'on retombe au sauvage aussi aisément que l'on se couche.

C'est une erreur de croire qu'un brillant jeune homme, qui a aimé les idées, est pour cela tiré de barbarie. S'il est seulement sous-préfet, il a des maîtres et des flatteurs esclave et tyran désormais, s'il ne lutte contre lui-même un ministre, encore mieux ; mieux, entendez pire.

Il n'est pas vrai qu'après des peintres médiocres, il en naît de meilleurs. Le grand peintre achève un progrès en lui, par son génie ; il n'est pas vrai qu'après lui on dessinera bien ; il n'est pas vrai qu'après Corot et Daubigny on peindra mieux ; il n'est pas vrai qu'après Beethoven on fera mieux que lui, ni qu'il ait fait mieux que Mozart.

Je ne vois que la science qui fasse un pas après l'autre ; ou, plus exactement, c'est l'industrie qui fait une machine après l'autre ; mais, la vraie science est comme un art ; il faut que l'individu la fasse en lui, par ses forces propres, et la sauve en lui, et il ne peut la laisser à d'autres en héritage. Que dis -je à d'autres ? Il ne peut en jouir lui-même comme d'un héritage ; sa pensée est comme les pousses du dernier printemps ; le tronc n'est qu'un support.

Nous pouvons faire la justice, mais nous ne pouvons pas la garder comme un dieu de bois ; avant que les vers s'y soient mis, elle est morte. Il ne faut compter que les pousses de l'année. L'affaire Dreyfus fut belle tant qu'on la fit, tant qu'on la tint à bout de bras ; dès qu'elle fut assise, elle était déjà couchée et cadavre. Le chef est tyran tout de suite ; le juge dort tout de suite ; le ministre est réactionnaire tout de suite. D'un consentement, aussitôt nous reculons. Le terrain est repris par les forces. Dès que la société tourne sans pensée, elle fabrique tout le mal possible. Les machines n'y font rien ; nous serons injustes avec l'aéroplane, comme avec le bélier et la catapulte. Si les socialistes organisaient la cité, elle serait injuste aussitôt ; tout pourrirait sans le sel radical, sans l'individu qui refuse de bêler selon le ton et la mesure. L'individu qui pense, contre la société qui dort, voilà l'histoire éternelle, et le printemps a toujours le même hiver à vaincre.

24 avril 1911.

Conclusion

Conclusion

Propos 152:

Mystique radicale

Le 25 juin 1911

[Retour à la table des matières](#)

Vous avez vu comment le roi de France a changé ses conseillers et ses ministres. Cette révolution du palais n'est heureusement qu'un jeu, mais qui peut instruire le spectateur. Péguy dirait que la mystique a cette fois vaincu la politique. Et cette distinction qu'il fait de deux partis dans chaque parti me paraît digne d'être méditée.

Tout parti est mystique par son fond, c'est-à-dire qu'il enferme une foi, un amour, une indignation, en un mot quelque sentiment qui se passe de preuves, et détermine radicalement les actions. L'*Action Française* représente bien le royalisme radical, ou mystique, car c'est tout un. Mais toute mystique produit une politique, qui n'est que la même opinion, seulement fondée alors sur les intérêts, sur l'ambition, sur des calculs prudents en somme. Toute politique est opportuniste ; et il y a un royalisme opportuniste.

J'en dirai autant du radicalisme. On voit assez qu'il se transforme en une politique, c'est-à-dire qu'il attire des ambitieux et des prudents, par négociations et compromis. Bon nombre de radicaux, et surtout parmi les hommes politiques, sont radicaux de cette manière-là, parce que les électeurs les y poussent, et puis enfin parce que la République radicale existe en France, et qu'il faut s'adapter aux conditions réelles au milieu desquelles on se trouve placé. Ces mêmes hommes seraient aussi bien monarchistes, si la monarchie s'était conservée chez nous. Et cette espèce de conservateurs, qui pensent comme tout le monde et se laissent porter par le courant, semble destinée à donner de la stabilité aux régimes; or, dans le fait, ils se soumettent à tout changement ; c'est par eux qu'un coup d'État s'affermirait, après les premiers succès. Aussi céderaient-ils, et cèdent-ils souvent, à toute pression des partis ; ils nous feraient, s'ils étaient le nombre, une République sans squelette. Il ne faut point compter sur les politiques.

Mais il y a une mystique radicale, ou, si vous voulez, un radicalisme radical, plus commun qu'on ne pense, et qui assure nos destinées. L'esprit égalitaire va contre la nature, où tout est inégal, et où les forces se composent ; l'esprit égalitaire veut l'égalité malgré tout, le droit malgré tout. Si on lui objecte que cela n'est pas, il répond, avec une espèce de foi illuminée, que cela doit être et que cela sera. C'est une religion véritablement. Et ceux-là n'accepteraient pas un roi. Ils ne penseraient jamais sans révolte qu'un homme ait un pouvoir par sa naissance, et soit acclamé autrement que comme magistrat élu, et représentant du Peuple Souverain. Telle est la mystique révolutionnaire. Elle n'est tolérante, elle n'est pacifique que par ce même principe de l'égalité des droits, qu'elle adore absolument, et d'où découle la liberté des opinions. Mais essayez de toucher au principe même, et vous reconnaîtrez ceux qui sont radicalement radicaux. Alors, adieu douceur. Aux armes, citoyens, comme dit la chanson.

25 juin 1911.

Conclusion

Propos 153:

Adieu à la gloire

Le 7 avril 1913

[Retour à la table des matières](#)

Quand le Parti radical sera réorganisé fortement, il faudra une espèce d'initiation propre à former les jeunes et à réchauffer leur courage. Je passe sur les principes et sur les programmes, et je pense surtout à un certain nombre de vérités désagréables qu'il sera bon d'annoncer en une fois à l'enfant du peuple, dès qu'il aura pris ses grades.

«Tu es assurément, lui dirais-je, un brave ami du peuple ; et ce que tu promets, tu le feras. Mais tu es aussi assez ambitieux, et cela est bien naturel. Assez de charlatans et d'aventuriers ont été portés sur le pavois, encensés dans les journaux et considérés par les rois ; tu penses qu'il est temps que les vrais amis du peuple arrivent aussi à cette gloire, qu'ils auront bien méritée. Tu t'y prépares, sans méditer aucune injustice. Eh bien, il faut que tu le saches, cette gloire, tu ne l'auras pas. Le pouvoir, sans doute, si tu veux, mais non pas la gloire. La gloire, en politique, est le salaire de l'injustice.

« Songes-y bien, avant d'entrer dans cet enfer. Laisse toute espérance. Tu n'auras que de rudes amis, fort occupés, très loin de toi, et qui n'écrivent point dans les journaux. Tout le reste, toute l'Académie, tous les lettrés, tous les dramaturges, tous les écrivains, tous les sociologues, tous les directeurs de théâtre, tous les acteurs,

toutes les actrices, tous les marchands et marchandes de luxe, tous les marchands et marchandes de plaisir, tout ce beau monde te méprisera d'abord ouvertement, et te jugera inculte, ignorant, paresseux, ivrogne et mal tenu. En vain, tu liras tout ce qu'il faut lire ; en vain, tu iras te montrer avec ta femme à ces spectacles bien parisiens où la salle est ornée d'une guirlande de femmes jolies et faciles en étalage ; en vain, tu seras élégant dans tes discours ; en vain, tu citeras Barrès. Ces politesses seront comptées pour rien si tu n'y mêles pas quelques marques assez claires de ton mépris pour l'électeur ignorant, et pour la petite mare dont les grenouilles t'ont pris pour roi. On t'observera ; on attendra que tu trahisses.

«Alors, comme par magie, ton nom ira de journal en journal, d'ambassade en ambassade, à travers toute l'Europe. Les femmes brillantes viendront comme au théâtre pour t'entendre. Tu seras orateur ; tu seras homme d'État ; on te décrira élégant et beau, même si tu gardes ta redingote provinciale et ta moustache d'ouvrier. Car l'élite juge d'après le cœur et ne se trompe jamais. Observe bien quel est le plus étonnant succès de ce temps, et comment il a été obtenu. D'après cela, juge de ce qui t'attend si tu restes l'ami du peuple et le défenseur des pauvres et des artisans. » Oui, je dirais tout de suite la chose comme elle est. Une petite pluie enrhumé ; une bonne douche réchauffe.

7 avril 1913.

Conclusion

Propos 154:

La Sainte-Alliance

Le 27 février 1913

[Retour à la table des matières](#)

L'Électeur radical s'est plaint à moi : « Je voudrais bien savoir pourquoi nous sommes encore une fois volés, et si nous le serons toujours. Nous sommes le nombre, mais nous n'avons pas la puissance. Nous avons un bon roi, j'en conviens; mais enfin, c'est un roi. Il a été choisi, soutenu, poussé par un parti dont les défaites ne se comptent plus, et ce mouvement d'opinion qui l'a porté au pouvoir n'est pas nouveau ; il y a déjà pas mal d'années que l'on gouverne contre nous ; nos hommes sont méprisés, injuriés, calomniés, dès qu'ils rappellent nos principes. Enfin, des forces coalisées, des journalistes, académiciens et banquiers, forces principalement parisiennes, arrivent à paralyser notre armée. Les radicaux n'osent plus être radicaux. D'où vient cela, et y voyez-vous un remède ? »

Électeur radical, tout dépend de toi. Ces forces dont tu parles sont presque nulles, dès qu'on les méprise. Mais ton député ne s'élève point jusque-là. Quand on évoque avec indignation le combisme, il rougit, car il a la prétention d'être très parisien. C'est à toi, électeur, de le secouer sans ménagements, de le rappeler à lui-même, et enfin de le remplacer, si tu vois qu'il manque de force d'Âme. Élis un ouvrier ; élis un paysan ; il te faut des hommes sans nuances, des jacobins à toute épreuve, qui se résignent à être tenus à distance et ouvertement méprisés par les hommes de l'Esprit Nouveau,

jusqu'au jour, alors prochain, où, par la force des votes, les Hommes d'État parisiens culbuteront comme des capucins de cartes.

Mais tiens-toi bien ; prépare ton cœur. Nous aurons alors quelque président ennemi du luxe, et qui abandonnera le prix de ses réceptions, de ses chasses, de ses équipages pour remplacer un de ces hôpitaux crasseux qui sont la honte de notre époque. Nos ministres iront en tramway. Mais attention le peuple sera plus soupçonneux, plus exigeant que jamais car il est ainsi ; il faut le désespérer tout à fait pour qu'il soit facile à gouverner, et les Grands Hommes d'État le savent bien. Partout on verra renaître une agitation à présent merveilleusement contenue. Les riches bouderont ; les commerçants crieront ; principalement à Paris, les marchands de plaisir diront et feront dire par les journalistes, par les romanciers, par les dramaturges, que la France est ruinée et affaiblie ; les grands banquiers feront fléchir la Bourse. Toute l'Europe méprisera nos Ministres, car les réactionnaires de tous pays s'entendent fort bien. Le Russe se détachera de nous, l'Anglais peut-être aussi ; d'autant qu'alors notre politique sera résolument et ouvertement pacifique. Des généraux prouveront que notre frontière est désarmée ; des amiraux feront connaître patriotiquement à l'univers entier que le ministre de la marine, nouveau Pelletan, gâche nos poudres, tue nos marins, fait sauter nos cuirassés, livre les arsenaux à l'anarchie militante. Pour ce prix-là, sous ces dures conditions-là, tu feras bloc avec les socialistes, et tu donneras au monde la première idée et le premier exemple d'un grand pays gouverné selon les principes républicains. Mais tiendras-tu, cette fois, contre la Sainte Alliance ? Seras-tu ferme sous les moqueries ? Dès maintenant prépare ton âme, ta bourse et ton fusil,

27 février 1913.

Conclusion

Propos 155:

Vouloir, non savoir

Le 18 mai 1914

[Retour à la table des matières](#)

Il faut du courage. Qu'est-ce que la force sans le courage ? Et si l'on demande ce qui a manqué à l'ancienne Chambre, et surtout aux radicaux, il faut répondre que c'est bien le courage. Non pas individuellement, mais collectivement. La peur se gagne ; il faut s'en garder ; il faut s'armer contre elle. Tous ces hommes de gauche sont très intelligents ; je dirais presque qu'ils le sont trop ; je veux dire par là qu'il n'y a pas équilibre entre leur culture intellectuelle et leur force d'âme. Ce sont des miroirs à idées.

Effet naturel du passage à l'irréligion. Il fallait bien arriver à régler l'esprit sur l'objet, et ainsi à perdre l'habitude de croire. Mais il est vrai aussi qu'un esprit sans croyance est comme une boussole que le plus petit changement extérieur peut dérégler. Ils attendent trop. Chacun d'eux est maintenant, je le crains, comme un enregistreur d'opinions, très sensible, trop sensible. Les voilà bientôt réunis et déjà cherchant tous ce qui va résulter de cette réunion. Chacun mesure, en somme, l'influence des autres sur lui-même, sans songer assez à l'action qu'il exercera sur les autres. Habitude de l'homme instruit, qui s'est formé à bien représenter les réalités extérieures.

Pour le manieur de choses, soit. Mais il s'agit ici d'un univers d'hommes, où chacun est comptable et responsable de l'état d'esprit commun. C'est un mirage propre aux assemblées que chacun soit dominé par l'opinion de ses voisins.

Par ce fatal mécanisme, une assemblée arrive à ne rien vouloir. Les meneurs d'hommes le savent bien. Leur argument est toujours le même, agir sur un homme par l'opinion supposée des autres, lui proposer de faire l'union, lui demander des sacrifices, et ainsi affaiblir aussitôt le peu de volonté et de courage qu'il allait mettre dans le jeu. Ne proposer que ce qui a des chances d'être accepté, voilà la mauvaise règle. Commencer par des concessions, voilà la mauvaise tactique.

Le principal obstacle à l'initiative de chacun, c'est cette lourde masse des autres, qu'il faut remuer. Cette idée, toujours trop sensible et trop présente par le bourdonnement et la rumeur, fait oublier une autre idée pourtant bien simple et assez évidente, c'est que chacun contribue à faire cet esprit commun, à l'orienter, à le hausser. Bref une ferme volonté fait souvent sans peine le pas que l'intelligence mesureuse jugeait impossible.

Si personne n'ose affirmer la paix pour cette belle raison que personne n'ose affirmer la paix, nous voilà dans un triste cercle. « Puis-je vouloir et espérer, au milieu de gens qui n'espèrent ni ne veulent ? » S'ils ont tous en même temps celle pensée, comment pourront-ils en sortir ? Il faut donc une obstination héroïque, et un grand effort de chacun, surtout au commencement. Mais j'entends déjà ces naïfs députés qui disent : « Que fera cette Chambre ? », comme on dit « Pleuvra-t-il demain ? » Eh ! naïf, il s'agit maintenant de vouloir, non de savoir.

18 mai 1914.

Conclusion

Propos 156:

Savoir et Vouloir

Le 2 juin 1924

[Retour à la table des matières](#)

Nos hommes vont évoluer. Il n'en peut être autrement. Comme une pierre que vous lancez en l'air ; elle ne cesse pas de tomber, et la force des choses annule enfin votre geste d'homme. De même vos politiques, vous les avez lancés selon vos pensées, ils vont maintenant retomber selon leur poids. Sans trahison, sans aucune malice.

Toute chose va au plus bas. La vague écume, la falaise s'émiette. Le fleuve adoucit sa pente par l'alluvion. La planète se contracte et se tasse. L'homme vieillit et revient littéralement à l'existence pierreuse. Il perd son bel élan, il subit, il obéit. Mais voici qui est plus étonnant. L'homme observe, explique, prévoit cela même. L'homme écoute l'homme. Il place des sentinelles; il envoie un cordon d'observateurs. Il lit ; autre rumeur. Ainsi les forces du monde viennent le battre comme un rocher, et les vagues de l'opinion usent son esprit de même et mordent sur ses volontés. Les forces sont annoncées de loin ; ainsi il est vaincu avant de combattre. Il se fatigue à prévoir. L'homme qui ignorerait tout de l'Allemagne ferait quelque sottise, cela est de bon sens ; mais l'homme qui saura tout de l'Allemagne, heure par heure, ne fera rien du tout. Il y a un milieu à trouver ; il faut une part d'insouciance, et c'est le lot de l'aventurier ; ou bien une robuste fidélité, et c'est le lot de l'honnête homme. Il faut jurer et tenir. Mais la force des choses s'emploie toute à nous détourner de jurer, et

ensuite à nous détourner de tenir. L'univers nous apportera nos opinions, et ensuite nos actes. « Je ne pouvais faire autrement », c'est l'excuse des renégats.

Fausse sagesse. J'aime mieux ce genre d'homme qui est tenu d'abord par lui-même. Celui-là, quand il dit : « Je ne puis », il l'entend autrement. « Je ne puis manquer à mes promesses. Je ne puis trahir le grand serment que j'ai fait. Un serment, se dit-il, à quoi cela peut-il servir, si l'on se borne au possible des choses ? Les choses n'ont point fait de serment. Belle action que celle qui contresigne la nécessité ! Je sais, je prévois, j'annonce ; mon action est faite par la pesanteur. C'est se coucher, ce n'est pas agir. Nos hommes, en guerre, cherchaient passage et ont trouvé passage. Le malheur est que la guerre est la seule action politique qui soit faite virilement. Tout ce que l'on fait pour la paix, on le veut faire couché ou abrité. Il y avait des risques à occuper la Ruhr. Il y a des risques à déclarer la paix ; on ne le fait point. Ainsi la partie n'est pas égale. L'homme fait la guerre par liberté, mais il attend la paix ; il voudrait que la paix se fit toute seule. Qui prendra le militaire pour modèle ? Qui osera faire la paix comme on fait la guerre ? Regardons bien. L'homme de guerre n'obéit pas aux situations, mais plutôt il les force, obéissant à lui-même. Au contraire l'homme de la paix obéit aux situations, il n'ose point risquer quelque chose, il oublie ses serments ; il dit seulement qu'il aurait bien voulu et qu'il n'a point pu. Cette excuse passe pour bonne ; il n'y a que les Conseils de Guerre qui ne la reçoivent point. D'où vient cela ? Sans doute, de ce que personne ne croit qu'on puisse faire l'œuvre de guerre sans courage, au lieu que presque tous croient que l'on peut faire l'œuvre de paix sans courage. Eh bien, je serai chasseur à pied pour la paix ». Est-ce le monologue d'Herriot ? A-t-il rassemblé militairement toutes ses forces d'homme en ce trop court repos ? A-t-il juré ? Prendra-t-il tous ces faits qui se pressent autour et demandent audience, comme des instruments et moyens, ou bien les recevra-t-il pour maîtres ? Au temps où j'écris, les signes manquent. Au temps où le lecteur lira, le choix sera fait.

2 juin 1924.

Conclusion

Propos 157:

Le Peuple des morts

Le 16 mai 1910

[Retour à la table des matières](#)

Deux hommes s'échauffaient à parler des élections. Un troisième, qui les écoutait depuis un moment, leur dit : « Vous êtes bien jeunes. Je ne vote même plus ; vous en viendrez là ». C'est une chose terrible de voir un homme mort. Mais un cadavre qui parle, cela glace les plus généreux. Les deux hommes s'enfuirent, chacun serrant contre sa poitrine la provision de vie qui lui restait.

Que de momies sur cette terre ! Le départ est beau. Appétit de voir, de savoir, d'agir. Exploration du vaste monde. Même les colères sont des joies. Ni ruse, ni petitesse, ni réflexion sur soi. Toute la vie se porte hors d'elle-même. On trace de grands chemins, que l'espérance éclaire comme un phare. O jeunesse magicienne ! Toute vie commence ainsi. «Béni soit celui qui vient sauver le monde. » On pourrait bien chanter cela autour de n'importe quel berceau. Toutes les mères chantent ce refrain-là. Toute mère est vierge un moment ; tout enfant est Dieu un moment.

Le peuple des morts fait très bien cela. Le peuple des morts sait tout. Science apprise ; science de musée ; étiquettes et squelettes. Il s'agit donc de tuer proprement ce petit dieu vivant. Viennent les rois mages, avec leurs trésors et leurs parfums. Adoration, éloges, promesses. Allons, petit ; il faut travailler, si tu veux être tout à fait dieu. Travailler, c'est-à-dire ne plus voir les choses, et apprendre des mots. Tout

ramasser en soi, comme dans une cassette ; conserver. Quoi ? Toute la poussière des morts ; des siècles d'histoire ; tout ce qui est réellement mort à jamais. Des Pharaons, des Athalies, des Nérons, des Charlemagnes, tous les grands tombeaux. « Regarde, petit, regarde derrière toi ; marche à reculons ; imite, répète, recommence. Quand tu sauras bien parler, tu verras comme tu penseras bien. »

Puis des Sciences. Non pas sa science à lui, mais une science fossile ; des formules ; des recettes. Hâte-toi ; tout ce qui a été dit, il faut que tu saches le dire. La couronne est au bout. Lui se retient, se resserre, se façonne ; mille bandelettes autour de son corps impatient. Le voilà mort ; bon pour un métier dans le peuple des morts.

Quelques-uns survivent ; quelques-uns cassent les bandelettes, et, bien mieux, veulent délivrer les autres. Grave sujet à délibérer, pour le peuple des morts. Car tout n'est pas perdu ; il y a d'autres liens ; il y a des bandelettes d'or : carrière, mariage, formalités, relations, politesse, habit d'académicien. Pour toutes les tailles, pour toutes les forces. Entraves, filets, nœuds coulants. La chasse aux vivants, c'est le plus haut plaisir, chez le peuple des morts. Il court bien ; la chasse sera longue ; mais il sera pris à la fin, et haut placé parmi les morts. On l'enterrera en cérémonie. Le plus sage parmi les morts fera le discours solennel : « Moi aussi j'ai été vivant ; le sais ce que c'est ; et, croyez-moi, ce n'est pas grand'chose de bon. Voir comme cela, et vouloir comme cela, et agir ensuite comme cela, ce n'est que folie, allez ; que fureur de jeunesse, je vous dis ; que fièvre ; que maladie. Il faut bien y entrer à la fin, dans le peuple des morts. J'étais comme vous ; j'étais parti pour la vérité, pour la justice ; cela me fatigue d'y penser. Bientôt cela vous fatiguera d'y penser. Ne vous raidissez pas ainsi ; laissez-vous mourir. Vous verrez comme on est bien. »

16 mai 1910.

Conclusion

Propos 158:

L'Âge

Le 30 avril 1913

[Retour à la table des matières](#)

Un homme qui a passé la cinquantaine me disait : « Mon cher, je me sens devenir vieux ; je n'ai plus de hardiesse d'esprit ; je ne m'instruis plus par éclairs ; je n'avance plus par bonds à travers les idées, comme dans mon beau temps ; ne vous étonnez pas aussi si je deviens un peu réactionnaire ; je m'y résigne, il le faut bien ; mais ce n'est pas gai. »

Goethe disait qu'un radical à cheveux blancs c'est le comble de toute folie, et je devine bien un peu de regret dans ce mot-là ; il est d'un homme qui fut toujours radical d'esprit, mais courtisan par sa nature. Et il est bien vrai que c'est la pente de la vieillesse qui conduit à adorer l'ordre établi et à saluer tous les pouvoirs ; mais c'est la pente à tout âge, car les causes qui nous entraînent vers le bas sont toujours fortes. L'ami du peuple est toujours mal payé et mal jugé ; le peuple est bien occupé et bien dispersé. Si l'on n'écoutait que ceux qui jugent, si l'on oubliait les bulletins de vote, chacun croirait que la France est disposée à recevoir le despotisme militaire et la tyrannie religieuse. Ainsi, pendant que le corps vieillit selon la loi des corps, l'esprit vieillit beaucoup plus vite que le corps, si seulement il consent à respirer ce mauvais air des jugements académiques et administratifs, qui est proprement son poison. Or quand l'esprit se laisse ainsi vieillir, les atteintes de l'âge sont bien plus vivement senties. Penser librement, c'est la joie de la vieillesse.

Il en est de la vieillesse comme des passions. Si vous acceptez, tout se passe comme si vous n'aviez pas pu refuser. Les preuves de corps, si je puis ainsi dire, deviennent aussitôt des preuves d'esprit. Car les idées ne sont point comme des statues que l'on retrouve à leur place ; il faut les refaire perpétuellement ; il faut y penser, il faut les aimer, il faut les vouloir. Donc si je me résigne une fois au vieillissement d'esprit, me voilà courbé en deux, et disant de bonne foi que c'est un effet de l'âge ; et cette tristesse acceptée est une preuve désormais et pour toujours. Sans nier que les opinions rétrogrades soient parmi les effets de l'âge, je dis que ces opinions ajoutent beaucoup à l'amertume de l'âge. Je prends en pitié ces tristes sages, qui croient que les espérances de la jeunesse ne vont point avec les cheveux blancs, et qui, parce que la nature leur demande quelque sacrifice, s'empressent de lui jeter tout. Les passions conduisent toujours à joindre à tous les autres maux encore le désespoir. Et c'est par là qu'on vieillit vite à tout âge, comme font voir les désespérés de vingt ans, qui laissent volontairement cette vie.

J'observe chez beaucoup d'hommes cette crise du gouvernement intérieur. Cela se voit par les éclats d'une éloquence mauvaise, contre la médiocrité des hommes, contre l'ignorance et la corruption des députés. Les retours de raison, de volonté et d'espérance sont gris comme un jour d'automne. Ce sont des raccommodements sans amour. La rupture n'est pas loin, s'ils ne voient pas que la vie publique selon la justice, selon l'égalité et selon la résistance à l'oppression, c'est justement le seul remède aux misères de l'âge. Heureux celui qui l'a deviné avant le temps où il est trop tard pour deviner, et où il faut savoir.

30 avril 1913.

Conclusion

Propos 159:

Méphistophélès

Le 30 juillet 1909

[Retour à la table des matières](#)

« Être radical quand on est vieux, disait Goethe, c'est le comble de toute folie ». Il voulait parler du grand anglais Bentham auquel la Convention donna le titre de citoyen Français, et qui, jusqu'à son dernier souffle, s'occupa à concevoir les pouvoirs publics, les droits du citoyen, la vertu, le vice, les peines et les prisons selon le bon sens, et sans respecter les traditions. Vous voyez que Bentham était réellement un vieux radical et que ce mot n'a point changé de sens.

Mais je reviens à Goethe. C'était pourtant un homme qui ne respectait rien. Il a pris soin de nous le dire : « Méphistophélès, c'est moi ». Par où l'on peut voir qu'il a joué toute sa vie un rôle, ayant renoncé de bonne heure à changer les passions des hommes et à organiser la vie sociale selon la sagesse. Voilà pourquoi, ne respectant point les puissances, il les saluait très poliment. Voilà pourquoi aussi son Méphistophélès raille toutes choses et se moque de lui-même. Fou, semble-t-il dire, triple fou qui a foi dans le bon sens.

Il ne manque pas de Méphistophélès dans le monde. Car la vie en société nous fait plier malgré tout. On se fatigue d'appeler les choses par leur nom ; on se fatigue de blâmer ; nulle amitié n'y tiendrait. Bonté et sécheresse de cœur travaillent ensemble.

Pourquoi se faire du tort à soi-même si l'on fait en même temps de la peine aux autres ? D'autant que les puissances ne manquent pas d'offrir à notre Alceste quelque bonne place et quelques compliments à côté. De façon que le désordre social devient une espèce de fauteuil très moelleux où le sévère critique se trouve assis comme malgré lui, ce qui fait de lui, bientôt, un Jérémie assez ridicule.

Ajoutons que l'âge nous fait craindre les excès de la force, et nous fait craindre tout changement. « J'aime mieux une injustice qu'un désordre », disait l'olympien Goethe. Par cette pente, on arrive à vouloir tout conserver, et à confondre l'ordre avec la justice. J'en ai connu, de ces radicaux, dont la doctrine blanchissait plus vite que leurs cheveux. Ils disent : « J'ai cru autrefois que le bon sens populaire nous conduirait à la justice et à la paix. J'étais jeune alors ; je ne connaissais pas la vie. Je n'avais pas éprouvé la puissance de l'instinct et des passions. Je vois maintenant que le troupeau a besoin de bergers et de chiens ». Voilà comment on devient en même temps misanthrope et réactionnaire. Et Goethe veut dire qu'il faut s'y résigner, comme aux cheveux blancs, et ne pas jouer à la course avec les jeunes, et ne pas loger des utopies de vingt ans sous un crâne chauve. Parbleu oui, c'est folie de ne vouloir ni vieillir ni mourir. Mais, c'est là pourtant le feu et l'âme de la vie. Je ne veux ni mourir, ni vieillir, ni être académicien. « Mais, dit Méphistophélès, c'est aussi fou que si tu voulais être toujours gai et bien portant. » Il faut pourtant le vouloir, et c'est le vrai moyen d'y arriver.

30 juillet 1909.

Conclusion

Propos 160:

De la Fidélité

Le 7 février 1912

[Retour à la table des matières](#)

Quelqu'un me disait hier : « Comment, Alain, êtes-vous radical ? Ce n'est qu'obs-tination. Car enfin tout marche autour de vous; et je doute qu'une nature purement sincère puisse ainsi se tenir à l'ancre comme sur un rocher de doctrine, au milieu d'un si grand courant d'idées. Voulez-vous étonner, ou bien gagner un pari ? Parbleu je sais bien, et vous l'avez assez dit, que n'importe quel théologien ramène tous les faits à sa doctrine. Mais c'est souvent aussi un travail sans noblesse ; et je ne trouve point là cette liberté qui se marque quand vous traitez d'autres sujets. Vous auriez donc vos dogmes en politique, comme d'autres en religion. Enfin êtes-vous ici sincère tout à fait ? »

Je conviens que des idées sont des choses ailées. Mais j'aime aussi qu'elles reviennent au colombier. Il faut, il me semble, un point d'appui à la liberté. Bref, sans quelque parti-pris, on est entraîné inévitablement d'un système à un autre, on voyage parmi les idées, on est un touriste d'idées. Je n'aime point cela ; cela est trop loin de la nature, la touche trop peu, et à vrai dire ne la change point du tout. En sorte que tel a fait un grand tour par socialisme, anarchisme, monarchisme et autres paysages d'idées, sans rien gagner ; tandis qu'en organisant les idées et les faits selon ma nature, il me semble que j'ai plus de chances de la purger et redresser.

Il y a bien à dire aussi sur la sincérité. Il y a toujours assez de sincérité à chaque instant. Il y a une sincérité d'improvisation, et comme sautillante, qui se fait voir souvent en de vives intelligences, qui pensent par ce moyen échapper aux passions. Mais souvent je reconnais les mêmes passions dans des opinions successives ; au lieu que c'est la passion qu'il faut transformer en raison si l'on peut.

Je suis né radical, mon père l'était ; mon grand-père maternel aussi ; et non seulement d'opinion, mais de classe comme dirait un socialiste ; car ils étaient de petite bourgeoisie et assez pauvres. J'ai toujours eu un sentiment très vif contre les tyrans, et une passion égalitaire. Je montrai bientôt avec cela, comme tous les bons élèves, une grande dextérité de rhéteur, et une aptitude trop visible à comprendre n'importe quoi et à prouver n'importe quoi. Encore maintenant je ne lis guère un auteur vigoureux sans être avec lui. Ainsi, faute de racines, j'aurais bien pu m'envoler tout comme un autre, et me poser au choix sur quelque doctrine estimée. Mais l'instinct m'a tenu ferme par mes racines ; et, toutes les fois que j'y ai réfléchi, je me suis dit qu'une pensée qui ne développe pas une nature est trop libre, trop arbitraire, et enfin nécessairement sans force. Il n'y a donc point de fantaisie ni de penchant au paradoxe dans mes opinions politiques, du moins à ce que je crois. Ainsi lorsque je tiens contre la Représentation Proportionnelle, pour le scrutin d'arrondissement, contre les tyrans d'administration, contre les Secrets d'État, pour l'égalité radicale, contre le respect, et pour l'obéissance, je développe des pressentiments, des passions, des enthousiasmes aussi décidés que l'instinct du chien de chasse. Et ces impulsions ne font pas les preuves, mais elles font trouver les preuves.

7 février 1912.

Conclusion

Propos 161:

Sincérité

Le 22 décembre 1913

[Retour à la table des matières](#)

Chacun doit diriger sa pensée, j'entends choisir, ne pas mettre tout au même plan, ne pas ranger les idées comme des bibelots en vitrine, mais prendre un parti. Il y a des esprits où les idées passent comme des tourbillons de feuilles ; l'opinion dépend d'un coup de vent. Comme quelqu'un qui se sent tantôt gai, tantôt triste, ainsi un beau matin ils se trouvent royalistes ; et ils veulent bien appeler cette inertie sincérité d'esprit. Chacun doit s'attacher plus fermement à ses idées les mieux éprouvées, et ne pas les lâcher à la première sommation des causes extérieures.

« Vous parlez, me dit quelqu'un, comme un capucin. Vous avez, par exemple, votre foi radicale, et vous craignez de la perdre. Alors vous niez les faits et les arguments. Et voilà donc ce que c'est qu'une forte conviction? »

Parodiez, je m'en moque. Je me crois assez à l'abri de l'entêtement, parce que je fais volontiers le tour des idées et que j'aime à plaider pour l'adversaire de temps en temps. Mon défaut ce serait plutôt la mobilité ou l'instabilité d'esprit, si je me laissais prendre aux vives couleurs qu'ont les idées lorsqu'elles sont nouvelles pour moi. Comme je me connais, je me dirige ; et je m'interdis ces abandons, et ces déroutes d'idées, dont j'ai vu tant d'exemples. Aussi lorsqu'un assaut d'idées se produit, par un événement émouvant, ou par l'éloquence de quelqu'un, ou par un livre que je lis, je rentre d'abord dans mon fort, et j'y organise la défense. Et après que j'ai résisté avec

peine, battant le rappel, secouant les raisons, éveillant les preuves, souvent assez péniblement, je m'aperçois le lendemain que mes défenses étaient bonnes et que l'ennemi était bien faible. L'expérience m'a fait voir l'utilité de cette obstination provisoire ; et le bon sens veut déjà qu'on n'abandonne pas, par deux heures d'hésitation et peut-être de fatigue, des opinions élaborées pendant plusieurs années, et qui ont résisté déjà à de semblables épreuves. J'ai remarqué que ceux qui ne prennent pas ces précautions contre eux-mêmes ne s'arrêtent à rien et ne saisissent rien.

J'entendais hier un radical et un socialiste qui s'examinaient en toute simplicité. Le radical disait : « Je ne me permets point d'être socialiste. C'est un terrain glissant pour moi. Je dois modérer une certaine violence naturelle ; la pensée s'accorderait trop avec la passion. » Le socialiste répondait : « La modération est votre vertu à vous ; mais pour moi ce serait mon vice, et je ne suis que trop conservateur par instinct ; c'est pourquoi j'ai passé le fleuve et j'ai coupé les ponts. » Tous deux étaient raisonnables, il me semble. Et cet exemple fait voir qu'il convient quelquefois de régler les idées, non seulement sur l'objet, mais aussi d'après les menaces des passions.

22 décembre 1913.

Conclusion

Propos 162:

La Phalange

Le 2 mars 1912

[Retour à la table des matières](#)

Je n'aime pas les politiciens en baudruche, qui sont légers comme l'air, et qui dérivent à tous les vents. Qui les aimerait ? Heureusement l'espèce en est rare chez nous ; on en pourrait citer un ou deux tout au plus sur les marches du trône ; j'en connais une petite douzaine qui flottent dans la littérature politique au gré des courants et des remous. Ce sont des gloutons d'idées ; aussitôt qu'on leur fait briller quelque opinion d'apparence raisonnable, ils se précipitent la bouche ouverte, et ils avalent l'appât, l'hameçon et la ligne d'un seul coup de gorge. Leur puissance de digérer est prodigieuse ; toujours nouveaux convertis, toujours brûlant ce qu'ils ont adoré ; toujours apostats de quelque chose, et toujours vous jetant au nez leur sincérité et leur probité intellectuelle. Quand on leur marque de l'étonnement et presque du mépris, ils disent : « Ne peut-on se tromper de bonne foi ? Et n'est-il pas honorable de reconnaître ses erreurs, de dénouer ses préjugés, de rompre des promesses imprudentes, de se montrer libres, enfin » ?

Je n'aime pas ces esprits à la dérive. Ce sont de grands liseurs, qui ont de la facilité, et qui aiment le nouveau. Dans le fond ils sont pour les idées comme les gens qui arrivent de leur village et qui font des « Ah » ! à propos de tout. Et qu'est-ce donc qui leur manque ? Peut-être justement la souplesse et l'impartialité de l'esprit qui résultent d'une solide instruction. Les esprits instables sont des esprits raidis ; ils ne

savent pas, tout en se tenant dans une doctrine, comprendre aussi les autres, en saisir ou en deviner la force et le vrai. Il faut qu'ils sautent de l'une dans l'autre. Ils sont nés libres penseurs ; ils se font anarchistes ; dix ans après vous les retrouvez catholiques et baptisés. Ils n'avaient jamais pensé au catholicisme ; ils le rejetaient en bloc ; plus tard, fatigués, ennuyés de leurs propres idées, et saisis par quelque habile argument de curé, ils gobent tout, comme je disais, appât, hameçon, et ligne.

J'aime un esprit lourd ; je ne dis pas lourd de viande seulement et comme enseveli dans une nature de bœuf gras, mais tout de même un esprit lesté, un esprit qui traîne des sentiments, des préjugés, des habitudes : un esprit qui se retient, qui tâte le sol avant de s'y appuyer de tout son poids, un esprit qui tourne autour d'un argument comme autour d'un piège. Une nature enracinée, et où les idées à leur tour s'enracinent. À quoi contribue la vraie culture, qui définit et forme les sentiments par les grands auteurs, païens et chrétiens, qui vous livrent toute l'expérience humaine. Citadelles aux mille défenses, qui font des sorties, qui prennent les armes de l'ennemi, et s'en servent pour leur défense. Esprits massifs, qui s'étendent par les guerres défensives ; avançant avec prudence, ne reculant guère. Ils tirent avec eux tout leur passé, tout le passé ; leurs intérêts, leurs préjugés, leurs passions, tout cela se remue, se tasse, s'organise un peu selon l'idée vraie qu'on leur montre, selon la flèche qui les pique. Le radicalisme est fort par ces vieilles troupes ; l'armée légère des monarchistes, des anarchistes, des fantaisistes et des gobe-mouches bourdonne vainement autour de la Phalange.

2 mars 1912.

Conclusion

Propos 163:

Obstination

Le 7 décembre 1913

[Retour à la table des matières](#)

« J'admire, me dit l'Habile Homme, comme vous avez l'esprit noué. Depuis vingt ans je n'ai pas aperçu le plus petit changement dans vos principes politiques. Vous battez bien un peu les buissons tout autour, mais sans vous écarter, et pour revenir bientôt à votre campement. Obstination qui, à mes yeux, est une espèce de scandale ; car, enfin, tout change autour de nous ; les partis adoptent de nouvelles formations et posent de nouveaux problèmes ; il ne se peut pas que de telles expériences ne changent pas les idées d'un homme scrupuleux. Il y a vingt ans, on ne parlait guère du radium, ni de la télégraphie sans fil ; les idées des physiciens en ont été bouleversées ; seriez-vous donc en politique ce qu'est, en physique, un homme qui n'a rien appris depuis le collègue ? »

J'avoue que j'y mets de l'obstination. Mais je sais très bien pourquoi. Si la liberté, l'égalité et la fraternité étaient des choses dans le monde, comme une nébuleuse, ou le pôle nord, ou la température de fusion de l'hydrogène, choses difficiles à bien connaître, et qu'il faut observer, non inventer, je prendrais le télescope ou la loupe, et je chercherais les objets de mes idées parmi les hommes. Ainsi font un bon nombre de naïfs, qui aiment la vérité de tout leur cœur, et qui la cherchent au bout de leur lunette ; et je les ai vus errer d'une opinion à l'autre, hier socialistes, aujourd'hui syndicalistes, demain royalistes. Et j'ai bien compris d'où vient cette instabilité des doctrines ; c'est qu'ils attendent que leurs doctrines s'affirment toutes seules dans les faits, au lieu qu'il faut les affirmer et les vouloir.

Mon Habile Homme lui-même est peut-être dupe, ici, d'une fausse analogie entre la vérité des choses et la vérité morale. Pour savoir comment sont les choses, il faut les observer, sans parti pris ni obstination. Mais la liberté, et l'égalité ne sont point des choses naturelles comme l'aimant ou le radium ; ce sont des choses qu'il faut vouloir, et qui ne sont que parce qu'elles sont voulues, contre vents et marées. Si nous sommes un bon nombre à les vouloir, elles seront ; si nous désespérons, elles ne seront jamais. Je suis donc gardien, pour ma part, de ces nobles inventions; la bonne volonté est ici le tout de mon jugement; elles sont vraies si je veux ; elles ne sont plus rien si je cesse de vouloir. L'ensemble des faits humains me présentera toujours la tyrannie et la force comme des lois de nature ; mais je les nierai toujours, car l'ordre humain est une victoire sur l'ordre aveugle. Par exemple la paix et la guerre ne sont pas deux espèces de faits naturels; mais la guerre est un fait de l'ordre aveugle, et la paix c'est l'ordre humain ; l'un est subi, l'autre est voulu.

7 décembre 1913.

Conclusion

Propos 164:

Jurons

Le 1^{er} juillet 1924

[Retour à la table des matières](#)

Il faut que les hommes qui ont porté et soutenu Herriot fassent tous quelque grand serment à eux-mêmes. Il n'y a rien de plus perfide que la confiance, si on l'entend mal. Faire confiance, en un sens, c'est espérer beaucoup ; cette confiance-là fait le lit de la déception. Si j'étais chef en ce temps-ci, voici comment à peu près je parlerais à mes troupes.

« Amis, leur dirais-je, vous attendez beaucoup de moi ; c'est que vous n'avez pas considéré d'assez près les forces de l'adversaire. Je les sens déjà ; j'en suis comme enveloppé ; je m'avance seul et sans secours au milieu d'ennemis souriants. Un immense travail s'accomplit, en vue de déformer tout ce que je dis et tout ce qu'on me dit. Songez que j'ai contre moi l'Académie, le clergé, l'armée et les bureaux. L'écrivain, même bien payé pour me servir, me trahira, car il craint par-dessus tout d'être méprisé par le haut tribunal des Belles-Lettres. Le militaire ne me suivra pas loin, parce qu'il regarde du côté du Grand Corps, dont il se voit déjà exilé et retranché. L'homme des bureaux, pendant ces dix années, fut choisi et élevé par des intrigues suivies, d'après les gages qu'il a donnés au triple pouvoir occulte, à l'Académie, à l'armée, à la haute Église. Le clergé mène toutes les affaires, non pas tant par des vues et des projets que par un instinct du commandement, ou, pour mieux parler, de l'influence ; et cela est naturel, puisque tous les combats sont de persuasion et

d'opinion, et puisqu'enfin toute autorité est d'esprit. On m'a jugé téméraire, peut-être, parce que j'ai publiquement rompu avec ce qu'il faut appeler encore aujourd'hui le Parti Prêtre. Mais aussi, ne point rompre c'était me livrer à eux et c'était tout perdre.

« Oui, mes amis, dirais-je encore, par la force des choses j'ai contre moi tous ceux qui exercent un pouvoir, grand ou petit, depuis dix ans, et qui se sont enivrés de ce long règne. Les tyrans inconnus, qui promettent et qui nomment, qui font et défont, qui se sont fait une cour et une clientèle, savent bien qu'ils sont diminués et menacés tous. Toutes les affaires sont aux mains de mes ennemis, et je ne puis me fier à personne. L'instrument dont il faut que je me serve se retourne contre moi. Le temps me manque pour forger un outil neuf. Mais je vais vous dire quelque chose encore, c'est que ces mauvais serviteurs connaissent très bien leur métier ; c'est que, par une loi du monde politique, mes vrais amis sont des hommes qui n'aiment point le pouvoir, qui ne l'ont point visé, qui ne s'y sont point préparés. Si je les mets en place, le moindre chef de bureau les prendra dans ses pièges lilliputiens. De toute façon, comme il faut agir, je tire dès maintenant sur des milliers de liens invisibles. Faites attention que, par ces trahisons tout instinctives, et concertées à la manière des oeuvres animales, toutes mes démarches vont apparaître comme des maladresses, des méprises, des erreurs démesurées. J'ai juré à moi-même et à vous de respirer et de durer dans cet élément trouble. Notre vrai jeu n'est pas maintenant de faire, mais plutôt d'empêcher ; et vous savez en gros de quoi il s'agit ; Guerre ou Paix, tel est l'enjeu de cette partie. Nous la gagnons en résistant. Contents ou non, nous devons tenir. Ainsi n'attendez pas de miracles, mais plutôt attendez des échecs, des fautes, une rumeur formidable, une indignation de tout ce qui juge. Contre quoi je n'ai et vous n'avez qu'une arme, jurer et tenir. »

1er juillet 1924.

Conclusion

Propos 165:

Soyons Béotiens

Le 1^{er} novembre 1924

[Retour à la table des matières](#)

Nous allons revoir les années du petit père Combes, et la grève des riches. Il me semble déjà que le flot des voitures est moins pressé. Resserrer le crédit, raccourcir les projets, ralentir les échanges, voilà le jeu. Les riches y perdent de toutes les façons, parce que, d'un côté, sur la rapide courant des affaires, ils prélèvent toujours quelque chose, et parce que, de l'autre, ils se priveront de dépenser ; l'un compense l'autre, mais l'un et l'autre nourrissent l'humeur atrabilaire. Les Importants n'ont pas fini de gronder en cercle et d'annoncer le pire. Cette conspiration est redoutable en ceci que l'homme politique est souvent en rapport avec les Importants, soit pour les affaires, soit pour les plaisirs de société. Ainsi l'homme politique n'entend que des reproches ; et comme ce sont nos impressions qui nous gouvernent, il croit bientôt que toute la France le maudit. Il se sent solitaire et comme exilé. Échangeant de telles pensées avec ses pareils, il forme bientôt un très mauvais public, triste et hésitant. Au contraire la Chambre est naturellement favorable à un ministère que l'on loue au théâtre et autour des tables bien servies. Par ce jeu, un Poincaré a pu croire, jusqu'à la chute, qu'il était l'idole des Français. Au rebours Herriot risque de voir fondre l'aile droite de son armée, et peut-être aussi l'aile gauche, par des raisons différentes, mais au fond par les mêmes effets de l'humeur, car le député socialiste dîne en ville aussi.

Herriot semble avoir saisi le jeu. Le père Combes disait « Regardez vos circonscriptions. » Or là-dessus le député, assommé de reproches, et circonvenu sans cesse de tristes figures, voudrait dire que ses électeurs ont bien changé, et même il le croit. Là-dessus le Chef prend le train, assemble les électeurs, et désormais parle au député comme parle un tribun du peuple à un roi. Ce renversement n'était pas prévisible ; mais je trouve naturel que la démocratie s'organise selon la nature des choses, et non selon les plans des législateurs. Aussi ne croyez point que les choses se passeront tout à fait comme elles se passaient ; nous verrons d'autres groupements, d'autres relations, d'autres moyens, et encore d'autres, et encore, d'autres. Il y a comme un hallier très touffu, et chacun pousse où il voit passage.

Ce qui me semble le plus important, c'est que chacun comprenne bien d'où vient l'obstacle, de façon à ne pas prendre une simple baie pour un fourré, ni quelques épines pour des mains invisibles et mystérieuses, comme fait un enfant poltron. Cette coalition qui fait tant de bruit ne peut rien. Qu'elle resserre ses dépenses de luxe et ses entreprises qui sont aussi de luxe, je suis assuré que tout le monde s'en trouvera bien, en ces temps difficiles où l'avarice seule peut nous conseiller utilement. L'humeur de l'opposition soutiendra l'avarice, et en même temps nous consolera des effets, qui sont naturellement peu agréables. Au reste ce n'est qu'un moment à passer. Mais aussi ne demandons point l'impossible, et n'attendons point que le gouvernement qui nous plaît soit acclamé encore par le cortège des Importants, comédiens, danseurs, académiciens. Tout au contraire, je dirais que c'est un très bon signe lorsque ces gens-là sont mécontents.

Paris n'est pas juge, et j'aimerais un parlement à Tours ou à Châteauroux. Mais, comme cela n'est pas possible, il faut prévoir l'assaut perfide mené par toutes les Élégances et enfin par ceux qui se disent modestement Athéniens ; donc soyons Béotiens, et bœufs de labour au cuir épais. Ce personnage n'est point ridicule ; il n'y a que le parvenu mal dégrasé, et tout en costume, qui n'en veuille point. Celui qui a vraie richesse d'esprit et vrai savoir se moque du caquetage. Un Jaurès était bien au-dessus des jugements. Un Herriot, un Painlevé, un Blum, pour ne citer que ceux-là, sont capables de trouver respiration au-dessus de l'encens académicien, comme nous trouvons, nous autres citoyens, au-dessous.

1er novembre 1924.

Fin du livre